Moscou sous Lénine

© Pierre Horay - 1953 - première édition
© Maspéro - 1970
© Les bons caractères - 2009 - Deuxième édition : mai 2016
ISBN 978-2-915727-17-3
Dépôt légal deuxième trimestre 2009

Photo de couverture page 1 : manifestation sur la place Rouge en 1920, lors du 2e Congrès de l'Internationale communiste - (collection privée).
Photo de couverture page 4 : David King Collection, London

Alfred Rosmer

Moscou sous Lénine

les origines du communisme

Les bons caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Remerciements

à madame Catherine Camus pour son aimable autorisation de publier la préface d'Albert Camus, son père,

à David King pour les droits photographiques.

Du même auteur

Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale tomes 1 et 2

Éditions d'Avron - Éditions les bons caractères

Préface

Préface

d'Albert Camus

à la première édition (1953)

C'est un des paradoxes de ce temps sans mémoire qu'il me faille aujourd'hui présenter Alfred Rosmer alors que le contraire serait plus décent. À cet égard, il suffira peut-être de dire que Rosmer, avec quelques autres qui refusèrent en 1914 la palinodie de la 2e Internationale, est un des rares militants qui, en quarante années de lutte, aient conservé le respect et l'amitié de tous ceux qui savent combien rapidement s'effondrent les convictions les plus fermes sous la pression des événements. Syndicaliste avant la Première Guerre mondiale, révolté en 1914 par le reniement des chefs ouvriers de l'Occident, rallié à la Révolution de 17, puis opposant à la réaction stalinienne et dévoué désormais à la longue et difficile renaissance du syndicalisme, Rosmer, dans des temps tortueux, a suivi une voie droite, à égale distance du désespoir qui finit par vouloir sa propre servitude et du découragement qui tolère la servitude d'autrui. C'est ainsi qu'il n'a rien renié de ce qu'il a toujours cru. On s'en apercevra en lisant *À Moscou, au temps de Lénine*.

« Je dirai simplement : j'étais là, c'était ainsi. » Voilà le ton de ce témoignage qui risque de décevoir les amateurs de feuilletons historiques. Où était Rosmer ? En Russie, et principalement à Moscou et à Léningrad, après la Révolution d'Octobre et avant la mort de Lénine. Temps superbes où le monde semblait recommencer, l'histoire commencer enfin sur les ruines d'un empire ! Même des hommes qui, à un autre bout du monde, souffraient toujours d'oppression, se crurent alors libérés et pensèrent toucher à ce que Liebknecht appelait les portes du ciel. Mais Rosmer témoigne de ce temps à sa manière, au jour le jour, sans aucun romantisme. Les révolutions se font aussi à coups de réunions, dans l'ingrat labeur des comités et

des congrès. Rosmer assistait à quelques-uns de ces congrès historiques dont il parle ici comme s'il s'agissait de ces tranquilles assises où les techniciens d'une profession mettent en commun leurs connaissances. Une brochure paraît qui fait du bruit, pendant qu'il est à Moscou, et il la résume en indiquant seulement qu'il s'agit de la *Maladie infantile du communisme* et que cette brochure de Lénine contient les germes d'une autre maladie qui, sous le nom de tactique, ou de manœuvre, fera ses ravages chez des militants moins armés que Lénine. De même les assises dont il rend compte comme d'un événement quotidien sont celles du 3e Congrès de l'Internationale où Lénine, annonçant la NEP, déclare que le capitalisme d'État est l'antichambre du socialisme, et renverse peut-être par là le cours de l'histoire révolutionnaire, et de notre histoire. La guerre civile, la lutte de la révolution russe contre sa propre solitude, Cronstadt, le procès des socialistes-révolutionnaires, la mort de Lénine, et les testaments accusateurs qu'il laisse derrière lui, sont les prodigieux événements que Rosmer relate ici sur le ton du rapport avant de conclure par une condamnation, mesurée de ton mais définitive, de la dictature stalinienne. Pas une seule fois, le témoin n'élève la voix. Mais, peut-être, si ses convictions ont survécu à tant de déceptions, c'est qu'elles avaient cette tranquille constance qui n'a pas besoin de cris pour affirmer sa force. L'homme qui adhéra sans réserves à la grande expérience dont il parle dans ce livre, qui sut aussi reconnaître sa perversion, n'a jamais pris prétexte de l'échec pour condamner l'entreprise elle-même.

Le difficile en effet est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. Ce problème est justement le nôtre ; c'est par là que le livre de Rosmer est actuel. Il traite directement d'un phénomène historique, la naissance et la dégénérescence des révolutions, qui est au centre de nos réflexions. Ne sommes-nous pas en même temps fils

d'une révolution décrépite et témoins d'une révolution sclérosée en dictature militaire et policière ?

Mais, justement, pour bien réfléchir a ce problème, il ne faut pas être de ceux qui insultent la révolution elle-même et qui se hâtent de voir dans toute naissance un avortement. Pour tirer de la décadence des révolutions les leçons nécessaires, il faut en souffrir, non s'en réjouir. Rosmer parle ici de la naissance d'une révolution et l'amour actif qu'il parvient à nous faire partager, trente-six ans après l'événement, donne la mesure exacte du déchirement que supposent les dernières pages de son livre. Comment pourrait-il se réjouir de cet avortement ? S'il le dénonce, c'est moins pour ce qu'il est que pour ce qu'il empêche. On ne comprendra rien à ce qu'on appelle pompeusement le drame de la gauche européenne tant qu'on n'apercevra pas clairement qu'une certaine classe d'hommes ne s'oppose pas au régime stalinien parce qu'il hérite d'une révolution où la propriété bourgeoise a été détruite, mais au contraire parce qu'il renforce, par ses folies, la société bourgeoise. Le jour où la libération du travailleur s'accompagne de beaux procès au cours desquels une femme présente à la barre ses enfants pour accabler leur père et appeler sur lui le châtiment suprême, ce jour-là, l'égoïsme et la lâcheté des classes marchandes risquent d'être oubliés et la société de l'argent ne se maintient plus par ses vertus disparues, mais par les vices spectaculaires de la société révolutionnaire.

Et pourtant, c'est ici, malgré l'ampleur de la déception, que se trouve un principe de renaissance. À mon sens, ce n'est ni Kravchenko, bénéficiaire du régime stalinien, ni les ministres français, responsables d'une politique qui ensanglante la Tunisie, qui peuvent critiquer la dictature de Staline,mais Rosmer et ceux-là seulement qui lui ressemblent. La seule question qu'on puisse poser à la révolution, la révolte seule est fondée à la poser, comme la révolution est seule fondée à interroger la révolte. L'une est la limite de l'autre. Il était juste que Lénine

donnât des leçons de réalisme aux terroristes solitaires. Mais il est indispensable que l'exemple des révoltés de 1905 soit sans cesse offert, par ceux qui leur restent fidèles, à la révolution du 20e siècle et à son terrorisme d'État, non pour la nier mais pour la rendre à nouveau, et contre elle-même, révolutionnaire. C'est ainsi que la plus grande déception de ce temps a chance, pour être douloureuse, de n'être pas stérile.

On le voit assez par l'exemple de Rosmer et de son livre. Des hommes comme lui ont su résister à l'effondrement de leur espoir et y résister deux fois, d'abord en refusant de s'abandonner, comme tant de révolutionnaires, au confort de la servitude dite provisoire, ensuite en refusant de désespérer de la force de révolte et de libération qui est à l'œuvre en chacun de nous. Mais on voit, en somme, que s'ils n'ont cédé à aucun de ces entraînements, c'est que pour eux, formés dans la lutte prolétarienne, toujours au contact de la misère ouvrière, la révolution n'a jamais été ce qu'elle est pour tant de nos nihilistes, c'est-à-dire un but qui justifie tout et lui-même. Elle n'a été qu'un moyen, un chemin probablement nécessaire vers cette terre où vivre et mourir ne seront pas une double humiliation. Seuls ceux qui voient la révolution comme un bien pur, mythique, un absolu de revanche, la transfiguration de tous leurs maux et le sommeil de leurs scrupules, sont rejetés par l'échec dans un désespoir qui mène à tous les reniements. Ceux-là, découragés par Thermidor, acclament Bonaparte couronné ou rejettent l'héritage de 89 et, dans les deux cas, enterrent la liberté. Mais ceux pour qui la révolution n'est qu'un moyen savent qu'elle n'est pas ce bien pur qui ne peut être ni trahi ni jugé. Elle peut être trahie, et il faut le savoir, car elle tient aux hommes par ce qu'ils ont de plus grand et de plus bas. Elle peut être jugée, car elle n'est pas la valeur la plus haute et si elle en vient à humilier ce qui dans l'homme est au-dessus d'elle, elle doit être condamnée dans le temps où elle humilie. C'est le double mouvement, exemplaire à mon sens, qu'on trouvera dans ce livre où, du mal-

heur de ce siècle, Rosmer a tiré la double décision d'exalter ce qui est apparemment mort, et de dénoncer ce qui survit.

Peut-être est-ce pour cela, et je finirai sur ce point, que j'ai mauvaise conscience les rares fois où je ne suis pas d'accord avec Rosmer – quand, par exemple, à force d'adhérer à l'époque dont il parle, il en justifie tout, et Cronstadt même. Mon premier mouvement est de trouver alors qu'il sous-estime le retentissement énorme qu'eut la dissolution, par les bolcheviks, de l'Assemblée constituante. Quelles que furent les justifications de cette mesure, elle a été le signe visible que l'arbitraire, légitimé jusque-là parce qu'il s'exerçait contre les anciens oppresseurs, pouvait se retourner aussi contre les révolutionnaires. Mais mon deuxième mouvement, lisant Rosmer qui insiste sur les dangers courus par la jeune révolution, est d'hésiter. Quand on lit de pareils témoignages, quand on voit de quelles luttes et de quels sacrifices certaines vies furent remplies, on peut se demander au nom de quoi ceux qui, comme nous, n'ont pas eu la chance, et la douleur, de vivre au temps de l'espoir, prétendraient sur ce point à autre chose qu'à écouter et comprendre. L'expérience historique qui fut la nôtre est peut-être trop étrange, trop particulière, pour être généralisée. La guerre, et la Résistance, ne nous ont rien appris que sur elles-mêmes, et peut-être sur nous. Elles ont suffi certainement à nous faire mesurer que l'abjection totalitaire était le pire des maux, et à nous donner la décision irréductible de la combattre partout où elle se trouve. Mais pour tout le reste, nous marchons dans les ténèbres. Il faut marcher sans doute et trouver nos raisons nous-mêmes, chaque fois que nous ne pouvons faire autrement. Qui niera cependant que nous devions sans cesse confronter ces raisons à l'expérience des autres et qu'à cet égard nous ayons besoin de guides et de témoins que nous ne puissions récuser ? Pour ma part, et c'est le sens de cette préface, parmi tant de guides qui s'offrent généreusement, je préfère choisir ceux qui, comme Rosmer justement, ne songent pas à

s'offrir, qui ne volent pas au secours du succès, et qui, refusant à la fois le déshonneur et la désertion, ont préservé pendant des années, dans la lutte de tous les jours, la chance fragile d'une renaissance. Oui, nos camarades de combat, nos aînés sont ceux-là dont on se rit parce qu'ils n'ont pas la force et sont apparemment seuls. Mais ils ne le sont pas. La servitude seule est solitaire, même lorsqu'elle se couvre de mille bouches pour applaudir la force. Ce que ceux-là au contraire ont maintenu, nous en vivons encore aujourd'hui. S'ils ne l'avaient pas maintenu, nous ne vivrions de rien.

Albert Camus

Note biographique

Alfred Griot dit Rosmer
(1877-1964)

Dans sa préface à la première édition, Albert Camus écrivait : « *Rosmer, en ces temps tortueux, a suivi la voie droite, à égale distance du désespoir qui finit par vouloir sa propre servitude et du découragement qui tolère la servitude d'autrui. C'est ainsi qu'il n'a rien renié de ce qu'il a toujours cru.* »

Cette voie droite, Alfred Rosmer l'emprunta très jeune et ne s'en écarta pas. Alfred Griot, qui choisit pour nom de plume Rosmer, emprunté à un personnage du dramaturge suédois Ibsen, naquit en 1877 aux États-Unis, où son père exerçait la profession d'artisan coiffeur. Rosmer avait huit ans lorsque son père décida de revenir en France pour y ouvrir un salon de coiffure à Montrouge, dans la banlieue parisienne. Le jeune Rosmer passa par la suite un concours lui permettant de devenir employé aux écritures à la mairie de Paris, et s'engagea vite dans l'activité militante. Dans un premier temps, il s'intéressa aux idées anarchistes, puis se rapprocha du courant syndicaliste révolutionnaire, alors majoritaire au sein de la CGT. Il fut l'un des collaborateurs de *La Vie ouvrière* fondée en 1909 par Pierre Monatte. Rosmer fut chargé de la rubrique concernant le mouvement ouvrier international. Parlant déjà couramment l'anglais, il apprit plusieurs autres langues étrangères, notamment le russe et l'italien. Sa curiosité et sa culture étaient considérables, constamment au service de ses idées, sans aucune ambition de carrière.

Lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, en 1914, Rosmer montra à quel point ses convictions étaient solidement enracinées. La déclaration de guerre avait en effet provoqué un véritable cataclysme au sein du mouvement ouvrier. Dans tous les pays belligérants, la majorité des dirigeants des

partis socialistes, mais aussi des dirigeants anarchistes et syndicalistes, retournèrent leur veste, piétinant sans vergogne les déclarations contre la guerre faites quelques semaines voire quelques jours auparavant, et se rangèrent derrière la fraction la plus va-t-en guerre dans chaque camp. Certains socialistes devinrent ministres, d'autres mirent avec zèle leur plume et leur réputation au service de la propagande belliciste. Bien peu résistèrent à la vague de chauvinisme qui submergea le mouvement ouvrier international. En France, Alfred Rosmer fut de ceux-là avec le noyau de responsables de *La Vie ouvrière*, dont Pierre Monatte.

Pendant la guerre, il continua ses activités militantes, participant à de petits groupes internationalistes, comme celui qui se créa après la conférence de Zimmerwald (septembre 1915). Ce fut à cette époque qu'il rencontra nombre de militants pacifistes ou révolutionnaires qui, eux aussi, avaient tenu face au chauvinisme et au nationalisme. Parmi eux, il y avait les militants russes Léon Trotsky et Martov, qui publiaient à Paris et en russe le journal *Nache Slovo* (*notre parole*). De ces rencontres naquit une solide amitié entre Rosmer et Trotsky.

Après la révolution russe d'octobre 1917, c'est tout naturellement qu'Alfred Rosmer s'engagea dans le mouvement communiste. Il participa, en tant que délégué au second Congrès de la Troisième Internationale – l'Internationale communiste – qui se tint en Russie en juillet 1920, et fut élu à la direction de l'Internationale. Pendant dix-sept mois, il participa à ses travaux à Pétrograd et à Moscou. Il y retourna à plusieurs reprises entre 1922 et 1924.

À son retour en France, en octobre 1921, il adhéra au Parti communiste, qui s'était constitué quelques mois plus tôt. Il en fut un des dirigeants, faisant partie de son aile gauche. Il fut, durant une courte période, à la direction de son quotidien, *L'Humanité*. Mais le Parti communiste en France, tout comme les différents partis affiliés à l'Internationale commu-

niste, subissait les répercussions de la mainmise de la bureaucratie en URSS sur la direction du parti soviétique, puis sur celle de l'Internationale communiste et de L'État soviétique. En octobre 1924, Alfred Rosmer, Pierre Monatte et quelques autres furent exclus du Bureau politique, puis du Parti communiste lui-même.

Dès lors, Rosmer mena le combat contre la dégénérescence qui gagnait à la fois le Parti communiste et l'État soviétique et qui allait aboutir à la victoire de Staline et de ses partisans. Il s'opposa sans relâche et sans défaillance au stalinisme, qu'il considérait comme une perversion criminelle de l'idéal communiste. En 1925, il collabora à la création et à la rédaction de la revue de son ami Pierre Monatte, *La Révolution prolétarienne*, qui se voulait hors de tout parti et regroupait des marxistes, des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes.

Partageant les idées de Trotsky et son analyse de la situation, il rejoignit son combat. Il fut à ses côtés, le soutenant pour affronter les traquenards mis en place par Staline et ses hommes de main, l'aidant personnellement, lui et sa famille, à de multiples reprises. Toutefois, s'il fut présent dans le mouvement trotskyste à la fin des années 1920, il s'en tint à l'écart au milieu des années 1930. C'est ainsi qu'il mit, en 1938, à la disposition des partisans de la IV^e^ Internationale sa maison de Perrigny, dans la région parisienne, pour permettre la réunion de la conférence qui décida de sa fondation. Mais il ne participa pas à cette réunion.

Pendant cette période, il s'attela à la rédaction d'une monumentale *Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, dont le premier tome fut édité en 1935. En 1937, Alfred Rosmer participa activement aux travaux du comité mis en place aux USA pour rétablir la vérité sur les procès de Moscou, afin de mettre bas l'échafaudage de mensonges et de calomnies dressé contre Trostky et ses partisans par la machine de propagande stalinienne. Après l'assassinat de

son fils Léon Sedov, Trotsky avait choisi Rosmer comme tuteur de son petit-fils, qui se trouvait en France. En 1939, Rosmer et sa compagne Marguerite amenèrent ce petit-fils à Mexico, rencontrèrent Trotsky quelque temps avant son assassinat, puis se rendirent aux États-Unis où ils séjournèrent pendant toute la guerre.

À son retour en France en 1946, Rosmer entreprit de mettre par écrit les souvenirs de la période de sa vie qui va de 1919 à 1924, période durant laquelle il fut témoin et acteur de la mise en place et de l'activité de l'Internationale communiste. Son témoignage, *Moscou sous Lénine*, parut en 1953 grâce à l'appui d'Albert Camus. Le second tome de l'*Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* fut édité en 1959. Quant au troisième tome, il ne fut jamais terminé : il ne fut qu'une ébauche, le temps et les circonstances n'ayant pas laissé le loisir à Rosmer de terminer cette œuvre.

Il poursuivit, par la parole et par la plume, son activité de dénonciation du stalinisme et des régimes staliniens. Il continua de collaborer avec son ami de toujours, Pierre Monatte. Dans le même temps, Rosmer, responsable de l'édition des ouvrages de Trotsky en France et en Europe, se démena pour trouver des éditeurs, relisant soigneusement les traductions, écrivant préfaces ou introductions, notamment pour *L'Histoire de la révolution russe*, *Terrorisme et Communisme*, *Journal d'exil*…

Il mourut en mai 1964, laissant derrière lui non seulement de précieux témoignages, mais l'exemple d'une vie entièrement au service du mouvement ouvrier.

Les bons caractères

Moscou sous Lénine

Avant-propos

> Il arrive en ce moment à la doctrine de Marx ce qui est souvent arrivé, dans l'histoire, aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs du mouvement libérateur des classes opprimées... Après leur mort on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer *leur nom* d'une auréole de gloire pour la « consolation » des classes opprimées et pour leur duperie, en même temps qu'on émascule la *substance* de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit.
>
> Lénine,
> *L'État et la Révolution*
> Août 1917

Les débuts de la Russie soviétique, les premiers congrès de l'Internationale communiste, la période qui s'étend d'octobre 1917 à la mort de Lénine, en janvier 1924, bien que vieux seulement de trente années, sont déjà, dans le mouvement socialiste, une sorte de préhistoire. Les destructions de la Seconde Guerre mondiale ont anéanti une partie considérable des ouvrages et périodiques qui s'y rapportent, ne laissant subsister que des fragments, des collections morcelées, difficilement accessibles. Là n'est cependant pas le plus grave. Le plus grave, c'est que ceux-là mêmes qui se prétendent les dépositaires et les continuateurs de l'œuvre commencée en 1917 sont les agents les plus acharnés de cette destruction ; ils ne l'évoquent que pour la défigurer, ils lui ont fait subir des déformations successives pour, finalement, la réduire en un manuel où se trouve rassemblé le maximum de falsifications, de suppressions, de lacunes, d'ajoutés, et dont le trait distinctif est qu'il contredit tous ceux écrits antérieurement par les historiens officiels du régime. « Ce catalogue annule les précédents », disent les marchands.

Sur cette période j'ai des souvenirs précis et nombreux ; sur tous les événements importants je puis apporter mon témoignage, le témoignage direct d'un participant. Il m'est arrivé souvent d'en parler devant des amis ou dans des réunions, et la remarque invariable de mes auditeurs était que je devais écrire ce que je leur avais raconté.

Je me décide à le faire aujourd'hui pour plusieurs raisons. On publie de temps à autre des livres sur la « naissance de l'URSS », ou sur l'Internationale communiste, ou sur Lénine, et il arrive parfois que leurs auteurs se présentent ou se laissent présenter comme des « confidents », des « amis » de Lénine et même comme des « conseillers ». Je sais que leur prétention est risible. Mais la tactique du gros mensonge a fait ses preuves ; il n'est pas permis de l'ignorer. Le dernier en date de ces ouvrages, publié à New York en 1947, *Pattern for World Revolution*, et à Paris en 1949, en français, sous le titre *Du Comintern au Stalintern*, est anonyme. Le ou les auteurs sont dissimulés sous le pseudonyme d'Ypsilon. À côté d'erreurs qui surprennent, il renferme une bonne part d'informations vraies, il constitue dans l'ensemble un important document. Mais il est clair que pour qu'un tel livre puisse prendre sa juste valeur et être utilisé, la première condition est qu'on en connaisse l'auteur. Or celui-ci, ou ceux-ci, veulent si bien se cacher qu'ils vont jusqu'à inventer des personnages ou à camoufler certains de ceux qu'ils font parler pour brouiller les sources ou pour quelque autre raison. Il est donc temps pour moi de parler pour mon propre compte, de dresser en face des déformations et des écrits des mercenaires un récit véridique.

J'ai fait plusieurs séjours en Russie soviétique de 1920 à 1924, le plus long ayant été de dix-sept mois, de juin 1920 à octobre 1921 ; je retournai à Moscou dès février 1922, puis chaque année, parfois plusieurs fois dans la même année. J'ai participé au 2e Congrès de l'Internationale communiste comme membre du bureau ; puis, au 3e et au 4e Congrès ; j'ai été membre du

Comité exécutif de l'Internationale communiste de juin 1920 à juin 1921, et de son « petit bureau » à partir du Congrès de Tours (décembre 1920) où le Parti socialiste français vota l'adhésion à l'Internationale communiste ; j'ai travaillé avec Losovsky à la création de l'Internationale syndicale rouge ; j'ai fait partie de la délégation de l'Internationale communiste à la Conférence des trois Internationales à Berlin, et de celle qui siégea à Hambourg lors de la fusion de la 2e Internationale et de l'Union internationale des partis socialistes ; dans le Parti communiste français, j'étais au Comité directeur, au Bureau politique et à la direction de *L'Humanité* de 1923 à mars 1924. J'énumère tous ces titres sans en excepter aucun, non que j'en tirai jamais vanité : la plupart me furent imposés ; je ne les acceptais qu'à mon corps défendant et n'étais jamais plus heureux que lorsque je pouvais m'en libérer et rentrer dans le rang. Je ne les rappelle que pour donner mes références ; le lecteur saura que j'ai été en tous cas assez bien placé pour connaître les hommes et les faits quand Lénine vivait.

J'ai retrouvé suffisamment de documents pour pouvoir étayer mon récit, vérifier les faits et les dates quand j'avais quelque doute. Mes souvenirs étaient si précis et si sûrs que les erreurs que j'aurais pu commettre n'auraient été que d'infimes erreurs de détail. Pour les révolutionnaires de ma génération qui ont répondu à l'appel de la Révolution d'Octobre, ces années ont laissé en eux une empreinte profonde. Nous avons touché alors le plus haut de nos buts ; la foi internationaliste que nous avions gardée intacte durant l'entre-massacre des prolétaires trouva sa récompense quand surgit la nouvelle Internationale ; les honteuses abdications de 1914 étaient vengées ; la République soviétique annonçait la société socialiste, la libération de l'homme. De telles époques s'inscrivent dans la mémoire pour n'en plus sortir.

Le destin de la Révolution russe, l'acrobatie quotidienne des récentes années dénommée « marxisme-léninisme »

posent d'importantes questions : Staline continue-t-il Lénine ? Le régime totalitaire est-il une autre forme de ce qu'on avait appelé dictature du prolétariat ? Le ver était-il dans le fruit ? Le stalinisme est-il « *un développement logique et presque inévitable du léninisme* », ainsi que l'affirme Norman Thomas ?... Pour y répondre il faut d'abord connaître les faits, les idées, les hommes tels qu'ils furent dans les années héroïques de la Révolution : un travail préalable de déblaiement est nécessaire, car ils ont été systématiquement ensevelis sous des couches successives de mensonges différents. Mon travail doit aider à les restituer dans leur vérité. Je dirai simplement : j'étais là ; c'était ainsi. Mon dessein est de faciliter la tâche de ceux qui s'intéressent à l'histoire de ces temps en mettant chaque fait dans sa vraie lumière, en donnant à chaque texte son plein sens.

Avant d'écrire mon récit, j'ai voulu relire l'ouvrage de l'auteur anglais Arthur Ransome, *Six semaines en Russie*, publié en 1919. Ransome avait eu l'inestimable privilège de pouvoir se rendre en Russie soviétique au début de 1919, quand n'avait pas encore été rompu le « cordon sanitaire » de Clemenceau. Sa connaissance de la langue et du pays, la sympathie qu'il éprouvait pour le régime naissant bien qu'il ne fût pas communiste, lui permirent de tracer une esquisse vivante et fidèle du régime et des hommes. Avec lui on pénétrait dans le bureau de Lénine, on suivait la conversation, on voyait Lénine rire et cligner de l'œil... Derrière le « terrible » théoricien, on pouvait apercevoir le réel Boukharine, juvénile et chaleureux, tandis qu'il quittait en sautillant le hall de l'hôtel Métropole après avoir évoqué devant son interlocuteur, incrédule et cependant séduit, le déroulement de la révolution dans le monde. Le livre était écrit dans le style le plus dépouillé, sans emphase ; c'était un rare présent.

Je me suis efforcé de le prendre pour modèle. J'étais souvent tenté, quand la différence entre hier et aujourd'hui était évidente et même criante, de m'arrêter un instant pour poser

la question : « Est-ce la même chose ? » mais je m'en suis volontairement abstenu. Je veux me borner à donner mon long rapport sur la vie dans la République des soviets, sur l'Internationale communiste et sur l'Internationale syndicale rouge, sur les hommes et sur les événements ; je l'écris aujourd'hui comme j'aurais pu le faire en 1924 ; mes sources sont toutes dans des publications officielles de l'Internationale communiste ; les vérifications sont faciles.

Pour les congrès et conférences, il ne pouvait être question d'en donner des comptes rendus complets ; l'histoire de l'Internationale communiste et de la Révolution russe en ces années décisives exigerait plusieurs volumes ; les ordres du jour étaient toujours très chargés ; les réunions de commissions et les séances plénières étaient nombreuses, les thèses abondantes, les résolutions multiples... Mais, y ayant participé, il m'était possible d'en extraire l'essentiel, de détacher les points sur lesquels avait été mis l'accent, de montrer la continuité des débats successifs et de souligner leurs conclusions. Je n'ai donc fait qu'un minimum de citations. Mais j'ai rassemblé les principaux textes de Lénine dans cette période ; ils vont de *L'État et la Révolution* au discours du 4e Congrès (novembre 1922) – sa dernière intervention dans la vie de l'Internationale communiste. On les trouvera en appendice.

Novembre 1949
Alfred Rosmer

1920

I
L'EUROPE EN 1920

Au début de 1920, j'étais à Toulon chez mon ami Marcel Martinet quand une lettre de Paris vint m'annoncer que j'avais été désigné par le Comité de la 3e Internationale pour aller en Russie soviétique. Le temps pressait ; je devais être prêt à me mettre en route dans une semaine. C'était plus de temps qu'il ne m'en fallait pour faire mes préparatifs. Pour moi comme pour tous ceux auprès de qui j'avais vécu les longues années de ce qu'on appelait alors la Grande Guerre, la Révolution d'Octobre avait été la révolution attendue – la révolution qui suivrait la guerre –, elle était l'aube d'une ère nouvelle, une autre vie commençait ; tout ce qui lui était antérieur n'avait plus d'attrait : je me désintéressais de mes livres, brochures, collections, travaux préparés ; j'étais mieux que prêt : impatient de partir.

Ce voyage de Moscou n'avait cessé d'être dans nos pensées, particulièrement dans les miennes puisque j'étais désigné d'avance comme le voyageur. Mais c'était alors une entreprise difficile, surtout pour les Français. De toutes les nations, la France de Clemenceau et de Poincaré s'était montrée la plus enragée contre la République des soviets. Clemenceau s'était vanté de l'isoler du monde, la traitant en pestiférée qu'un « cordon sanitaire » devait entourer, à la fois pour l'étouffer et pour protéger les peuples contre la contagion. Nous étions réduits à envier ceux qui, Anglais ou Américains pour la plupart, avaient la possibilité de franchir les obstacles de toutes sortes qui, en fait, constituaient le « cordon ».

Cependant, nous étions capables de déceler le vrai du faux dans la masse d'informations que publiaient les journaux. La

Révolution d'Octobre avait pris la bourgeoisie par surprise ; ses représentants, même ceux qui n'étaient pas stupides, n'y pouvaient rien comprendre. Comment ce petit noyau d'émigrés que le gouvernement provisoire avait autorisé à rentrer en Russie pourrait-il se maintenir au pouvoir ? Un cauchemar, certes, mais qui ne durerait que quelques jours.

Les correspondants des journaux installés jusque-là à Pétrograd s'étaient transportés dans les capitales des pays voisins, à Riga, à Stockholm, à Varsovie, d'où ils télégraphiaient chaque jour de sombres histoires : Lénine avait fait exécuter Trotsky ; puis, c'était le contraire, une autre révolution de palais où Lénine était l'exécuté et Trotsky le fusilleur car tout tournait autour de ces deux noms qui s'étaient tout de suite détachés des autres. Leur ignorance leur faisait accueillir les rumeurs les plus fantaisistes, et si d'aventure ils avaient pu apprendre où pénétrer la vérité, ils savaient bien que leurs patrons ne leur permettraient pas de la dire.

Il faut avoir lu à l'époque les dépêches et les commentaires qui les accompagnaient pour se faire une idée précise de la colère haineuse dans laquelle la Révolution d'Octobre plongeait la bourgeoisie ; contre eux, pour les abattre, elle estimait que tous les moyens étaient bons ; du reste la famine allait inévitablement s'étendre sur le pays et en ce fléau elle puisait une sorte de consolation. Dans le train qui me ramenait de Marseille à Paris à l'expiration d'une permission, je me trouvai dans le voisinage de trois majors le jour où les journaux avaient dû se résoudre à annoncer que les bolcheviks s'étaient emparés du pouvoir. En proie à la plus vive indignation, mes voisins se relayaient pour accabler d'injures grossières les chefs de l'insurrection dont ils ignoraient jusqu'alors même les noms – et c'était, pour eux, un grief supplémentaire. Puis, en guise de conclusion, l'un d'eux s'écria : « *Mais comme ils vont crever de faim ! Ils n'ont pas de vivres pour trois jours !* »

Nous étions immunisés contre les mensonges variés des correspondants de Riga et d'ailleurs parce que nous, nous les connaissions bien ces « inconnus » ; leurs noms et leurs idées nous étaient familiers. Les uns avaient vécu en France, pendant la guerre, au premier rang Trotsky, de novembre 1914 jusqu'au jour de son expulsion (septembre 1916) par le ministre de l'Intérieur, Malvy, collègue des ministres socialistes Guesde et Sembat ; puis Antonov-Ovséienko, administrateur du quotidien que publièrent à Paris, durant toute la guerre, les socialistes russes de diverses tendances qui s'étaient rassemblés sur la plate-forme de l'opposition à la guerre impérialiste et de la défense de l'internationalisme prolétarien ; Dridzo-Losovsky, Manouilsky, d'autres encore. Nous nous étions rencontrés pour la première fois à l'automne de 1914, quand une circonstance fortuite permit de constater que nous avions, sur les grands problèmes posés par la guerre, une position fondamentale identique. Tchitcherine et Litvinov étaient à Londres ; Lénine et Zinoviev en Suisse. Le contact s'était établi entre les socialistes de tous les pays fidèles à l'internationalisme aux conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kienthal (avril 1916). Nous nous amusions des erreurs que, dans leur ignorance, commettaient les journalistes de la « grande presse », s'égarant dans les biographies, faisant d'extraordinaires mixtures ; même les photographes se trompaient dans l'identification des personnages de leurs clichés[1].

Malgré tout, il arriva, certain jour, que notre confiance dans la solidité du nouveau régime résistait difficilement à la précision de dépêches annonçant la chute de Pétrograd, ou encore la débâcle de l'Armée rouge devant la poussée victorieuse d'un des généraux de la contre-révolution ; l'attentat contre Lénine, le 30 août 1918, quand le doute ne nous fut plus permis, nous

1 Dans la docte *Revue des Deux Mondes*, Charles Benoist, pour paraître informé, avait écrit : « *Lénine ou Zederblum ?* » Puis il rectifia, non sans dépit :« *Il paraît que décidément il s'appelle Oulianov.* »

plongea dans l'angoisse et l'inquiétude ; la contre-révolution allait-elle finalement l'emporter ?

À l'époque où se place mon voyage vers la République soviétique, le printemps de 1920, la situation était devenue si favorable, le régime avait si bien résisté à tous les assauts que ses adversaires les plus acharnés s'étaient vus contraints d'avouer qu'ils s'étaient lourdement trompés dans leur appréciation du bolchevisme ; ils n'y avaient vu qu'un soulèvement préparé par une poignée de démagogues s'assurant, par suite de circonstances exceptionnelles, une facile victoire mais qu'il serait non moins facile d'abattre, et ils avaient la désagréable surprise de se heurter à un mouvement capable de créer un ordre nouveau, solidement enraciné déjà dans le sol de ce qui était hier l'empire des tsars. Pour la première fois depuis Octobre le soviet des ouvriers, des paysans et des soldats respirait librement ; dans un immense et prodigieux effort, la République s'était libérée de la triple menace qui pendant trois années avait pesé sur elle ; Ioudénitch, Koltchak, Dénikine, et, derrière eux, les bourgeoisies alliées, avaient été successivement repoussés. Le cordon avait été rompu en un point ; le traité conclu avec l'Estonie donnait à la République des soviets une fenêtre sur l'Europe, et par là, sur le monde. L'Angleterre, suivant l'Amérique, avait renoncé à toute intervention ouverte : la protestation ouvrière était même devenue si forte que Lloyd George préparait l'opinion britannique à la conclusion d'un accord commercial avec les soviets. Seule, la France s'obstinait, entretenant en Pologne un état d'esprit belliqueux et chauvin. À peine reconstituée cette Pologne voulait déjà s'annexer l'Ukraine. Mais à quel prix cette libération du pays révolutionnaire avait été obtenue, on ne le mesura exactement que plus tard.

En France, la poussée révolutionnaire qui se développa dès la fin des hostilités entraîna, à côté des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des couches de la petite bourgeoisie, ceux des anciens combattants, nombreux, qui, éclopés ou indemnes, rentraient au foyer avec l'idée bien arrêtée d'un compte à régler : le gouvernement et le régime qui les avaient réduits pendant quatre ans à la vie bestiale des tranchées et des assauts pour le « Communiqué » devraient payer ! La bourgeoisie était désemparée : elle restait interdite devant les conséquences de la guerre qu'elle n'avait pas même entrevues ; elle avait perdu la foi dans son destin.

Cette poussée révolutionnaire si forte en étendue et en volonté claire fut freinée par les hommes qui dirigeaient alors partout dans le monde les organisations syndicales et les partis socialistes. Profitant de l'inexpérience des nouveaux venus ils réussirent, masquant leurs manœuvres par des phrases démagogiques, à les détourner de toute action révolutionnaire. Les effectifs avaient considérablement grossi ; en France, le Parti socialiste était passé de 90 000 membres en juillet 1914 à 200 000, et la CGT, réduite au début de la guerre, par le seul fait de la mobilisation, à des syndicats squelettiques, pouvait, pour la première fois dans son histoire, prétendre être une organisation de masses avec ses deux millions de syndiqués réguliers. Il suffisait donc, disaient les chefs réformistes, de rester unis pour être forts, pour être capables d'imposer aux gouvernants, sur chaque problème important, la volonté de la classe ouvrière. On affirmait, en paroles, sa solidarité avec la Révolution russe, mais il ne serait pas nécessaire, ajoutait-on, dans les nations démocratiques d'Occident, de recourir à la violence car ici un ordre nouveau pourrait être instauré par la simple réalisation d'un programme économique élaboré par les organisation ouvrières et que gouvernants et patrons devraient accepter. Ainsi seraient évitées les dures luttes, les souffrances, la misère qui étaient le lot des pays ravagés par des révolutions. J'eus l'occasion de

constater plus tard, au cours de mon voyage à travers l'Europe, qu'il était relativement aisé de duper, par un tel mirage, les hommes dont la guerre avait fait des révolutionnaires ; à quoi bon se battre encore si le but peut être atteint sans combat ? Ainsi, en France, Jouhaux et ses amis de la direction confédérale qui s'étaient compromis à fond dans l'union sacrée, dans la guerre jusqu'au bout dont on voyait maintenant les immenses et vains sacrifices qu'elle avait exigés, réussirent à se maintenir à la tête de la CGT, tandis qu'au Parti socialiste les chefs du temps de guerre, écartés, n'étaient remplacés que par des éléments peu sûrs, soucieux avant tout de suivre le courant.

Au début de 1920, la première grande grève d'après-guerre, celle des cheminots, montra que la poussée révolutionnaire restait néanmoins très forte ; elle trouvait assez souvent sa juste expression dans les directions nouvelles que s'étaient données les organisations locales en opposition au réformisme camouflé des dirigeants confédéraux. Leur maturité était parfois remarquable. J'avais pu, durant mon séjour à Toulon, suivre de près l'activité de l'union départementale des syndicats. Quand la grève des cheminots éclata, je fus frappé par l'intelligence dont témoigna le secrétaire de cette Union dans la préparation et l'organisation du soutien à donner aux grévistes. Il exposa avec clarté la signification de la grève, montra les développements qu'elle pouvait prendre dans une situation générale objectivement révolutionnaire, et il prévoyait les mesures de répression que le gouvernement ne manquerait pas de prendre ; pour assurer la continuation de l'action ouvrière, il formait sans plus attendre des équipes de remplaçants au comité de grève. Tout cela dit et fait très simplement, sans rien de l'emphase assez fréquente chez les habitants de cette région. Surprises par la soudaineté du mouvement et par son ampleur, par la fermeté et la discipline qui marquaient son développement, les compagnies cédèrent rapidement. Elles devaient prendre leur revanche trois mois plus tard, aidées alors par le gouvernement, et par les diri-

geants de la CGT qui sabotèrent une grève de solidarité qui leur avait été imposée.

II
LE VOYAGE DE MOSCOU

Les voyages à travers l'Europe d'après-guerre étaient fort compliqués. Les nations nouvelles que l'idéologie wilsonienne avait contribué à créer se barricadaient derrière leurs frontières ; elles se défendaient contre la pénétration bolcheviste, et aussi contre les trafiquants, de la variété spéciale que les temps de grand trouble font surgir. Il fallait, pour y pénétrer, des visas d'entrée, et ensuite des autorisations de sortie pour les quitter, subir des visites douanières méticuleuses, formalités interminables et insupportables, heureux encore quand on en sortait indemne ; enfin le dernier obstacle, de beaucoup le plus sérieux : les nations limitrophes détachées de la Russie tsariste ne laissaient pas passer.

Pour toutes ces raisons, mon voyage de Paris à Moscou dura six semaines ; je le trouvai bien long ; il fut néanmoins riche en enseignements car il comporta de longs détours qui me menèrent dans les nouvelles nations de l'Europe centrale et dans la nouvelle Allemagne ; je pus les observer sur place et, d'autre part, entrer en contact avec les partis et groupements divers qui avaient déjà adhéré à la 3e Internationale ou se proposaient de le faire, de connaître des hommes que je devais retrouver plus tard à Moscou.

Je consacrai d'abord quelques jours de ma semaine de délai à un voyage en Catalogne. J'y avais des parents et des amis ; je voulais les voir avant de me mettre en route. Pas plus aujourd'hui que je ne le faisais alors je ne songe à exagérer les périls du long voyage que j'allais bientôt entreprendre ni des conséquences qu'il pouvait avoir ; à vrai dire la pensée que

j'allais enfin me trouver au cœur de la Révolution soviétique m'empêchait même de m'appesantir là-dessus. Mais enfin il y en avait quelques-uns et ils n'étaient certainement pas imaginaires. Cette rapide visite devait, de surcroît, me permettre de voir par moi-même l'état présent du mouvement syndicaliste si puissant dans cette région. Sur ma route, je trouvai, par chance, à la bibliothèque de la gare de Gérone, un ouvrage qui venait de paraître sur le syndicalisme révolutionnaire et sur la CNT (Confédération nationale du travail). Il donnait d'intéressantes précisions sur le congrès récent de cette organisation, de tendance anarcho-syndicaliste, à Madrid (décembre 1919), au cours duquel l'adhésion à la 3e Internationale avait été votée à l'unanimité. Le congrès s'était en outre prononcé pour la dictature du prolétariat. C'était un événement d'extrême importance ; par lui on mesurait la répercussion qu'avait eue dans le monde la Révolution d'Octobre. Les dirigeants de l'insurrection victorieuse étaient des marxistes, des social-démocrates, même s'ils étaient différents de ceux qu'on avait jusqu'alors rencontrés dans le mouvement socialiste international. Et néanmoins ces syndicalistes révolutionnaires d'Espagne, adversaires décidés des « politiciens », des partis politiques, n'avaient pas hésité à répondre à leur appel. Joaquin Maurin, commentant plus tard ces décisions, écrivait : « *Le mouvement syndicaliste subit une véritable transformation.* » Leur cas était celui des syndicalistes révolutionnaires d'Italie, et le nôtre.

Mais j'étais en Espagne, et tandis que les syndicalistes avaient pu tenir publiquement un grand congrès à Madrid, la même organisation était, à Barcelone, à la même époque, hors la loi. Ici, ses membres étaient traqués par la police ordinaire et par une police spéciale créée par les groupements patronaux, les « somatenes », une loi spéciale dite de fuite donnait pouvoir aux policiers d'exécuter sommairement les hommes qu'ils décidaient de supprimer. Les anarcho-syndicalistes ripostaient par des attentats individuels sur la personne des responsables de

ces crimes, sur les dénonciateurs. C'était une lutte permanente, acharnée. J'eus beaucoup de peine à retrouver quelques-uns des amis avec lesquels je m'étais lié lors de précédents séjours. Ils me confirmèrent et complétèrent ce que j'avais pu apprendre, par les journaux et par des correspondances, sur le mouvement ouvrier pendant la guerre. La Catalogne avait alors connu une exceptionnelle période de prospérité ; ses usines travaillaient à plein pour les belligérants, aussi bien pour l'Allemagne que pour la France. Cette prospérité, loin d'endormir l'esprit révolutionnaire des ouvriers, l'excitait, et la Révolution russe le porta à son point culminant ; en 1917 une grève générale avait pris des proportions menaçantes pour le régime. En outre, la Catalogne industrielle et ouvrière n'avait pas été la seule région soulevée par une agitation profonde ; les provinces agricoles du Sud avaient connu, bien que sur une moindre échelle, des tentatives insurrectionnelles dirigées contre les propriétaires des latifundia, particulièrement en Andalousie. Pour les révolutionnaires, la tâche urgente ne consistait plus désormais que dans la coordination de ces deux mouvements. Mais actuellement toutes leurs forces, en Catalogne, étaient absorbées par l'activité clandestine. Comme je prenais le dernier « café con leche » au kiosque de la Rambla les vendeurs de journaux du soir surgirent soudain, criant la nouvelle de jour : un patron assassiné à San Gervasio.

À Paris je rencontrai le camarade russe qui avait, disait-on, préparé mon voyage. J'aurai l'occasion de parler assez souvent de lui dans les pages qui vont suivre et comme il a disparu assez tôt de la scène politique où il ne joua jamais qu'un rôle infime, je l'appellerai Ivan pour la commodité du récit. Il m'exposa la combinaison qu'il avait imaginée : le Parti socialiste italien venait de décider d'envoyer une importante délégation en Russie ; elle comprendrait les chefs du parti et les principaux

leaders syndicaux. Elle serait donc nombreuse, elle voyagerait sans difficultés, avec des passeports réguliers et tous les visas nécessaires ; les socialistes étaient au Parlement le parti le plus nombreux, leur influence dans les villes et les campagnes était énorme ; le gouvernement s'était montré tout disposé à favoriser leur expédition ; on profiterait de ces circonstances favorables pour m'inclure dans la délégation. C'était en effet très simple ; cela me parut trop beau ; nous prîmes rendez-vous à Milan.

J'eus tout juste le temps d'y arriver ; j'attrapai à Modane le dernier train autorisé à circuler avant la cessation du travail – le syndicat des « ferrovieri » venait de lancer un ordre de grève. Le Conseil national du Parti socialiste était en ces jours réuni à Milan. Je fis demander Bordiga que je supposais être assez proche de nous : il était le chef de la fraction abstentionniste et défendait brillamment sa position dans l'hebdomadaire de sa tendance, *Il Soviet.* Contrairement à mon attente il tint tout de suite à se distancer nettement de nous. Avec cette extraordinaire volubilité qui faisait dans les congrès le désespoir des sténographes, il m'expliqua qu'il n'était pas du tout d'accord avec nous, qu'il considérait le syndicalisme révolutionnaire comme une théorie erronée, antimarxiste, par conséquent dangereuse. J'étais surpris de ce déchaînement imprévu ; au moins étais-je exactement fixé sur la position de ce groupe d'antiparlementaires.

On nous conduisit ensuite au domicile personnel de G.-M. Serrati, alors directeur de l'*Avanti !* – le quotidien du parti – où se tenait une réunion plus intime et d'un autre caractère. Serrati avait été un zimmerwaldien très actif, il faisait un excellent journal, celui qui était le mieux informé sur le mouvement international ; il était venu à Paris pendant la guerre et je l'avais rencontré dans le bureau de Merrheim, au temps où ce bureau était le foyer et le lieu de rencontre des internationalistes de tous les pays. Outre Serrati et deux députés italiens, il y avait là

des Hongrois, des Autrichiens, un Russe, des Balkaniques : un Roumain et un Bulgare, et Fernand Loriot le leader socialiste des zimmerwaldiens français arrivé déjà depuis la veille ; les éléments d'une véritable conférence internationale, comme on le voit.

Cette petite conférence, et celles du même genre auxquelles j'allais participer sur mon chemin vers Moscou, étaient avant tout des réunions d'information mutuelle. Chacun des participants savait en gros ce qui s'était passé dans l'Europe et dans le monde, mais il était impatient d'en savoir davantage, surtout lorsqu'il s'agissait des nations balkaniques et de celles de l'Europe centrale qui avaient été, plus que les autres, bouleversées par la guerre et par les mouvements révolutionnaires d'après-guerre, de savoir comment s'était développée cette Europe wilsonienne, utopie d'intellectuel libéral d'Amérique, de professeur presbytérien. De leur côté nos camarades balkaniques étaient avides d'informations sur le mouvement ouvrier des grandes nations d'Occident. Cependant comme nous étions à Milan et que la situation de l'Italie pouvait être à juste titre considérée comme prérévolutionnaire, c'est sur ce pays que se concentra l'attention. Invité à faire un exposé, Serrati se récusa, demandant au député Sacerdoce de s'en charger. Celui-ci nous fit une sorte de rapport administratif, énumérant le nombre des députés socialistes, les municipalités conquises, les régions entières, villes et campagnes, gagnées au socialisme, la croissance continue des syndicats, les grèves générales par lesquelles la classe ouvrière intervenait dans la vie politique chaque fois qu'un problème important se posait. C'était intéressant, impressionnant et encourageant ; néanmoins nous attendions autre chose. Serrati comprit qu'un commentaire s'imposait ; en quelques mots il tira la conclusion des données statistiques que nous avions notées : « *Nous avons avec nous la ville et la campagne*, dit-il *; les ouvriers répondent à nos appels ; les paysans ne sont pas moins ardents ; dans de nombreuses communes rurales,*

les maires ont remplacé, dans leur mairie, le portrait du roi par celui de Lénine. Nous avons la force ; nous l'avons si absolument que personne, ami ou adversaire, ne songerait à le contester ; le seul problème pour nous, c'est l'utilisation de cette force. » C'était en effet le grand problème pour les ouvriers de tous les pays ; ici il se posait d'une manière plus pressante que partout ailleurs[1].

Je venais de faire de nouvelles connaissances, mais j'en avais, à Milan même, de plus anciennes : l'anarchiste Errico Malatesta, et le secrétaire de l'*Unione sindacale italiana*, Armando Borghi. Malatesta était une des belles figures de l'anarchisme. Obligé plus d'une fois de s'enfuir d'Italie pour échapper à la répression, il réapparaissait dès qu'une circonstance favorable se présentait – son retour avait été imposé cette fois au gouvernement qui tergiversait, par une menace de grève des inscrits maritimes – et reprenait son activité comme s'il était parti la veille. Je le connaissais bien ; j'avais lu depuis longtemps ses écrits quand je le rencontrai pour la première fois, à Londres, où il trouvait un refuge lorsque la vie en Italie lui était impossible. Le mouvement insurrectionnel qui secoua profondément l'Italie à la veille de la guerre mondiale, la « semaine rouge », prit toute son ampleur à Ancône où Malatesta publiait alors un hebdomadaire, *Volontà*. Pendant une semaine ses amis et lui furent maîtres de la ville et de la région environnante. Gênée

1 Un écrivain non socialiste décrivait ainsi la situation à cette époque : *« Jusqu'au mois de septembre 1920, l'Italie donna vraiment l'impression d'être en proie au désordre le plus excessif et à la folie révolutionnaire, surtout verbale, la plus outrée. La manie des grèves dans toutes les catégories ouvrières, et jusque dans les services publics, atteignit la limite de la tragi-comédie. Les causes les plus minimes servaient de prétexte à l'arrêt de la production. Tout ce qui avait l'apparence "bourgeoise" était l'objet d'agressions ; les automobiles ne pouvaient circuler à travers les campagnes et dans les faubourgs de certaines villes "rouges" sans courir le danger de servir de cibles aux pierres lancées par les paysans et les ouvriers... Le mythe russe atteignit son maximum de diffusion. La Russie communiste devint l'idéal de la grande majorité de la population ouvrière.* » G. Prezzolini : *Le Fascisme*, pp. 65-67.

par les chefs socialistes, l'insurrection fut écrasée par les forces gouvernementales et, une fois de plus, Malatesta s'était enfui vers son refuge londonien[1]. Rentré en Italie dans les premiers jours de 1920, il s'installa à Milan et prépara aussitôt la publication d'un quotidien, *Umanità nova*, et c'est là que j'allais le voir. Les bureaux du journal se composaient d'une pièce carrée, pas trop grande, guère plus que la place des quatre tables, une dans chacun des coins, pour les rédacteurs. Malatesta travaillait à la sienne ; on était en pleine préparation du numéro ; nous arrangeâmes un rendez-vous pour le soir. J'amenai Armando Borghi, que j'étais allé chercher à l'Union syndicale.

Malatesta avait justement consacré son article de ce jour à la 3e Internationale. Il posait la question : Qu'est-elle ? Il la posait avec cordialité et sympathie mais il ne fallait pas, pour l'instant, lui en demander davantage ; il voulait d'abord être informé exactement avant de décider pour son compte. Le Parti socialiste avait déjà donné son adhésion, sans réserve, et, entre ceux qui répondaient à l'appel de Moscou, une certaine sympathie s'établissait spontanément, les antagonismes anciens s'atténuaient. Cependant Malatesta qui connaissait bien les dirigeants du Parti socialiste italien pouvait se demander comment certains éléments du parti, et avant tout les chefs réformistes de la *Confederazione generale del lavoro*, avaient pu approuver cette décision ; c'était là sans doute une des raisons de sa position d'attente. Une des qualités qu'il prisait le plus dans les rapports entre les hommes était la franchise ; il était lui-même

1 Voici, sur l'homme et sur ses idées, l'appréciation d'un socialiste : « *L'anarchiste Malatesta, qui a environ 67 ans et qui est rentré depuis quelques jours d'exil, est le seul vrai révolutionnaire qui se soit trouvé en Italie dans la période de 1919-1920. Le mot "révolution" a pour lui une signification précise... Malatesta pense qu'il faut faire la révolution au plus tôt. Car, dit-il* "si nous laissons passer le moment favorable, nous devrons ensuite payer par des larmes de sang la peur que nos faisons maintenant à la bourgeoisie". » A. Rossi : *La Naissance du fascisme*, p. 45.

incapable de déguiser sa pensée ou de l'atténuer ; il en avait donné la preuve durant la guerre quand il avait pris nettement position contre Kropotkine et ceux des anarchistes qui s'étaient ralliés à la guerre, en un sévère article intitulé « Anarchistes de gouvernement », et bien qu'il eût une grande sympathie pour le syndicalisme révolutionnaire, il tenait toujours à bien préciser que syndicalisme et anarchisme restaient deux conceptions distinctes. Par contre, Borghi et son organisation syndicaliste révolutionnaire n'avaient pas hésité à s'engager dès à présent ; ils avaient voté l'adhésion, comme leurs camarades espagnols et comme la minorité de la CGT française.

Le lendemain nous eûmes une longue conversation avec Ivan et le communiste russe que j'avais rencontré à la réunion internationale chez Serrati. Il était très différent d'Ivan et bien que je manquais d'informations sur ses origines et sur sa biographie politique, je pouvais imaginer qu'il appartenait à cette catégorie d'intellectuels et de techniciens que la Révolution d'Octobre avait ramenés à l'activité révolutionnaire et dont le prototype était l'ingénieur Krassine. C'est lui qui éditait avec Serrati la revue mensuelle *Comunismo*. « *La revue me donne un énorme travail*, dit-il, au cours de la conversation *; je dois faire à peu près tout ; je n'ai pas même pu aller à un concert depuis que je suis ici !* »

Il apparut très vite au cours de notre entretien que la magnifique combinaison imaginée pour faciliter mon voyage s'était effondrée dès qu'on en avait parlé d'une manière un peu précise ; pour toutes sortes de raisons les socialistes italiens n'étaient pas du tout disposés à s'embarrasser de moi ; ils entendaient voyager comme d'honorables citoyens, munis de passeports authentiques, et aller à Moscou comme des clients de Thos Cook. Il fallait trouver autre chose. La variante qu'on improvisa comportait un long crochet par Vienne, avec un premier arrêt à Venise où Ivan devait nous rejoindre.

Nous nous y retrouvâmes en effet, mais dans des conditions qui m'inspirèrent de sérieux doutes quant aux capacités d'Ivan en tant qu'organisateur de voyage clandestin. Il n'arriva pas par le train qu'il avait convenu de prendre et pas davantage par le suivant, et ce n'est qu'au milieu de la journée du lendemain que nous l'aperçûmes, au hasard d'une promenade à travers la ville, planté au sommet du Rialto d'où il suivait les évolutions d'une gondole sur le Grand Canal.

III

PREMIER MAI À VIENNE

La frontière autrichienne marquait clairement le passage dans l'autre Europe ; il fallut toute une matinée pour venir à bout de contrôles, de vérifications, de visites qui n'en finissaient pas. Le train n'était composé que de deux wagons dans lesquels on s'entassa ; enfin il démarra. Son allure m'aurait permis d'admirer à loisir la magnifique région que nous traversions – la ligne contournait les hautes montagnes boisées de la Carinthie, n'eût été la faconde de mon compagnon ; il était bavard et me racontait toutes sortes d'histoires dont quelques-unes n'étaient pas sans intérêt, par exemple lorsqu'il me confia sa vénération pour Kroupskaïa. Il avait travaillé en Suisse pendant plusieurs années et, à un certain moment, il avait été sur le point de sombrer dans une vie stupide de dissipation ; c'était Kroupskaïa qui l'avait sauvé par de sages conseils, par la discrète influence que la compagne de Lénine exerçait sur ceux qui l'approchaient, surtout par la simplicité de sa vie.

Mais c'était l'exception ; il pouvait mentir bêtement : « *En Russie soviétique c'est encore la disette, mais tout ce qu'on y trouve est de première qualité* », disait-il entre autres choses. Or, il savait que j'allais trouver là-bas un mauvais pain noir et qu'un bol de cacha de millet y serait un régal. C'était bien déplaisant ;

si je pouvais comprendre que Moscou devait se contenter pour ses courriers d'hommes sûrs, la découverte que je faisais de ce bolchevik de deuxième et même de troisième zone laissait une fâcheuse impression. Sur des questions où il était mieux informé que moi, et où il aurait pu parler utilement, il se montrait nettement réticent. Au congrès tenu en octobre dernier à Heidelberg, le jeune Parti communiste allemand s'était brisé en deux tronçons sur la question du parlementarisme et de l'organisation syndicale. Une partie non négligeable des délégués se prononçait énergiquement contre toute participation à l'action parlementaire, pour l'abandon des syndicats réformistes auxquels ils se proposaient de substituer de nouvelles organisations ouvrières de masse. Ils s'étaient heurtés à une direction intransigeante ; exclus du parti ils en avaient aussitôt créé un autre, le KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne). Je n'avais là-dessus qu'une information générale et sommaire ; j'aurais aimé en savoir davantage. Mais quand je questionnais Ivan, il se dérobait ; comme syndicaliste, il me savait hostile au Parlement, et il craignait puérilement que je fusse influencé par cette dissidence.

La situation à Vienne, en ce printemps de 1920, était terrible. La misère se montrait partout, une misère qui faisait mal à voir. Dès l'hôtel, le linge en loques, l'état d'épuisement physique du personnel, la révélaient ; dans les vitrines des boutiques traînaient quelques boîtes vides. Les hostilités étaient à peine terminées que des trafiquants étaient accourus de partout pour piller la capitale du grand empire effondré ; d'abord ceux d'Italie, qui, plus proches, étaient arrivés les premiers ; ils avaient éprouvé une jouissance supplémentaire en pillant l'« ennemi héréditaire ». Tout ce qu'on voyait et entendait était pénible.

Les trois journées que nous y passâmes répétèrent notre séjour à Milan : petite réunion internationale et visite à un anar-

chiste bien connu. Ici, la réunion était dominée par les Hongrois – ceux qui avaient réussi à fuir quand la jeune République avait succombé devant l'attaque des mercenaires roumains des Alliés ; Béla Kun avait été pris et était en prison. Parmi eux se trouvait l'économiste Eugène Varga. Il avait quelque connaissance des choses de France ; et il me questionna entre autres au sujet de Francis Delaisi et de son livre *La Démocratie et les Financiers* ; les vrais maîtres de la France n'étaient pas les gouvernants « démocratiques », affirmait Delaisi ; c'étaient les « financiers », un petit nombre d'hommes qu'on retrouvait dans les conseils d'administration de toutes les grandes entreprises – ce qui devait être plus tard, au temps du Front populaire, le thème des « 200 familles ». Alerte et superficiel, le livre avait eu un certain succès en France et, comme je le constatais maintenant, il avait passé les frontières. Ce groupe communiste de Vienne publiait lui aussi une revue, *Kommunismus*, mais à l'encontre du *Comunismo* de Milan, elle était de tendance « gauchiste » ; sa rédaction était certainement plus originale, plus personnelle, moins dépendante des positions considérées alors comme officielles.

L'anarchiste que je visitai ensuite était tout différent de Malatesta : c'était l'homme des bibliothèques à côté de l'homme d'action. Il avait écrit, entre autres, un important ouvrage sur Bakounine ; n'ayant pas trouvé d'éditeur, ou n'en ayant pas cherché car il était d'une fierté ombrageuse et avait horreur de solliciter, il en avait fait tirer un nombre restreint d'exemplaires destinés aux grandes bibliothèques où les chercheurs, les historiens et les étudiants auraient toujours la possibilité de les consulter. Les années de guerre avec leurs privations de toutes sortes, l'impossibilité de sortir d'Autriche, avaient lourdement pesé sur lui. Il n'était pas riche, mais disposait de moyens suffisants pour vivre à sa guise, aimant à voyager pour son plaisir et pour les recherches que nécessitaient ses travaux. Il avait rassemblé sur le mouvement ouvrier en général, et sur l'anar-

chisme en particulier, un nombre si considérable d'ouvrages qu'il en avait en dépôt dans plusieurs villes. Les retrouverait-il tous ? C'était son grand souci.

Quand j'arrivai chez lui, il était occupé à préparer son repas du soir : un pot de haricots qu'il avait recouverts d'une couche de marc de café. Remarquant mon étonnement devant cette inhabituelle mixture, il me dit : « *Il reste des éléments nutritifs dans le marc de café ; on n'a pas le moyen de les laisser perdre.* » Comme nous sortions ensemble, je lui signalai qu'une fiche était restée fixée à son chapeau : « *C'est à dessein, pour ne pas risquer d'oublier la distribution de cigarettes*, me dit-il ; *comme je ne fume pas, je peux les échanger contre quelque nourriture.* » Telle était la vie à Vienne, au mois d'avril 1920 ; tel y était l'état auquel la longue guerre et ses privations avaient réduit un homme libre.

Un après-midi, comme nous nous promenions dans la banlieue viennoise, Nettlau nous arrêta et dit d'un ton amer : « *D'ici on peut déjà voir ce qu'ils appellent la Tchécoslovaquie.* » Il avait sur la guerre la même position que Kropotkine, mais retournée : il était pour la défense de la culture germanique contre la barbarie asiatique. Nous fîmes une halte dans une de ces plaisantes auberges envahies d'ordinaire le dimanche mais où les clients étaient peu nombreux ; un verre de vin blanc et une pâtisserie suffirent à changer le visage de notre ami, ses joues se colorèrent et l'expression de tristesse et d'accablement qui ne l'avait pas quitté fit enfin place à une sorte d'exubérance.

Nous étions arrivés au Premier Mai ; la démonstration traditonnelle fut très impressionnante. Elle revêtait un caractère international avec ses contingents d'Italiens, de Hongrois, de Balkaniques. Les Hongrois, nombreux, donnaient, bien que vaincus, une impression de force ; ils chantaient une *Internatio-*

nale très rythmée, sur une cadence de marche, toute différente de la mélopée un peu traînante habituelle.

IV
LA TCHÉCOSLOVAQUIE DE MASARYK

Prague après Vienne offrait un absolu contraste : l'abondance succédant à la misère, la gaieté à la tristesse résignée. Les boutiques regorgeaient de victuailles ; le nouvel État naissait dans les conditions les plus favorables pour autant qu'on en pouvait juger d'après ces impressions d'un jour. La sympathie qu'on témoignait aux Français était empressée au point d'en être gênante ; on ne pouvait éviter qu'un jeune Tchèque s'emparât de votre valise et se mît à votre disposition pour vous guider dans la ville. Bien que pour ma part je n'avais jamais été attiré par les revendications d'indépendance nationale, la vitalité joyeuse que montrait cette jeune nation favorisée avait un côté sympathique. Tchèques et Autrichiens se heurtaient en tout ; même dans les congrès internationaux, socialistes et syndicaux, leur antagonisme aigu créait chaque fois de vifs conflits, les Tchèques prétendant à une représentation nationale indépendante ; ils pourraient désormais vivre en bons voisins.

Pourtant il n'était pas nécessaire de demeurer longtemps à Prague pour éprouver là-dessus de sérieux doutes. Le changeur à qui j'apportai des couronnes autrichiennes me les retourna en disant dédaigneusement qu'il ne prenait pas cette monnaie-là. À Vienne, nous avions rendu visite à la secrétaire de la section autrichienne de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté ; elle avait lutté pour ses idées, non sans risques, pendant la guerre, et malgré la détresse autrichienne et le découpage absurde qui avait fait de l'Autriche une nation non viable, elle restait fidèle à son internationalisme pacifiste. La correspondante tchèque auprès de qui elle nous envoya ne

lui ressemblait guère. Son mari occupait un poste important dans le nouvel État – il y avait eu beaucoup de places à prendre à la libération ; elle-même dirigeait une institution récemment créée : il n'était pas question de se compromettre dans une activité internationaliste. On était très fier des grands hommes de la République : Masaryk et Benès, de la considération que Wilson leur témoignait. On parlait de la Révolution russe sans sympathie et de haut : la Tchécoslovaquie allait montrer au monde ce qu'est une vraie démocratie. On peut imaginer, par cet exemple, ce que devait être le chauvinisme du Tchèque moyen. Le nouvel État ne comptait pas moins de minorités nationales que la vieille Autriche des Habsbourg et on pouvait déjà craindre qu'il ne les traiterait pas mieux.

Prague était décidément quelque chose de différent : il n'eut pas, comme Milan et Vienne, sa réunion internationale ; les communistes n'avaient pas de raison d'y venir, ils en avaient de l'éviter. Masaryk – le grand – était ouvertement et nettement hostile au bolchevisme et à la Révolution d'Octobre ; le corps de prisonniers tchécoslovaques que le gouvernement soviétique avait autorisé à rentrer par la Sibérie et Vladivostok s'était soudain retourné contre lui, se joignant en renfort à Koltchak. Je ne pus qu'arranger une rencontre avec des journalistes socialistes. Ils appartenaient à la gauche et la lutte était fort vive à l'intérieur du parti ; ses dirigeants voulaient maintenir la coalition réalisée pendant la guerre entre la bourgeoisie nationale deMasaryk-Benès et le Parti social-démocrate malgré les critiques d'une forte opposition qui en demandait la rupture et le retour à une politique socialiste de lutte de classe (la scission eut lieu quelques mois plus tard en septembre 1920 ; l'aile gauche du Parti socialiste forma le Parti communiste qui adhéra à la 3e Internationale en mai 1921). Je fus frappé par la façon dont nos interlocuteurs parlaient de Bohumir Sméral – l'homme qui devait devenir le leader du Parti communiste ; c'était un opportuniste avéré ; il avait été député au Reichsrath sous les Habs-

bourg et avait fait, si on peut dire, ses preuves. Ils en étaient embarrassés mais ne pouvaient cependant se défendre d'une certaine admiration pour son habileté de politicien madré. Ils répétèrent plusieurs fois qu'« *on ne pouvait rien faire sans Sméral* », comme répondant à une objection toujours présente[1].

V

CLARA ZETKIN – CHLIAPNIKOV
GRANDIOSE DÉMONSTRATION À BERLIN

À Berlin nous retrouvâmes Ivan que nous avions complètement perdu depuis Vienne ; il avait eu des difficultés imprévues à la frontière tchécoslovaque, mieux gardée qu'il ne l'avait cru. Notre première visite fut pour Clara Zetkin. Elle habitait habituellement Stuttgart mais gardait un petit appartement à Berlin, près de Potsdamerplatz. Une jeune secrétaire veillait sur son repos : « *Ne la faites pas trop parler*, nous recommanda-t-elle ; *elle est, en ce moment, assez fatiguée.* » Mais ce n'est pas à nous qu'il eût fallu faire la recommandation car, qu'elle s'adressât à un interlocuteur ou lançât l'habituel « *Genossinen und Genossen !* » aux auditeurs d'un meeting, Clara Zetkin partait toujours d'un grand élan et il n'était pas si facile de l'arrêter. Elle nous fit un tableau bien intéressant de la situation générale du pays et de la vie intérieure des divers partis socialistes, un peu dans le style du discours de réunion publique, c'est-à-dire sans aller au fond des divergences, restant dans les généralités ; puis, comme nous voulions nous retirer, elle s'écria : « *Oh !*

1 Parlant de Sméral dans ses *Souvenirs*, Benès mentionne sa « *politique opportuniste austrophile* » pendant la guerre, qu'il justifiait par des formules marxistes : « *Dites que je suis un cynique, un matérialiste, que sais-je, encore ? Mais la politique n'est pas affaire de morale.* » Benès ajoute : « *Il était alors considéré comme un politique de tout premier plan, avec qui tout le monde comptait.* » Benès, *Souvenirs de guerre et de révolution*, tr. fr., pp. 26-30.

vous savez, mon organisme a une étonnante élasticité ; sans doute est-ce parce que j'ai du sang français dans les veines. »

Elle nous avait recommandé de voir Paul Levi qui, avec elle, dirigeait maintenant le parti, et était plus intimement mêlé à sa vie intérieure. Je ne le connaissais pas, mais un communiste hollandais que je venais de rencontrer, et qui était fort au courant du mouvement socialiste allemand, m'avait esquissé son portrait. Avocat, fils de banquier, assez riche, habitant un appartement confortable, il avait vécu en Suisse pendant la guerre ; il s'était alors approché de Lénine et des bolcheviks, avait participé à la conférence de Kienthal ; de retour en Allemagne il avait lutté aux côtés de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, dont il avait été en même temps l'avocat. Un homme instruit, informé, capable d'analyses brillantes, mais incapable de conclure, même de formuler les conclusions naturelles de ses analyses. Ses origines, sa manière de vivre semblaient l'empêcher de devenir le chef d'un parti ouvrier révolutionnaire. Clara Zetkin s'était montrée optimiste et pleine d'entrain ; il était, lui, sombre et geignard. Les communistes qui lui avaient résisté à Heidelberg étaient sa bête noire ; il en était obsédé ; le conflit prenait l'allure d'une affaire personnelle ; à ses yeux les syndicalistes n'étaient pas, politiquement, des compagnons sûrs et il y avait le risque qu'ils fussent séduits par l'antiparlementarisme du Parti communiste ouvrier. On essayait de parler d'autre chose, car la conversation devenait pénible ; impossible, il revenait toujours à cette terrible opposition ; cela frisait la manie de la persécution.

La délégation italienne, partie bien après moi de Milan, faisait alors un bref séjour à Berlin. Le communiste russe que j'avais trouvé chez Serrati était maintenant ici ; il m'avait fait demander d'aller le voir. Comme j'approchais de l'adresse qu'il m'avait indiquée, je tombai sur Serrati. Il était furieux. « *On m'a prié d'attendre dans la rue. C'est idiot. Moi, je ne risque rien ; j'ai mon passeport ; mais lui... Singulières méthodes conspira-*

tives. » Il fulminait encore quand on vint nous chercher. Le plus étonnant c'est qu'on n'avait rien à nous dire, rien d'autre que de banales recommandations pour la suite du voyage.

Nous rencontrâmes à Berlin d'autres voyageurs pour Moscou qui, comme nous, attendaient qu'on découvrît une voie possible. Ce fut d'abord Angel Pestaña, secrétaire de la CNT, la centrale anarcho-syndicaliste d'Espagne ; puis les Balkaniques que j'avais vus à Vienne ; un autre jour c'étaient trois Bulgares, parmi lesquels Kolarov, communistes d'un type nouveau car, par leur allure et leur vêture, ils ressemblaient étrangement à des notaires ou à des négociants cossus : pas de danger que la police les questionnât au cours d'une rafle. Ils prétendaient néanmoins être d'authentiques bolcheviks car ils appartenaient aux « tessniaki » (étroits) qui défendaient le socialisme de lutte de classe contre les « larges ». En réalité ce n'était rien de plus qu'une forme de l'antagonisme Guesde-Jaurès, comme une expérience décisive devait bientôt le montrer. Nous prîmes contact avec plusieurs militants des Jeunesses communistes ; ils étaient tous très sympathiques, pleins d'allant. Ils avaient eux aussi des griefs contre la direction du parti – ils en avaient même contre l'Internationale communiste – mais ce n'était pas les mêmes que ceux du KAPD ; ils lui reprochaient surtout, mais d'une manière assez vague, de ne pas être assez révolutionnaire.

On était à l'époque où, une fois de plus, les Polonais de Pilsudski avaient envahi l'Ukraine et prétendaient l'annexer. L'agression était si patente que le gouvernement britannique de Lloyd George leur refusa toute aide, et que les chefs de la 2e Internationale appelèrent leurs sections à dénoncer l'aventure en des meetings et les syndicats à refuser tout transport de munitions vers Varsovie. Les partis socialistes et communistes allemands organisèrent conjointement une démonstration à travers Berlin, les cortèges ayant comme point de rassemblement la grande place située au cœur de la ville, entre l'ancien palais impérial, la cathédrale et le musée. Une foule immense

avait répondu à leur appel et s'était groupée, selon ses sympathies, devant une dizaine de tribunes. Tous les discours, d'ailleurs, développaient le même thème et rendaient le même son ; Pilsudski avait réveillé l'antipathie latente chez les Allemands à l'égard des Polonais, même parfois chez les socialistes, et les Allemands avaient maintenant contre les Polonais le grief supplémentaire du « couloir » que le traité de Versailles avait attribué à la Pologne et qui coupait stupidement l'Allemagne en deux parties isolées. À l'heure fixée pour la clôture du meeting, une sonnerie de clairon retentit ; une résolution fut lue et votée partout à la fois sous les acclamations. Les discours avaient pris fin d'un coup à toutes les tribunes, sauf à celle des Jeunesses où l'on continua de discourir même après l'avertissement du clairon. Enfin leur cortège se forma et s'élança d'un pas alerte dans Unter den Linden, entraîné par une vibrante *Internationale* ; arrivé à la Friedrichstrasse, il vira avec ensemble, remontant vers le Wedding ouvrier.

Chliapnikov[1] était alors à Berlin ; il y était venu en qualité de délégué de la CGT russe au congrès du syndicat allemand des métaux. Il prolongeait son séjour, profitant de la rare occasion pour recueillir le maximum d'informations sur cet Occident qui restait coupé de Moscou, et pour questionner les pèlerins impatients de continuer leur route mais bloqués à Berlin. Il m'avait donné rendez-vous au siège du syndicat et, quand il vint me chercher, je trouvais qu'il m'avait fait attendre bien longtemps ; mais il arrivait tout réjoui, et me dit en riant : « *Savez-vous qui j'avais dans mon bureau ? Cachin et Frossard.* » Ce n'était pas pour moi une compensation à mon attente ni un motif à réjouissance. Cachin était directeur de *L'Humanité*, Frossard secrétaire du Parti socialiste ; le congrès de ce

1 Militant syndicaliste, leader de l'Opposition ouvrière, avait été commissaire au Travail au début de la Révolution.

parti tenu à Strasbourg avait décidé de les envoyer à Moscou « pour information » avant de se prononcer sur l'adhésion à la 3e Internationale, se bornant provisoirement à se retirer de la 2e Internationale. Je n'avais de sympathie ni pour l'un ni pour l'autre ; Cachin était un homme sans caractère ; il avait été ultra-chauvin au début de la guerre, faisant les commissions du gouvernement français auprès de Mussolini, puis il avait suivi le courant et se donnait maintenant comme bolchevisant, bien qu'il eût, dans ses articles, condamné l'insurrection d'Octobre et, au fond, détestât les bolcheviks. De Frossard il suffit de dire ici qu'il était une médiocre imitation de Briand ; parti de sympathies zimmerwaldiennes il finit ministre de Laval et même de Pétain ; nous le retrouverons au cours de ce récit.

Le séjour ne manquait certes pas d'intérêt mais il se prolongeait trop ; nous n'avions, pour apaiser notre impatience, que nos conversations entre délégués ; il en venait fréquemment de nouveaux. Au café Bauer on ne servait que du mauvais café mais on y trouvait les journaux de tous les pays. Notre petite troupe accueillait joyeusement les rumeurs présageant un proche départ : les Jeunesses avaient organisé un passage ; ou bien on ferait le tour par la Scandinavie jusqu'à Mourmansk... Vains espoirs, l'attente continuait ; il fallait se résigner à s'intéresser à la ville, aux curieux essais de Max Reinhardt dans ce vaste cirque où il donnait un répertoire assez déconcertant par sa variété, allant des *Tisserands* à *Orphée aux enfers*. Quand la pièce s'adaptait au cadre c'était très beau, par exemple avec *Jules César*. Mais je n'aimais guère la représentation des *Tisserands* dont je m'étais réjoui à l'avance et que je trouvais inférieure à ce qu'Antoine avait réalisé, à Paris, sur sa scène minuscule. Au Lessinger Theater, la mise en scène et l'interprétation de *Peer Gynt* étaient pauvres. À l'Opéra nous eûmes de belles soirées wagnériennes. Hors la ville, nos promenades nous menaient vers les lacs situés au milieu des bois, et un bateau nous conduisait jusqu'à Potsdam.

VI
DE STETTIN À REVAL (TALLINN)

Enfin nous fûmes avisés soudain, Pestaña et moi, qu'il nous fallait partir sans délai ; il était déjà tard dans la soirée et nous devions prendre le premier train du lendemain pour Stettin. Alors tout se passa le plus simplement du monde – sauf vers la fin, quand un dernier obstacle imprévu surgit : embarquement sur un joli bateau qui allait nous emmener jusqu'à Reval (devenue Tallinn) ; flâneries sur le pont, repas agréables après les régimes de Vienne et de Berlin ; nous étions seulement gênés quand nous apercevions deux autres voyageurs, passagers clandestins, l'Anglais Murphy et l'Américain Fraina, se risquant, le soir, à sortir de la soute au charbon où on avait dû les loger ; bien que je n'y fusse pour rien, Murphy m'en garda toujours rancune.

Nous avions eu une plaisante traversée, mer calme pendant trois jours ; à Reval le réveil fut désagréable. Nos passeports étaient reconnus bons mais nous n'avions pas demandé le visa estonien à Berlin ; aussi fûmes-nous isolés des autres voyageurs puis conduits au siège du gouvernement. L'idéologie wilsonienne et la volonté d'amputer la Russie soviétique s'étaient trouvées d'accord pour rétablir les États baltes : Estonie, Lettonie, Lituanie, en nations indépendantes et, comme nous l'avions déjà constaté en Tchécoslovaquie, cette résurrection s'accompagnait d'un chauvinisme dont l'intensité paraissait se développer en rapport inverse avec la dimension du pays. Ici, en tout cas il était robuste, car c'est le ministre des Affaires étrangères en personne qui vint nous sermonner et nous menacer : « *On veut nous ignorer,* criait-il, *mais nous ne le permettrons pas !* » Et comme nous tentions de lui expliquer, avec l'humilité convenable, que pareille pensée était loin de nous, cela ne faisait que l'exciter davantage, et il criait de plus belle : « *Nous sommes décidés à nous faire respecter !* » C'était un petit homme,

il arpentait son bureau en gesticulant et haussait la voix à mesure qu'il se rapprochait de nous. La scène devait être passablement ridicule, et même comique, mais nous n'étions pas en disposition d'en juger ; nous nous demandions si nous allions bêtement échouer après être venus si près du port. Nous fûmes finalement invités à nous retirer ; notre cas allait être examiné et nous serions informés de la décision.

Nous allâmes à notre refuge, la mission soviétique, raconter notre histoire. Le ministre était à table avec sa famille et ses secrétaires. On nous invita à prendre place et à nous restaurer d'abord ; on parlerait de notre aventure à la fin du repas. Une secrétaire nous emmena dans son bureau où nous allions attendre la décision du gouvernement. Les heures passaient ; Pestaña avait trouvé un sujet de conversation qu'il était toujours heureux de développer : la situation présente de l'Espagne plus favorable au renversement du régime alphonsiste qu'elle ne l'avait jamais été ; pour la première fois, en effet, l'agitation révolutionnaire ne restait pas confinée en Catalogne, parmi les ouvriers ; elle se développait parallèlement dans les régions agricoles du Sud, soumises encore à un régime féodal ; les paysans se révoltaient et leur mouvement avait pris assez d'ampleur pour rendre non seulement possible mais urgente la liaison des deux mouvements. La secrétaire paraissait prendre un grand intérêt à ce récit, brusquement interrompu par l'arrivée d'un messager porteur d'une nouvelle encourageante ; il n'y avait pas encore de décision ferme mais l'intransigeance paraissait faiblir ; la hâte que notre interlocutrice mit alors à disparaître, nous fit penser qu'après tout elle n'était peut-être pas aussi intéressée aux choses d'Espagne qu'elle nous l'avait laissé supposer.

La traversée de l'Estonie, de Reval à la frontière, prit une matinée entière, non que la distance l'exigeât mais la voie fer-

rée était par endroits en mauvais état ; un grand pont à peine réparé ne pouvait être franchi qu'avec de sérieuses précautions : il n'y avait pas si longtemps que Ioudénitch était passé par là... On nous immobilisa encore à Narva pour les formalités de sortie ; enfin nous atteignîmes la Russie soviétique à Iambourg. Nous sautâmes tous vivement du train et courûmes à travers les voies vers le bâtiment de la gare. Nous formions maintenant tout un petit groupe, car des délégués que nous n'avions pas encore vus surgirent tout à coup ; la joie que nous éprouvions exaltait les plus placides ; elle trouva son expression dans une accolade générale.

La cérémonie qui eut lieu dans la gare fut fort simple ; aux murs, pour tout décor, quatre grandes photographies : Lénine, Trotsky, Zinoviev et Lounatcharsky. Les communistes russes venus pour nous accueillir repartirent avec nous, de sorte que notre wagon se transforma vite en un club de discussion. Fraina était tout fier de nous montrer un gros volume, recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, qu'il avait composé et venait de publier, et qu'il avait réussi à amener jusque-là avec lui, ce qui était certainement méritoire.

Un communiste russe voulut à toute force m'entreprendre sur la question du parlementarisme ; le prétexte était de me faire traduire les thèses dont il n'avait que le texte anglais. Leur auteur s'était visiblement efforcé de formuler un ensemble de dispositions si précises qu'on n'aurait plus à craindre désormais que des membres du parti une fois élus échappent à sa discipline, pratiquent une politique personnelle et se servent de leur mandat pour faire carrière comme il y en avait trop d'exemples. Quand j'eus achevé ma lecture, mes voisins exprimèrent leur satisfaction, et ils furent surpris de me voir rester indifférent : « *Ne trouvez-vous pas ce texte excellent ?* me demanda-t-on. – *Si, il est très bon, mais on aura fait la révolution en France avant d'avoir réussi à l'imposer ; les Millerand et les Briand se rient des mandats les plus impératifs et ils laissent un enseignement dont*

leurs imitateurs profitent. » Là-dessus la discussion rebondit ; d'autres camarades intervinrent, nos amis russes vinrent à la rescousse. « *Si vous trouvez ce texte insuffisant, proposez qu'on le renforce, vos amendements seront sûrement adoptés.* »

Avec ces discussions impromptues, sautant d'un sujet à un autre, le voyage maintenant allait très vite ; on avait quand même le loisir de regarder le paysage, cette Russie nouvelle passée d'un coup du tsarisme exécré à la révolution libératrice vers laquelle les révolutionnaires de tous les pays avaient les yeux tournés. Dans un des rares moments où j'avais pu fuir les débats, je fus rejoint dans le couloir par une journaliste anglaise, correspondante, me dit-elle, des *Daily News*, le quotidien libéral où j'avais fréquemment puisé d'intéressantes informations sur la Russie soviétique. Elle aborda assez vite la question de la 3e Internationale et du congrès qui allait se réunir. Discrètement un camarade russe nous sépara, et après s'être enquis des questions qu'elle m'avait posées, me dit : « *Évitez-la ; elle nous paraît suspecte ; elle vient ici après avoir fait un séjour en Pologne ; l'intérêt qu'elle témoigne pour la 3e Internationale ne peut que renforcer notre suspicion. – Mais pourquoi la laissez-vous entrer ? – Parce que nous avons grand intérêt à démasquer les espions ; les gouvernements bourgeois cherchent à introduire des agents au centre de la 3e Internationale ; en outre, et surtout, la plupart des délégués au congrès y seront venus illégalement ; nous devons assurer leur sécurité.* »

VII

PÉTROGRAD – ZINOVIEV

Nous arrivâmes à Pétrograd au début de la soirée, d'une soirée qui devait ne pas finir : on était à l'époque des nuits blanches. Nous en avions déjà fait l'expérience sur le bateau. Le golfe de Finlande n'était pas encore entièrement déminé, le

bateau devait longer prudemment les côtes. Tout était étrange ; le passage à travers les îles Aaland à l'allure ralentie du pilote spécial qui nous guidait ; la nuit qui ne venait pas... on ne pouvait se résoudre à aller s'enfermer dans sa cabine pour y dormir. À Pétrograd moins encore. À peine étions-nous arrivés qu'Ivan était accouru porteur d'un texte que je devais corriger sur l'heure. C'était, selon lui, un morceau admirable et il était sûr que je serais content de le connaître. Au cours de nos conversations, je lui avais dit et répété qu'il me paraissait impossible de faire un parti communiste avec les chefs du Parti socialiste, surtout ceux du type Cachin, qui avaient abandonné le socialisme et trahi les ouvriers aux heures critiques de la guerre, s'étaient transformés en chauvins forcenés ; si, secoués par la Révolution russe, ils s'étaient plus ou moins sincèrement ressaisis, ç'avait été avant tout pour rester à la direction du parti. Or, le fameux texte était un projet de lettre ouverte aux membres du Parti socialiste français, rappelant et condamnant sans ménagement et sans rien oublier le reniement de leurs dirigeants ; le Congrès s'adresserait ainsi à la classe ouvrière par-dessus la tête des chefs du parti. Il était visiblement destiné à « préparer » le retour en France des deux émissaires, Cachin et Frossard. Je ne pouvais m'échauffer là-dessus, et surtout je voulais m'occuper d'autre chose. Victor Serge arriva juste à temps pour me libérer : « *Laissez donc cela*, me dit-il ; *c'est notre travail.* »

Il était, lui, de ces anarchistes qui avaient répondu à l'appel de la Révolution d'Octobre et de la 3e Internationale. Il venait de loin, ayant appartenu dans sa jeunesse à la tendance des anarchistes individualistes ; mais il était passé par de dures épreuves. Quand la révolution éclata en Russie, il était en Espagne ; il partit aussitôt espérant pouvoir atteindre Pétrograd à travers la France. Mais il avait été arrêté, interné dans un camp de concentration. Incorporé dans un convoi de rapatriés il avait pu enfin arriver à Pétrograd. Il avait été affecté à la rédaction de la revue de l'Internationale communiste où sa connaissance des

langues, ses talents d'écrivain, sa participation au mouvement ouvrier dans divers pays, trouvaient leur plein emploi. C'était pour nous le meilleur des guides. Les questions jaillissaient de part et d'autre ; nous en avions beaucoup à lui poser, et lui, il était anxieux de savoir exactement où on en était dans les démocraties d'Occident ; les communications restaient difficiles, les journaux n'arrivaient qu'irrégulièrement, les correspondances ne pouvaient bénéficier que de circonstances exceptionnelles.

Un exemple suffira pour montrer à quel point les communications étaient rares et combien il était difficile d'être exactement informé. Au moment où la *Vie ouvrière* – qui représentait alors la tendance syndicaliste révolutionnaire acquise à la nouvelle Internationale – put reprendre sa publication, un nouvel hebdomadaire apparut dont le titre singulier était *Le Titre censuré*, le texte laissant entendre que le titre interdit par la censure était *Le Bolchevik*. Ce journal était une création du petit Fouché de Clemenceau, Mandel, dont le but évident était de contrecarrer la *Vie ouvrière* en trompant les ouvriers. C'était assez habilement fait, au point que même en France quelques provinciaux s'y laissèrent prendre. Victor Serge fut donc excusable de l'inclure dans une de ses chroniques parmi les périodiques qui défendaient la Russie soviétique et la 3e Internationale.

Notre longue promenade à travers la ville nous mena en des lieux que je connaissais bien déjà par mes lectures ; les traces de la guerre y étaient encore nombreuses ; en plus d'un point les pavés de bois avaient été arrachés ; par sa situation géographique, la ville était la plus exposée, la plus difficile à ravitailler et à défendre ; on y avait terriblement souffert. Nous fûmes sur la fameuse perspective Nevsky à l'extrémité de laquelle on apercevait la flèche d'or de l'Amirauté ; nous vîmes la cathédrale de Kazan et ses portiques ; le Palais d'Hiver qui faisait aussitôt penser au tragique 22 janvier 1905 : la foule pacifique conduite par le pope Gapone, apportant une supplique à Nicolas II, et la fusillade pour toute réponse.

Par le pont Troïtsky, longeant la sinistre forteresse Pierre-et-Paul, nous franchîmes la Néva, et rentrâmes par le faubourg révolutionnaire de Vassili Ostrov. Notre tour s'acheva sur la place Saint-Isaac, à l'hôtel Astoria, où logeaient les dirigeants du soviet de Pétrograd. Victor Serge y avait une chambre. Au fond du vestibule on apercevait une mitrailleuse braquée sur l'entrée ; il n'y avait pas si longtemps que la ville avait encore vécu des journées anxieuses, menacée dangereusement par l'offensive de l'armée de Ioudénitch ; on sentait encore la guerre civile, et les soldats de Pilsudski venaient d'envahir l'Ukraine.

Zinoviev partait le lendemain pour Moscou, où était convoqué le Comité exécutif de l'Internationale communiste ; il emmena avec lui les délégués arrivés déjà à Pétrograd et, profitant du voyage, voulut prendre contact avec eux et les questionner. Il répondait à l'image que nous avions pu nous faire de lui : sa large tête, sa solide carrure lui donnaient l'allure du tribun classique. Les conversations étaient tout à fait cordiales, et il était visiblement content, quand on lui donnait l'occasion d'une inoffensive raillerie. À un délégué qui refusait un bol de soupe, il dit en riant : « *Faut la manger ; c'est la discipline !* »

VIII

MOSCOU – AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE – SADOUL – RADEK – BOUKHARINE

À Moscou, nous fûmes happés par des autos qui nous conduisirent directement au siège de l'Internationale communiste. Plusieurs des membres du Comité exécutif étaient déjà là, parmi eux Jacques Sadoul. Il était allé en Russie avec la mission militaire française, et Albert Thomas en avait fait son informateur personnel. Sadoul appartenait avant la guerre à l'aile la plus

modérée du Parti socialiste ; pris par la Révolution d'Octobre il était passé du côté des bolcheviks. Les lettres qu'il écrivit alors à son ami Thomas montraient qu'il s'était acquitté intelligemment de sa tâche[1]. Parmi les Français qui se trouvaient alors en Russie il avait été un des rares qui comprirent le sens des événements dont ils étaient témoins. Les bolcheviks avaient saisi des copies de ces lettres au cours d'une perquisition et les avaient publiées. Elles sont à consulter pour l'histoire des débuts de la Révolution. En 1918, dans nos meetings, à Paris et dans toute la France, leur lecture déchaînait l'enthousiasme : c'était la meilleure riposte aux mensonges des correspondants de Riga. Sadoul le savait déjà mais il fut content d'en apprendre de moi la confirmation. « *Comment se fait-il*, me dit-il, *que vous soyez devenu tellement ami avec Trotsky ; il parle toujours de vous et de vos camarades syndicalistes avec chaleur ; pourtant quand j'étais en France, socialistes et syndicalistes ne s'aimaient guère ?* » Et, avant que j'aie eu le temps de répondre : « *Mais vous ne pourrez pas le voir, il a dû quitter Moscou, il est dans un sanatorium.* » J'avais à peine quitté Sadoul que Radek m'aborda et, dès les premiers mots de notre entretien, me dit : « *Ne comptez pas voir Trotsky ; il est malade et doit prendre un repos hors de la ville.* » Ces paroles auraient dû m'inquiéter, mais dans l'agitation de cette matinée mouvementée je n'avais pas même le temps de m'y arrêter et, au fond, je savais que je verrais Trotsky.

La séance allait commencer quand un petit homme, tout fluet, entra discrètement. Ivan, qui se trouvait près de moi, me

1 Publiées d'abord à Moscou puis à Berne, sous le titre de *Notes sur la révolution bolchevique (octobre 1917-juillet 1918),* ces lettres de Russie le furent plus tard à Paris (l'édition de Moscou étant la plus complète). Trente ans après, Jacques Sadoul a écrit un livre sur la *Naissance de l'URSS* où les événements décrits dans ces lettres sont accommodés au goût stalinien du jour. À l'occasion des « procès de Moscou », il s'était signalé par des correspondances grossièrement mensongères ; l'observateur perspicace et clairvoyant des débuts de la Révolution avait désormais fait place à un procureur vulgaire.

dit : « *Boukharine... c'est notre cristal.* » Mon autre voisin, qui avait entendu sa remarque, se tourna vers moi, ajoutant pour la compléter : « *Dommage que vous n'étiez pas là hier quand votre Cachin et votre Frossard ont comparu devant le Comité central du parti ; c'est Boukharine qui leur a rappelé leur chauvinisme, leur trahison du temps de guerre ; c'était bien émouvant ; Cachin pleurait. – Oh !* dis-je, *il a la larme facile ; en 1918 il pleurait à Strasbourg devant Poincaré célébrant le retour de l'Alsace à la France.* »

Radek était alors secrétaire de l'Internationale communiste. Il donna lecture d'une déclaration traitant de la question syndicale, c'était l'objet principal de la réunion, et cela expliquait la présence de Losovsky qui n'appartenait pas au Comité exécutif de l'Internationale communiste mais était l'auteur du texte en discussion. Il s'agissait de rassembler tous les éléments syndicalistes favorables à la Révolution d'Octobre et à la nouvelle Internationale. Actuellement ils se trouvaient dans des organisations anarcho-syndicalistes qui avaient adhéré en bloc, et dans les syndicats réformistes où ils formaient des minorités plus ou moins nombreuses. On proposait la création d'un « Conseil international provisoire des syndicats rouges » dont la tâche serait de faciliter leur liaison et de coordonner leur action. Une phrase du préambule où on mentionnait en bloc la trahison des chefs syndicalistes provoqua une remarque de Pestaña : il fallait spécifier ; on ne pouvait pas, par exemple, englober ses amis de la CNT dans cette trahison. Je l'appuyai, ajoutant à son exemple celui des IWW d'Amérique persécutés et emprisonnés précisément à cause de leur activité révolutionnaire contre la guerre, pour la Révolution russe. Radek modifia le texte en conséquence bien que de mauvaise grâce ; à l'issue de la réunion, il me fit dire qu'il ne comprenait pas que je refuse de blâmer Jouhaux pour son attitude pendant la guerre, alors qu'eux, social-démocrates, n'hésitaient pas à dénoncer même Kautsky. Il était assez bien informé mais pas aussi bien qu'il le

croyait, et il montrait par sa remarque qu'il n'avait rien compris à notre intervention.

On nous conduisit alors à l'hôtel où nous devions habiter pendant le congrès. Situé à quelque distance du Kremlin, au-delà de la « ville chinoise », Dielovoï Dvor était remarquable par son parfait aménagement : un modèle d'architecture fonctionnelle, dirait-on aujourd'hui. Deux étages de chambres simplement meublées : un lit, un bureau et deux chaises. Une grande salle à manger occupait une partie du premier étage, et il y avait au rez-de-chaussée une salle de réunion. On l'avait aménagé rapidement pour loger la nombreuse délégation des trade unions britanniques qui venait de partir quand nous arrivâmes. C'était une surprise agréable ; je le dis à Sadoul : « *C'est Trotsky*, répondit-il, *qui a été chargé de l'opération – Mais comment ? cela n'a rien à voir avec son commissariat ! – Certes, mais quand on veut qu'une chose soit faite, bien et en temps, c'est toujours à Trotsky qu'on s'adresse.* »

L'imposante délégation italienne était déjà installée ; les dirigeants du parti et des syndicats étaient arrivés avec leur train, chargé de victuailles. On leur avait tellement parlé de la disette qu'ils avaient pris leurs précautions. Ils en avaient pris aussi contre le typhus, s'étant fait confectionner des combinaisons fermées au poignet et à la cheville pour être immunisés contre la contagion. De cela on les raillait doucement, ils étaient les seuls à s'être ainsi prémunis, bien que, malheureusement, le typhus n'était pas alors une invention des correspondants de Riga. Dans leur délégation on voyait : Serrati, Graziadeï, Bombacci, représentant le Parti socialiste, et, parmi les chefs syndicaux, venus pour voir mais non pour participer au congrès, les secrétaires de la CGL et de plusieurs fédérations : D'Aragona, Dugoni, Colombino, d'autres encore, qui se retirèrent assez vite ; Bordiga, leader de la fraction abstentionniste, ne vint que plus tard, de même Armando Borghi, secrétaire de l'Union syndicale italienne.

Après ces heures si remplies, nous essayions de rassembler les impressions que nous avait laissées cette succession d'événements et de rencontres, quand Ivan vint nous chercher, Pestaña et moi, pour aller parler de l'Internationale à des soldats de l'Armée rouge cantonnés dans la banlieue moscovite. La voiture franchit les limites de la ville, s'engagea dans les bois et, soudain, déboucha dans une clairière où les soldats qui nous attendaient étaient massés en bordure des arbres.

On nous plaça au centre et, du mieux que nous pûmes, nous exposâmes ce qu'était pour nous l'Internationale communiste, ce que nous avions fait pour elle dans nos pays et ce que nous en attendions. Nous étions tous deux passablement émus, même Pestaña plus habitué que moi à discourir en public.

IX
TROTSKY

Comme nous rentrions à l'hôtel, l'intendant me dit que Trotsky avait téléphoné, me demandant d'aller le voir dès que je serais libre ; le voyage était déjà tout arrangé ; je devais aller d'abord au Kremlin. L'auto quitta bientôt la ville et ce fut alors à travers la campagne une course folle ; c'était la manière de conduire habituelle des chauffeurs moscovites comme je le vis par la suite, mais sur une chaussée en mauvais état cela provoquait d'incessants soubresauts ; la route traversa plusieurs villages aux isbas plantées en bordure de larges avenues. Nous roulions à cette allure depuis sans doute une demi-heure quand nous nous engageâmes à travers bois et, bientôt, la voiture ralentit : Trotsky était sur le bord de la route, avec son fils aîné, Léon. J'avais eu raison de ne pas m'inquiéter : je n'avais pas devant moi un malade.

La maison où la famille était logée avait été l'habitation princière d'un riche Moscovite. L'immense salon du rez-de-

chaussée avait été transformé en musée public ; on y avait rassemblé toutes les toiles trouvées dans la maison : pas de peintures rares d'ailleurs, d'inévitables Canaletto. Trotsky et les siens disposaient au premier étage de deux grandes pièces d'où la vue s'étendait au loin dans la campagne environnante jusqu'aux collines qui, à l'horizon, bordaient la plaine. L'escalier d'honneur avait été condamné ; le gel avait endommagé partout la tuyauterie de sorte que le confort de ce « palais » n'était que très relatif. Ce n'était habitable que l'été ; on accédait à l'étage par une sorte d'échelle, « *juste ce qui convenait pour les nouveaux "maîtres" soviétiques* », selon le commentaire ironique de Trotsky.

Il m'avait accueilli par un reproche amical : « *Eh bien ! vous ne vous êtes pas pressé de venir ; des révolutionnaires, des journalistes nous arrivaient de partout sauf de France.* » Quand nous fûmes tous autour de la table pour le repas du soir, Natalia Ivanovna remarqua : « *Nous voilà de nouveau comme à Paris. – Oui,* dis-je, *mais il s'est passé quelque chose dans l'intervalle.* » Et nous évoquâmes nos souvenirs du temps de la guerre ; la pension de la rue de l'Amiral-Mouchez, la petite maison de Sèvres à la lisière des bois, le modeste logement de la rue Oudry et l'insupportable surveillance policière qui précéda l'expulsion. Nous eûmes deux pleines journées pour essayer de répondre aux questions que nous nous posions mutuellement. Trotsky m'interrogeait sur les hommes qu'il avait connus à Paris. Deux d'entre eux, Monatte et Loriot, étaient en prison depuis trois mois et allaient passer devant les assises : inquiet des progrès du communisme, Millerand avait imaginé un « *complot contre la sûreté de l'État* » – formule habituelle pour ces sortes d'opérations policières. Une grève des cheminots mal engagée, et confiée pour l'organisation de la solidarité ouvrière aux dirigeants de la CGT qui, au fond, n'en souhaitaient que l'échec, avait fourni au gouvernement le prétexte qu'il attendait pour mettre en prison les militants socialistes et syndicalistes

qui, en France, s'étaient faits les défenseurs de la Révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste. Sur les événements eux-mêmes, je n'avais pas grand-chose à lui apprendre : les deux années qu'il avait passées à Paris lui avaient permis de connaître du dedans la politique française et ses hommes et, bien entendu, le développement des diverses tendances existant à l'intérieur de la CGT et du Parti socialiste. Il lui suffisait de prendre un paquet de journaux de temps à autre pour se mettre tout à fait au courant.

Mais moi, j'avais beaucoup à apprendre, car sur les grandes étapes de la Révolution, sur l'insurrection, sur Brest-Litovsk, sur l'Armée rouge et la guerre civile, sur l'organisation et le fonctionnement des soviets, nous n'avions eu que des informations trop vagues, trop générales. La conférence de Brest-Litovsk avait eu un retentissement considérable partout, dans les pays de l'Entente comme dans les Empires centraux ; les porte-parole de la bourgeoisie n'avaient pas manqué de la présenter comme une trahison et des ouvriers en avaient été troublés ; la rencontre autour d'une même table des représentants de la Russie soviétique et des hommes du Hohenzollern, pour discuter les conditions de la paix et finalement la signer, avait été exploitée à fond, surtout par ceux des socialistes qui avaient trahi la classe ouvrière en août 1914. Trotsky me précisa ce qui avait été alors sa tactique ; une chose était certaine : la Russie n'était plus en mesure de rester dans la guerre ; les vivres manquaient ; l'équipement des armées était de plus en plus insuffisant ; les soldats ne voulaient plus se battre. Il ne nous restait que la ressource de tirer le maximum de notre appel à la paix. La réponse n'avait pas été négligeable ; insuffisante malheureusement puisque les grèves qui éclatèrent alors en Allemagne n'allèrent pas jusqu'au soulèvement général contre le gouvernement ; les chefs socialistes et syndicaux, de Scheidemann à Legien, donnèrent de toutes leurs forces pour freiner le mouvement. La position prise par Lénine devenait inévitable : il fallait accepter les conditions

imposées par les Allemands. Mais une discussion passionnée s'ensuivit ; à l'intérieur du parti, au Comité central, une opposition restait irréductible, exigeant la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne ; les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui étaient au gouvernement avec les bolcheviks, rompirent violemment l'accord, abandonnèrent leurs commissariats. Trotsky me fit un vivant portrait des hommes qu'il avait trouvés devant lui à Brest-Litovsk : le général Hoffmann, stupide, borné, mais donnant du poing sur la table quand il comprit ce que voulait et faisait la délégation bolcheviste ; von Kuhlmann, intelligent, souple, belles manières (« *Je suis content que vous soyez venu ; c'est tellement plus agréable d'avoir affaire aux chefs* ») ; non sans inquiétude quant à l'issue de la guerre.

Mais sur les discussions à l'intérieur du parti, sur les divergences qui pouvaient s'y manifester, il fut très discret. Il n'avait aucun goût pour les bavardages, pour les anecdotes, et il observait scrupuleusement les règles volontairement acceptées par les adhérents d'un parti. Je ne sus rien alors de l'âpre lutte qu'il avait dû soutenir contre Staline et sa clique pendant tout le temps de la guerre civile, et il ne me dit rien non plus de son désaccord avec Lénine au sujet des opérations militaires si importantes qui se déroulaient en ce moment même contre la Pologne. Ce n'est que bien plus tard, quand la discussion au sein du parti l'y obligea, qu'il rappela son hostilité à la marche sur Varsovie.

Pour les petites histoires, j'avais trouvé à Moscou un informateur excellent : Henri Guilbeaux. Parti pour Genève en 1915 comme pacifiste et « rollandiste », il avait évolué progressivement jusqu'au bolchevisme sous l'influence des révolutionnaires russes qu'il avait rencontrés en Suisse. Il connaissait personnellement bon nombre de leaders soviétiques, et il était empressé à recueillir racontars et anecdotes, portant plus d'intérêt aux individus qu'aux idées, mû par des sympathies et des antipathies également prononcées ; il était avant tout un écri-

vain. Ses classifications étaient en conséquence très sommaires. Au cours d'une conversation il m'avait dit : « *Lénine* (c'était sa grande admiration) *c'est la gauche ; Zinoviev et Kaménev, la droite, mais Lénine tient à les avoir au Bureau politique précisément pour cela ; Trotsky, inclassable ; la vraie gauche c'est Boukharine.* » Un jour que je rapportais ces propos à Trotsky, il me dit : « *C'est à peu près ainsi ; Boukharine est toujours en avant mais il tourne fréquemment la tête et regarde derrière lui pour s'assurer que Lénine n'est pas loin.* » Quand je connus bien les deux hommes je pus imaginer une scène correspondant à ces appréciations : Lénine solide, trapu, avançant d'un pas égal, et Boukharine, menu, galopant devant lui, mais ayant toujours besoin de sentir sa présence.

X

AU KREMLIN – LÉNINE

Le jour même de mon retour à Moscou, j'étais appelé par Lénine au Kremlin. Il était impatient de prendre un contact direct avec les délégués, de faire la connaissance personnelle de chacun d'eux, de les questionner ; dès leur arrivée il préparait l'entrevue. Je ne l'avais encore jamais vu. Une des choses qui me frappèrent le plus en cette première rencontre, c'est l'aisance qui s'était établie dès le début de la conversation et se maintint tout au long. Aussi sa simplicité, la façon dont il put me dire à moi qu'il connaissait à peine : « *J'ai dû écrire une bêtise.* »

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste avait lancé un appel « *À tous les communistes, à tous les révolutionnaires !* » leur demandant d'envoyer des délégués au 2e Congrès, dont la date et le lieu étaient audacieusement fixés : le 15 juillet à Moscou. Mais pour ceux-là le blocus subsistait et chaque frontière était un sérieux obstacle.

En ce mois de juin 1920, l'atmosphère de Moscou avait quelque chose d'exaltant ; on sentait encore le frémissement de la Révolution en armes. Parmi les délégués, venus de tous les pays et de tous les horizons politiques, certains se connaissaient déjà ; la plupart se rencontraient là pour la première fois. Une vraie camaraderie naissait spontanément entre eux ; les discussions étaient ardentes car les points de divergence ne manquaient pas, mais ce qui les dominait, c'était chez tous un attachement absolu à la Révolution et au communisme naissant.

De son observatoire du Kremlin, Lénine suivait attentivement les travaux préliminaires du congrès ; deux des principales thèses avaient été écrites par lui ; il comptait participer activement aux délibérations en commission et en séance plénière. Pour la première fois depuis la Révolution, il lui était donné de prendre contact avec des communistes d'Europe, d'Amérique, d'Asie. Aussi s'empressait-il de les interroger ; à peine était-on arrivé qu'il vous faisait venir dans son bureau du Kremlin.

Sur le chemin de l'hôtel au Kremlin, on se demandait quel homme on allait trouver. Ses œuvres, les dernières exceptées, nous étaient mal connues, ou pas connues du tout, et on ne possédait que d'assez vagues notions sur les luttes passionnées qui avaient mis aux prises, jadis, les diverses tendances de la social-démocratie russe. Ses écrits révélaient un révolutionnaire d'un type nouveau : un étonnant mélange de « dogmatisme » – il vaudrait mieux dire d'attachement inébranlable à certains principes fondamentaux – et d'extrême réalisme ; l'importance attachée à la manœuvre, au « louvoiement » – expression typiquement léniniste – dans la bataille contre la bourgeoisie. On préparait des questions, des ripostes, et puis, tout d'un coup, on se trouvait déjà en pleine conversation cordiale, familière, avec un homme qu'on voyait pour la première fois comme si on le connaissait depuis longtemps. Cette simplicité et cette aisance de l'accueil ne pouvaient manquer d'impressionner vivement les délégués, et on pouvait être sûr qu'au retour c'est

par la mention de cette impression qu'ils commenceraient et achèveraient le récit de leur visite.

Avant d'atteindre son cabinet, il fallait traverser son secrétariat, une grande pièce carrée, et on avait juste le temps de noter au passage que les communistes qui y travaillaient étaient presque exclusivement des femmes. L'une d'elles se leva pour me conduire, mais Lénine était déjà là pour me recevoir. Quand j'entrai, il venait d'interrompre un entretien avec deux attachés du Commissariat de la Guerre qui lui apportaient les dernières dépêches des opérations militaires. « *Je vais vous faire attendre un peu*, dit-il*, excusez-moi.* » Puis il retourna rapidement vers ses visiteurs demeurés devant la grande carte sur laquelle ils suivaient le mouvement des armées.

En ces jours, l'Armée rouge poursuivait les soldats de Pilsudski après les avoir délogés des positions où, une fois de plus, ils s'étaient accrochés, lors d'une nouvelle invasion de l'Ukraine. L'avance de l'Armée rouge était foudroyante ; elle se développait à une allure qui déroutait les militaires professionnels, et comme seule une armée portée par l'enthousiasme révolutionnaire est capable de le faire.

La conversation se poursuivit devant la carte pendant quelques minutes encore, puis Lénine vint s'asseoir devant moi. En quelques mots, il me communiqua l'essentiel des dépêches du front qu'on venait de lui apporter. Bien qu'il s'agissait d'une campagne dont les conséquences pouvaient être décisives pour la Révolution, il était parfaitement calme, tout à fait maître de soi, prêt à passer sans transition à un autre sujet, car il m'interrogea tout de suite sur la situation en France.

Sur le moment je ne pris pas de notes de cette première conversation, et quand je cherche aujourd'hui à la reconstituer fidèlement je me souviens que, de sa part, elle se borna à de brèves questions, posées toujours fort à propos et montrant qu'il s'orientait parfaitement dans une situation compliquée. Mais une remarque qu'il fit soudain allait me permettre de

pénétrer d'un coup le secret de la position exceptionnelle qu'il occupait dans son parti, de l'influence prédominante qu'il y avait acquise. Comme nous parlions de la minorité zimmerwaldienne du Parti socialiste français et de ses perspectives, il me dit : *« Il est temps maintenant qu'elle sorte du parti pour former le Parti communiste français ; elle a déjà trop attendu.* » Je lui répondis que tel n'était pas l'avis des dirigeants de cette minorité ; que, antérieurement, ils avaient parfois été impatients de quitter le parti en bloc mais que le récent congrès de Strasbourg leur avait été si favorable qu'ils étaient maintenant opposés au départ ; ils pouvaient espérer devenir rapidement majorité. *« S'il en est ainsi,* remarqua-t-il, *j'ai dû écrire une bêtise dans ma thèse ; demandez-en une copie au secrétariat de l'Internationale communiste, et envoyez-moi les corrections que vous proposez. »*

Tel était l'homme. Il ne prétendait pas tout savoir ; pourtant il savait beaucoup, sa compréhension du mouvement ouvrier d'Occident était rare ; car si beaucoup d'autres révolutionnaires connaissaient, comme lui, des langues étrangères et avaient passé de longues années en exil, il n'y en avait que quelques-uns qui s'étaient mêlés intimement à la vie des divers pays d'Europe où ils vivaient ainsi que lui l'avait toujours fait. Cela lui permettait de suivre les événements qui s'y déroulaient et de leur donner leur juste valeur, leur exacte signification. Mais précisément parce qu'il savait beaucoup il était capable de compléter ses connaissances quand l'occasion s'en présentait, et aussi, chose inhabituelle chez un « chef », de reconnaître très simplement s'être trompé.

Par la suite, j'eus beaucoup d'autres occasions d'observer Lénine, d'abord au congrès, puis dans les commissions. Le travail en commission était, avec lui, particulièrement agréable. Il suivait la discussion de bout en bout, écoutant attentivement chacun, interrompant de temps à autre, le regard toujours vif et malicieux.

On sait qu'il pouvait être, s'il le fallait, impitoyable et dur, même avec ses collaborateurs les plus proches, quand il s'agissait de questions décisives, selon lui, pour l'avenir de la Révolution. Alors il n'hésitait pas à porter les jugements les plus sévères et à défendre les décisions les plus brutales. Mais il expliquait d'abord patiemment ; il voulait convaincre. Dès son arrivée à Pétrograd et jusqu'aux grandes journées d'Octobre, il dut souvent batailler très rudement contre une fraction du Comité central de son parti. En 1920, son autorité était immense ; les événements avaient montré que dans toutes les circonstances graves il avait vu juste ; il apparaissait aux yeux de tous comme le guide le plus sûr de la Révolution, mais il était toujours le même homme, très simple, cordial, prêt à expliquer pour convaincre.

Quelques exemplaires d'un livre de Lénine intitulé *L'État et la Révolution* étaient parvenus en France au début de 1919. C'était un livre extraordinaire et son destin était singulier : Lénine, marxiste et social-démocrate, était honni par les théoriciens des partis socialistes qui se réclamaient du marxisme : « Ce n'est pas du marxisme ! » s'écriaient-ils, c'est un mélange d'anarchisme, de blanquisme – du « blanquisme à la sauce tartare », écrivait l'un d'eux pour faire un mot d'esprit. Par contre, ce blanquisme et sa sauce étaient pour les révolutionnaires situés hors du marxisme orthodoxe, syndicalistes et anarchistes, une agréable révélation. Jamais pareil langage ne sortait de la bouche des marxistes qu'ils connaissaient. Ils lisaient et relisaient cette interprétation de Marx à laquelle ils n'étaient pas accoutumés. En France, le marxisme initial de Guesde et de Lafargue s'était singulièrement appauvri. Au sein du Parti socialiste unifié, constitué en 1905, les tendances pouvaient continuer à se heurter, la polémique pouvait être acerbe ; on restait d'accord sur l'essentiel : réaliser progressivement le socialisme

par la réforme ; on parlait encore de révolution, mais ce n'était plus qu'un cliché, une évocation conventionnelle pour clore un appel. (Le mot n'avait pas encore été galvaudé comme il l'a été depuis le fascisme ; il signifiait violence ouvrière et insurrection.) Il n'en allait pas autrement en Allemagne, considérée terre d'élection du marxisme et où Kautsky faisait figure de défenseur de la vraie doctrine.

Mais le caractère révolutionnaire du marxisme, c'était précisément cela qu'on trouvait dans *L'État et la Révolution* ; des textes de Marx et d'Engels, et les commentaires de Lénine. Pour lui aussi, d'ailleurs, ces textes avaient été en quelque sorte une découverte. « *Voilà cinquante ans*, remarquait-il, *que ces choses furent écrites, et il faut presque des fouilles pour retrouver et livrer à la connaissance des masses ce marxisme non frelaté.* » Mais pourquoi poser la question de l'État alors qu'on était en pleine guerre ? C'est que, écrivait Lénine dès les premières lignes de son étude « *la question de l'État revêt de nos jours une importance particulière, tant au point de vue de la théorie que de la pratique. La guerre impérialiste a accéléré et avivé au plus haut point le processus de transformation du capitalisme des monopoles en capitalisme de monopoles d'État... La révolution prolétarienne mûrit et la question de ses rapports avec l'État revêt un caractère d'actualité pratique – d'actualité brûlante.* » Puis il citait ce texte fondamental d'Engels, puisé dans l'*Anti-Dühring* : « *Le premier acte par lequel l'État se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est, en même temps, le dernier acte propre de l'État. L'intervention de l'État dans les affaires sociales devient superflue dans un domaine après l'autre et s'endort ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'État n'est pas "aboli", il "meurt".* »

Lénine commente ce texte phrase par phrase, puis il écrit : « *Le prolétariat a besoin d'un État, rabâchent tous les opportu-*

nistes, les social-chauvins et les kautskistes, assurant que telle est la doctrine de Marx, mais oubliant *tout d'abord d'ajouter qu'il ne faut au prolétariat qu'un État en voie de dépérissement, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence sans délai à dépérir et qu'il ne puisse pas ne pas dépérir.* » « *Cet État prolétarien commence à dépérir dès le lendemain de sa victoire, l'État étant inutile et impossible dans une société d'où les antagonismes de classe sont exclus...* "Destruction du pouvoir central", *cette* "excroissance parasitaire", "amputation", "démolition" *de ce pouvoir central* "devenu maintenant superflu" – *c'est en ces termes que Marx, jugeant et analysant l'expérience de la Commune de 1871, parle de l'État.* » Et enfin « *le prolétariat n'a besoin de l'État que pour un temps. Nous ne nous séparons nullement des anarchistes sur la suppression de l'État comme but.* »

Ainsi, pour Lénine, la révolution socialiste n'était plus un objectif lointain, un vague idéal réalisé morceau par morceau, dans la plus stricte légalité de la démocratie bourgeoise ; c'était un problème concret, le problème d'aujourd'hui, celui que la guerre posait et que la classe ouvrière allait résoudre. Outre ces textes où ils pouvaient trouver un langage voisin du leur, une conception du socialisme parente de la leur, ce qui plaisait particulièrement aux révolutionnaires, syndicalistes et anarchistes, et les portait vers le bolchevisme, c'était la condamnation impitoyable de l'opportunisme, aussi bien des opportunistes avérés, des social-chauvins qui avaient épaulé leurs gouvernements impérialistes pendant la guerre, que de ceux qui, s'arrêtant à mi-chemin, critiquaient la politique gouvernementale mais n'osaient pas tirer les conséquences logiques de leur critique.

Pour Lénine, l'effondrement de l'Internationale socialiste à la déclaration de guerre, en août 1914, devait marquer le début d'une ère nouvelle. Tandis que Kautsky voulait préserver l'organisation dont la faillite était patente, disant que l'Internationale ne valait que pour le temps de paix, Lénine s'écriait : « *La 2e Internationale est morte ! Vive la nouvelle Internationale !* »

C'est à la constituer qu'il faut travailler tout de suite, en rassemblant les prolétaires restés fidèles dans la tourmente. Et comme la révolution suivra la guerre, il faut se mettre dès à présent à l'étude des problèmes de la construction socialiste.

L'État et la Révolution n'a été rédigé qu'en août-septembre 1917, quand Lénine, traqué par Kérensky et ses ministres socialistes, accusé de trahison, devait se cacher en Finlande, mais toute son ossature, les textes essentiels qui le composent, Lénine les avait apportés de Suisse. C'est en Suisse, pendant la guerre, qu'il avait entrepris de les grouper et de les commenter. Peu avant son départ de Suisse, le 17 février 1917, il écrivait de Zurich à Alexandra Kollontaï : « *Je suis en train de préparer (j'ai pratiquement achevé) une étude sur la question des relations du marxisme avec l'État.* » Et il attachait à ce travail une importance si grande que lors des Journées de Juillet, quand le bolchevisme traversa une passe difficile, il écrivait à Kaménev – à Kaménev que Staline devait livrer au bourreau : « *Camarade Kaménev, entre nous, si je devais être tué, je vous prie de publier un cahier intitulé* Le Marxisme et l'État *(il est resté à Stockholm en sûreté). Couverture bleue, relié. Il y a là, rassemblées, toutes les citations de Marx et d'Engels et aussi celles de Kautsky contre Pannekoek. En outre une série de remarques et de notices. Il ne reste plus qu'à rédiger. Je pense que ce travail pourrait être publié en une semaine. Je le tiens pour important, car il n'y a pas que Plékhanov et Kautsky qui aient déraillé. Une condition : tout ceci absolument entre nous.* »

Sans doute entre Lénine et ses nouveaux partisans, des divergences subsistaient. Si on était d'accord sur le dépérissement de l'État, restait la période transitoire durant laquelle il faudrait le conserver sous la forme de dictature du prolétariat. Mais les socialistes russes n'avaient pas hésité à faire les révisions que l'effondrement de la social-démocratie imposait ; les syndicalistes devraient, de leur côté, tenir compte de l'expérience : de l'expérience de la guerre où le syndicalisme avait partiellement sombré, et de l'expérience de la Révolution russe. Jusqu'alors

ils avaient négligé l'étude sérieuse de cette période transitoire ; le livre de Lénine, mais plus encore les actes du bolchevisme au pouvoir avaient créé un climat favorable au rapprochement. Nous avons déjà vu que les anarcho-syndicalistes de la CNT espagnole s'étaient prononcés, en congrès, pour la dictature du prolétariat[1].

Peu de jours après notre arrivée à Moscou, nous reçûmes deux livres que les éditions de l'Internationale communiste venaient de publier. C'étaient *Le Communisme de gauche, maladie infantile du communisme*, de Lénine, et *Terrorisme et Communisme*, une riposte de Trotsky à un ouvrage de Kautsky paru sous le même titre. L'un et l'autre formaient une sorte d'introduction et de commentaire aux *Thèses* préparées pour le congrès.

Le contenu du *Communisme de gauche* m'était déjà connu par les conversations et discussions que j'avais entendues au cours de mon voyage, particulièrement en Allemagne : parti, syndicats, parlementarisme – c'était là-dessus que la scission s'était faite chez les communistes allemands. À la lecture du livre, je retrouvais le vrai Lénine, celui de *L'État et la Révolution*, mais ici l'adversaire n'était plus l'opportuniste, le social-chauvin, le

1 L'anarchiste allemand Eric Musham écrivait, en septembre 1919, de la forteresse d'Augsbach où il était emprisonné : « *Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat ont donné à notre action une nouvelle base... Plus d'obstacles insurmontables à une unification du prolétariat révolutionnaire tout entier. Les anarchistes communistes ont dû, il est vrai, céder sur le point le plus important de désaccord entre les deux grandes tendances du socialisme ; ils ont dû renoncer à l'attitude négative de Bakounine devant la dictature du prolétariat et se rendre sur ce point à l'opinion de Marx... L'unité du prolétariat révolutionnaire est nécessaire et ne doit pas être retardée. La seule organisation capable de la réaliser c'est le Parti communiste allemand. J'espère que les camarades anarchistes qui voient dans le communisme le fondement d'un ordre social équitable suivront mon exemple.* » *Bulletin communiste*, 22 juillet 1920.

centriste ; c'était un communiste, le communiste que Lénine qualifiait de « gauchiste ». Mais plutôt que d'une maladie par laquelle passent la plupart des enfants, il s'agissait, dans l'esprit de Lénine, d'enfantillage dans le sens de facile, peu compliqué. Il parle d'ailleurs à plusieurs reprises de « *simplicité enfantine* », de « *facilité* », de l'« *enfantillage de l'antiparlementarisme* ».

Selon lui cette tendance se manifestait fréquemment dans les nouveaux groupements et partis communistes. On voulait, en hâte, faire du neuf, créer des organisations distinctes de toutes celles d'une époque qu'on considérait comme une ère révolue. On abandonnait les syndicats pour créer des assemblées ouvrières de masse ; on ne voulait plus entendre parler de démocratie ou de Parlement ; on gardait le parti mais à condition qu'il fût « un parti de masse » qui attend d'en bas l'initiative et le développement de la lutte révolutionnaire, et non un « parti de chefs », conduisant la lutte d'en haut, faisant des compromis et siégeant dans les Parlements. Nous avons vu que le Parti communiste ouvrier d'Allemagne s'était constitué sur ces bases, et on trouvait partout des groupements engagés sur la même voie, entièrement ou partiellement ; le groupe du *Kommunismus* à Vienne, les Hollandais avec Görter, les bordiguistes en Italie. En France on avait vu se former une Fédération des Soviets, un Parti communiste où le syndicaliste Péricat voisinait avec des anarchistes.

C'est contre cette tendance que Lénine se dresse, lui barre la route, la combat avec la même vigueur qu'il a combattu opportunistes et centristes dans *L'État et la Révolution*. Ceux-là sont cependant des amis, des défenseurs de la Révolution d'Octobre, des partisans de la 3e Internationale. Et, certes, Lénine fait la distinction mais cela ne le retient nullement de critiquer rudement des conceptions qu'il sait erronées, et dangereuses parce qu'elles sont susceptibles de provoquer un gaspillage des forces dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre.

Bien que de caractère critique et polémique, le livre n'en était pas moins riche de contenu. Les délégués le lisaient avec attention ; il leur apportait ample matière à réflexion et à discussion. La démonstration était solidement étayée ; nul souci de la forme ou même de la construction, mais l'absence de cette construction à laquelle nous sommes accoutumés est justement la manière dont Lénine conduit ses démonstrations ; il revient sans se lasser au point central du débat, trouve de nouveaux arguments et de nouveaux développements, frappant sur le même clou, n'hésitant pas quand son antagoniste est déjà mal en point à lui assener le coup de grâce. Le livre s'ouvre d'ailleurs par des considérations générales sur « *la portée internationale de la Révolution russe* », souligne « *une des causes fondamentales du succès des bolcheviks* », esquisse « *les principales étapes de l'histoire du bolchevisme* » ; et ce n'est qu'après ce substantiel préambule qu'il aborde l'examen critique du communisme de gauche en Allemagne, dont on connaît déjà les traits principaux. Sur l'antiparlementarisme Lénine s'exprimait ainsi :

« *Ne manifester son "révolutionnarisme" que par des injures à l'adresse de l'opportunisme parlementaire, que par l'antiparlementarisme est très facile, mais précisément parce que cela est très facile cela ne résout pas le problème ardu et même très ardu. Il est infiniment plus malaisé qu'en Russie de créer dans les Parlements occidentaux une fraction parlementaire authentiquement révolutionnaire. Certes, mais ce n'est là qu'un aspect de cette vérité générale qu'il fut facile dans la Russie de 1917, avec sa situation historique concrète extrêmement originale, de* commencer *la révolution socialiste, alors qu'il sera plus difficile en Russie que dans les pays occidentaux de la* continuer *et de la mener à son terme. J'ai déjà eu l'occasion, au début de 1918, d'indiquer ce fait, et une expérience de deux années a entièrement confirmé la justesse de mes considérations.* » Et, enfin, l'argument de fait, l'argument le plus difficile à réfuter, c'était : « *Liebknecht, en Allemagne,*

et Höglund, en Suède, ont su donner un exemple de l'utilisation réellement révolutionnaire des Parlements réactionnaires. »

Des abstentionnistes italiens, il disait seulement dans une note : « *J'ai eu trop peu le moyen de me familiariser avec le communisme de gauche d'Italie. Sans doute Bordiga et sa fraction de "communistes abstentionnistes" ont-ils tort de préconiser la non-participation au Parlement.* » Notons une fois encore, à ce propos, l'honnêteté intellectuelle scrupuleuse de Lénine. Pas suffisamment informé, il reste réservé ; rien de commun avec l'attitude du « chef » qui sait tout, décide de tout, ne se trompe jamais, est infaillible.

Non seulement les communistes devaient rester dans les syndicats réformistes et y batailler pour faire triompher leurs idées, mais ils devaient s'y cramponner quand les chefs réformistes voulaient les en chasser, et ruser pour y pénétrer quand ils prétendaient leur en défendre l'entrée. « *Des millions d'ouvriers en France, en Angleterre, en Allemagne passent pour* la première fois *de l'inorganisation aux formes élémentaires (les plus simples et les plus accessibles pour ceux qui sont encore imbus des préjugés bourgeois-démocratiques) de l'organisation, à celle des syndicats, et les communistes "de gauche", révolutionnaires mais déraisonnables, tout en ne cessant pas de parler des "masses"* se refusent à militer dans les syndicats, *en prétextant leur "réactionnarisme" ! et ils inventent, toute neuve, proprette, innocente des péchés bourgeois-démocratiques – mais coupable par contre des péchés corporatifs et d'étroitesse professionnelle – la "Ligue ouvrière", qui sera (qui sera !) disent-ils, large, et pour l'adhésion à laquelle il suffira de (il suffira de !) "reconnaître le système des soviets et la dictature du prolétariat"... Point n'est besoin d'en douter, Messieurs Gompers, Henderson, Jouhaux, Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires "de gauche" qui, comme ceux de l'"opposition de principe" allemande (nous préserve le ciel de semblables principes) ou comme certains militants américains des "Travailleurs industriels du monde" (IWW) prêchent la sortie*

des ouvriers des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, les leaders de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux, pour fermer aux communistes l'entrée aux syndicats, pour les en chasser, pour les accabler d'ennuis et d'insultes, de tracas et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. » Et c'est à ce propos que Lénine écrivait les lignes où on a voulu voir une apologie du mensonge comme s'il était le fondement de la propagande et de l'activité bolchevistes : « *Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même – en cas de nécessité – de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, celer parfois la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir malgré tout la tâche communiste.* »

Il est très significatif de constater, au sujet de cette phrase désormais fameuse, qu'elle ne choquait aucun des délégués qui la lisaient alors pour la première fois. Pourquoi ? Étaient-ils donc tous des menteurs invétérés, des précurseurs de la clique hitlérienne qui consacra cyniquement l'usage du mensonge énorme et quotidien ? C'était tout le contraire ; ils parlaient et agissaient avec franchise, leur langage était clair et direct, le camouflage leur était inconnu ; ils étaient trop fiers de se montrer tels qu'ils étaient. Mais il faut se replacer à l'époque, en 1920. Ces chefs réformistes que Lénine dénonce, ils ont abandonné les ouvriers en 1914, ils ont trahi le socialisme, ils ont collaboré avec leurs gouvernements impérialistes, ils ont pendant la guerre endossé tous les mensonges – et tous les crimes – de la propagande chauvine. Ils se sont opposés à toute possibilité de « paix prématurée ». Après la guerre ils ont employé tous les moyens pour briser la poussée révolutionnaire ; dans les syndicats, en particulier, ils n'ont jamais hésité à violer les règles de cette démocratie dont ils prétendent être les défenseurs chaque fois qu'ils se sont sentis menacés par une oppo-

sition se développant au grand jour, à user de violence pour garder la direction contre la volonté nettement exprimée de la majorité, à poursuivre hypocritement une politique de scission syndicale. Il faut comprendre qu'une telle situation est tout de même une situation exceptionnelle, c'est un état de guerre, et la guerre comporte la ruse, surtout quand il faut se battre contre un adversaire lui-même camouflé et disposant de tout l'appareil de répression de l'État.

L'ouvrage de Lénine était remarquable, mais ce n'était pas dans cette dissimulation occasionnelle de la vérité que résidait son originalité. Ce qui était nouveau c'était l'insistance sur la tactique. « *Les partis révolutionnaires sont tenus de compléter leur instruction. Ils ont appris à attaquer. Ils doivent comprendre maintenant que cette science doit être complétée par celle des manœuvres de retraite les mieux appropriées.* » Un des mots d'ordre des « gauchistes » allemands était « Jamais de compromis » et on trouvait quelque chose d'analogue chez les Britanniques. Lénine y répond en rappelant d'abord ce que Engels écrivait, en 1874, à propos d'un manifeste de 33 communards blanquistes : « *"Nous sommes communistes*, avaient déclaré ceux-ci, *parce que nous voulons arriver à notre but sans passer par les étapes intermédiaires et par les compromis qui ne font qu'éloigner le jour de la victoire, et prolonger la période d'esclavage." Quelle naïveté enfantine que d'ériger sa propre impatience en argument historique.* » Puis il ajoute pour son propre compte : « *Se lier à l'avance, dire tout haut à un ennemi mieux armé que nous en ce moment si nous allons lui faire la guerre et à quel moment, c'est bêtise et non ardeur révolutionnaire. Accepter le combat lorsqu'il n'est manifestement avantageux qu'à l'ennemi, c'est un crime, et ceux qui ne savent pas procéder par "louvoiement, accords et compromis" pour éviter un combat reconnu désavantageux sont de pitoyables dirigeants politiques de la classe révolutionnaire.* »

Ainsi, avec Lénine toutes les questions se posent d'une manière nouvelle. Les mots même prennent un autre sens, ou

retrouvent leur sens véritable. « Compromis », pour Lénine, est un acte intelligent de défense, de préservation des forces exigé par les circonstances, pour empêcher les travailleurs de tomber dans les traquenards, de se prendre au piège que tend un adversaire mieux armé. Le livre revêtait le caractère d'un manuel de stratégie et de tactique révolutionnaires. Sans doute, les divers mouvements socialistes, le syndicalisme en particulier, ne les avaient jamais complètement ignorées ; la pratique même de leurs luttes avait enseigné aux ouvriers qu'il est des moments favorables pour déclencher une grève, tandis que dans certaines conditions, l'échec est certain ; qu'il faut savoir parfois se contenter de satisfactions partielles, même prendre des engagements. Mais ce qu'on savait aussi c'est qu'ils se défendaient mal contre les manœuvres patronales, et plus d'une fois une grande victoire ouvrière avait été suivie d'une défaite par laquelle les ouvriers perdaient d'un coup plus qu'ils n'avaient gagné parce qu'ils n'avaient pas su refuser un combat où ils étaient d'avance vaincus. Mais c'était ici que pour la première fois les règles et les principes fondamentaux de la tactique étaient dégagés et formulés si nettement, disons si brutalement. À la différence des socialistes parlementaires, plus soucieux d'éloigner la révolution socialiste que de l'aider, et pour qui la lutte de classe n'est plus qu'une formule de style, Lénine ne se meut que dans la révolution, et la lutte de classe est une bataille de chaque jour dans laquelle la classe ouvrière paie lourdement pour les fautes des hommes qui la dirigent. Conclusion : il faut apprendre à manœuvrer.

Contre cette substitution de la technique à l'empirisme, il n'y avait rien à dire. Ce point particulier de l'ouvrage de Lénine était celui qui ne soulevait aucune critique. Et c'était justement celui qui recélait un danger. C'est le terme qu'employa alors un communiste – c'était le Belge War Van Overstraeten : « *Quel livre dangereux*, me dit-il ; *avec Lénine il n'y a pas de risque ; avec lui la manœuvre servira toujours la classe ouvrière, et le com-*

promis sera toujours conclu dans son intérêt ; mais songeons aux jeunes communistes – et même à certains qui ne sont plus très jeunes –, sans expérience ni pratique des batailles ouvrières... Ils ne prendront dans ce manuel que l'accessoire, ce qui sera pour eux le plus facile et le plus commode ; ils négligeront le travail et l'étude. Ne possédant pas la base socialiste solide sur laquelle doivent s'ancrer manœuvres et compromis, ils seront portés à voir dans ceux-ci l'essentiel, une justification aisée de tous leurs actes[1]. » Qu'un tel danger ne fût pas illusoire, il n'y eut pas longtemps à attendre pour s'en convaincre : la « bolchevisation zinoviéviste » entreprise aussitôt après la disparition de Lénine, le fit surgir dans toutes les sections de l'Internationale communiste, et sous Staline, le « communisme » allait se réduire à la manœuvre.

Le livre comportait une importante annexe. Après que le manuscrit eut été envoyé à l'imprimerie, Lénine reçut de nouvelles informations qui l'amenèrent à penser que le « gauchisme » était décidément plus fort qu'il ne l'avait cru, moins localisé, et que la polémique menée contre lui serait insuffisante pour en guérir le mouvement communiste. Voici alors ce qu'il écrivait : *« On peut craindre que la scission des "gauches" antiparlementaires, et souvent aussi antipolitiques, adversaires de tout parti politique et de l'action dans les syndicats, ne devienne un phénomène international, comme la scission avec les "centristes", kautskistes, longuettistes, "indépendants", etc. Admettons qu'il en soit ainsi. La scission vaudra mieux qu'une situation confuse entravant le développement doctrinal, théorique et révolutionnaire du parti, comme aussi sa croissance, et son travail*

1 Quand le livre fut publié à Paris, Jacques Mesnil émit une opinion analogue : *« Lénine ne dissimule jamais les difficultés de la tâche à accomplir. Ce livre est un livre pour tous les militants conscients et réfléchis. Les méthodes de Lénine entre les mains du premier venu pourraient donner les résultats les plus déplorables. Il ne faut pas l'imiter servilement mais tout ce qu'il dit mérite d'être médité et offre matière à réflexion. » Bulletin communiste*, 10 mars 1921.

pratique vraiment organisé et unanime de préparation réelle à la dictature du prolétariat.

« Libre aux "gauches" d'affronter l'épreuve de la réalité dans chaque pays et dans le monde entier ; libre à eux d'essayer de préparer et ensuite de réaliser la dictature du prolétariat sans parti rigoureusement centralisé et possédant une discipline de fer, sans savoir prendre possession de toutes les carrières, branches et variétés du travail politique et culturel. L'expérience pratique les instruira rapidement.

« Il faut seulement appliquer tous nos efforts à ce que la scission avec les "gauches" n'entrave pas, ou entrave le moins possible, la fusion inévitable et nécessaire dans un avenir prochain de tous les participants du mouvement ouvrier, sincèrement et honnêtement partisans du pouvoir des soviets et de la dictature du prolétariat, en un seul parti. L'insigne honneur des bolcheviks de Russie a été d'avoir quinze années pour systématiser et mener à bonne fin leur double lutte contre les mencheviks, c'est-à-dire les opportunistes et les centristes, et contre les "gauches" bien longtemps avant l'action directe des masses pour la dictature du prolétariat. En Europe et en Amérique on est obligé aujourd'hui d'accomplir le même travail "à marches forcées". Certaines personnalités, surtout parmi les prétendants malheureux au rôle de chefs, pourront (si l'esprit de discipline prolétarienne et la "franchise envers eux-mêmes" leur font défaut dans une certaine mesure) se cramponner longtemps à leurs erreurs, mais les masses ouvrières réaliseront facilement, le moment venu, leur propre union et celle de tous les communistes sincères dans un parti unique, capable d'instituer le régime soviétique et la dictature du prolétariat. »

Quelques semaines seulement après qu'il eut écrit ces lignes, Lénine pouvait se convaincre que ses craintes avaient été exagérées. Le « gauchisme » subsista, surtout en Allemagne, mais il ne rassembla jamais en un bloc tous les éléments susceptibles de s'y rattacher, et l'organisation la plus importante, le Parti

communiste ouvrier d'Allemagne, fut admise dans l'Internationale communiste comme membre sympathisant.

Le livre de Trotsky, *Terrorisme et Communisme*, *l'anti-Kautsky*, était d'un tout autre caractère. Nous retrouvions là une forme, une construction, un contenu qui nous étaient plus familiers. Tandis que Lénine concentrait son attention sur le parti, sur la tactique, mettait en garde contre l'enfantillage révolutionnaire et le gaspillage des forces dans la guerre des classes, Trotsky s'attaquait aux problèmes théoriques et pratiques posés par la révolution, par la guerre civile, par l'édification de la société nouvelle.

Jusqu'au déclenchement de la guerre mondiale, Kautsky était généralement considéré, dans la 2e Internationale, comme le grand-maître du marxisme. Son prestige était considérable, même auprès des socialistes russes, bolcheviks aussi bien que mencheviks ; il n'y avait guère que Rosa Luxemburg pour oser mettre en doute la qualité de son révolutionnarisme, pour parler de lui avec irrévérence ; elle avait longtemps travaillé près de lui, s'était heurtée plus d'une fois à sa timidité dans les batailles ouvrières ; elle le connaissait mieux que quiconque. Son autorité consacrée ne l'avait pas empêché de sombrer en 1914, en compagnie de ses adversaires révisionnistes, avec la majorité des dirigeants social-démocrates allemands, et durant la guerre, quand la solidarité avec les ultras devint insupportable, il n'alla pas plus loin que ce centrisme qui se bornait à faire des réserves sur les responsabilités du conflit, à critiquer les chefs qui, comme Scheidemann, avaient rallié le gouvernement impérial, mais pour se retrouver en fin de compte avec eux dans chaque phase importante de la guerre, pour voter comme eux, et s'unir à eux pour combattre le spartakisme.

Dans la misérable Allemagne weimarienne, arrêtée elle aussi à mi-chemin entre le régime des Hohenzollern et la révolution

socialiste, avec ses gouvernements panachés de socialistes, de libéraux, de chrétiens, et, au sommet, le « sellier » Ebert, Kautsky tentait de reprendre ses hautes fonctions de mainteneur de l'orthodoxie marxiste. C'est en son nom qu'il décrétait que la Russie n'était pas encore mûre pour la révolution socialiste ; que le « rapport des forces » ne le permettait pas. Il parlait de la « terreur rouge » comme les historiens bourgeois parlent de la Terreur sous la Révolution française ; traçait un sombre tableau de l'économie soviétique ; critiquait doctoralement la Révolution en marche comme il avait entrepris autrefois la réfutation du révisionnisme bernsteinien – de son fauteuil.

Trotsky dictait sa riposte dans son train ; on comprend qu'elle ait un certain ton. Il en poursuivait l'achèvement, l'interrompant et la reprenant dans la mesure où les Blancs – dirigés parfois par des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, et soutenus par les grandes démocraties que Kautsky maintenant admirait – lui en laissaient le loisir. On ne peut être surpris par sa véhémence, par sa brûlante ironie, par la passion révolutionnaire que Trotsky apporte dans la défense de la Révolution[1].

Les socialistes hostiles à la Révolution d'Octobre accusaient généralement le bolchevisme d'être non du marxisme mais du blanquisme ; Kautsky y découvrait en outre du proudhonisme. À propos de la terreur, il n'hésitait pas à faire état des mensonges

1 Après avoir présenté son ouvrage comme « *une contribution à l'histoire des révolutions* », Kautsky écrivait : « *Noske emboîte résolument le pas à Trotsky, avec cette différence que lui-même ne considère pas sa dictature comme celle du prolétariat.* » Pour dégager la signification de la Commune de 1871, il s'appuie sur Louis Dubreuilh, « le bon révolutionnaire », dont l'histoire est la plus banale de celles écrites par des socialistes, et qui, en 1914, sombra dans l'ultra-chauvinisme. Puis, en pédant invétéré, il ajoutait : « *Ceux qui ont exactement compris la théorie de Marx ont toujours été peu nombreux. Cette théorie suppose un trop grand travail intellectuel, une trop grande subordination des désirs et des besoins personnels à l'examen des conditions objectives.* » Enfin : « *Si l'actuelle Assemblée allemande a un caractère bourgeois, la faute en revient non pour le moins à la propagande des bolcheviks.* »

les plus grossiers et les plus stupides qui traînaient dans les journaux bourgeois et que fabriquaient les correspondants de Riga et de Stockholm. Il avait recueilli, entre autres, une « *information* » concernant une soi-disant « *socialisation des femmes* ». Il était facile de montrer qu'il s'agissait d'un faux. Nous avions pu, de notre côté, déceler une fabrication de ce genre. Trotsky lui rappelait les conditions dans lesquelles était née et s'était développée la terreur : « *La conquête du pouvoir par les soviets, au début de novembre 1917, s'est accomplie au prix de pertes insignifiantes... À Pétrograd, le gouvernement de Kérensky fut renversé presque sans combat. À Moscou, la résistance se prolongea surtout par suite du caractère indécis de nos propres actions. Dans la plupart des villes de province, le pouvoir passa aux soviets sur un simple télégramme de Pétrograd ou de Moscou. Si les choses en étaient restées là, il n'y aurait jamais eu de terreur rouge... Le degré d'acharnement de la lutte dépendit de tout un ensemble de conditions intérieures et internationales... Plus la résistance de l'ennemi de classe vaincu se montrera acharnée et dangereuse, plus inévitablement le système de coercition se transformera en système de terreur. L'attaque menée par Kérensky-Krasnov contre Pétrograd, mais suscitée par l'Entente, devait naturellement introduire dans la lutte les premiers éléments d'acharnement. Le général Krasnov fut néanmoins remis en liberté sur parole... Si notre Révolution d'Octobre s'était produite quelques mois ou même quelques semaines après la conquête du pouvoir par le prolétariat en Allemagne, en France et en Angleterre, il ne peut y avoir de doute que notre révolution eût été la plus pacifique, la moins "sanglante" des révolutions possibles ici-bas. Mais cet ordre historique, à première vue le plus naturel, et en tout cas le plus avantageux pour la classe révolutionnaire russe, n'a pas été enfreint par notre faute ; au lieu d'être le dernier, le prolétariat russe a été le premier. C'est précisément cette circonstance qui a donné, après la première période de confusion, un caractère très acharné à la résistance des anciennes classes dominantes de Russie et qui a obligé le prolétariat russe,*

à l'heure des plus grands dangers, des agressions de l'extérieur, de complots et de révoltes à l'intérieur, à recourir aux cruelles mesures de la terreur gouvernementale. »

La partie du livre de Trotsky pour nous la plus neuve et la plus attachante était celle où l'auteur opposait le tableau véritable de l'économie soviétique à la caricature qu'en avait tracée Kautsky : organisation du travail, rôle des soviets, des syndicats, utilisation des spécialistes. Ici, Trotsky, pour répondre à Kautsky, se borne à reproduire le rapport qu'il avait présenté au 3e Congrès panrusse des syndicats, complété par de nombreux passages empruntés à d'autres rapports soumis par lui au Congrès panrusse des soviets de l'économie populaire et au 9e Congrès du Parti communiste russe. Un chapitre intéressant concernait les armées de travail ; elles n'eurent qu'une brève existence puisqu'elles devaient disparaître dès la fin de la guerre civile. Mais le chapitre sans doute le plus remarquable était celui qui traitait du plan économique. Il faut se rappeler ici que nous sommes en mars 1920. Trotsky écrivait alors : « *Ce plan doit être calculé pour un certain nombre d'années. Il est naturel qu'il se divise en périodes concordant avec les étapes inévitables du relèvement de l'économie du pays. Il nous faudra commencer par les tâches à la fois les plus simples et les plus fondamentales... Ce plan revêt une importance considérable, non seulement en tant qu'orientation générale de nos organes économiques, mais encore comme ligne de conduite pour la propagande concernant nos tâches économiques parmi les masses ouvrières. Nos mobilisations de travail resteront lettre morte si nous ne touchons pas le point sensible de tout ce qui est honnête, conscient, enthousiaste dans la classe ouvrière. Nous devons dire aux masses toute la vérité sur notre situation et sur nos intentions, et leur déclarer franchement que notre plan économique, même avec l'effort maximum des travailleurs, ne nous donnera ni demain ni après-demain monts et merveilles, car au cours de la période la plus proche nous orienterons notre activité principale vers l'amélioration des moyens de*

production en vue d'une plus grande productivité... Point n'est besoin de dire que nous ne tendons nullement vers un étroit communisme national ; la levée du blocus, et la révolution européenne plus encore, auraient apporté de profondes modifications à notre plan économique en abrégeant la durée des phases de son développement et en les rapprochant les unes des autres. Mais nous ne pouvons pas prévoir quand ces événements se produiront. Et c'est pourquoi nous devons agir de façon à nous maintenir, et à nous fortifier, en dépit du développement peu favorable, c'est-à-dire très lent, de la révolution européenne et mondiale. »

Bien d'autres passages, ceux évoquant le développement de l'édification de la société nouvelle telle que Trotsky la préfigurait alors, retenaient notre attention ; mais la prévision qui paraissait la plus audacieuse était celle-ci : « *Si le capitalisme russe s'est développé sans passer de degré en degré, mais par bonds, construisant en pleine steppe des usines à l'américaine, raison de plus pour que pareille marche forcée soit possible à l'économie socialiste. Dès que nous aurons vaincu notre terrible misère, accumulé quelques réserves de matières premières et de denrées, amélioré les transports, nous aurons, n'étant plus liés par les chaînes de la propriété privée, la possibilité de franchir d'un bond plusieurs degrés et de subordonner toutes les entreprises et toutes les ressources économiques au plan unique pour l'ensemble du pays. Nous pourrons ainsi introduire à coup sûr l'électrification dans toutes les branches fondamentales de l'industrie et dans la sphère de la consommation personnelle sans avoir à passer de nouveau par l'âge de la vapeur.* »

Ces « livres de circonstance » n'ont rien perdu de leur valeur. On peut les lire aujourd'hui avec profit, et pas seulement pour l'intérêt historique qu'ils offrent ; bien des problèmes qu'ils étudient sont encore actuels. En 1920, à Moscou, c'étaient pour les délégués des textes d'une incomparable richesse ; ils les étudiaient et les discutaient avec ferveur. Leurs auteurs jouissaient auprès d'eux d'un grand prestige. Lénine et Trotsky dominaient

d'une tête les hommes de la Révolution d'Octobre. Un jour que j'en faisais la remarque devant un groupe de délégués parmi lesquels était John Reed, celui-ci, content d'entendre exprimer un jugement qui était depuis longtemps le sien s'écria : « *Vous le pensez aussi !* » Nous en étions tous persuadés ; la Révolution les avait grandis comme elle avait grandi tous les militants. Il m'était facile de le constater puisque je retrouvais à Moscou des hommes que j'avais connus à Paris. Le cas le plus typique dans ce domaine était celui de Dridzo-Losovsky. À Paris je l'avais beaucoup fréquenté ; il s'était toujours montré bon camarade, appliqué et sérieux. Qu'il ne fût pas de grande envergure ni de caractère ferme, les événements d'après 1924 devaient le confirmer ; mais chez le Moscovite de 1920 je remarquais une assurance, une confiance en soi, une décision, des certitudes, qui étaient des traits nouveaux.

XI

PARMI LES DÉLÉGUÉS AU IIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Dans ces discussions d'avant congrès, ce qui dominait chez tous les délégués, c'était un désir profond, une volonté réfléchie d'accord ; pour tous la Révolution d'Octobre et la 3e Internationale étaient un bien commun. Rares cependant étaient ceux qui arrivaient tout préparés à approuver en tous points les thèses qui leur étaient soumises ; leur contenu échappait aux classifications habituelles, celles avec lesquelles ils étaient familiers, et la manière dont on abordait les problèmes était, elle aussi, différente. Il fallait reprendre tous les problèmes et les examiner à fond.

Pour les syndicalistes et les anarchistes, *L'État et la Révolution* avait grandement facilité un rapprochement des conceptions théoriques en ce qu'elles avaient d'essentiel. Mais la dic-

tature du prolétariat, jusqu'alors du domaine de la théorie, se posait concrètement, et même comme le problème pratique le plus urgent. Or, cette période transitoire, ce passage du capitalisme au socialisme, on ne l'avait jamais approfondie, on l'avait même escamotée quand on la trouvait devant soi comme un obstacle : on sautait de la société capitaliste dans une cité idéale fabriquée à loisir. Même des militants syndicalistes comme Pataud et Pouget, dans un livre qu'ils avaient intitulé *Comment nous ferons la révolution*, n'avaient apporté aucune contribution précise au problème de la période transitoire bien qu'ils y fussent engagés par le titre même de leur ouvrage : une brève grève générale ; le régime s'effondrait... et après quelques jours de troubles et un minimum de violences, les syndicalistes procédaient paisiblement à l'édification de la société nouvelle. Cela restait dans le domaine des contes de fées. À Moscou, en 1920, nous étions devant la réalité.

La bourgeoisie, même une bourgeoisie débile comme la bourgeoisie russe, ne se laissait pas abattre si facilement ; elle savait, elle aussi, quand elle était menacée, pratiquer le sabotage ; elle trouvait des appuis au dehors, la bourgeoisie du monde entier accourait à son aide. Loin de pouvoir se mettre paisiblement au travail, les révolutionnaires devaient se préparer pour la guerre, pour une guerre terrible, car l'attaque venait de toutes parts. Ils avaient voulu la paix. Ils avaient été généreux et magnanimes à l'égard de leurs ennemis ; ils avaient libéré des généraux rebelles sur parole ; tout avait été vain. La bourgeoisie leur imposait la guerre ; les généraux libérés manquaient à leur serment. Toutes les ressources d'un pays déjà épuisé et vidé par la guerre, les ressources matérielles et morales, avaient dû être jetées, pendant trois ans, dans la guerre. Compter que les choses se passeraient autrement et plus aisément ailleurs était une illusion impardonnable. La lutte serait encore plus acharnée, la bourgeoisie étant partout plus forte.

Certains délégués qui s'imaginaient être déjà en plein accord avec les thèses soumises au congrès étaient souvent ceux qui en étaient le plus éloignés. À MacLaine, délégué du Parti socialiste britannique, qui s'était vanté de pouvoir leur donner une adhésion sans réserves – il était d'accord sur le rôle du parti, sur la participation aux élections, d'accord sur la lutte dans les syndicats réformistes – Lénine avait répondu : « *Non, ce n'est pas si facile, ou si vous le croyez, c'est parce que vous êtes encore tout imprégné de ce bavardage socialiste qui était courant dans la 2e Internationale mais s'arrêtait toujours devant l'action révolutionnaire.* » À propos du parti, Trotsky disait : « *Certes il ne serait pas nécessaire de convaincre un Scheidemann des avantages et de la nécessité d'un parti ; mais dans le parti que nous voulons il n'y aurait pas de place pour un Scheidemann.* » Et Boukharine répondait avec vivacité à un jeune camarade espagnol qui, désireux de prouver son orthodoxie communiste, s'était écrié : « *Nous menons une lutte sans pitié contre les anarchistes* », « *Qu'est-ce que cela veut dire : combattre les anarchistes ? Il y a des anarchistes qui, depuis Octobre, se sont ralliés à la dictature du prolétariat ; d'autres se sont approchés de nous et travaillent dans les soviets, dans des institutions économiques ; il ne s'agit pas de "combattre", il faut discuter cordialement et franchement, voir s'il est possible de travailler ensemble, n'y renoncer que si on se heurte à une opposition irréductible.* »

J'avais retrouvé à Moscou Jack Tanner ; jusqu'en 1914, c'est lui qui nous envoyait des « *Lettres de Londres* » pour la *Vie ouvrière* ; je l'avais revu à Paris pendant la guerre ; il était venu travailler dans une usine de la banlieue parisienne[1]. Il représentait, avec Ramsay, ces *Shop Stewards Committees* (comités de délégués d'atelier) qui s'étaient développés et avaient pris une grande importance au cours de la guerre, en réaction contre

1 Il est aujourd'hui président de l'*Amalgamated Engineering Union.*

l'attitude de la majorité des dirigeants trade-unionistes ralliés à la politique de guerre du gouvernement. J'étais avec eux en plein accord. La lutte au sein des syndicats réformistes n'était pas pour eux chose nouvelle ; ils en avaient toujours été partisans ; et comme moi ils avaient été jusqu'alors toujours réfractaires au parlementarisme et au parti politique.

Une vive sympathie nous rapprochait d'autres délégués, bien qu'entre eux et nous certaines divergences persistaient ; John Reed et ses amis américains étaient d'accord avec les bolcheviks sur la question du parti, mais ils ne voulaient à aucun prix entendre parler du travail dans les syndicats réformistes. Wijnkoop, délégué des « tribunistes » hollandais (social-démocrates de gauche qui tenaient leur nom de leur journal *De Tribune*), se séparait nettement des « gauchistes » Pannekoek et Görter ; il trouvait intolérable la seule présence à Moscou de « centristes », de socialistes opportunistes comme Cachin et Frossard, venus pour « information ». À chaque occasion il protestait brutalement contre leur présence : « *Ils ne sont pas à leur place ici* », s'écriait-il.

Ces premiers contacts entre délégués étaient très précieux ; nous apprenions beaucoup les uns des autres. Nos conversations et discussions se prolongeaient tard dans la nuit. Elles étaient coupées par des expéditions vers des meetings, parmi les ouvriers et parmi les soldats. Un jour Boukharine vint prendre quelques-uns d'entre nous et nous emmena dans un campement militaire des environs de la ville. Comme nous arrivions près d'une haute tribune, Boukharine s'écria : « *Voilà notre tank ! – Quel rapport ?* » Il nous l'expliqua. Lorsque Ioudénitch, venant d'Estonie, attaqua en direction de Pétrograd, il avança rapidement grâce à des tanks dont les Anglais avaient équipé son armée. Les jeunes recrues de l'Armée rouge n'avaient encore jamais vu ce redoutable engin ; il leur fit l'effet d'un monstre contre lequel ils étaient sans défense. Un inévitable désarroi, quelquefois une panique s'en étaient suivis. En face de ce puis-

sant moyen matériel, l'Armée rouge ne pouvait avoir recours qu'à ses armes spéciales ; parmi elles, la plus importante, c'était la tribune d'où les bolcheviks expliquaient aux ouvriers et aux paysans le sens de la guerre qui leur était imposée ; les soldats savaient pourquoi ils se battaient !

Dans notre petite troupe il y avait, ce jour-là, le socialiste italien Bombacci ; il était député et jouait à l'antiparlementaire bien qu'il ne fût pas bordiguiste ; mais par une position d'extrême gauche qu'il ne précisait jamais, il contribuait pour sa part à isoler Serrati, laissé sans appui sur sa gauche. Il était très beau. Tête d'or. Barbe et cheveux brillaient dans le soleil. À la tribune il se livrait à une mimique impressionnante en grands gestes et mouvements de tout le corps, plongeant parfois pardessus la barre d'appui comme s'il allait se précipiter dans le vide. Il avait toujours grand succès et il n'était pas nécessaire de traduire ses paroles. Nous ne le prenions pas trop au sérieux, mais nous n'aurions jamais pensé qu'il pût finir aux côtés de Mussolini. Nos longues et sérieuses discussions n'étaient pas exemptes de moments de détente ; on pouvait alors voir un groupe de délégués poursuivant Bombacci dans les couloirs du Dielovoï Dvor en criant « *Abbàsso il deputato !* »

Avec un autre des délégués italiens, nos rapports étaient moins cordiaux et ne comportaient pas la plaisanterie : c'était D'Aragona, secrétaire de la *Confederazione generale del lavoro*. Ses camarades des organisations syndicales, Dugoni, Colombino, ne se montraient guère dans nos réunions ; ils repartirent assez vite. Il n'est certainement pas exagéré de dire qu'ils étaient venus plutôt pour trouver des raisons de combattre le bolchevisme que pour confirmer l'adhésion que leur parti avait donnée à la 3e Internationale. Pour essayer de justifier leur attitude, ils disaient, dans le privé, que jamais les ouvriers italiens ne supporteraient les privations imposées aux ouvriers russes par la Révolution d'Octobre. Mais comme D'Aragona avait signé l'appel du Conseil international provisoire des syndicats rouges,

il ne pouvait toujours s'échapper et devait se soumettre à nos questions. Nous les posions sans ménagement parce que nous étions convaincus de son insincérité ; il ne faisait que suivre le courant, comme Cachin en France. Quand il se trouvait trop pressé par nous, il allait invariablement chercher Serrati qui le tirait alors de l'impasse où nous l'avions acculé[1].

XII
RADEK PARLE DE BAKOUNINE

Dans cette période d'avant congrès, j'eus une occupation supplémentaire avec la commission des mandats ; j'avais été désigné par le Comité exécutif pour en faire partie avec le Bulgare Chabline et Radek, alors secrétaire de l'Internationale communiste.

Radek occupait dans l'Internationale une position particulière. Il était polonais, avait surtout milité en Allemagne et maintenant il était plus ou moins russifié. Il avait la réputation d'un journaliste brillant et informé, mais il n'était pas rare d'entendre formuler des remarques désobligeantes quant à son

1 Comment D'Aragona et ses amis se comportèrent à leur retour en Italie, les lignes suivantes le montrent : « *Après avoir annoncé l'apogée révolutionnaire par l'occupation victorieuse des fabriques, leur déchéance apparut, soudaine, inéluctable. L'on ne tarda pas à constater que le mythe russe n'échauffait plus les esprits. Les membres de la mission socialiste qui étaient allés à Moscou au mois de juillet précédent, et qui, rentrant en Italie, s'étaient bien gardés, par peur des extrémistes rouges, de raconter leur profonde déception, ayant retrouvé leur courage, parlaient et proclamaient l'erreur énorme qu'avait été en Russie l'application des doctrines de Lénine. Aux interviews que donna, dans ce sens, aux journaux, M. D'Aragona, secrétaire général de la Confédération générale, s'ajouta la publication d'un réquisitoire bien plus efficace : le rapport documenté que deux chefs de l'organisation métallurgiste, MM. Colombino et Pozzani, lancèrent dans un volume où était décrite la destruction, accomplie par les bolcheviks, de toute l'énorme machine de la production.* » Domenico Russo : *Mussolini et le fascisme*, p. 45.

comportement dans les groupements où il avait travaillé. Au cours des réunions intimes de la commission, et plus tard à l'Exécutif de l'Internationale communiste, j'eus l'occasion de le bien connaître. Après notre première rencontre au Comité exécutif, il m'avait demandé d'aller le voir à son bureau de l'Internationale, installée alors dans l'immeuble de l'ancienne ambassade d'Allemagne, la maison où l'ambassadeur von Mirbach avait été assassiné par le socialiste-révolutionnaire Blumkine. Il prétendait connaître le français, mais en tout cas il ne le parlait pas et notre conversation eut lieu en anglais. Durant un récent emprisonnement en Allemagne, il avait, croyait-il, perfectionné sa connaissance de l'anglais ; il avait peut-être appris à le lire, mais la langue qu'il parlait était effroyable ; il était cependant le seul à ne pas s'en apercevoir, car il s'exprimait avec son assurance habituelle. Pour cette première rencontre il s'était mis en frais d'amabilité, et après m'avoir demandé quelques informations sur le mouvement français, il parla de ses récents travaux, notamment d'une étude sur Bakounine. « *Dans ma prison*, dit-il, *j'ai relu les principaux écrits de Bakounine et j'ai acquis la conviction que le jugement que nous, social-démocrates, portions sur lui était en bien des points erroné. C'est un travail qu'il faut reprendre.* » J'avais l'impression d'une concession imprévue au syndicalisme et à l'anarchisme qui plaçaient Bakounine parmi leurs grands précurseurs.

Revenant aux choses de France, il me demanda mon opinion sur les dirigeants du Parti socialiste français, en particulier sur Cachin et Frossard, et sur leur mission d'information. Il connaissait Francis Delaisi par son ouvrage sur *La Démocratie et les Financiers*, me questionna sur son activité présente et sur sa position pendant la guerre, sur la possibilité de l'amener au communisme. Je dus répondre que je n'en savais rien ; Delaisi était resté silencieux pendant la guerre dont il avait cependant annoncé l'approche, et assez exactement le caractère, dans sa brochure *La guerre qui vient*.

Notre tâche, à la commission, était assez facile ; les délégués qui nous soumettaient leur mandat étaient presque tous connus ; il n'y eut guère de contestations ; seulement un incident de peu d'importance au sujet de la délégation française. Jacques Sadoul et Henri Guilbeaux avaient participé au premier Congrès. Guilbeaux, considéré comme représentant de la « gauche française de Zimmerwald », avec voix délibérative ; Sadoul, mandaté par le groupe communiste de Moscou, avait été admis avec voix consultative. Fallait-il les inclure tous les deux dans la délégation ? J'étais alors le seul délégué ayant un mandat du Comité de la 3e Internationale. J'estimais que Guilbeaux, par l'action qu'il avait menée en Suisse, était qualifié pour recevoir un mandat avec voix délibérative, tandis que Sadoul, qui se rattachait au Parti socialiste et n'avait été qu'un rallié de circonstance, aurait seulement voix consultative. Cette proposition n'avait guère plu à Radek – il détestait Guilbeaux pour des raisons personnelles ; il en avait avisé Sadoul qui nous envoya une vive protestation. On mit finalement Guilbeaux et Sadoul sur le même plan : délégués avec voix consultative, ce dont ils ne furent satisfaits ni l'un ni l'autre.

XIII

SMOLNY – SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE DU IIe CONGRÈS

Le 16 juillet 1920 tout le congrès partit pour Pétrograd et y tint séance le lendemain. C'est de Pétrograd que la Révolution était partie ; c'est là que devait s'ouvrir solennellement le 2e Congrès de l'Internationale communiste. Et d'abord à Smolny, cet ancien collège des demoiselles de la noblesse, devenu en Octobre le quartier général de la Révolution. Quand Lénine s'avança dans la grande salle où nous étions réunis, les

délégués anglais et américains, renforcés de quelques unités car ils étaient peu nombreux, l'entourèrent, formant une chaîne et chantant « *For he's a jolly good fellow !* » : traditionnel témoignage qui, chez les Anglais, ajoute l'affection à l'admiration.

Après quelques brefs discours, les délégués, auxquels s'étaient joints des militants de Pétrograd, partirent en cortège pour se rendre au Champ de Mars, où étaient enterrées les victimes de la Révolution, ensuite au Palais de Tauride, siège de la Douma puis de ce Soviet de Pétrograd dont nous avions suivi anxieusement les débats de mars à novembre ; peu nombreux au début, les bolcheviks avaient progressé rapidement pour y gagner la majorité dès septembre, et faire de Trotsky son président. C'était pour la deuxième fois, à douze ans de distance, que Trotsky présidait le Soviet de Pétrograd ; le premier, le précurseur, étant celui de la Révolution de 1905.

La salle des séances était semblable à celles où se réunissent les assemblées parlementaires dans tous les pays (à l'exception de l'Angleterre qui, sacrifiant à la tradition, s'offre la fantaisie d'un hall rectangulaire d'où la déclamation grandiloquente est forcément bannie) ; une tribune haut perchée, un amphithéâtre où prirent place les délégués, et une galerie pour les spectateurs. C'est là que se tint la séance inaugurale du congrès. Le discours fut prononcé par Lénine. Il ne peut être question dans le cadre de cet ouvrage de donner un compte rendu, même sommaire, des travaux et décisions de ce congrès, en réalité le premier Congrès de l'Internationale communiste. L'assemblée de mars 1919 avait eu surtout pour objet de proclamer la 3e Internationale. Impatient d'inscrire ses idées dans les faits dès qu'il le jugeait possible et nécessaire, Lénine avait résisté aux objections, notamment à celles de Rosa Luxemburg et du Parti communiste allemand dont le seul délégué véritable au congrès – les Russes exceptés – était venu avec le mandat formel de s'opposer à la proclamation d'une nouvelle Internationale ; c'était trop tôt, on ne pouvait encore que la préparer, disait Rosa Luxem-

burg. Par contre, ce 2e Congrès avait une représentation remarquable. Des délégués étaient venus de tous les coins du monde, et à son ordre du jour tous les problèmes du socialisme et de la révolution étaient inscrits. Pour ce congrès comme pour les deux autres – ceux qui se réunirent du temps de Lénine – je me bornerai à extraire les points essentiels des débats et des thèses, et je m'efforcerai de reconstituer l'atmosphère dans laquelle ils se déroulèrent, d'en établir le bilan.

Le discours de Lénine fut très significatif de l'homme et de sa méthode. Il parut ignorer la solennité de cette rencontre en ce lieu. Pas de grandes phrases bien que les circonstances en auraient pu autoriser. La surprise fut grande quand on vit que son discours était bâti sur le livre de l'Anglais John Maynard Keynes *Les Conséquences économiques de la paix*. Non que ce ne fût un ouvrage important ; parmi tous les experts de la Conférence de la paix, Keynes avait été le seul à voir clair, en tout cas le seul à oser montrer, quand il eût été encore temps d'y remédier, les funestes conséquences de la paix semi-wilsonienne pour l'économie de la nouvelle Europe. Lénine partait de ce livre, mais il arrivait vite à ce qui, je crois, était pour lui l'essentiel. En cette période, son esprit était toujours dominé – comme son livre sur le « gauchisme » l'avait montré – par la crainte que les jeunes partis communistes considèrent la révolution comme chose facile et même inéluctable, et l'idée sur laquelle il insistait, c'est qu'il était faux et dangereux de dire qu'au lendemain de la guerre mondiale il n'y avait plus d'issue pour la bourgeoisie. Et selon sa méthode habituelle – qui donne à ses discours et à ses écrits l'apparence du décousu – après avoir formulé cette mise en garde, il y revint, la reprit, la développa en d'autres termes – des variations sur un même thème.

Les membres du bureau du congrès prononcèrent de brefs discours. Dans celui de Paul Levi, il y eut une note déplaisante. À deux reprises, parlant de l'agression polonaise, il fit cingler le mot « schlagen ». Nous suivions tous avec joie la riposte que

donnait l'Armée rouge à l'agression de Pilsudski ; la marche audacieuse de Toukhatchevsky sur Varsovie nous emplissait d'espoir, mais ce que nous en attendions c'était le soulèvement du peuple, la révolution en Pologne. Or le ton de l'orateur et ce « schlagen » répété révélaient chez Levi quelque chose de ce chauvinisme trop fréquent chez les Allemands à l'égard des Polonais et, à coup sûr, ses paroles n'étaient pas sur ce point d'un internationaliste.

L'après-midi un meeting eut lieu sur la vaste place du Palais d'Hiver, si riche en souvenirs. Les ministres de Kérensky y avaient trouvé leur dernier refuge. Une tribune était dressée devant le palais d'où l'on dominait la foule venue pour écouter les orateurs ; on ne pouvait pas ne pas penser à une autre foule, celle que le pope Gapone avait conduite en suppliante devant Nicolas II et que celui-ci avait fait accueillir par une fusillade. Gorki vint un moment parmi nous. Il était grand, carré d'épaules, solidement bâti. On ne pouvait ignorer pourtant qu'il était gravement atteint et obligé à de grands soins ; c'était néanmoins une impression agréable de le trouver d'apparence si robuste. Il avait combattu à fond les bolcheviks et l'insurrection d'Octobre. Puis, sans renoncer complètement à ses critiques et réserves, il s'était rallié au régime, consacrant la plus grande part de son activité à sauver des hommes injustement persécutés, intervenant auprès des dirigeants soviétiques qui avaient été longtemps ses amis. On disait qu'il était l'un des auteurs d'une pièce originale dont nous devions avoir la primeur dans la soirée.

On n'aurait pu imaginer plus bel emplacement pour ce théâtre en plein air que celui qui avait été choisi. C'était le péristyle et la place de la Bourse, et ce n'était pas seulement pour sa valeur de symbole. Le décor était grandiose. Le bâtiment, de style grec comme c'était, semble-t-il, une coutume universelle, était entouré d'une longue colonnade. Il occupait le sommet du triangle que formait ici Vassili Ostrov, entre les deux bras de la

Néva. La vue s'étendait des quais du fleuve avec leurs palais de marbre jusqu'à la sinistre forteresse Pierre-et-Paul.

La scène, c'était le péristyle qu'on atteignait par un haut escalier. La foule immense accourue pour voir le spectacle tenait à l'aise sur la vaste place. Dans ce cadre exceptionnel se déroulèrent une suite de scènes évoquant « *la marche du socialisme à travers les luttes et les défaites vers la victoire* ». L'histoire partait du *Manifeste communiste*. Les mots bien connus de son appel apparurent au sommet de la colonnade. « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Vous n'avez rien à perdre que vos chaînes !* » L'éclairage était fourni par de puissants projecteurs installés sur des bâtiments ancrés dans la Néva. Les « trois coups » étaient donnés par les canons de la forteresse. Puis ce fut la Commune de Paris avec danses et chants de la Carmagnole ; la guerre de 1914, les chefs de la 2e Internationale se prosternant devant leurs gouvernements et devant le capitalisme, tandis que Liebknecht reprenait le drapeau rouge qu'ils avaient laissé tomber et criait « *À bas la guerre !* » Le renversement du tsarisme fut l'objet d'une réalisation originale : des autos montées par des ouvriers armés surgirent de plusieurs points de la place et jetèrent bas l'édifice impérial du tsar et de sa clique. Un bref épisode montrait Kérensky bientôt remplacé par Lénine et Trotsky, deux grands portraits qu'entourait un drapeau rouge, et que les projecteurs illuminèrent de tous leurs feux. Les dures années de la guerre civile trouvaient leur conclusion symbolique dans une charge de cavaliers de Boudienny anéantissant les vestiges des armées de la contre-révolution. C'était la fin, une immense *Internationale* monta dans la nuit. Acte de foi concluant dignement une journée chargée d'émotions.

XIV
LES DÉBATS DU IIe CONGRÈS

De retour à Moscou, le congrès se mit aussitôt au travail. La délégation russe était importante par le nombre autant que par la valeur de ses membres. Elle comprenait : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Radek, Rykov, Riazanov, Dzerjinsky, Tomsky, Pokrovsky, Kroupskaïa. Le premier point de l'ordre du jour, c'était le rôle du Parti communiste. Cependant pour un certain nombre de délégués, c'était la question du parti politique lui-même qui se trouvait d'abord posée ; ceux-là n'avaient jamais jusqu'alors appartenu à un parti politique ; toute leur activité se développait au sein des organisations ouvrières. C'est ce que Jack Tanner vint dire à la tribune. Il expliqua comment, pendant la guerre, s'étaient développés les *Shop Stewards Committees*, l'importance nouvelle qu'ils avaient prise en s'opposant à la politique des leaders trade-unionistes engagés à fond dans la politique belliciste du gouvernement britannique. La dure bataille qu'ils avaient menée, non sans risques, pendant la guerre, les avait tout naturellement conduits à donner aux comités d'usine un programme révolutionnaire et à rallier, dès l'origine, la Révolution d'Octobre et la 3e Internationale. Mais leur action s'était toujours développée hors du parti, et dans une bonne mesure contre le parti dont certains dirigeants étaient les mêmes hommes qu'ils trouvaient devant eux dans les luttes syndicales. Leur propre expérience des années passées n'avait pu que renforcer leurs convictions syndicalistes : la minorité la plus consciente et la plus capable de la classe ouvrière pouvait seule orienter et guider la masse des travailleurs dans la lutte quotidienne pour leurs revendications aussi bien que dans les batailles révolutionnaires.

Ce fut Lénine qui répondit à Jack Tanner, disant en substance : « *Votre minorité consciente de la classe ouvrière, cette minorité active qui doit guider son action, mais c'est le parti ; c'est*

ce que nous, nous appelons le parti. La classe ouvrière n'est pas homogène ; entre la couche supérieure, cette minorité parvenue à la pleine conscience, et la catégorie qu'on trouve au plus bas, celle qui n'en a pas la moindre notion, celle parmi laquelle les patrons recrutent les jaunes, les briseurs de grève, il y a la grande masse des travailleurs qu'il faut être capable d'entraîner et de convaincre si l'on veut vaincre. Mais pour cela la minorité doit s'organiser, créer une organisation solide, imposer une discipline basée sur les principes du centralisme démocratique ; alors, vous avez le parti. »

Un dialogue assez semblable quant au fond s'engagea entre Pestaña et Trotsky. A la différence de Tanner, qui ne représentait que des groupements encore peu nombreux et se développant en marge de l'organisation syndicale centrale, Pestaña pouvait parler au nom de la *Confederacion nacional del trabajo*. Elle ne groupait pas tous les syndiqués espagnols ; il existait une autre centrale syndicale où la tendance socialiste dominait, mais la CNT pouvait se targuer de compter, alors, un million de membres ; elle était solidement implantée dans les régions industrielles du pays, surtout en Catalogne ; elle incarnait exactement la tradition anarcho-syndicaliste si vivace en Espagne. Aussi Pestaña parlait-il avec plus d'assurance que Tanner et sur un ton plus tranchant. A l'égard du parti, c'était plus que de l'hostilité, du dédain. « *Mais il est possible*, concédait-il, *que dans certains pays les ouvriers veuillent se grouper dans des partis politiques ; en Espagne nous n'en avons pas besoin. Et l'histoire montre que des révolutions, à commencer par la grande Révolution française, se sont faites sans parti.* » Trotsky n'avait pu s'empêcher de l'interrompre : « *Vous oubliez les Jacobins !* »

Reprenant, dans sa réponse, la question du parti, Trotsky tint d'abord à répondre à Paul Levi qui, avec sa hauteur habituelle, avait déclaré que c'était là une question depuis longtemps tranchée pour la grande majorité des ouvriers d'Europe et même d'Amérique, et qu'un débat là-dessus n'était guère de nature à accroître le prestige de l'Internationale communiste.

Sans doute, dit Trotsky, si vous songez à un parti comme celui de Scheidemann et de Kautsky. « *Mais si ce que vous avez dans l'esprit, c'est le parti prolétarien, alors on doit constater que dans les divers pays ce parti passe par différentes étapes de son développement. En Allemagne, la terre classique de la vieille social-démocratie, nous voyons une puissante classe ouvrière, hautement cultivée, progressant sans arrêt, incorporant en elle des restes appréciables de vieilles traditions. Nous constatons, d'autre part, que ce sont précisément ces partis qui prétendent parler au nom de la majorité de la classe ouvrière, les partis de la 2e Internationale, qui nous obligent à poser la question : le parti est-il nécessaire ou non ? Précisément parce que je sais que le parti est indispensable et que je suis persuadé de la valeur du parti, et précisément parce que je vois Scheidemann, d'une part, et de l'autre des syndicalistes américains, espagnols ou français qui non seulement veulent lutter contre leur bourgeoisie, mais qui, à la différence de Scheidemann, veulent la décapiter, je dis que, pour cette raison, je trouve très nécessaire de discuter avec ces camarades espagnols, américains et français afin de leur prouver que le parti est indispensable pour l'accomplissement de la tâche historique présente, le renversement de la bourgeoisie. J'essaierai de le leur prouver, sur la base de ma propre expérience, et non en leur disant, sur la base de l'expérience de Scheidemann, que la question est tranchée depuis longtemps. Nous voyons combien grande est l'influence des tendances antiparlementaires, dans les vieux pays du parlementarisme et de la démocratie, par exemple en France, en Angleterre et ailleurs. En France il m'a été donné de constater par moi-même, au début de la guerre, que les premières voix audacieuses contre la guerre, au moment où les Allemands étaient aux portes de Paris, s'élevèrent d'un petit groupe de syndicalistes français. C'étaient les voix de mes amis Monatte, Rosmer, et d'autres. Il ne pouvait être question alors de parler de la formation d'un parti communiste : de tels éléments étaient trop peu nombreux. Mais je me sentais un camarade parmi des camarades dans la compagnie de*

Monatte, de Rosmer et de leurs amis dont la plupart avaient un passé anarchiste. Mais que pouvait-il y avoir de commun entre moi et Renaudel qui, lui, comprenait très bien le besoin du parti.

« Les syndicalistes français mènent leur travail révolutionnaire dans les syndicats. Quand je discute cette question avec Rosmer, nous avons un terrain commun. Les syndicalistes français, en défi aux traditions de la démocratie et à ses déceptions, disent : "Nous ne voulons pas de partis politiques, nous sommes partisans de syndicats ouvriers et d'une minorité consciente qui, dans leur sein, préconise et applique les méthodes d'action directe." Qu'entendaient les syndicalistes français par cette minorité ? Cela n'était pas clair à eux-mêmes ; c'était un présage du développement ultérieur qui, en dépit des préjugés et des illusions, n'a pas empêché ces mêmes syndicalistes de jouer un rôle révolutionnaire en France et de rassembler cette petite minorité qui est venue à notre congrès international.

« Que signifie exactement cette minorité pour nos amis ? C'est la fraction d'élite de la classe ouvrière française, une fraction qui a un programme clair et une organisation propre, une organisation dans laquelle toutes les questions sont discutées, où on prend aussi des décisions et où les membres sont liés par une certaine discipline. Par voie de simple conséquence de la lutte contre la bourgeoisie, de sa propre expérience et de l'expérience des autres pays, le syndicalisme français sera amené à créer le Parti communiste.

« Le camarade Pestaña, qui est le secrétaire de la grande organisation syndicaliste espagnole, est venu à Moscou parce qu'il y a parmi nous des hommes qui, à des degrés divers, appartiennent à la famille syndicaliste ; d'autres sont, pour ainsi dire, "parlementaires" ; d'autres enfin ne sont ni parlementaires ni syndicalistes, mais sont partisans de l'action de masse, etc. Mais que lui offrirons-nous ? Nous lui offrirons un Parti communiste international, c'est-à-dire l'unification des éléments avancés de la classe ouvrière qui ont apporté ici leurs expériences, les confrontent mutuellement, se critiquent l'un l'autre et, après dis-

cussion, prennent des décisions. Quand le camarade Pestaña rentrera en Espagne, porteur des décisions du congrès, ses camarades le questionneront : "Que nous rapportes-tu de Moscou ?" demanderont-ils. Il leur présentera les fruits de nos travaux et soumettra nos résolutions à leur vote et ceux des syndicalistes espagnols qui s'uniront sur la base de nos thèses ne formeront rien d'autre que le Parti communiste espagnol.

« Nous avons reçu aujourd'hui une proposition de paix du gouvernement polonais. Qui peut répondre à une telle question ? Nous avons le Conseil des commissaires du peuple ; mais il doit être soumis à un certain contrôle. Le contrôle de qui ? Le contrôle de la classe ouvrière comme masse informe, chaotique ? Non, le Comité central du parti sera convoqué, examinera la proposition et décidera. Et quand il nous faut mener la guerre, organiser de nouvelles divisions, rassembler les meilleurs éléments – vers qui nous tournons-nous ? Nous nous tournons vers le parti, vers son Comité central. Et il en est de même pour le ravitaillement, pour les problèmes agricoles, pour tous les autres. Qui décidera de ces questions en Espagne ? Le Parti communiste espagnol – et j'ai confiance que le camarade Pestaña sera un des fondateurs du parti[1]*. »*

Aux yeux de Lénine la question nationale n'était guère moins importante que celle du parti. Les pays coloniaux et semi-coloniaux avaient été soulevés par la Révolution russe ;

1 Cette prévision optimiste ne devait pas se réaliser. À son retour en Espagne Pestaña fut de ceux des leaders syndicalistes – la majorité – qui retirèrent l'adhésion qu'ils avaient donnée à la 3e Internationale en 1919. Mais l'histoire ne finit pas là, pour Pestaña. Il n'adhéra pas au Parti communiste espagnol, mais dix années plus tard il fonda un Parti syndicaliste qui ne compta jamais que peu de membres et plus d'intellectuels que d'ouvriers, la plupart anciens militants de la CNT ayant rompu avec l'organisation anarcho-syndicaliste. Quant à l'anti-parlementaire, envoyé aux Cortes en 1936 par les électeurs de Cadix, il mourut, député, deux ans plus tard, à Valence.

leur lutte pour l'indépendance se présentait dans des conditions favorables, leurs oppresseurs impérialistes sortant tous de la guerre épuisés ; elle pouvait être décisive, assurer leur libération et affaiblir pour autant les grandes puissances impérialistes. Il n'ignorait pas que, sur ce point aussi, des conceptions différentes et parfois opposées allaient se heurter au congrès. Avant la guerre il avait déjà polémiqué là-dessus avec Rosa Luxemburg pour qui le socialisme passait par-dessus les revendications nationales, toujours plus ou moins entachées de chauvinisme. Et il avait des raisons de penser que ce point de vue serait celui d'un certain nombre de délégués. Aussi avait-il pris sur lui de rédiger les thèses et tenait-il à les rapporter devant le congrès après les débats de la commission. C'est en effet à la commission même qu'eut lieu la vraie discussion.

La délégation hindoue était relativement nombreuse, elle avait à sa tête un homme capable, Manabendra Nath Roy. Son activité dans l'Inde lui avait valu d'être emprisonné puis expulsé ; la Révolution d'Octobre l'avait trouvé au Mexique, et il était venu à Moscou, par l'Allemagne, s'arrêtant et s'informant en cours de route, de sorte qu'il arrivait au congrès assez bien instruit du mouvement révolutionnaire dans le monde. Il avait, sur la lutte à mener contre l'impérialisme britannique, des idées bien arrêtées. Selon lui, c'était le Parti communiste hindou qui devait en prendre la direction. Sans doute la bourgeoisie hindoue avait son programme de revendications d'ordre national ; mais loin de s'unir à elle dans la lutte pour l'indépendance, il fallait la combattre au même titre que les occupants britanniques, parce que, dans la mesure où elle exerçait un pouvoir propre – elle possédait déjà d'importantes usines dans le textile et la métallurgie – elle était l'ennemi des travailleurs, un exploiteur aussi âpre que les capitalistes des nations démocratiques indépendantes.

Patiemment, Lénine lui répondit, expliquant que, pour un temps plus ou moins long, le Parti communiste hindou ne

serait qu'un petit parti peu nombreux, n'ayant que de faibles ressources, incapable d'atteindre, sur la base de son programme et par sa seule activité, un nombre appréciable de paysans et d'ouvriers. Par contre, sur la base des revendications d'indépendance nationale, il devenait possible de mobiliser de grandes masses – l'expérience l'avait déjà amplement démontré – et c'est seulement au cours de cette lutte que le Parti communiste hindou forgerait et développerait son organisation de telle sorte qu'il serait en mesure, une fois les revendications d'ordre national satisfaites, de s'attaquer à la bourgeoisie hindoue. Roy et ses amis firent quelques concessions, ils admirent que, dans certaines circonstances, une action commune pourrait être envisagée ; cependant des divergences importantes subsistaient et, rapportant sa thèse devant le congrès, Lénine y joignit celle de Roy, formant co-rapport.

La question syndicale fut la moins bien traitée par le congrès ; sans ampleur et sans profit. Non qu'elle n'ait été longuement discutée : la commission la débattait encore au moment où la séance plénière allait l'aborder et des réunions préliminaires avaient eu lieu déjà avant même mon arrivée entre Radek et les syndicalistes britanniques. Radek avait été désigné comme rapporteur, et c'est lui qui avait rédigé les thèses bien qu'il n'eût aucune compétence particulière dans ces questions. Il abordait un problème difficile avec la mentalité d'un social-démocrate allemand pour qui le rôle subalterne des syndicats était chose établie et qu'il n'était plus la peine de discuter. Il aurait volontiers répété ici ce que son ami Paul Levi avait dit à propos du parti : une telle discussion était humiliante et peu propre à accroître le prestige de l'Internationale communiste.

Il trouvait un appui sans réserve auprès des autres membres social-démocrates de la commission, parmi lesquels Walther se montrait un des moins compréhensifs, ignorant ou voulant ignorer les caractéristiques du mouvement syndical dans un pays comme l'Angleterre par exemple, où il avait pourtant

de solides traditions et une longue histoire. On trouvait donc invariablement d'un côté Tanner, Murphy, Ramsay, John Reed, pas d'accord en tous points mais l'étant pour repousser comme insuffisants des textes qui, au fond, se bornaient à reprendre ceux en faveur dans la 2e Internationale. De l'autre côté se tenaient Radek et les social-démocrates, sûrs de posséder la vérité. On discutait pendant des heures sans avancer d'un pas. Or, malgré l'importance nouvelle attribuée au rôle du parti, à la nécessité reconnue d'un organisme central pour mener la lutte révolutionnaire selon l'exemple du Parti communiste russe, le rôle des syndicats dans les pays capitalistes et leur rôle dans l'édification de la société socialiste restaient considérables ; on ne pouvait l'ignorer à Moscou, car il n'était pas rare d'entendre des récriminations et des critiques à l'égard des syndicats russes et de la façon dont ils s'acquittaient de leurs tâches, sur leur insuffisance, critiques que les dirigeants syndicaux ne laissaient pas non plus sans réponse. Des problèmes nouveaux se posaient ; au cours de la guerre, des conseils d'usine avaient surgi dans beaucoup de pays ; quelles devaient être leurs attributions particulières ? quels seraient leurs rapports avec les syndicats ?

Quand je vins à la commission, elle avait déjà tenu plusieurs séances, mais j'aurais pu croire que c'était la première. Les social-démocrates étaient si persuadés de détenir la vérité qu'ils se bornaient à formuler leurs points de vue, décidés d'avance à ne tenir aucun compte des remarques de leurs antagonistes. Radek suivait d'une oreille distraite, dépouillant les volumineux paquets de journaux que lui apportaient les courriers de l'Internationale communiste. Quand il avait fini on levait la séance pour se réunir de nouveau au gré de sa fantaisie. Il arrivait qu'au cours d'une séance plénière du congrès, on fût avisé que la commission se réunirait dès qu'elle prendrait fin – c'était ordinairement autour de minuit ; on recommençait la discussion jusqu'à deux ou trois heures du matin, puis on allait se coucher, certains d'avoir perdu son temps. Même la partie des

thèses sur laquelle je me trouvais en accord avec Radek – la lutte à l'intérieur des syndicats réformistes et l'opposition à toute scission – était formulée si brutalement, si sommairement, qu'elle ne pouvait que heurter et certainement pas convaincre. Quand la résolution fut apportée devant le congrès, John Reed vint me trouver ; il était très ému : « *Nous ne pouvons pas rentrer en Amérique avec une décision pareille*, me dit-il *; l'Internationale communiste n'a de partisans et de sympathie dans le monde syndical que parmi les* Industrial Workers of the World *(IWW), et vous nous envoyez à l'*American Federation of Labor *où elle n'a que d'irréductibles adversaires.* »

Outre la thèse sur la question nationale, Lénine s'était chargé de celle concernant « Les tâches de l'Internationale communiste ». Il y attachait une égale importance car, en fait, elle reprenait et précisait les conclusions, les décisions du congrès, les plaçait dans le cadre de la situation de chaque pays. La commission désignée pour les étudier était si nombreuse que ses séances ressemblaient déjà à un petit congrès ; elles avaient lieu de dix heures à quatre heures, sans interruption.

Un matin, dix heures étant déjà passées, nous étions encore à l'hôtel quand on vint nous dire que Lénine nous rappelait que la réunion devait commencer à dix heures au Kremlin. Inutile de noter que nous étions assez confus en prenant place autour de la table. Zinoviev et Radek nous avaient donné de mauvaises habitudes ; avec eux il y avait toujours un certain décalage sur l'horaire, et nous ignorions que pour Lénine et pour Trotsky – qui en cela aussi se ressemblaient – l'heure était l'heure. Aussi le jour suivant nous étions tous en place dès dix heures. Mais cette fois c'était Lénine qui manquait. Il arriva avec un bon quart d'heure de retard, s'excusa, c'était son tour d'être confus : il vivait alors à Gorky, à trente verstes de Moscou, une panne d'auto l'avait immobilisé – et on reprit la discussion au point où l'on l'avait laissée.

La thèse, rédigée par Lénine, offrait un moyen commode de discussion. On prenait paragraphe par paragraphe, discutant, corrigeant, amendant ou ratifiant simplement le texte proposé. La hantise du « gauchisme » était, ici encore, présente ; on nous demandait de condamner nommément les organes et organisations qui en étaient atteintes, telle la revue *Kommunismus* de Vienne, et aussi le bulletin publié en Hollande par le bureau de l'Europe occidentale de l'Internationale communiste où du « gauchisme » s'était occasionnellement manifesté. Je fis remarquer qu'on ne pouvait mettre sur le même rang une revue dirigée par des communistes austro-balkaniques et le Bulletin de l'IC ; si l'on voulait mentionner celui-ci, c'est la direction de l'Internationale qu'il fallait blâmer puisqu'elle en avait la responsabilité. Cela me paraissait si évident que je n'imaginais pas qu'une discussion pût s'engager là-dessus, et après tout ce n'était qu'un détail. Mais Zinoviev insista, Paul Levi l'appuya : il fallait aussi blâmer le Bulletin. « *Eh bien*, dit Lénine, *on va voter. – Mais où est Boukharine*, s'écria-t-il*, il faut le trouver.* » On ramena Boukharine – il disparaissait souvent. Lénine lui dit : « *Asseyez-vous là, à côté de moi, et ne bougez plus.* » La commission se divisa exactement en deux parties : même nombre de voix pour et contre. Lénine avait suivi les opérations sans prendre parti ; il avait réservé son vote ; il fit pencher la balance de notre côté.

Une affaire infiniment plus importante retint ensuite l'attention de la commission ; c'était la question italienne. Le Parti socialiste italien était si profondément divisé qu'il est à peine exagéré de dire que chacun de ses délégués représentait une tendance ; isolé dans sa délégation, Serrati faisait seul de vains efforts pour maintenir ensemble tous ces éléments divergents. La tendance de droite comptait les dirigeants les plus connus et sans doute les plus instruits, Turati et Treves ; elle était absolument hostile à la 3e Internationale. À l'extrême gauche on voyait Bordiga et ses amis, chauds partisans de l'IC, mais abstention-

nistes ; Bombacci représentait une gauche inconsistante ; Graziadei se cantonnait sur le terrain paisible de la théorie ; le vieux Lazzari, secrétaire du parti, n'était pas là, mais je l'avais rencontré lors d'un de ses voyages à Paris et l'avais entendu parler de la nouvelle Internationale sans sympathie : « *L'adhésion n'est pas encore acquise* », disait-il. Il apparaissait clairement que si le Parti socialiste italien avait voté l'adhésion à la 3e Internationale, c'était parce que sa direction n'avait pu résister à la forte poussée venant de la base du parti, des ouvriers et des paysans. Abandonné par tous, Serrati restait seul pour recevoir tous les coups.

Mais il y avait encore une autre tendance ; elle n'avait pas de délégué au congrès et c'était justement celle dont il était dit dans la thèse que nous discutions qu'elle exprimait exactement, par ses écrits et par son activité, les conceptions de l'Internationale communiste. C'était le groupe de l'*Ordine nuovo* de Turin, dont les militants les plus connus étaient Gramsci et Tasca[1]. Lorsqu'on arriva au paragraphe concernant l'Italie, on constata qu'il n'y avait pas de délégué italien présent ; aucun n'avait voulu venir ; précisément à cause de leurs divergences de vues, nul ne se considérait autorisé à parler au nom du parti. On dut demander à Bordiga de venir exposer et préciser la position de l'*Ordine Nuovo* – ce qu'il fit très honnêtement, bien qu'il eût commencé comme toujours par marquer ses distances ; les précisions qu'il apporta confirmèrent le rédacteur de la thèse dans son intention de donner 1'« investiture » à l'*Ordine nuovo* et la commission, unanime, l'approuva.

Enfin venaient l'Angleterre et le *Labour Party*. Les communistes doivent y adhérer, disait Lénine ; mais là il se heurtait à l'hostilité générale et absolue des Britanniques. Zinoviev appuya

1 « *Le groupe de l'*Ordine nuovo *constituait une véritable fraction dans la région piémontaise. Il déployait son activité parmi les masses, sachant établir une connexité étroite entre les problèmes intérieurs du parti et les revendications du prolétariat piémontais.* » Gramsci, *Correspondance internationale*, 18 juillet 1925.

Lénine ; Paul Levi le fit sur un ton qui exprimait le dédain d'un Allemand à la fois pour la rétrograde et déclinante Angleterre et pour ses minuscules groupes communistes ; Boukharine avec cordialité et compréhension. Mais tous ces lourds assauts n'ébranlaient pas les Britanniques qui, au surplus, trouvaient du renfort chez les Américains, chez le Hollandais Wijnkoop. Comme président de la commission, je devais parler le dernier, mais on avait tellement répété, des deux côtés, les mêmes arguments qu'il n'y avait plus rien à ajouter ; certain de répondre au désir général, je dis que je consentais à me sacrifier et qu'on pouvait passer au vote. « *Non, non,* dit Lénine ; *il ne faut jamais se sacrifier.* » Je résumai alors les arguments avancés par les Britanniques, c'étaient aussi les miens. Lénine avait pour lui, très nettement, la majorité de la commission, mais comme il sentait que l'opposition à ses vues demeurait sérieuse, il voulut que la question fût portée devant le congrès, et bien que je me fusse prononcé contre ce point particulier de sa thèse, il me demanda de me charger du rapport de la commission en séance plénière.

Le débat fut suivi par le congrès avec grande attention et une certaine curiosité car les Anglais avaient décidé de faire défendre leur point de vue par Sylvia Pankhurst. Elle était une des filles de la célèbre féministe qui avait mené une agitation « révolutionnaire » pour arracher le vote des femmes, mais seule de sa famille elle était passée du féminisme au communisme ; elle dirigeait un hebdomadaire, éditait des brochures, s'était révélée active et excellente propagandiste. Le discours qu'elle prononça était un discours de meeting, non de congrès, le discours d'une agitatrice. Elle parlait avec feu, s'agitant dangereusement sur l'étroite tribune. Nous n'avions pas en elle un bon défenseur ; même l'argument sentimental du refus d'entrer dans un parti discrédité aux yeux des ouvriers, d'y retrouver les chefs qui avaient trahi pendant la guerre, et qui après tout n'était pas un argument négligeable, se trouva noyé dans une

abondante déclamation. La thèse de Lénine l'emporta mais la minorité resta imposante.

Je n'ai rien dit encore d'une question dont on devait cependant beaucoup parler par la suite, celle des « conditions d'admission à l'Internationale communiste ». Il y en avait vingt et une. Les communistes russes les avaient rédigées avec un soin méticuleux ; ils entendaient répondre ainsi par avance aux critiques dirigées contre la méthode par eux suivie pour constituer l'Internationale communiste ; ces conditions draconiennes formeraient un barrage si solide que les opportunistes ne pourraient jamais le franchir. Que ce fût une illusion, ils devaient vite s'en apercevoir. Ils avaient, certes, une bonne connaissance des mouvements ouvriers des pays d'Europe ; ils en connaissaient aussi les chefs, ils les rencontraient dans les congrès de la 2e Internationale. Mais ce qu'ils ne savaient pas et ne pouvaient savoir, c'était jusqu'où pouvait aller l'habileté manœuvrière de ces hommes formés dans les pratiques du parlementarisme démocratique. Ils avaient plus de tours dans leur sac que les Russes soupçonneux n'en pouvaient imaginer. Le secrétaire du Parti communiste français, Frossard, par exemple, devait pendant deux années leur administrer une leçon dans l'art de se dérober. Rosa Luxemburg qui, elle, les connaissait à fond parce qu'elle avait passé sa vie de militante dans la social-démocratie allemande d'où elle pouvait aisément suivre la vie des partis des pays voisins, avait écrit, dès 1904, un article publié par l'*Iskra* (en russe) et par la *Neue Zeit* (en allemand) qui aurait pu mettre en garde les rédacteurs des thèses sur les 21 conditions s'ils l'avaient eu alors présent à la mémoire. « *Avant tout*, écrivait-elle, *l'idée qui est à la base du centralisme à outrance : le désir de barrer le chemin à l'opportunisme par les articles d'un statut, est radicalement fausse... Les articles d'un règlement peuvent maîtriser la vie de petites sectes et de cénacles*

privés, mais un courant historique passe à travers les mailles des paragraphes les plus subtils. » Critique anticipée dont la vie ultérieure de l'Internationale communiste confirma la justesse.

Au cours d'une des séances du congrès, un grand garçon d'une vingtaine d'années s'était approché de moi. Il était français, venait d'arriver à Moscou, désirait me parler. C'était Doriot. Il me raconta son histoire. Elle tenait en peu de mots : il avait été poursuivi et condamné pour un article antimilitariste à quelques mois de prison. Au lieu de se laisser emprisonner il avait décidé de s'échapper, préférant la résidence de Moscou à une cellule de la prison de la Santé. Son éducation politique était assez sommaire mais il était alors réservé, modeste et appliqué. Il passa à Moscou deux années entières, rentra en France pour prendre le secrétariat des Jeunesses communistes, fut élu député en 1924. Sa rupture avec l'Internationale communiste où le « bon droit communiste » était de son côté – il avait refusé de suivre Staline dans son tournant « gauchiste » de la « troisième période de l'Internationale communiste » – aurait pu lui permettre de former et d'organiser une saine opposition. Mais, durant sa brève et brillante carrière, il avait appris à manœuvrer, était devenu très vite un parfait politicien et il avait été contaminé trop sérieusement par le stalinisme pour pouvoir entreprendre une tâche désintéressée ; il voulait être un « chef » et il lui fut facile de passer, comme beaucoup d'autres, du stalinisme à l'hitlérisme.

XV

TROTSKY PRONONCE LE DISCOURS-MANIFESTE DE CLÔTURE

Le congrès s'acheva avec la même solennité qui avait marqué ses débuts. La scène était cette fois à Moscou ; pour son ultime séance, le congrès se réunissait au Grand-Théâtre. Les délégués s'étaient massés sur la scène. Une longue table la barrait entièrement, derrière laquelle se tenaient Zinoviev et les membres du Comité exécutif. La vaste salle était bondée d'une foule joyeuse et attentive : militants du parti, des syndicats, des soviets. La réunion était enfin pour eux. Au Kremlin, les discussions avaient toujours lieu en allemand, en anglais, en français ; il était temps qu'on parlât russe. Le discours fut prononcé par Trotsky. C'était le manifeste du congrès, mais un manifeste d'un caractère différent de ce qu'on entend habituellement par ce terme. Il était divisé en cinq grandes parties. Trotsky décrivait d'abord la situation générale du monde, les relations internationales après le traité de Versailles ; un sombre tableau mais tel que les innombrables victimes de la guerre commençaient à le voir. Puis il passait à la situation économique. Appauvrissement et désorganisation générale de la production, à laquelle on tente de remédier par un recours à l'intervention de 1'État. Mais, en fait, les interventions de 1'État dans l'économie ne font que rivaliser avec l'activité pernicieuse des spéculateurs en aggravant le chaos de l'économie capitaliste à l'époque de son déclin. Dans cette période de déclin, la bourgeoisie a complètement abandonné l'idée de se concilier le prolétariat par les réformes. Il n'est plus une seule grande question qui soit tranchée par le vote populaire. Toute la machinerie étatique retourne de plus en plus clairement vers sa forme primitive : des détachements d'hommes armés. Il faut abattre l'impérialisme pour permettre à l'humanité de vivre.

En face de ce régime agonisant, la Russie soviétique, elle, a montré comment l'État ouvrier est capable de concilier les exigences nationales et les exigences de la vie économique, en dépouillant les premières de leur chauvinisme, en libérant les secondes de l'impérialisme.

Sur le fond de ce large exposé, Trotsky résumait alors les débats et expliquait les décisions, concluant par ces mots : *« Dans toute son activité, soit comme leader d'une grève révolutionnaire, soit comme organisateur de groupes clandestins, soit comme secrétaire de syndicat, député, agitateur, coopérateur, ou combattant sur la barricade, le communiste reste toujours fidèle à lui-même, membre discipliné de son parti, ennemi implacable de la société capitaliste, de son régime économique, de son État, de ses mensonges démocratiques, de sa religion et de sa morale. Il est un soldat dévoué de la révolution prolétarienne et l'annonciateur infatigable de la société nouvelle. Ouvriers et ouvrières ! Sur cette terre il n'y a qu'un drapeau sous lequel il soit digne de vivre et de mourir, c'est le drapeau de l'Internationale communiste. »*

L'homme, ses paroles, la foule qui l'écoutait, tout contribuait à conférer à cette ultime séance du congrès une grandeur émouvante. Le discours avait duré un peu plus d'une heure. Trotsky l'avait prononcé sans notes ; c'était merveille de voir comment l'orateur organisait ce vaste sujet, l'animait par la clarté et la puissance de sa pensée, et d'observer sur les visages l'attention passionnée avec laquelle on suivait sa parole. Parijanine – un Français qui vivait depuis une douzaine d'années en Russie – vint à moi ; il était en proie à une vive émotion : *« Pourvu que ce soit bien traduit ! »*, me dit-il, exprimant ainsi bien plus que le souci d'une traduction fidèle : la crainte que quelque chose de cette grandeur ne fût perdu.

Le Comité exécutif se réunit dès le lendemain du congrès. Il devait examiner les conséquences pratiques des décisions et

résolutions adoptées, prendre les mesures touchant leur application. Le premier point de son ordre du jour était la désignation du président et du secrétaire. La réélection de Zinoviev à la présidence ne faisait pas question mais il en allait tout autrement pour le secrétariat : la délégation russe demandait l'élimination de Radek. La première secrétaire de l'Internationale communiste avait été Angelica Balabanov ; Radek l'avait remplacée au début de 1920 ; il n'avait donc occupé ce poste que pendant peu de temps. Cependant sa candidature, qu'il maintenait, était défendue par quelques délégués, notamment par Serrati. Une discussion s'engagea ; elle fut assez brève car elle ne faisait que répéter un débat qui avait eu lieu au Comité exécutif quelques jours avant la réunion du congrès.

C'était une affaire importante, capitale, car la question qui s'était trouvée inopinément posée était celle-ci : avec qui faire l'Internationale communiste ? Avec quels partis ? Quels groupes ? Quelles tendances révolutionnaires ? Qui admettre et qui repousser ? Seuls les partis socialistes qui votaient l'adhésion tout en conservant dans leur sein des adversaires de l'Internationale communiste ? Ou seuls les nouveaux groupements qui s'étaient formés pendant la guerre sur les bases mêmes de l'adhésion à la 3e Internationale ? Le Parti communiste russe avait adopté une solution intermédiaire : ses thèses sur l'admission à l'Internationale communiste comportant 21 conditions devaient être à la fois une garantie contre les opportunistes, une barrière leur en interdisant l'entrée, et elles devaient faciliter la sélection indispensable parmi les membres des vieux partis socialistes.

Or, à la surprise générale, Radek avait évoqué une question qu'on croyait tranchée et il avait pris nettement position contre la décision du Parti communiste russe : le congrès va se réunir, dit-il, qui peut y participer ? Certainement pas ces nouvelles organisations qui, bien que constituées sur la base de l'adhésion à la 3e Internationale, comprennent surtout des

syndicalistes et des anarchistes, mais uniquement les délégués des partis, socialistes ou communistes, qui ont seuls qualité pour désigner des délégués. Serrati et Paul Levi aussitôt l'appuyèrent ; l'opération avait sans doute été préparée ; le Parti socialiste italien et le Parti communiste allemand étaient, en dehors du Parti communiste russe, les deux partis importants de l'Internationale. Radek pouvait penser que leur intervention en sa faveur serait décisive. Mais il avait fait un mauvais calcul. Boukharine lui rappela la position prise par le Comité central du Parti communiste russe, le texte des appels lancés par l'Internationale communiste aux ouvriers de tous les pays. Avec les opportunistes, dit-il en substance, nous n'avons rien de commun ; avec les révolutionnaires sincères et éprouvés qui ont voté l'adhésion à la 3e Internationale, nous voulons discuter amicalement ; nous avons nous-mêmes fait les révisions de notre programme devenues nécessaires ; nous nous sommes défaits, selon l'expression de Lénine, de notre linge sale social-démocrate pour construire le communisme sur une nouvelle base ; nous voulons poursuivre nos efforts pour amener les syndicalistes et les anarchistes à faire pour leur compte l'opération qui leur permettra de nous rejoindre dans les nouveaux partis communistes en formation. Boukharine avait conclu en disant ne pouvoir comprendre pourquoi Radek avait remis en question les décisions prises par le Parti communiste russe et par l'Internationale. « *Que font ici les délégués anglais des* Shop Stewards *et des* Workers' Committees *? Que fait Pestaña ? Que fait Rosmer ? Pourquoi les avoir appelés si on était résolu à fermer devant eux les portes du congrès ?* » C'était si évident que Radek ne put trouver d'autres recrues pour sa manœuvre de dernière heure : il resta avec Levi et Serrati. J'ai parlé d'eux ailleurs ; ce que j'en ai dit explique leur attitude surtout en ce qui concerne Paul Levi ; il détestait en bloc les anarchistes et les syndicalistes, éléments d'une « opposition » qui ne cessait de le hanter ; les mobiles de Serrati étaient différents ; il trouvait inadmissible

que l'Internationale accueillît cordialement les groupements syndicalistes et anarchistes alors qu'elle ne cessait de formuler des exigences diverses à l'égard d'un imposant parti comme le sien.

On en était resté là à cette séance du Comité exécutif, mais il y avait, bien entendu, une conclusion à tirer de ce débat, et la conclusion c'était, selon la délégation russe à l'Internationale communiste, l'élimination de Radek du secrétariat ; les débats n'avaient fait que souligner son inévitabilité. Elle ne fut cependant pas adoptée tout de suite. Pour remplacer Radek, la délégation proposait un communiste russe, Kobiétsky. Nous ne le connaissions pas ; John Reed, qui ne le connaissait pas davantage, demanda cependant qu'on ajournât la décision ; il avait reçu, disait-il, des informations qu'il fallait vérifier ; il y aurait, dans le passé politique de Kobiétsky, des compromissions qui le rendaient indésirable, surtout à un poste de cette importance. Il n'était pas difficile de voir d'où John Reed avait reçu ces informations. Radek se cramponnait. Mais Zinoviev fit remarquer que la présentation par la délégation russe était une garantie, et l'affaire fut réglée. Après l'expérience de Radek au secrétariat, le choix d'un homme moins brillant mais plus sûr s'imposait.

Une autre décision importante fut prise ce même jour. Sur l'initiative de la délégation russe, on demanda à chaque délégation de désigner un représentant qui demeurerait à Moscou, participerait directement aux travaux de l'Internationale communiste ; une liaison permanente serait ainsi réalisée, assurant une bonne information réciproque entre l'Internationale communiste et ses sections. Pour moi, cette décision était la bienvenue. Je m'étais mis en route non pour aller à un congrès, mais pour étudier sur place la Révolution bolcheviste et le régime soviétique qu'elle avait instauré – ce que le congrès ne m'avait guère permis de faire ; j'en aurais désormais la possibilité. En outre, je désirais vivement suivre le travail du Conseil international provisoire des syndicats rouges ; c'était

là où je me sentais le plus à l'aise et où j'étais sûr de faire un travail utile. La tactique défendue énergiquement par Lénine contre les « gauches » dans la *Maladie infantile* et approuvée par la majorité du congrès pouvait paraître contradictoire ; on demandait aux communistes, aux ouvriers révolutionnaires, de rester dans les syndicats réformistes et, d'autre part, on s'acheminait ouvertement vers une Internationale syndicale rouge. Les leaders réformistes de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam ne manquaient pas de le dire ni même de le crier, et avec eux la presse bourgeoise ; nous étions dénoncés comme des scissionnistes.

Mais la contradiction n'était qu'apparente ; les scissionnistes n'étaient pas de notre côté ainsi que les événements ne tardèrent pas à le prouver ; il y eut bien scission mais elle fut provoquée par les chefs réformistes dès l'instant où ils sentirent la majorité leur échapper ; à aucun prix ils ne voulaient permettre à la masse des syndiqués de s'exprimer, de décider librement et conformément aux règles démocratiques quand ils craignaient de perdre la direction de l'organisation syndicale. Leurs tirades contre « toutes les dictatures », pour la démocratie, n'étaient que des mots ; en fait ils étaient décidés à garder par tous les moyens les postes qu'ils n'avaient pu conserver ou acquérir qu'à la faveur de la guerre. J'ai déjà eu l'occasion de montrer à quel point Lénine s'était montré inflexible sur la tactique syndicale ; il fallait lutter et rester là où étaient les ouvriers, donc presque partout dans les syndicats réformistes puisque les chefs réformistes avaient réussi à en garder la direction malgré leur attitude pendant la guerre mondiale. Cependant là, comme dans les partis social-démocrates, des minorités plus ou moins nombreuses, mais partout importantes, bataillaient sous le drapeau de la 3e Internationale pour conquérir l'organisation en amenant la majorité des membres à se rallier aux conceptions qu'elles défendaient ouvertement.

Si notre activité ne se déroula pas toujours comme nous l'aurions voulu, les responsabilités furent de deux sortes. Il y eut, d'une part, au sein des minorités, des impatients et de soi-disant « théoriciens » qui voulaient avoir sans plus attendre une organisation syndicale à eux ; leur maladresse ou leur erreur ne firent que faciliter le jeu des réformistes qui se réjouissaient de trouver devant eux de tels adversaires ; d'autre part, à la direction de l'Internationale communiste on ne comprit pas toujours exactement en quoi consistait notre tâche ; on n'en saisissait pas l'importance ; toute l'attention se concentrait sur le développement des jeunes partis communistes. Cependant, si les chefs réformistes dans les syndicats étaient vulnérables, ce n'était qu'à la condition de porter les coups au bon endroit, car ils étaient pleins d'astuce et de ruse ; c'est de leur côté qu'étaient le mensonge et la dissimulation ; or, on se bornait le plus souvent à leur décocher des injures, qu'ils avaient sans doute méritées mais qui étaient sans efficacité. A propos d'une réunion, à Londres, du Conseil général de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, le Comité exécutif de l'Internationale communiste avait décidé de lancer un appel, conjointement avec le Conseil international provisoire, aux ouvriers de tous les pays et aux ouvriers britanniques en particulier. Nous avions été chargés, Zinoviev et moi, de préparer chacun de notre côté un projet qui servirait à établir le texte définitif. Mais nos deux projets étaient si dissemblables de forme et de fond qu'il ne restait plus qu'à adopter l'un ou l'autre. Tandis que je m'étais attaché à grouper les griefs des ouvriers en un ensemble qui pouvait impressionner et convaincre, rappelant l'activité passée des leaders d'Amsterdam, soulignant combien peu cette Fédération était internationale – le chauvinisme y sévissait à tel point que les nations adhérentes restaient classées en alliées et ennemies comme au temps de la guerre – Zinoviev se bornait à lancer une bordée d'injures, parfois d'assez mauvais goût, contre « *Messieurs les leaders jaunes* », etc. Il fallait tout ignorer du mouve-

ment ouvrier et des travailleurs britanniques pour s'imaginer un seul instant qu'un appel de ce genre pourrait nous gagner des adhérents, ou simplement des sympathies, faciliter la tâche des minorités révolutionnaires. Zinoviev proposa de tenter de fondre les deux textes, mais c'était impossible ; l'appel reproduisit exactement sa rédaction et j'étais bien fâché de devoir y mettre ma signature.

Mon travail à l'Internationale communiste était moins absorbant, bien que j'eusse été chargé d'y représenter la Belgique et la Suisse, qui n'avaient pu laisser un permanent à Moscou. Je m'étais lié au cours du congrès avec leurs délégués dont les principaux étaient, pour la Belgique, Van Overstraeten, sérieux, capable, un des fondateurs du parti que la « bolchevisation » zinoviéviste de l'Internationale communiste éloigna du communisme dès 1927 ; pour la Suisse, Humbert-Droz, qui trompa la confiance qu'on avait mise en lui ; pasteur à Londres au début de la guerre mondiale, il y avait été persécuté pour son opposition à la guerre ; rentré en Suisse il avait contribué à rassembler les zimmerwaldiens, organisé la propagande en faveur de la 3e Internationale, dirigé une excellente revue ; contre toute attente il approuva, lui, non seulement la « bolchevisation », mais le stalinisme tout entier, y compris les « procès de Moscou ». C'est seulement au cours de la Deuxième Guerre mondiale qu'il devait se séparer d'un parti devenu entièrement différent de celui qu'il avait contribué à créer.

Comme toutes les institutions soviétiques, syndicales et politiques, la 3e Internationale avait une maison de repos pour ses travailleurs. C'était un assez vaste domaine – l'ancienne propriété du grand-duc Serge, gouverneur de Moscou – situé à Ilinskoïé, à vingt verstes de la ville, sur la route de Klin. Le bâtiment principal était imposant par ses dimensions mais banal ; d'autres, plus petits, étaient disséminés dans le parc. Les

travaux du congrès et les longues discussions avaient épuisé les délégués ; ceux qui restaient à Moscou allèrent se reposer à Ilinskoïé. J'y fis un court séjour qui me permit de faire des constatations intéressantes. D'abord le contraste entre le dehors et le dedans ; les installations intérieures étaient simples, même pauvres ; tout avait été pris pour la guerre ; la literie se réduisait à une paillasse étendue sur des planches et le menu était comme d'ordinaire d'une extrême sobriété. Mais quelle atmosphère cordiale et plaisante ! Tout y contribuait ; c'était l'été et, comme pour économiser la lumière, on avait appliqué une double « heure d'été », les agréables soirées se prolongeaient. Après le dîner du soir on se rassemblait dans le bâtiment principal ; l'imagination, la fantaisie, les dons artistiques si communs chez les Russes leur permettaient d'improviser les divertissements les plus ingénieux. Et il y avait par-dessus tout les chants, ces incomparables chants populaires russes qui, venant des villages voisins, s'élevaient dans la nuit.

Un matin, je trouvai M., que je n'avais plus revu depuis mon arrivée en terre soviétique, depuis ce voyage de Iambourg à Pétrograd au cours duquel il s'était efforcé de me persuader qu'il convenait d'utiliser la tribune parlementaire pour la propagande communiste. Sa femme vint bientôt nous rejoindre. Seconde de Kollontaï à la section du travail parmi les femmes, elle était donc un personnage important dans la « hiérarchie » soviétique (personne, bien entendu, ne se serait avisé alors d'employer pareil terme ; il a fallu le fascisme de Mussolini pour l'implanter et le stalinisme pour le recueillir). Mais elle n'était pas disposée pour autant à trouver que tout était pour le mieux dans la République des soviets ; bien au contraire, elle critiquait beaucoup et sans ménagement : une rouspéteuse qui avait son franc-parler. La chose ne doit étonner qu'à distance ; on pouvait alors parler librement : nulle gêne, une camaraderie parfaite. Durant mon séjour à Moscou, je revis souvent M. et sa femme ; ils avaient une chambre à l'hôtel Métropole et, si tard

qu'on rentrât dans la nuit, revenant d'une réunion et parfois du théâtre, on apercevait toujours de la lumière à leur fenêtre, et on était assuré de recevoir d'eux un verre de thé – quoique léger – et parfois un bonbon pour le sucrer, mais toujours une âpre dénonciation des insuffisances du régime : une maison à ne pas fréquenter pour un communiste vacillant, mais ceux d'alors étaient bien trempés.

Un coup de téléphone de Trotsky m'avisa qu'il venait de recevoir la traduction française du manifeste du congrès ; cela faisait la matière d'une forte brochure qu'on devait publier simultanément à Pétrograd et à Paris. La traduction lui paraissait fidèle ; cependant il aimerait la revoir avec moi. La révision prit plusieurs soirées ; ces jours-là, au lieu de retourner travailler à son secrétariat après dîner, il restait au Kremlin. Ce fut pour moi l'occasion de reprendre mon interrogatoire, portant maintenant plus précisément sur plusieurs sujets que je voulais approfondir, et naturellement sur le congrès lui-même. Je le questionnai aussi sur les hommes ; j'en connaissais très bien quelques-uns mais de beaucoup d'autres je ne savais que le nom. De ceux-là il me faisait des biographies que je trouvais toujours flattées quand il m'était donné de les vérifier ; il connaissait bien tous ceux avec lesquels il travaillait, au Comité central du parti et dans les institutions soviétiques. S'il en était plusieurs qu'il n'aimait pas et qu'il jugeait sévèrement, ce n'était jamais pour des raisons personnelles, mais parce qu'ils étaient inférieurs à leur tâche ou s'en acquittaient mal ; il n'y avait jamais rien de mesquin dans ses remarques. « *N'avez-vous jamais eu de grave inquiétude sur l'issue au cours de la longue guerre civile ?* lui demandai-je un jour. *Quel moment a été le plus dur ? – Brest-Litovsk*, dit-il, tout de suite, répondant d'abord à la deuxième question. *Le parti était profondément troublé, agité. Lénine était presque seul au début pour accepter de signer le traité*

sans discussion. On pouvait craindre une scission, des luttes intestines acharnées qui, dans l'état où était alors la Russie soviétique, auraient eu des conséquences funestes pour notre Révolution... La guerre civile présenta des dangers d'une autre sorte ; quand nous nous trouvâmes pressés simultanément à l'est, à l'ouest et au sud, quand Dénikine menaça Toula, il est certain qu'on ne pouvait s'empêcher de se demander avec angoisse si notre Armée rouge n'allait pas succomber sous ce triple assaut. Pour ma part la confiance ne m'abandonna jamais. J'étais, pour apprécier la situation, dans des conditions particulièrement favorables : je savais exactement ce qu'on pouvait demander à notre armée et, grâce à mes voyages incessants au front et à travers le pays, je savais aussi ce que représentaient les armées de la contre-révolution ; elles étaient mieux équipées que les nôtres : Ioudénitch disposa même de tanks dans son attaque sur Pétrograd ; mais je connaissais leur faiblesse fondamentale : derrière elles, les paysans apercevaient les propriétaires des terres dont ils s'étaient emparés. Même ceux qui n'avaient pas trop de sympathie pour nous devenaient alors des alliés sur qui nous pouvions compter. »

XVI

LES PEUPLES DE L'ORIENT AU CONGRÈS DE BAKOU

Après le triple coup porté aux interventionnistes, après la destruction de Koltchak, de Ioudénitch et de Dénikine, la contre-révolution était vaincue ; il ne restait plus que Wrangel, qui tentait de rassembler les restes de l'armée de Dénikine ; on pouvait le négliger. Le 2e Congrès avait, après des discussions approfondies, précisé les conceptions devant servir de base à la formation des partis communistes ; les tâches et le rôle de l'Internationale avaient été fixés sans ambiguïté ; il avait accordé une grande place à la question nationale, à la condi-

tion des peuples coloniaux et semi-coloniaux. La révolution de 1905 avait eu des répercussions profondes parmi ces peuples, en Turquie, en Perse, en Chine surtout. Celle de 1917 leur enseigna plus précisément la tactique qu'ils devaient apprendre et appliquer pour se libérer. Moscou venait de leur montrer comment un peuple relativement peu industrialisé, composé en grande majorité de paysans, pouvait renverser son régime autocratique et résister victorieusement à l'intervention des puissances impérialistes. Le Comité exécutif décida, comme une suite logique, comme un complément nécessaire aux travaux du 2e Congrès, de convoquer les représentants de tous les peuples asservis en une vaste conférence. Le lieu choisi pour ce rassemblement était Bakou, à l'intersection de l'Europe et de l'Asie. Zinoviev, Radek et Béla Kun représenteraient l'Internationale communiste et seraient accompagnés des délégués des pays ayant des colonies ; c'étaient Tom Quelch pour l'Empire britannique, Jansen pour la Hollande, John Reed et moi. Le voyage, nous dit Zinoviev, comporte quelques risques ; le parcours est long puisqu'il s'agit de traverser tout le pays, et bien qu'il n'y ait plus pour l'instant de résistance organisée on peut se heurter en cours de route à quelques bandes. Nous mîmes cinq jours pour atteindre Bakou, nous étant arrêtés une journée à Rostov puis dans plusieurs villes du Caucase : il convenait d'utiliser au maximum ce déplacement exceptionnel.

Le voyage fut plein d'intérêt et sans danger ; il nous permit de saisir sur le vif l'immensité des ruines causées par la guerre civile ; la plupart des gares avaient été détruites ; les voies de garage étaient partout encombrées de carcasses de wagons à demi brûlés ; quand les Blancs étaient battus ils faisaient, en se retirant, le maximum de destructions. Une des gares les plus importantes de l'Ukraine, Lozovaïa, avait été tout récemment encore attaquée par une bande ; nous avions sous les yeux les dommages que causaient de telles attaques, encore fréquentes dans ces régions. On pouvait par là mesurer l'étendue de la

tâche qui incombait au régime soviétique. Par contre, dans ces régions dévastées, le ravitaillement était plus varié ; sur le quai des gares, des paysannes nous offraient des œufs, et même de petits poulets rôtis, toutes choses rares ou inconnues à Moscou. Tout le long du Caucase c'étaient d'alléchantes montagnes de fruits : raisins, poires, figues, dattes, toutes les variétés de melons et de pastèques. John Reed était notre voisin ; il venait souvent bavarder avec nous. Dès que le train stoppait, il courait aux éventaires et revenait les bras chargés de fruits. À partir de Pétrovsk, d'où la voie longeait la Caspienne, quand l'arrêt était assez prolongé, il courait plonger dans la mer ; il jouissait du voyage comme un jeune Américain sait le faire. Une fois, dans sa hâte à se rhabiller, il déchira son pantalon : situation tragique car il n'en avait naturellement pas d'autre.

Nous allâmes de la gare au théâtre où un meeting avait été convoqué. Le train avait pris du retard en fin de voyage et le théâtre était bondé depuis plus d'une heure quand nous y arrivâmes. La salle était d'un pittoresque extrême ; tous les costumes de l'Orient rassemblés dessinaient un tableau d'une étonnante et riche couleur. Les discours, qu'il fallut traduire en plusieurs langues, étaient frénétiquement applaudis ; on les écoutait avec un intérêt passionné. John Reed, qui pouvait émailler son anglais de quelques mots russes, se tailla un vrai succès ; interpellant les auditeurs il s'écria : « *Vous ne savez pas comment Bakou se prononce en américain ? Il se prononce* oil *!* » Des rires secouèrent soudain les visages sérieux.

Il faisait terriblement chaud. Une chaleur lourde, humide, à laquelle les Moscovites que nous étions devenus n'étaient pas habitués. En marge du congrès il y eut plusieurs démonstrations : la plus impressionnante fut l'inhumation des corps des 26 commissaires du peuple que les Anglais avaient pris et qu'ils avaient emmenés de l'autre côté de la Caspienne pour les fusiller. Les cercueils étaient portés par les militants communistes ;

le beau et émouvant « chant des morts » sans cesse repris les accompagnait[1].

Les puits de pétrole étaient dans un état lamentable ; la Révolution n'avait pas encore eu le temps ni la possibilité de s'atteler à leur restauration, et ce que le tsarisme avait laissé était loin d'être des installations modèles ; les ouvriers – la plupart Persans – logeaient dans de misérables cabanes. La route qui y conduisait était défoncée, poussiéreuse ; quelques puits seulement étaient en activité ; tout contribuait à faire de cette exceptionnelle source de richesses un tableau pénible. Par contre, la ville, si pittoresque, était pleine d'attrait ; le soleil implacable projetait des éclairages rares parmi les ruelles : du blanc et du noir aussi intenses l'un que l'autre. John Reed avait découvert des magasins où l'on vendait des soies magnifiques. « *Vous devriez en acheter,* nous dit-il ; *il y a ici des pièces uniques. – Mais nous n'avons pas d'argent. – Demandez des roubles à Zinoviev ; comme membres du Comité exécutif, vous devez en recevoir.* »

1 Commentant un ouvrage sur l'exécution des commissaires, Sosnovsky écrivit : « *A. Tchaïkine, ancien membre de la Constituante, ancien membre du Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, vient de publier un livre hautement intéressant sur* L'Exécution des 26 commissaires de Bakou (1919). *C'est une étude approfondie de la politique de l'impérialisme anglais dans la région de la Caspienne au début de la guerre civile... Quand les mencheviks géorgiens accordèrent à l'armée turque le droit de passage sur leur territoire pour investir Bakou, les gouvernants de cette ville appelèrent à leur secours les Anglais – dont ils étaient d'ailleurs les dociles instruments. Les chefs du mouvement soviétiste étaient d'abord arrêtés et amenés à Kislovodsk, où les Anglais avaient leur quartier général. Le 19 septembre on faisait sortir de la prison 26 militants rouges destinés à être dirigés sur "l'Inde par la Perse", et "gardés en otages" – version donnée à l'opinion publique. La vérité est que, emmenés dans un lieu écarté, ces 26 militants furent tous mis à mort par décapitation.* » L. Sosnovsky, *Correspondance internationale*, 18 mars 1922.

Quels furent les résultats de ce congrès, incontestablement le premier de ce genre où on avait réussi à rassembler des représentants de tous les pays, de toutes les races et peuplades de l'Orient ? Dans l'immédiat il ne donna pas ce qu'on aurait pu en attendre ; il n'y eut pas, dans les mois qui suivirent, de soulèvements assez importants pour inquiéter et occuper sérieusement les puissances impérialistes. L'ébranlement était profond mais il ne fit sentir ses effets que plus tard ; il fallait du temps pour que les débats et les résolutions portent leurs fruits, pour rassembler assez de forces conscientes de la lutte à mener contre des maîtres jusque-là tout-puissants.

Contrairement à ce qu'affirmèrent les journaux antisoviétiques Enver pacha ne participa pas au congrès. Il fut simplement autorisé, sur sa demande, à faire une déclaration dans laquelle il se borna à exprimer sa sympathie pour l'initiative prise par Moscou. Mais son jeu se dévoila bientôt. Une parade fut organisée dans les derniers jours du congrès, un défilé auquel participèrent les délégués et les organisations locales et régionales. Enver songea à en profiter pour se présenter comme le héros de la démonstration. À cheval, grimpé sur une petite éminence à l'angle de la place où tournait le cortège, il suscitait les saluts et même les acclamations. Sa manœuvre devenait claire ; il fut invité à partir. Il se dressa, dès lors, ouvertement contre la République soviétique, et tenta de se tailler un État musulman au Turkestan, où il périt en août 1922. La nouvelle de sa mort fut accueillie parfois avec incrédulité, cependant « un témoin oculaire » écrivait dans la *Pravda* du 11 octobre que « *son exactitude ne peut pas être mise en doute* ». Et il donnait les précisions suivantes : « *Le 4 août, les forces supérieures de l'Armée rouge cernèrent, à 12 verstes de la ville de Balljouan, un petit contingent de* basmatch *(insurgés musulmans) dans lequel se trouvaient Enver pacha et son collaborateur, le chef musulman Daviet-Min bey. Après une lutte acharnée, les* basmatch *furent écrasés. On releva sur le champ de bataille le corps d'un homme*

vêtu d'un costume anglais, coiffé d'un fez. Dans ses poches on trouva deux cachets personnels d'Enver, sa correspondance avec sa femme, une lettre de son fils datée de Berlin, un paquet de journaux anglais des Indes, des dépêches chiffrées. La population reconnut Enver. Les basmatch *prisonniers confirmèrent cette reconnaissance.* » *Correspondance internationale*, 30 octobre 1922.

Sur le chemin du retour, il y eut une alerte. Comme le train longeait le Caucase, nous fûmes, un matin, au petit jour, réveillés brusquement. Il y avait eu un attentat sur la ligne : des rails avaient été arrachés, provoquant le déraillement de la locomotive qui nous précédait. La gare voisine, celle de Naourskaïa, où nous étions arrêtés, avait été aussitôt attaquée. Nous étions bloqués. Mais la bande qui avait organisé l'attentat n'avait pas assez de moyens pour exploiter à fond la situation créée par le déraillement, sinon elle aurait été, pour nous, assez critique. On avait détaché la locomotive de notre train pour aller constater sur place l'importance des dégâts. Quand elle revint, ramenant les hommes qui étaient allés enquêter, on ne fut pas surpris d'apercevoir parmi eux John Reed : c'était pour lui une unique aventure.

Peu avant d'atteindre Rostov, nous eûmes la surprise de rencontrer Blumkine, le socialiste-révolutionnaire qui avait participé à l'attentat contre l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte Mirbach ; cet attentat avait créé sur le moment de graves difficultés au gouvernement soviétique ; il avait fallu présenter des excuses au gouvernement de Berlin, qui menaçait d'aggraver encore les conditions draconiennes imposées par lui à Brest-Litovsk. Par la suite, Blumkine s'était rallié au bolchevisme et, quand nous nous rencontrâmes, il rentrait d'une mission que le gouvernement lui avait confiée. Il avait vécu quelque temps à Paris, il parlait un peu français. Il me questionna sur le mouvement socialiste en France, sur ses chefs dont il avait connu quelques-uns, notamment Jean Longuet, qu'il voulait absolu-

ment envoyer à la guillotine ; à plusieurs reprises, s'interrompant tout à coup et disant « *Longuette* », il abattait du geste le couperet de la sinistre machine sur le cou de l'infortuné petit-fils de Karl Marx, qui ne méritait certes pas pareil châtiment – et il éclatait aussitôt d'un large rire. Il incarnait assez bien, je crois, le mélange d'héroïsme et de puérilité fréquent chez les socialistes-révolutionnaires. On ne s'arrêta cette fois à Rostov que pour participer à une démonstration qui se termina par un meeting. La foule emplissait une vaste place où des tribunes avaient été dressées. Blumkine vint avec moi à celle où je devais parler et il voulut absolument traduire mon discours. Je m'étais abstenu de parler de Longuet et il ne l'introduisit pas dans sa traduction mais j'ai toujours pensé qu'il m'avait fait demander quelques têtes.

À Moscou une triste nouvelle nous attendait. Rentré avant nous, John Reed était à l'hôpital, atteint du typhus. Pour le sauver on n'épargna aucun effort : tout fut vain ; quelques jours plus tard il mourait. Son corps fut exposé dans la grande salle de la Maison des syndicats. Au jour de l'enterrement, l'hiver était déjà venu ; la neige commençait de tomber. Nous étions accablés. Le voyage à Bakou nous avait permis de le bien connaître. Avant de le rencontrer j'avais lu et traduit les articles qu'il envoyait de Pétrograd, sous Kérensky, à l'excellente revue américaine *Masses,* que dirigeait Max Eastman. C'était pour nous une information exceptionnelle, de premier ordre, à la fois perspicace, clairvoyante et pittoresque. Mais il était déjà venu en Russie, et dans toute l'Europe, pendant la guerre impérialiste, en compagnie du dessinateur Boardman Robinson. Pour un journaliste hors cadre, comme lui, ces randonnées étaient des aventures qui finirent plusieurs fois en prison, notamment en Pologne puis à Pétrograd. Il avait donc beaucoup à nous raconter ; il refit pour nous les récits qu'il avait publiés à Londres

en 1916 sous le titre *The War in Eastern Europ*. Mais il nous parla plus encore des journées d'Octobre, de ces « dix jours qui ébranlèrent le monde » dont il avait été le témoin enthousiaste et, plus tard, le narrateur fidèle dans le livre qu'il avait écrit à son retour à New York, en 1919, ne mettant, me dit un jour son ami Max Eastman, guère plus de dix jours à l'écrire ; il s'était protégé contre toute visite en s'installant dans une chambre de Greenwich Village ; il y avait entassé une importante documentation, et il n'en sortait que pour prendre, en hâte, ses repas. Pendant le voyage nous l'avions vu plein d'entrain, de jeunesse, avec cependant de soudaines tristesses, et c'était lui qui faisait un premier vide dans nos rangs. Ses franches, parfois même brutales interventions au congrès l'avaient rendu sympathique à tous... On lui fit une place au long de la muraille du Kremlin, dans la section réservée aux héros tombés dans la bataille révolutionnaire. Les paroles d'adieu furent dites par Boukharine pour le Comité central du Parti communiste russe, par Kollontaï, par ses camarades du Comité exécutif. Luise Bryant, arrivée seulement pour le voir mourir, était là, anéantie par la douleur. C'était d'une tristesse infinie[1].

Cette rentrée à Moscou était marquée par la mort et l'angoisse. Le congrès était déjà commencé quand arrivèrent trois Français, connus chacun pour son sérieux et sa valeur. Journaliste et écrivain de talent, Raymond Lefebvre était acquis au communisme ; Vergeat, ouvrier mécanicien, était syndicaliste ; Lepetit, du syndicat des terrassiers, était anarchiste : le choix

1 Dans une lettre adressée à Max Eastman, Luise Bryant écrivait : « *Nous n'avons passé qu'une semaine ensemble avant qu'il s'alitât, indiciblement heureux de nous retrouver. Je le trouvai vieilli, attristé, plein de mansuétude, d'une beauté singulière. Ses vêtements étaient en loques. Il était si impressionné par les souffrances qui l'entouraient qu'il s'oubliait lui-même. J'en étais profondément troublée ; je me sentais incapable d'atteindre à un tel degré de ferveur. Nous visitâmes ensemble Lénine, Trotsky, Kaménev ; nous allâmes au théâtre pour le Ballet et le* Prince Igor. *Il brûlait du désir de rentrer en Amérique.* »

avait été excellent et cette délégation, petite par le nombre, était bien représentative des tendances présentes du mouvement ouvrier français. Raymond Lefebvre était le plus enthousiaste ; il participait avec une ardeur juvénile aux discussions entre délégués, questionnant, s'informant. « *Tout ce que nous avons fait jusqu'ici est à reprendre* », me dit-il un jour ; c'était la conclusion de ce qu'il avait vu et appris durant son séjour. Vergeat, par tempérament et du fait qu'il restait hors du parti, était plus réservé ; c'était un militant solide qui ne se prononçait pas sans réflexion ; il était de ces syndicalistes qui, entièrement dévoués à la Révolution russe, avaient encore besoin de se concerter, d'examiner entre eux le grave problème que posait l'adhésion à un parti politique. Des trois, Lepetit était naturellement le plus critique ; cependant les lettres qu'il écrivit de Moscou et que publia le *Libertaire* montraient que ses critiques, même vives, n'entamaient pas sa sympathie pour le nouveau régime.

Je les avais laissés à Moscou quand je partis pour Bakou, certain de les y retrouver, et d'avoir alors avec eux les bonnes conversations que les travaux du congrès n'avaient pas permises. Mais ils étaient tous trois impatients de rentrer en France pour y reprendre leur activité de militants. À cette époque, le chemin de retour était via Mourmansk, d'où les bateaux se dirigeaient sur les ports de l'Occident. Quand ils arrivèrent à Mourmansk, une tempête sévissait ; la mer était démontée. Cependant un bateau partait, ils s'embarquèrent. Depuis on était sans nouvelles, et ce qui causait les plus vives inquiétudes, c'était que des délégués partis de Mourmansk après eux étaient déjà arrivés à Paris. Nous nous cramponnions à l'espoir de les retrouver ; on fit faire partout des recherches : en vain. Il fallut se résigner à leur disparition. C'était pour le mouvement ouvrier français un lourd tribut payé à la révolution.

Pierre Pascal avait éprouvé pour deux d'entre eux, Vergeat et Lepetit, une sympathie particulière ; il les aida et les guida durant leur séjour en Russie, les faisant profiter de la connais-

sance qu'il avait des hommes, du régime et du pays. Il écrivit de Moscou : « *Vergeat et Lepetit ont quitté la Russie bien changés. Ils ont appris ici une grande vérité qui leur manquait en France. Ils se figuraient jadis, plus ou moins consciemment, que la société nouvelle de leurs rêves, sans classes ni exploitation, pouvait être instaurée d'un jour à l'autre, et succéder toute faite au régime capitaliste au lendemain de la révolution. Ils ont appris en Russie que cette société doit au contraire se forger dans la peine et dans l'effort de longues années... Et puis, leur éducation avait été complétée par Lénine en personne, oralement et par écrit. Ils eurent avec lui un long et cordial entretien ; ils lurent la traduction française de son ouvrage,* L'État et la Révolution. *Cette lecture fut pour eux une véritable révélation... Leur sentiment du devoir fut cause de leur mort. Ils périrent victimes de leur hâte à rapporter en France la bonne parole du communisme.* » *Bulletin communiste*, 17 février 1921.

XVII

LES SYNDICATS RUSSES

Nous avions à peine retrouvé nos chambres à Diélovoï Dvor qu'on nous annonça notre prochain transfert à l'hôtel Lux. Diélovoï Dvor était si exactement approprié à son objet que l'idée de le quitter était déplaisante ; elle le fut bien davantage lorsque nous pûmes visiter notre nouvelle résidence. C'était dans une des voies grouillantes et bruyantes de la ville, la Tverskaïa, une immense bâtisse où tout était de mauvais goût, la façade, les meubles, avec des restes de ce « luxe » qui avait donné son nom à l'hôtel. Il y avait des salons inutilisables, servant seulement en période de congrès lorsqu'il fallait mettre des lits partout. Quand Amédée Dunois fit un stage à Moscou, je le trouvai installé dans un de ces salons encombrés de dorures ; comme il était venu dans un état d'esprit assez critique, une telle instal-

lation ne pouvait que le disposer à accentuer ses réserves. « *Où est l'Internationale communiste ?* demandait-il ; *quand Zinoviev s'en va à Pétrograd, il semble qu'il l'emporte avec lui.* »

Je restai à Lux une année entière, jusqu'en octobre 1921, et j'y fis par la suite de plus brefs séjours, chaque fois que j'étais appelé à Moscou. Je le trouvais toujours aussi désagréable ; cependant il ne ressemblait d'aucune façon à ce qu'il devint par la suite, quand le stalinisme y installa la suspicion, le mouchardage, de permanentes pratiques policières ; ce n'était rien qu'on pût comparer au tableau qu'en fit Margaret Beuber-Neumann dans sa déposition au procès Kravtchenko et qu'on retrouve dans son livre *Déportée en Sibérie* (pp. 8-34). Mais si le décor avait changé, notre vie restait la même ; réunions, discussions, préparation de rapports, lectures ; les journaux commençaient à arriver, bien qu'irrégulièrement.

J'allais chaque jour aux bureaux de la CGT russe où un local était réservé au Conseil international provisoire des syndicats rouges. Là, il n'y avait ni luxe ni trace de luxe d'aucune sorte : l'extrême pauvreté, le minimum de ce qu'il fallait pour pouvoir travailler. Peu ou pas de chauffage, surtout une terrible odeur de soupe de poisson qui imprégnait tout l'immeuble : seul menu, semblait-il, de la cantine. Les syndicats étaient malgré tout les parents pauvres, non qu'on ne leur attachât pas d'importance (ils allaient être bientôt le centre d'un des plus graves débats du Comité central et du parti), bien au contraire ; on leur avait réservé de grandes tâches dans l'édification de la société communiste.

Mais l'accent restait tout de même sur le parti ; c'est lui qui avait la part du lion dans les ressources de la République, en hommes et en moyens. Et le fait dominant c'est qu'on manquait d'hommes ; la guerre avait causé des ravages parmi les meilleurs, et ceux qui restaient ne pouvaient, malgré des journées exténuantes, suffire à tout ; il fallait choisir, et les syndicats ne venaient qu'après le parti (il faut toutefois rappeler que pour

les communistes russes la distinction entre syndicats et parti – parfois l'opposition – qu'on faisait ailleurs était ignorée). En fin de journée passée dans ces bureaux glacés on était un peu engourdis et on était heureux de se retrouver dans l'air vif du dehors, même quand le thermomètre marquait 25 degrés sous zéro ; je me plaisais à allonger le retour en suivant les boulevards jusqu'à la statue de Pouchkine ; le soleil s'enfonçant derrière les arbres noirs dispensait encore un peu de sa bonne chaleur.

Le hasard m'avait fait rencontrer dans ces bureaux, parmi les dactylos, une jeune Polonaise qui avait fait des études en France et connaissait plusieurs de mes amis ; elle offrit de faire les traductions qui pourraient m'être utiles, ajoutant aussitôt : « *Mais je dois vous dire que je suis menchevik. – Si vous vous engagez à travailler honnêtement, ça m'est égal.* » Avec elle, je pouvais être sûr de ne rien ignorer de l'envers du tableau : elle ne manquait jamais de souligner les insuffisances, les points faibles du régime, et quand elle traduisait un texte où les mencheviks étaient malmenés, elle éclatait en imprécations, criant : « *C'est faux ! ce sont des mensonges !* » Elle logeait à Diélovoï Dvor, notre ancienne résidence ayant été attribuée à des fonctionnaires et secrétaires syndicaux. Un soir, une traduction urgente m'y conduisit. J'eus sous les yeux un pénible spectacle : tout était à l'abandon. La maison que nous avions connue si nette, si plaisante, était méconnaissable ; il avait suffi d'un intendant incapable ou négligent pour causer un tel désastre ; le plancher était par endroits défoncé, les murs maculés, des conduites étaient bouchées, des lampes manquaient ; ce n'était plus l'Europe mais l'Orient où la besogne quotidienne d'entretien est généralement ignorée. Cette nonchalance orientale était un des traits négatifs du caractère russe, par tant de côtés si attachant.

Je travaillais depuis plusieurs mois avec cette secrétaire quand, un matin, elle me fit prévenir par une de ses amies qu'elle venait d'être arrêtée par la Guépéou. J'allai aussitôt chez Losovsky pour m'informer. Il ne s'agissait, me dit-il, que d'une

enquête ; on avait quelques questions à lui poser. Elle fut libérée dès le lendemain et vint me conter son histoire. Elle s'était rencontrée à plusieurs reprises avec des Polonais du Bund (organisation socialiste juive), dont on ne pouvait pas dire qu'ils étaient des amis de la République soviétique ; leurs réunions avaient pris une allure clandestine, quasi conspirative ; la Guépéou, qui avait quelque raison de surveiller ces Polonais, avait alors procédé à des arrestations, dont la sienne. Son ton plus calme que d'ordinaire, le fait qu'elle parlait de son arrestation sans colère, indiquaient qu'à ses propres yeux l'intervention de la Guépéou ne manquait pas de justification.

Le délégué hollandais au Comité exécutif avait nom Jansen. C'était un grand ami et admirateur de Görter, ce défenseur chaleureux des conceptions du Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) dont j'ai parlé à diverses reprises. J'avais rencontré Jansen à Berlin, quand nous cherchions l'un et l'autre un chemin vers Moscou. Il avait assuré la liaison entre Amsterdam et Berlin pendant et après la guerre ; il connaissait bien le mouvement ouvrier allemand et ses hommes, qu'il n'aimait guère ; il les jugeait sévèrement ; c'était souvent juste mais pas tout à fait, une once de germanophobie faussait partiellement ses appréciations. Nous nous voyions, échangions nos observations, discutions, au cours de promenades dans la nuit moscovite.

Une de nos sorties eut un jour pour but une visite d'usine ; un jeune communiste qui avait travaillé quelque temps en Belgique nous accompagnait. Le tramway nous avait menés assez loin dans les faubourgs, mais il nous restait cependant un bon bout de chemin à faire à pied. Le ciel était couvert mais il n'y avait pas de vent et nous étions chaudement vêtus ; il faisait bon marcher. Une file de chariots étaient arrêtés devant un débit : nous décidâmes d'y entrer ; peut-être pourrions-nous recevoir

un verre de thé ; en tout cas il serait intéressant de voir ce cadre et les personnages ; dans la ville il y avait encore quelques cafés, dont celui des « imagistes » ; nous n'y allions jamais. On nous apporta de l'eau chaude légèrement colorée, théière et tasses étaient ébréchées, mais on pouvait au moins se réchauffer, et ce n'était pas la première fois où ce qu'on appelait thé se réduisait à de l'eau bouillante.

Inutile de dire que notre entrée avait provoqué un certain mouvement de curiosité parmi les clients ; on était impatient de nous questionner : Qui étions-nous ? Où allions-nous ? Notre jeune camarade engagea la conversation avec son voisin et il eut la fâcheuse idée de révéler nos hautes fonctions : membres du Comité exécutif de l'Internationale communiste. « *Alors, ce sont des juifs* », répondit aussitôt son interlocuteur sur un ton de grand mépris. « *Mais non, ils ne sont pas juifs !* » Surpris d'abord, il nous regarda avec insistance, mais finalement il fut impossible de l'en faire démordre, ni lui ni ses compagnons venus à la rescousse : tous les dirigeants soviétiques étaient des juifs, et ils ne se gênaient nullement de critiquer, même grossièrement, le régime. C'était très révélateur ; des incidents de ce genre étaient de précieux coups de sonde dans la mentalité populaire ; la Révolution avait une rude tâche à accomplir pour libérer ces frustes cervelles du poison que le tsarisme y avait versé.

Pour de tout autres raisons, la visite de l'usine devait nous laisser une impression semblable quant à l'étendue de la tâche ; mais ici, cela ne tenait pas aux personnes ; les ouvriers et les dirigeants étaient des plus sympathiques ; entièrement dévoués au régime, ils nous exposaient posément leurs griefs, les difficultés auxquelles ils se heurtaient ; le travail était bien organisé mais on ne disposait plus que d'un outillage insuffisant, des pièces indispensables manquaient, qu'on ne pouvait plus se procurer.

Nous étions trop fatigués pour faire à pied l'entier chemin du retour et l'idée de rentrer en traîneau nous parut séduisante. Et, en effet, au début ce fut très agréable, un air frais fouettait le visage, mais pas pour longtemps. Nous étions bien couverts, pas assez cependant pour un voyage de cette sorte, et nous décidâmes vite d'en rester là avec cette première expérience du traîneau.

Les controverses sur ce qui était désormais le programme du Parti communiste ouvrier allemand (KAPD) – parti de masses, non de chefs, contre le parlementarisme et contre les syndicats – paraissaient épuisées ; elles avaient eu leur épilogue au 2e Congrès de l'Internationale communiste. Cependant Hermann Görter, le communiste hollandais qui était le théoricien de cette tendance, ayant adressé une « *Lettre ouverte au camarade Lénine* », par laquelle il rouvrait la discussion, la direction de l'Internationale communiste avait décidé d'inviter Görter à Moscou pour un nouveau débat. Une séance exceptionnelle du Comité exécutif fut préparée. Görter était un poète, même un grand poète, et avec lui la discussion prenait inévitablement un tour littéraire. C'est ainsi que sa « *Lettre ouverte* » s'achevait sur ce résumé :

« Pour finir, afin de mettre mes appréciations sous une forme aussi brève et ramassée que possible devant les yeux des ouvriers qui ont à acquérir une conception claire de la tactique, je les résume en quelques thèses :

1. La tactique de la Révolution occidentale doit être tout autre que celle de la Révolution russe ;

2. Car le prolétariat est ici tout seul ;

3. Le prolétariat doit donc ici faire seul la révolution contre toutes les classes ;

4. L'importance des masses prolétariennes est donc relativement plus grande, celle des chefs plus petite qu'en Russie ;

5. Le prolétariat doit avoir ici toutes les meilleures armes pour la révolution ;

6. Comme les syndicats sont des armes défectueuses, il faut les supprimer ou les transformer radicalement, et mettre à la place des organisations d'entreprises, réunies dans une organisation générale ;

7. Comme le prolétariat doit faire seul la révolution et qu'il ne dispose d'aucune aide, il doit s'élever très haut en conscience et en courage. Il est préférable de laisser de côté le parlementarisme dans la révolution. »

C'était, on le voit, l'entier programme du KAPD qui se trouvait ainsi évoqué. Cependant la principale préoccupation de Görter, c'était la question syndicale. Lorsque nous nous rencontrâmes, il me dit presque à brûle-pourpoint : « *J'espère que vous allez réviser vos thèses sur les syndicats* », et il parut surpris d'apprendre que les syndicalistes étaient d'accord avec les thèses de l'Internationale communiste et pas du tout avec les siennes, qu'il avait même aggravées par cette déclaration contre les grèves : « *Nous sommes restés peu nombreux ; nos forces au KAPD sont si réduites que nous devons les concentrer sur la révolution, non les gaspiller dans des grèves.* »

La réunion eut lieu le 24 novembre. Görter fit un long exposé. Les discussions antérieures avaient été si abondantes qu'il n'était pas possible d'apporter des arguments nouveaux ; tout avait été dit des deux côtés. Mais il y eut du nouveau avec Görter ; la forme même de son exposé. Elle était remarquable, mais le fond n'était pas solide ; c'était très visible à l'époque ; et à distance, quand on relit aujourd'hui le résumé de sa « *Lettre ouverte* » transcrit ci-dessus, on ne peut pas ne pas être frappé par son ingénuité. Trotsky – c'est lui qui avait été chargé de donner la réplique – réfuta, en une forme non moins brillante, les assertions fragiles de Görter, souligna ses contradictions dont la plus flagrante concernait justement les « masses » : elles revenaient souvent dans son exposé, il les opposait aux chefs, et

en même temps il reprochait à l'Internationale communiste de « *courir après les masses* ». Que la révolution dût se développer en Occident autrement qu'en Russie, personne ne songeait à le nier ; Lénine l'avait dit et répété ; mais il ne fallait pas pour autant diviser, comme l'avait fait Görter, l'Europe en deux mondes entièrement différents ; il y avait tout de même des points communs entre la Russie et l'Occident.

Hélène Brion était alors à Moscou, où elle fit un court séjour. Militante active de la Fédération des syndicats de l'enseignement, elle avait participé en France au mouvement syndicaliste minoritaire ; son action pendant la guerre lui avait valu d'être poursuivie et condamnée. Elle suivit ces débats avec un vif intérêt et, à leur issue, exprima son contentement d'avoir pu assister à une controverse d'une tenue aussi haute.

XVIII

LES ANARCHISTES – MORT ET OBSÈQUES DE KROPOTKINE

Les anarchistes russes étaient divisés en plusieurs groupes et tendances – divisions que la guerre avait encore accentuées – des anarchistes communistes aux individualistes, comme dans tous les pays, mais plus encore qu'ailleurs, comme le montra Victor Serge, qui les connaissait bien, dans les articles qu'il leur consacra. En juin 1920, quand j'arrivai à Moscou, l'un de ces groupes, celui des anarchistes-universalistes, disposait d'un vaste local en haut de la Tverskaïa où ils avaient une permanence et tenaient des réunions. Je ne connaissais aucun d'eux mais je connaissais bien Alexandre Schapiro, appartenant lui au groupe des anarcho-syndicalistes, que j'avais vu plusieurs fois à Londres, notamment en 1913, au congrès syndicaliste international ; il vivait alors habituellement à Londres et était en contact avec la *Vie ouvrière*. J'allai le voir au siège de son

groupe, *Golos Trouda* (la Voix du travail), une boutique dans le voisinage du Grand-Théâtre. Comme la plupart des anarchistes, ses amis et lui portaient leurs efforts sur l'édition ; ils possédaient une petite presse qui leur permettait d'imprimer un bulletin et des brochures et, occasionnellement, même un livre. Il me remit plusieurs exemplaires des brochures qu'ils venaient de publier : des textes de Pelloutier, de Bakounine, de Georges Yvetot ; leur ambition était de faire l'édition russe de l'*Histoire des bourses du travail*, de Pelloutier. Mais leurs moyens étaient maigres, le papier manquait.

Schapiro était particulièrement bien informé de ce qui se passait dans le monde car il travaillait aux Affaires étrangères, sous Tchitcherine. Au commissariat, il voyait et traduisait les dépêches. Il me demanda des précisions sur le mouvement syndical en France, sur les amis qu'il y avait ; puis, naturellement, nous parlâmes du régime soviétique. Il n'en approuvait pas tout ; ses critiques étaient nombreuses et sérieuses mais il les formulait sans acrimonie, et sa conclusion était qu'on pouvait et devait travailler avec les soviets. Un de ses camarades, présent à l'entretien, était plus acerbe : il était irrité par la manière stupide – affirmait-il – dont les bolcheviks se comportaient à la campagne, mais il aboutissait à la même conclusion. Nous prîmes rendez-vous pour examiner ensemble leurs problèmes, leurs rapports avec le régime, surtout avec le Parti communiste, les conditions dans lesquelles ils auraient la possibilité de poursuivre leur tâche, les choses étant nettement et franchement définies de part et d'autre.

Notre conversation avait été si cordiale, la solution nous parut si simple qu'on put croire le problème déjà résolu. Il y avait eu, chez les anarchistes, à l'égard du régime, deux attitudes différentes correspondant aux diverses tendances, depuis ceux qui combattaient le communisme et le régime par l'attentat et la bombe jusqu'à ceux qui s'étaient ralliés au bolchevisme, étaient entrés au Parti communiste – parmi eux Alfa, Bian-

qui, Krasnotchéko ; d'autres occupaient des postes de grande importance – Bill Chatov, rentré d'Amérique, aux chemins de fer, par exemple – mais restaient hors du parti ; dans le travail de reconstruction les capacités et le dévouement trouvaient partout à s'employer ; un anarchiste à la tête d'une entreprise avait d'énormes possibilités et une grande indépendance ; le pouvoir central laissait alors libre jeu aux initiatives, trop heureux de voir des entreprises bien conduites. Les anarchistes-syndicalistes savaient cela, mais ils voulaient quelque chose de plus : la reconnaissance de leur groupe et la garantie de pouvoir continuer et développer leur travail d'édition. On convint en conclusion de notre conversation qu'ils rédigeraient une déclaration où seraient précisées leur attitude à l'égard du régime et leurs revendications, et que je la soumettrais au Comité exécutif de l'Internationale communiste.

J'avais engagé cette affaire de ma propre initiative ; quand je racontai à Trotsky ce que j'avais fait, il exprima son contentement et m'engagea vivement à poursuivre mes efforts pour la réalisation d'un accord. J'étais moi-même très confiant et me réjouissais par avance d'une entente qui aurait d'heureux effets dans le mouvement syndicaliste de tous les pays. Mais personne ne vint au rendez-vous. À l'heure fixée, un coup de téléphone m'avisa que Schapiro et son ami ne viendraient pas. C'était Sacha Kropotkine qui téléphonait et elle n'en dit pas davantage. Pourquoi était-ce elle qui se chargeait de cette commission ? Je ne la connaissais pas et ne l'avais jamais vue. Mais il n'était pas trop difficile d'imaginer ce qui s'était passé. On avait discuté, les divers points de vue et tendances s'étaient heurtés ; les amis les plus proches de Kropotkine avaient des griefs particuliers plus ou moins fondés et, finalement, c'étaient les plus bornés, les plus hargneux, les plus vindicatifs, qui l'avaient emporté. Décision stupide, car les anarchistes-syndicalistes étaient bien plus éloignés des individualistes que des bolcheviks ; si ceux des anarchistes qui étaient malgré tout assez proches des com-

munistes, et qui en tout cas comprenaient que c'était leur intérêt même d'apporter leur effort à la construction soviétique, se dérobaient, on ne les distinguerait plus des individualistes et autres sectes qui prêchaient la lutte implacable contre le régime ; leur attitude priva la Révolution de concours précieux à plus d'un titre mais elle leur nuisit, à eux, davantage encore ; dans la lutte ouverte ils étaient battus d'avance, sans profit pour personne.

Kropotkine mourut le 8 février 1921. Il était rentré en Russie après la Révolution de Février pour apporter son plein appui au gouvernement provisoire, au régime débile de Kérensky, même augmenté de Kornilov. C'était pour lui la suite logique de l'adhésion totale qu'il avait donnée, au début de la guerre mondiale, à l'un des groupements impérialistes, celui des Alliés, qui menait soi-disant la guerre du droit contre le militarisme prussien. Une petite minorité seulement des anarchistes l'avait suivi dans cette étrange évolution ; les autres, Malatesta en tête, dénonçaient Kropotkine et les siens comme des « anarchistes de gouvernement ». Conséquent avec cette position ou peut-être trop engagé pour en sortir, Kropotkine, soutenant en tout le gouvernement provisoire et celui de Kérensky, s'affirma adversaire résolu du régime soviétique.

Ce même jour, Guilbeaux avait pris rendez-vous avec Lénine, au Kremlin. Il me proposa de l'accompagner. Guilbeaux exposa d'abord son affaire personnelle, puis une conversation générale s'engagea, qui nous mena tout de suite à Kropotkine. Lénine parla de lui sans acrimonie ; au contraire, il fit l'éloge de son ouvrage sur la Révolution française (publié en France sous le titre *La Grande Révolution*). « *Il a bien compris et montré le rôle du peuple dans cette révolution bourgeoise*, nous dit-il. *Dommage qu'à la fin de sa vie il ait sombré dans un chauvinisme incompréhensible*[1]. »

1 D'après Sandomirsky – qui bien que d'opinions toutes contraires resta néanmoins en relations intimes et cordiales avec lui jusqu'à la

Comme nous partions, Lénine nous demanda, sur un ton de reproche, pourquoi nous n'envoyions pas d'articles à *L'Humanité* et, s'adressant à moi, il me dit : « *Venez donc me voir de temps en temps ; votre mouvement français est assez déroutant, et l'information que nous avons est souvent insuffisante.* – *Oh,* répondis-je, *je prends déjà trop de son temps au camarade Trotsky.* – *Eh bien, vous m'en prendrez aussi un peu du mien.* »

Le corps de Kropotkine avait été exposé dans la grandes salle de la Maison des syndicats – comme l'avait été celui de John Reed – et veillé par des anarchistes. L'inhumation était fixée au prochain dimanche. La veille, dans la soirée, un secrétaire de l'Internationale communiste vint me dire que j'avais été désigné pour parler au nom de l'Internationale communiste. La nouvelle me parut invraisemblable ; j'allai voir Kobiétsky ; il me confirma la décision et, quand je lui fis remarquer qu'une discussion préalable, au moins un échange de vues me paraissait indispensable, il me répondit qu'on avait jugé cela inutile. « *On vous fait confiance* », se borna-t-il à me dire.

J'étais perplexe : parler au nom de l'Internationale communiste d'un homme que les bolcheviks n'avaient cessé de combattre et qui, de son côté, avait été, jusqu'à la fin, l'adversaire irréductible de la Révolution d'Octobre, quelle mission délicate. Cependant deux considérations me firent entrevoir ma tâche comme moins difficile que je ne l'avais jugé tout d'abord. Je me rappelais la conversation avec Lénine – vraiment providentielle – le ton dont il avait parlé de Kropotkine ; son éloge de *La Grande Révolution* ; et aussi une chose qui m'avait surpris

---

fin – c'est l'amour de la France qui poussa Kropotkine dans les rangs de l'Entente, puis parmi les défenseurs de la Révolution de Février, contre les bolcheviks et la Révolution d'Octobre. C'était cependant l'Angleterre qui lui avait accordé un accueil cordial et un refuge où il put travailler librement, tandis que la France l'avait emprisonné puis chassé. Mais, pour lui, la terre de la liberté c'était quand même la France, et l'idée qu'elle pût être écrasée sous la botte prussienne lui était intolérable.

dans les premiers temps de mon séjour à Moscou. Sur un obélisque dressé à l'entrée des jardins du Kremlin, on pouvait lire les noms des précurseurs du communisme, des défenseurs de la classe ouvrière, et ce qui m'avait frappé, c'était l'« éclectisme » qui avait présidé au choix des noms ; les « utopistes » étaient tous là et, ce qui devait paraître plus étonnant, Plékhanov y était aussi ; la violence des polémiques et l'âpreté des controverses n'empêchaient donc nullement de reconnaître l'apport, la contribution d'adversaires de doctrine à la cause de l'émancipation humaine. Enfin j'avais encore un autre exemple de cette « tolérance » imprévue des farouches bolcheviks. Au début de la Révolution d'Octobre, l'exubérance révolutionnaire se manifesta de toutes les façons et dans tous les domaines, notamment dans la peinture et la sculpture ; les peintres avaient pris possession de toute une partie de la Tverskaïa, et en 1920 on pouvait encore voir, gravés dans les murailles, des médaillons de grands révolutionnaires ; celui de Kropotkine se trouvait en bonne place, dans le voisinage du Grand-Théâtre.

Le dimanche après-midi, un long cortège se forma à la Maison des syndicats pour accompagner le corps du défunt au cimetière des Novodiévitchi, situé à l'une des extrémités de la ville. Les drapeaux noirs flottaient au-dessus des têtes et les chants émouvants se succédaient. Au cimetière, un incident, bref mais vif, se produisit lors des premiers discours. Un anarchiste de Pétrograd parlait depuis quelque temps quand des protestations s'élevèrent, à la fois sourdes et passionnées : « Davolno ! Davolno ! » (Assez ! Assez !). Les amis les plus proches de Kropotkine ne toléraient pas qu'on rappelât en ce jour de deuil ce que la plupart des anarchistes, sinon tous, devaient considérer comme sa défection de 1914[1].

1 Rappelons ici quelle fut l'attitude de Malatesta à l'égard de Kropotkine, à qui le liait une amitié de quarante années. Dès qu'il eut connaissance de l'adhésion publique donnée par Kropotkine à la Triple Entente, pour la guerre, Malatesta écrivit un article intitulé « *Les anarchistes ont-ils oublié leurs principes ?* » qui parut en novembre 1914 en italien,

Peut-être n'était-ce pas le moment et fallait-il se taire ? C'était une question à régler entre anarchistes, et aussi un avertissement pour moi, si j'avais été tenté d'évoquer cette période critique. Mais j'avais préparé mon bref discours sur mes souvenirs personnels, sur ce que Kropotkine avait été pour les hommes de ma génération, en Europe, en Amérique, partout dans le monde, sur sa contribution importante à la doctrine de l'évolution avec *L'Entraide*, sur le personnage d'*Autour d'une vie,* pour lequel on ne pouvait pas ne pas éprouver un sincère attachement. Mes paroles passèrent sans encombre bien que je sentais qu'il n'y avait pas autour de moi que de la sympathie : « *Discours conciliant* », écrivait beaucoup plus tard Victor Serge, d'où on devrait conclure que les paroles que je prononçai avaient une signification politique précise, comme si leur contenu avait été délibéré par l'Exécutif de l'Internationale communiste. On a vu qu'il n'en était rien ; il reste cependant que son appréciation n'était pas uniquement personnelle ; c'était aussi le propos qu'il avait recueilli autour de lui[1].

---

en anglais et en français, dans *Volontà*, *Freedom* et le *Réveil*. Un second article, publié en avril 1916, par *Freedom*, sous le titre « *Anarchistes de gouvernement* » était une riposte au « *Manifeste des seize* » (les seize étaient Kropotkine et ses partisans). Sur leur rupture devenue inévitable, Malatesta écrivit : « *Ce fut un des moments les plus douloureux, les plus tragiques de ma vie (et je peux me risquer à le dire, aussi de la sienne) quand après une discussion pénible à l'extrême, nous nous séparâmes comme adversaires, quasi comme ennemis.* » *Pedro Kropotkine, Recuerdos y criticas de un viejo amigo suyo.* Montevideo*, Studi sociali* ; 15 avril 1931.

1 Dans l'album consacré aux funérailles de Kropotkine publié à Berlin en 1922 par la Confédération des anarcho-syndicalistes, il est indiqué que je parlai au nom de l'Internationale syndicale rouge ; les éditeurs n'ont sans doute pu croire que c'était l'Internationale communiste qui m'avait délégué, ainsi que mon récit le montre.

XIX

CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS MAJORITÉ POUR L'ADHÉSION À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Dans un des paragraphes consacrés au 2e Congrès de l'Internationale communiste, j'ai parlé du Parti socialiste indépendant d'Allemagne, de son importance numérique, des tendances qui s'y manifestaient ; l'adhésion à la 3e Internationale y était défendue par Däumig et Stöcker, tandis que Dittmann et Crispien exigeaient certains « apaisements ». Les rapports qu'ils firent à leur retour en Allemagne provoquèrent de vives discussions à l'intérieur du parti ; il apparut qu'il n'y avait plus de compromis possible, que la scission était inévitable. Un congrès extraordinaire fut convoqué. Il se tint à Halle, du 12 au 17 octobre. Les partisans de l'adhésion demandèrent à Zinoviev de venir y parler au nom de l'Internationale. Le gouvernement allemand accorda le visa pour un bref séjour ; Zinoviev emmena avec lui le secrétaire de l'Internationale des Jeunesses communistes, et Losovsky pour les syndicats ; c'était la première fois que des membres de l'Internationale communiste pouvaient sortir de Russie pour participer à un congrès socialiste, il fallait profiter au maximum de cette exceptionnelle opportunité.

Grands et passionnés débats ! Hilferding, conduisant la bataille contre l'adhésion, reçut l'appui de Martov et d'Abramovitch ; Zinoviev y fut brillant, l'emporta ; il savait et sentait que la grande majorité du parti voulait aller à la 3e Internationale ; elle supportait mal l'attitude louvoyante et expectante de la direction. Au vote, il y eut 236 voix pour l'adhésion ; les opposants n'en recueillirent que 156. Zinoviev revint à Moscou couvert de lauriers ; l'Internationale communiste fit en hâte, avec son discours, une substantielle brochure, *Douze jours en Allemagne*.

Durant son bref séjour à Halle, Zinoviev avait pu s'occuper aussi du Parti socialiste français. Ce parti se trouvait dans une situation analogue à celle des indépendants d'Allemagne : forte poussée d'en-bas pour l'adhésion à l'Internationale communiste ; résistance procédurière et tenace des sommets. Son sort, lié au sort des indépendants, devait le suivre. Dès qu'ils avaient été informés du voyage de Zinoviev, les longuettistes avaient envoyé une délégation en Allemagne pour se concerter avec lui. Les vingt et une conditions posées par le 2e Congrès pour l'entrée dans l'Internationale communiste étaient, à leurs yeux, trop rigides, elles empêcheraient un vote massif pour l'adhésion. Zinoviev consentit quelques accommodements, un accord fut signé.

Le congrès du Parti socialiste se réunit à Tours, du 25 au 31 décembre ; Zinoviev ne pouvait songer cette fois à faire le voyage ; les gouvernants français perdaient la raison quand il s'agissait du bolchevisme. Mais l'Internationale communiste trouva un excellent porte-parole en Clara Zetkin, qui alla clandestinement à Tours ; son apparition à la tribune du congrès souleva l'enthousiasme de la grande majorité des délégués. Le vote répéta celui de Dresde : 285 délégués disposaient de 4 575 mandats. La motion d'adhésion en recueillit 3 028 ; ses adversaires n'en eurent que 1 022. L'opposition à l'adhésion fut importante, surtout parmi les élus parlementaires ; après beaucoup d'hésitation, Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, se sépara de la plupart de ses amis, qui votèrent l'adhésion.

Vu de Moscou, le résultat parut encore plus favorable ; on était très satisfait bien qu'on n'attachât pas la même importance au parti français et à la France, qu'au parti allemand et à l'Allemagne – il s'en fallait de beaucoup. Pour moi, qui connaissais bien quelques-uns des hommes qui avaient défendu l'adhésion, je ne pouvais pas ne pas demeurer sceptique quant à leur sincérité ; ils suivaient le courant pour rester à la direction du parti. Cependant, allégé des trois quarts de ses parlementaires, de la

plupart de ceux qui s'étaient compromis à fond dans la guerre impérialiste, le nouveau parti offrait des possibilités : les éléments nouveaux, les jeunes portés à la direction avaient la voie libre ; il ne leur restait plus qu'à faire preuve de leur capacité.

En conséquence de la formation d'un Parti communiste français, section de l'Internationale communiste, l'Exécutif de l'Internationale décida de m'appeler au « petit bureau », où siégeaient Zinoviev, Boukharine, Radek et Béla Kun (en écrivant aujourd'hui ces noms, je m'aperçois que je suis le seul survivant de ce comité restreint). Ce petit bureau devait être, au 3e Congrès, l'objet de vives critiques, particulièrement en ce qui touchait le mouvement malheureux de Mars en Allemagne ; on le dénonçait comme une officine où se tramaient dans l'ombre des complots dirigés pas seulement contre les gouvernements capitalistes mais, à l'occasion, contre des sections de l'Internationale. Mais il n'était rien de tel. Sa tâche principale était de préparer le travail du Comité exécutif. Zinoviev résidait habituellement à Pétrograd et il ne venait qu'irrégulièrement à Moscou, de sorte que l'ordre du jour des séances était toujours chargé. Dès que Zinoviev était annoncé, c'était le grand branle-bas : réunion du petit bureau, réunion de l'Exécutif, discussions, décisions ; on siégeait alors sans arrêt.

Au petit bureau comme au Comité exécutif, le ton des discussions était très amical, mais au petit bureau il y avait plus d'intimité et les heures qu'on y passait étaient particulièrement agréables. Radek était convenable, comme toujours lorsqu'il se trouvait avec des hommes qu'il devait considérer comme ses égaux ; chez Boukharine c'était toujours la même gentillesse ; il dessinait avec esprit et, au cours de nos séances, il fit d'innombrables Radek en tutu ; pour qui a jamais vu Radek il est possible d'imaginer ce que ça donnait... Nous avions tenu séance tout un après-midi à Lux, et nous devions nous retrouver au

Kremlin après dîner, dans le logement de Zinoviev, pour achever notre ordre du jour. Quand j'y arrivai, je trouvai Zinoviev allongé sur un divan ; Boukharine, couché sur le parquet, disparaissait presque entièrement dans sa chouba. Comme beaucoup de leaders communistes ils attrapaient du sommeil quand ils pouvaient. Les vies de Lénine et de Trotsky étaient mieux réglées, sauf bien entendu pendant la guerre civile. Même quand j'étais en désaccord avec les thèses défendues et les résolutions prises, je trouvais toujours grand profit à ces débats ; c'est à Moscou qu'on avait alors la meilleure information sur le mouvement ouvrier à travers le monde et sur la politique générale des gouvernants, par les rapports, par les journaux, par les communications verbales des visiteurs, assez nombreux maintenant, et venant de tous les points d'Europe et du monde.

XX

AU GROUPE COMMUNISTE FRANÇAIS DE MOSCOU

Vieux Parisien, Dridzo-Losovsky venait parfois à Lux bavarder avec moi. Un soir, comme il partait, je lui dis : *« Je descends avec vous, je vais à la réunion du groupe français. – J'y vais aussi »,* dit-il aussitôt. Le groupe communiste français se réunissait dans une maison d'un confort tout occidental, située dans une péréoulok partant de la Tverskaïa, non loin de Lux. Elle avait été l'habitation d'un consul scandinave ; Guilbeaux, sa femme et un ingénieur français y avaient leur logement ; une pièce spacieuse, sans doute le bureau du consul, était commode pour les réunions. La composition du groupe était, comme on peut l'imaginer, hétéroclite ; la plupart de ses membres, d'origines très diverses, s'étaient trouvés en Russie au moment de l'insurrection d'Octobre et ils avaient alors adhéré au communisme. De la mission militaire venait le lieutenant Pierre Pascal,

catholique fervent et pratiquant, passé du côté de la Révolution non malgré son catholicisme mais à cause de lui – ce qui suffit à faire comprendre qu'il n'est pas un catholique ordinaire ; le caractère spartiate du régime était précisément ce qu'il aimait. Grand travailleur – il était chez Tchitcherine – il ne se plaignait ni ne demandait jamais rien. Lors du 3e Congrès, ayant eu l'occasion d'aller le voir dans la chambre où il travaillait, nous le trouvâmes si fatigué que nous pensâmes tout de suite qu'il y avait quelque chose d'anormal. Quoi ? il ne fallait pas compter sur lui pour le savoir, mais des questions posées dans son entourage nous apprirent qu'il avait simplement été oublié dans la distribution des cartes pour les repas... On avait publié de lui, à Pétrograd et à Paris, des articles et des *Lettres de la Russie rouge*, de pensée et de style également remarquables.

René Marchand était en Russie correspondant du *Figaro* quand la guerre éclata. Par ses origines – il était fils de magistrat – et par sa profession, on peut imaginer qu'il était fort éloigné du communisme et de la révolution socialiste. Comment s'y était-il rallié ? Ses raisons, il les avait données dans une brochure au long titre *Pourquoi je me suis rallié à la formule de la révolution sociale*, un titre singulier et assez prudent. Les machinations, manœuvres, complots, attentats préparés dans les ambassades de l'Entente au début de la Révolution – plusieurs sous ses yeux – l'avaient indigné et avaient certainement contribué à le pousser de l'autre côté de la barricade. Il pouvait lui aussi abattre beaucoup de besogne. Il m'avait demandé d'obtenir pour lui l'autorisation de fouiller dans les archives des Affaires étrangères pour y recueillir la correspondance diplomatique se rapportant à l'alliance franco-russe, notamment les lettres et dépêches d'Isvolsky, ambassadeur à Paris de 1910 à 1916.

Ce sont ces lettres, traduites alors par lui, que nous fîmes éditer à Paris par la Librairie du travail sous le titre de *Livre*

noir[1] ; ce fut certainement sa contribution la plus importante à la Révolution russe et à l'histoire tout court ; il tenta pourtant de la répudier dix ans après, quand il s'était « rallié » successivement à d'autres « formules », et bien que j'eusse en ma possession les traductions écrites de sa main. Comme homme, comme caractère, comme écrivain, on n'aurait pu imaginer plus grand contraste avec Pascal. Sa grande faim n'était pas une légende, et il s'offrait le luxe d'entretenir un immense chien dans sa chambre du Métropole.

C'est sans doute le capitaine Sadoul que j'aurais dû rapprocher de Pascal ; le contraste n'aurait pas été moindre mais il aurait été de caractère tout différent. Mais j'ai déjà dit de Sadoul ce qu'il suffit d'en dire ici, car il traitait le groupe français par le mépris, n'y venait jamais plus. Il quitta d'ailleurs assez vite la Russie soviétique où il ne trouvait plus d'emploi à sa taille.

Henri Guilbeaux s'était approché du groupe de la *Vie ouvrière* au début de la Première Guerre mondiale. Dès qu'il avait été réformé, il avait pu passer en Suisse où Romain Rolland lui avait trouvé une occupation à l'Agence internationale des prisonniers de guerre. Il était parti de France « rollandiste » comme je l'ai déjà indiqué, mais, sous l'influence des socialistes russes qu'il avait rencontrés à Genève, il évolua assez rapidement vers le bolchevisme. Il participa à la conférence de Kienthal et fut finalement arrêté et expulsé par les autorités suisses tandis qu'un tribunal français le condamnait à mort par contumace. Il a raconté tout cela dans divers ouvrages écrits en 1933-1937 qu'il convient de lire avec précaution. Bien qu'il eût souvent insisté, je ne lui avais jamais donné le mandat de nous représenter dans les conférences internationales ; je reconnaissais volontiers les grands mérites de la revue *Demain* qu'il dirigeait et publiait à Genève ; elle apportait chaque mois une information exceptionnelle très utile et, d'autre part, il montrait beaucoup de courage contre la meute de mouchards et de

1 *Un livre noir*, 6 vol., 1921-1934 (Librairie du travail).

provocateurs qui le harcelaient sans répit. Cependant nous ne pouvions le considérer comme un des nôtres ; qu'il ne fût pas absolument sûr, il en fournit lui-même la preuve par son évolution ultérieure.

L'ingénieur que j'ai déjà mentionné était apolitique ; le secrétaire de Pascal était, politiquement, ignorant. Il y avait encore quelques comparses qui n'étaient là que pour attraper le païok supplémentaire attribué aux membres du groupe, et dans l'espoir de pouvoir rentrer plus facilement en France.

Quand nous pénétrâmes, Losovsky et moi, dans la salle de réunion, l'atmosphère nous parut si tendue, les visages étaient si crispés qu'il n'était pas difficile d'imaginer que la discussion, ce soir-là, n'était rien moins que cordiale. Losovsky fit aussitôt demi-tour, disant : « *Les histoires de l'émigration... Je connais ça ! Bonsoir.* » Je devais rester ; la soirée fut pénible. La différence des tempéraments, sans parler des conceptions politiques, était telle que la simple cohabitation était impossible ; tout était prétexte à ranimer une vieille querelle, à mettre Pascal en accusation pour son catholicisme. Très digne, Pascal se bornait alors à donner lecture d'un texte qu'il considérait comme sa profession de foi. Le conflit avait été porté devant le Comité central du Parti communiste russe ; le compromis élaboré pour le trancher, ou au moins l'apaiser, se révélait, à l'usage, inopérant. Je crois bien que cette réunion fut la dernière du groupe communiste de Moscou ; en tout cas, il n'eut plus aucune espèce d'activité.

Le groupe communiste français de Moscou était bien tel que je viens de le décrire, en 1920 ; il se survivait. Mais il avait connu à ses débuts de grandes heures : deux de ses membres avaient été pris par la contre-révolution. Pour ne pas laisser le lecteur sur l'impression de sa fin pénible, je veux reproduire ici un fragment du bref historique qu'en fit Pascal :

« *Le 30 août 1918, les* Isvestia *publiaient l'annonce suivante : Tous les camarades parlant français et anglais et sympathisant*

avec l'idéal du Parti communiste sont invités à assister à une réunion qui aura lieu samedi 31 août à sept heures du soir, Vozdvijenka, n° 20. Ordre du jour : 1° Rapport sur la situation, en anglais, par le camarade Price, Morgan Philips ; en français par la camarade Jeanne Labourbe ; 2° Organisation d'un groupe anglo-français.

« Jeanne Labourbe était un précurseur. Dans sa jeunesse laborieuse, elle avait gardé les troupeaux dans son village de Bourgogne, puis elle entra en service à la ville jusqu'au jour où la lettre d'une compagne fut l'occasion de son départ en Russie. Installée dans une famille polonaise, elle dut y jouer le rôle douloureux d'institutrice et de demi-servante qui lui permit cependant, tout en enseignant à son élève sa langue maternelle, de compléter sa propre éducation. Lorsqu'éclata la Révolution de 1905, son grand cœur, son courage viril, son dévouement absolu à toutes les causes justes, la lancèrent dans le mouvement libérateur. Elle s'y donna certainement tout entière, comme nous l'avons vue parmi nous ne vivre que pour le groupe et pour le communisme. On sait comment elle est morte, le 2 mars 1919, lâchement assassinée dans la nuit, au fond d'un faubourg désert d'Odessa, par un groupe d'officiers français et russes, sous la présidence du général Borius. »

C'est également dans la région d'Odessa, où les forces françaises secondaient les Blancs, que devait tomber la seconde victime. Dans des *Souvenirs de guerre civile*, Marcel Body écrivit :

« Odessa est bloquée par mer et par terre... il n'y a plus de pain, plus d'eau, plus de combustible dans la ville ; en revanche il y a des contre-révolutionnaires partout ; la situation empire. Au moment où je prends la parole, un camarade me glisse un billet où je lis : "On s'attend à l'occupation de la ville cette nuit ; préparez-vous à vous réfugier dans un logement clandestin." *Peu après, je vois entrer dans la salle Henri Barberey, armé et équipé ; quelques instants auparavant, il a prononcé, en russe, un beau discours. Il a, si je ne me trompe, dix-huit ans, ce qui ne l'empêche pas d'être, par ses convictions, un homme fait ; c'est un des pre-*

miers Français qui se soient ralliés à la Révolution. Au début de l'intervention française, le groupe communiste français l'a envoyé, avec Jeanne Labourbe, dans le sud de la Russie pour y militer ; son courage confine à la témérité. À Sébastopol, où il se trouvait au moment de la révolte des marins de l'escadre française de la mer Noire, il a joué, dans les événements eux-mêmes décisifs, un rôle de premier plan. Déguisé en matelot, il s'est rendu sur les bateaux de guerre français pour y seconder une agitation qui a porté ses fruits... Dans la nuit du 30 au 31 juillet, Henri Barberey part à la tête d'un petit détachement de volontaires français combattre les insurgés qui déjà massacrent les communistes et les juifs dans les faubourgs d'Odessa. Il se bat avec sa bravoure accoutumée ; à certains moments ses compagnons s'efforcent vainement de le modérer. Parti seul en éclaireur – ou en parlementaire – il est fait prisonnier sous les yeux de ses camarades, impuissants à le sauver. Nous ne le reverrons plus. » *Correspondance internationale*, 11 novembre 1922.

XXI

LE « TRAIN DE TROTSKY » – WRANGEL – FIN DE LA GUERRE CIVILE

Dans les récits fragmentaires qui nous étaient parvenus des opérations de la guerre civile, il était fait fréquemment allusion au « train de Trotsky » ; on le voyait surgissant ici et là, sur l'Oural ou en Ukraine, enflammant les soldats rouges en même temps que sa seule apparition démoralisait les mercenaires de la contre-révolution ; c'étaient des exploits extraordinaires sans cesse renouvelés ; le « train » devenait quelque chose de légendaire.

Alex. Barmine, lui-même participant à l'un de ces exploits, en a fait ce récit : « *Une nouvelle attaque de Haller (général*

*polonais) lui permit de s'emparer de Retchitsa et de traverser le fleuve. Gomel allait tomber au pouvoir de l'ennemi quand arriva Trotsky. Déjà les convois d'évacuation, ces lamentables convois d'attelages trimbalant des coffres, des papiers, des restes de stocks, se traînaient le long des routes de Novozybkov, déjà les présidents de l'Exécutif et de la Tchéka filaient en automobile – il ne restait plus à la gare que le dernier train blindé, ce train des batailles perdues commandé par quelque ex-marin enragé – quand tout changea, et nous perçûmes que les événements tournaient. Trotsky amenait avec lui des équipes toutes prêtes d'organisateurs disciplinés, d'agitateurs, de techniciens, tous commandés par une volonté sans défaillance. La 5e division, réduite à quelques centaines de baïonnettes, venait de lâcher pied devant les Polonais. Notre école partit à l'aube et prit position en tête du pont, devant Retchitsa. Cette bataille fut mouvementée. Nous chargeâmes à l'arme blanche contre les tirailleurs abrités derrière une haie. Un officier intrépide, un spécialiste, nous conduisait calmement, le revolver au poing. Il franchit la haie le premier. Nous nous battions cette fois contre des soldats de la Grande Guerre, formés en France et en Allemagne. Ce fut notre pire combat. Sur 240 aspirants, plus de 100 tombèrent et nous fûmes refoulés. Mais les fantassins du général Haller ne passèrent point. Ils ont juré d'aller jusqu'à Moscou ! nous avait-on dit. "Ils ne verront pas même Gomel", nous répétions-nous entre survivants... Trotsky visita les premières lignes. Il nous harangua. Il fit passer sur nous ce souffle d'énergie qu'il apportait partout dans les moments tragiques. La situation, catastrophique l'avant-veille, était rétablie comme par miracle. Ce n'était en réalité que le miracle tout à fait naturel de l'organisation et de la volonté. J'ai gardé jusqu'il y a peu de temps le discours de Trotsky à notre école militaire imprimé dans la typographie du train de l'Armée rouge. » *Vingt Ans au service de l'URSS*, pp. 111-112.)

J'avais fait parler Trotsky quelquefois là-dessus mais il ne m'avait jamais fait de longs récits. En juin 1920, quand j'arrivai

en Russie, la guerre civile était virtuellement terminée ; le train était garé. Je ne pouvais que m'en réjouir, regrettant seulement d'être venu trop tard.

Au cours de l'automne il apparut que les débris de l'armée de Dénikine n'étaient pas aussi négligeables qu'on l'avait cru tout d'abord ; un nouveau capitaine de la contre-révolution, Wrangel, avait réussi à les rassembler et à les équiper avec l'aide de la France. L'Amérique et l'Angleterre avaient renoncé définitivement à intervenir, mais la France, elle, s'obstinait ; Millerand, Poincaré et leur Parlement de « bloc national » envoyaient du matériel, accordaient des crédits, allaient même jusqu'à reconnaître Wrangel, et le prolétariat français se montrait incapable d'empêcher cette nouvelle agression. Wrangel avait installé son quartier général en Crimée, d'où il lui était aisé de lancer des raids sur la région avoisinante ; opérant par surprise, ses colonnes pouvaient, après les attaques, se réfugier dans la presqu'île. La menace devenait inquiétante, car on pouvait craindre que, s'enhardissant, il finît par s'attaquer au bassin houiller du Donetz.

Après étude et discussions, le Comité central décida d'en finir avec ce résidu de la contre-révolution, donnant du même coup une leçon à la bourgeoisie française qui, hypnotisée sur ses titres des emprunts tsaristes auxquels elle avait inlassablement souscrit, avait décidément la tête dure. Le « train » allait donc partir pour un nouveau voyage ; devançant mon désir, Trotsky me proposa de l'accompagner.

Le 27 octobre au matin nous étions à la gare ; le train était déjà prêt ; après une brève inspection il démarra. Le wagon du commissaire du peuple était celui du ministre tsariste des Chemins de fer ; Trotsky l'avait adapté à son usage ; le salon avait été transformé en bureau-bibliothèque ; l'autre partie comprenait la salle de bain, flanquée de chaque côté d'un étroit cabinet, juste la place d'un divan. Le wagon suivant était celui des secrétaires, puis venaient successivement l'imprimerie, la

bibliothèque, la salle de jeux, le restaurant, un wagon de vivres et de vêtements de réserve, un service d'ambulance, enfin un wagon spécialement aménagé pour les deux autos ; tout ce qu'il fallait pour le travail, pour la défense et même pour l'attaque...[1]

Le train était en tout temps une ruche active ; il avait un journal, *V Pouti* (« En route ») – quotidien, avec des leaders, un commentaire des événements et les « dernières nouvelles » : dès que le train stoppait, on le branchait sur les lignes pour être aussitôt en communication avec Moscou, et, aux heures correspondantes, la radio enregistrait les émissions étrangères. « *Votre TSF est complètement stupide,* me dit Trotsky ; *Berlin, Londres donnent des nouvelles intéressantes, la vôtre uniquement des futilités.* » Trotsky avait toujours quelque travail en préparation, et quand les opérations militaires le permettaient, il mobilisait ses secrétaires, dictant et révisant les feuilles dactylographiées : « *J'ai pris cette habitude de dicter pendant la guerre* », me dit-il, ajoutant aussitôt qu'auparavant c'étaient les secrétaires qui auraient manqué. Il ne faudrait pas en conclure que le travail ainsi fait était bâclé ou négligé ; nul ne fut jamais plus exigeant que Trotsky vis-à-vis de lui-même ; il avait horreur de la négligence aussi bien dans le style que dans la tenue ou la conduite ; il reprenait les pages dictées, les relisait, les corrigeait, les remaniait ; une deuxième, une troisième expédition devenait nécessaire. Mais parfois l'ennemi ne laissait pas assez de temps pour ce polissage, et certains textes pouvaient garder un tour oratoire.

La table de travail occupait la quasi-totalité d'un des côtés sur la paroi duquel une grande carte de Russie était accrochée ; au long de deux autres parois faisant angle, des rayons chargés de livres, encyclopédies, ouvrages techniques ; d'autres sur les sujets les plus variés attestaient la curiosité universelle du nouvel occupant ; il y avait même un coin français où je trouvai la traduction française des études marxistes d'Antonio Labriola ;

1 Sur « le train », voir : Trotsky, *Ma Vie*, t. III, pp. 109-124.

cependant je ne fus pas peu surpris d'y voir le Mallarmé de *Vers et Prose*, à couverture bleue, de la Librairie académique Perrin.

Nous restâmes deux jours à Kharkov, où se trouvait le quartier général des armées soviétiques ; c'était Frounzé, plus tard commissaire à la Guerre, qui dirigeait les opérations. Cependant notre première visite avait été pour Racovsky, alors président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. C'était l'ami le plus intime de Trotsky ; les deux hommes s'étaient rencontrés à l'époque de la guerre des Balkans, quand Trotsky suivait les opérations comme correspondant de guerre, puis plus tard à Zimmerwald, et en Russie après l'insurrection d'Octobre. Ces deux journées furent consacrées à de longues réunions où toutes sortes de questions étaient examinées. Racovsky mettait à profit la présence du membre du Bureau politique pour trancher les problèmes difficiles demeurés en suspens. Quand il ramena Trotsky au train, son visage, toujours cordial et bienveillant, rayonnait : « *Quel travail nous avons pu abattre !* », me dit-il.

Le train reprit sa marche vers le sud. Trotsky avait eu des conférences avec Frounzé ; il m'exposa brièvement le plan des opérations dont la dernière phase allait commencer. L'Armée rouge s'était emparée de Nikopol, sur le Dniepr, position essentielle, et s'y était solidement accrochée. De cette place forte à laquelle Wrangel s'était vainement attaqué, les forces soviétiques allaient contraindre l'ennemi à ramener toutes ses troupes en Crimée ; puis, franchissant l'isthme de Pérékop, elles iraient les pourchasser et jetteraient à la mer celles qui résisteraient. Ce serait cette fois la fin, mais que de précieuses vies seraient encore sacrifiées ; l'isthme formait une étroite bande de terre, d'à peine quatre kilomètres de large ; il serait aisé à l'ennemi d'y organiser une résistance coûteuse à briser.

Le train stoppa et se gara à Alexandrovsk ; un commandant de l'Armée rouge y attendait Trotsky ; il lui fit un rapport sur la situation ; on pouvait continuer en auto jusqu'au quartier

général de l'armée ; la route avait été dégagée ; cependant on signalait encore des patrouilles ennemies dans ces parages.

Il faisait très froid. La nuit était venue ; l'auto roulait à travers la plaine couverte de neige ; on ne voyait nulle trace de route ; je me demandais comment le chauffeur pouvait trouver son chemin. Trotsky me promit un verre de thé dans la maison du pope ; « *Pourquoi chez le pope ?* demandai-je surpris. – *Parce qu'il y a rarement d'autre maison possible pour y loger un quartier général.* » Cependant quand l'auto stoppa, nous étions devant une maison des plus modestes ; dans une pièce toute encombrée de meubles, Trotsky tint conférence avec le commandant rouge et son officier d'état-major ; une carte avait été étalée sur la table ; on n'avait pour toute lumière que celle que dispensait une bougie. Un conflit opposait les deux hommes. Le premier exposa son point de vue avec une ardeur impatiente, presque de la colère ; l'officier était beaucoup plus calme. L'affaire fut vite réglée ; Trotsky en avait connu de semblables par centaines : heurt fréquent entre le commandant improvisé et le technicien. Ici, le jeune commandant était un ouvrier de Pétrograd et, comme c'était souvent le cas, plein de courage et d'audace, mais impatient et supportant mal les observations de l'officier d'état-major, aux prises, lui, avec les tâches précises du ravitaillement. « *La dispute classique*, me dit Trotsky ; *l'obstacle qu'il fallut souvent surmonter ; mais sans cette collaboration de la fougue révolutionnaire et de la technique du professionnel nous n'aurions jamais pu vaincre.* » C'était l'illustration, à l'échelle la plus réduite, du grave problème qui s'était posé lors de la création de l'Armée rouge. Préconisant l'utilisation des officiers de l'armée tsariste qui promettaient de servir loyalement, Trotsky se heurtait à une opposition qui devenait plus agressive en cas de revers ou lorsqu'un de ces officiers trahissait[1].

Nous remontâmes dans l'auto ; le froid était très vif ; le vent secouait la voiture et parvenait à s'infiltrer à l'intérieur. « *Eh*

1 Sur cette question, voir l'ouvrage de Trotsky : *Staline*, pp. 448-455.

bien ! dis-je à Trotsky, *vous m'aviez promis la maison confortable du pope et un verre de thé. – C'est vrai,* répondit-il en souriant ; *à la guerre il faut s'attendre à des surprises.* » À Alexandrovsk, nous retrouvâmes le train. Trotsky prit connaissance des dépêches arrivées en son absence, puis nous reprîmes le chemin de Moscou, cette fois sans nous arrêter nulle part. Trotsky me parla plus longuement de la guerre qu'il ne l'avait fait jusqu'alors. « *La bataille doit être maintenant engagée,* dit-il ; *une terrible mêlée ; il faut enlever des positions faciles à défendre. Quelle chose horrible que la guerre !* » Puis il évoqua quelques-uns des épisodes, entre autres la bataille devant Kazan, qui avait décidé du sort de Koltchak. Le siège se prolongeait ; le commandement estima qu'une feinte était nécessaire pour tromper l'ennemi, pour détruire, de nuit, sa flottille, attaquer les batteries du rivage, provoquer une panique parmi les troupes. Trotsky décida de participer lui-même aux opérations que devait diriger Raskolnikov. Le stratagème réussit pleinement. Mais quel risque ! Je ne pouvais m'empêcher de formuler un reproche rétrospectif : « *Aviez-vous le droit de vous exposer ainsi ?* » La réponse vint aussitôt, brève et sans réplique : « *Quand on doit demander à des hommes de risquer leur vie, il faut leur montrer qu'on ne craint pas de risquer la sienne.* » Le train roulait régulièrement quoique à une allure modérée : il était lourdement chargé ; deux locomotives étaient nécessaires pour le tirer. Quand nous arrivâmes à Moscou, on venait d'y apprendre que les soldats rouges avaient enlevé les dernières défenses fermant l'isthme de Pérékop. Wrangel s'enfuit, abandonnant les hommes qu'il avait entraînés dans son aventure. La France de Poincaré avait joué sa dernière carte et elle avait perdu ; la guerre civile était terminée[1].

1 Mais la France n'en avait pas fini avec Wrangel. On pouvait, en effet, lire dans *L'Europe nouvelle* du 10 décembre 1921 cette lettre de Constanti-nople : « *Depuis l'évacuation de la Crimée par l'armée de Wrangel la France a dépensé, pour l'entretien des soldats et officiers russes en Turquie, plus de deux cents millions de francs. Au début, cette*

1921

I

LA QUESTION SYNDICALE PROVOQUE UN GRAND DÉBAT

Peu après mon retour à Moscou, je rencontrai Losovsky ; il me parla d'une importante réunion syndicale qui devait avoir lieu dans la soirée. Il m'en indiqua l'objet en termes si vagues que je ne pouvais savoir de quoi il s'agissait réellement ; mais cela me rappela une conversation du train au cours de laquelle Trotsky avait fait allusion aux préoccupations de la direction du parti au sujet de l'organisation de la production, en particulier du rôle des syndicats dans ce domaine. Cette réunion fut bientôt suivie de plusieurs autres sur le même thème, les journaux en donnèrent des comptes rendus. La question prit très vite une ampleur extraordinaire ; divers groupes se formèrent au sein du Comité central, s'opposant publiquement les uns aux autres ; il fut dès lors possible de saisir exactement la nature du problème posé, de suivre une discussion qui allait provoquer de profonds remous et devait marquer une date importante dans la vie du parti.

---

armée en exil était considérée comme capable de rendre encore des services dans la lutte contre les soviets, mais bientôt le haut-commissariat de la France à Constantinople s'est rendu compte que, dans son état actuel et avec les chefs qu'elle avait, cette masse militaire, ne possédant plus l'unité d'esprit qui doit être à la base de toute force armée, était fatalement vouée à la désagrégation. Une lutte prolongée s'ensuivit entre le gouvernement français et le général Wrangel qui, lui, désirait conserver son armée comme force militaire, mais encore s'accrochait désespérément à son commandement suprême, qu'il ne consentait à abandonner à aucun prix. »

Le régime appelé « communisme de guerre », né de la guerre, aurait dû mourir avec elle ; il lui survivait parce qu'on hésitait sur le caractère de l'organisation qui devrait le remplacer ; on cherchait, on tâtonnait, on ne se décidait pas ; il n'est que juste de mentionner ici qu'après l'effort épuisant qu'avait exigé la guerre, on éprouvait, dans toutes les couches de la société soviétique, un besoin légitime de souffler. Cependant cette survie présentait de sérieux dangers. Le communisme de guerre, qui n'avait de communisme que le nom – le communisme présuppose l'abondance, et c'était la pénurie – avait été une nécessité de la guerre imposée par les Blancs et par l'Entente. Pour résister à la poussée de la contre-révolution pendant trois ans renaissante, aux interventions française, anglaise et américaine, il avait été indispensable d'équiper l'Armée rouge, et cet équipement, si sommaire fût-il, absorbait une énorme part des ressources du pays ; tout, dans la production, était orienté vers la guerre et, pour nourrir l'armée et les ouvriers des usines, on réquisitionnait les produits agricoles dans les campagnes. Cette réquisition était brutale par sa nature même – elle irritait et en même temps décourageait les paysans puisqu'on ne leur laissait rien de plus que ce qu'il fallait pour leur subsistance – elle l'était parfois encore plus qu'il n'était nécessaire par suite de l'inintelligence ou de la suffisance de jeunes bolcheviks grisés par un pouvoir dont ils disposaient soudain. Les paysans l'avaient néanmoins supportée, mais, à présent, leur patience, ou leur bonne volonté, était épuisée. Ce qu'on a appelé après la Deuxième Guerre mondiale la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix mais qui aurait paru alors une expression bien ambitieuse, c'était le problème que la République des soviets devait résoudre. L'heure était venue de desserrer l'étreinte[1].

1 Sur cette question, voir *Cours nouveau*, par L. Trotsky, pp. 75-76. Dans une proposition soumise au Comité central du parti, en février 1920, Trotsky disait : « *Il est évident que la politique actuelle de réquisition*

En une image frappante, Trotsky avait caractérisé, devant le Comité central, l'excès de centralisation auquel la guerre civile avait conduit : « *Nous avons planté un immense encrier sur la place Rouge, et chacun, pour écrire, doit venir y tremper sa plume.* » Un organisme avait bien été créé pour aménager l'économie du pays : c'était le Conseil suprême de l'économie, mais pour des raisons diverses, il remplissait mal son rôle, et les syndicats, qui y occupaient une place prépondérante, s'acquittaient mal de leur tâche. Cherchant à en découvrir les raisons, Trotsky, au temps où il était commissaire aux Transports, syndiqué comme travailleur de l'industrie, s'était fait désigner comme délégué du syndicat au Conseil général de la Confédération générale des syndicats et, ainsi, participait à ses réunions. Ce qui l'avait frappé tout d'abord c'était la nonchalance qui caractérisait leur préparation et leur méthode de travail. Personne n'était là à l'heure fixée, les membres arrivaient les uns après les autres ; chaque réunion commençait avec un grand retard. Habitué à l'exactitude par une disposition naturelle qu'avaient renforcée les disciplines de la guerre, ces choses le choquèrent. Si une telle nonchalance était de règle à la tête, on pouvait imaginer ce qui existait à mesure qu'on descendait vers les organisations de la base. Cette expérience, bien que brève mais à ses yeux décisive, l'avait amené à proposer des modifications à la structure syndicale dans un projet qu'il soumit au Comité central.

Que les syndicats fussent dans un état de semi-léthargie, personne au fond ne le contestait ; on ne différait d'avis que sur ses causes et sur les remèdes. La crise était incontestable, il fallait trouver une solution. Or, on démobilisait l'Armée rouge et Trotsky demandait : Qu'allons-nous faire de tous ces jeunes hommes de valeur qui s'y sont formés, organisateurs et administrateurs capables, exacts, ponctuels, sachant travailler, habitués au travail d'équipe ? Allons-nous simplement les rejeter dans la

---

d'après les normes de consommation... menace de désorganiser complètement la vie économique du pays. »

vie soviétique sans chercher à utiliser au mieux leurs capacités ? Répondant à la question, il proposait de les incorporer, en des proportions à déterminer, dans les directions syndicales où ils apporteraient un stimulant et de précieuses habitudes de travail. C'est là-dessus que la discussion s'était engagée. Certains membres du Comité central, au premier rang Tomsky, secrétaire de la Centrale syndicale, se montraient violemment hostiles, niaient la crise. D'autres hésitaient, cherchaient un compromis. Le problème était si important et si complexe que le Comité central décida qu'une large discussion publique aurait lieu, dans les journaux, où chaque tendance pourrait exposer et défendre sa thèse, et dans des réunions publiques.

Il y eut, au début, cinq tendances : celles de Trotsky, de Boukharine, de Chliapnikov (quasi syndicaliste quoique membre du parti et très attaché au parti), de Sapronov (Centralisme démocratique) ; le statu quo était défendu par Tomsky, Zinoviev, Kaménev. Au cours de la campagne, les nuances intermédiaires disparurent ; Trotsky, tenant compte de la justesse de certaines critiques formulées contre son projet, le modifia, mais en s'élevant énergiquement contre ceux qui prétendaient y voir une militarisation des syndicats. Au cours d'une réunion à laquelle j'assistais, Riazanov ayant cru pouvoir donner une interprétation humoristique du projet sous la forme d'un jeune militaire hautain, faisant irruption, le bonnet sur l'oreille, dans un bureau syndical et prétendant dicter les décisions, Trotsky s'était fâché et une bonne partie de la salle avait protesté avec lui. Une plate-forme commune réunit Trotsky, Boukharine et Sapronov, en face des tenants du statu quo que soutenait Lénine, sans trop s'engager cependant (la tendance de Chliapnikov était trop faible pour se faire une place entre ces deux blocs). On sut et on comprit plus tard que ce que Lénine reprochait à la proposition de Trotsky c'était, avant tout, d'être inopportune. Il avait en tête une autre solution, infiniment plus profonde, puisqu'elle modifiait la structure même du régime de

l'économie soviétique en plusieurs points essentiels, celle que le parti devait faire sienne quelques mois plus tard : la NEP[1].

II

SOULÈVEMENT DE CRONSTADT

La discussion se prolongeait, le congrès du parti allait se réunir quand éclata le soulèvement de Cronstadt. Nouvelle terrible et d'abord incroyable. Cronstadt, foyer le plus ardent de la Révolution d'Octobre, dressé contre la République soviétique, était-ce possible ? Les dirigeants du parti eux-mêmes avaient été pris par surprise. Nous étions consternés. Comme toujours dans les situations difficiles et périlleuses, c'est Trotsky que le Comité central envoya à Pétrograd, quitte à le charger ensuite de responsabilités qui n'étaient pas les siennes[2].

Il fallut étudier et préciser la nature du mouvement, et avant tout ses causes ; il y en avait d'évidentes. Le Cronstadt

1 Au 10e Congrès du Parti communiste russe, à la séance du 8 mars, il parla de ce grand débat en ces termes : « *Je passerai maintenant à un autre point : à la discussion sur les syndicats qui a pris tant de temps au parti. À mon avis ce luxe était tout à fait inadmissible, et en permettant une telle discussion, nous avons certainement fait une faute. Nous avons mis à la première place une question qui, pour des raisons objectives, ne pouvait occuper cette place, et nous nous sommes emballés sans nous rendre compte que nous détournions notre attention des questions réelles et menaçantes qui étaient si près de nous.* »

2 Trotsky connaissait bien Cronstadt et ses militants. Dans son *Histoire de la Révolution russe*, il en parle en ces termes : « *Malgré des répressions implacables, la flamme de la révolte ne s'était jamais éteinte à Cronstadt. Elle jaillit menaçante après l'insurrection... Le 13 mai 1917, le Soviet prit cette décision :* "Le seul pouvoir à Cronstadt est le Soviet des députés ouvriers et soldats." *Un ordre exemplaire fut maintenu ; on ferma les bouges... Les marins de Cronstadt constituèrent une sorte d'"Ordre militant de la révolution..." Chez les hauts dirigeants il fut décidé de donner aux gens de Cronstadt une leçon. Ce fut Tsérételli qui se fit le procureur. Trotsky prit leur défense.* » I, p. 392.

de 1921 n'était plus le Cronstadt de 1917 ; le transfert du gouvernement soviétique à Moscou avait drainé une grande partie des militants ; la guerre civile en avait pris beaucoup. Les faubourgs ouvriers avaient fourni leurs contingents ; le Pétrograd de l'insurrection d'Octobre, le Pétrograd où s'étaient déroulées toutes les phases de la Révolution, donnait alors l'impression d'une capitale désaffectée, déchue de son rang. Zinoviev en avait la charge et il était le dernier homme capable d'administrer méthodiquement ; en outre, son attention était accaparée maintenant par l'Internationale communiste et ses sections ; la ville et la région étaient laissées à l'abandon, la condition des travailleurs et l'organisation du travail négligées au point que des grèves avaient éclaté. Située à la pointe extrême du pays, Pétrograd se trouvait aussi mal placée que possible pour le ravitaillement quand la Russie était coupée de l'extérieur ; avantageuse en temps de paix, sa position devenait la plus exposée en temps de guerre.

Que des éléments contre-révolutionnaires aient cherché à profiter de la situation, c'était normal ; leur rôle était d'exciter les mécontentements, d'envenimer les griefs, de tirer vers eux le mouvement. D'où sortit le mot d'ordre des « soviets sans bolcheviks » ? il n'est pas aisé de le préciser, mais il était si commode pour rallier tout le monde, tous les adversaires du régime, en particulier les socialistes-révolutionnaires, les cadets, les mencheviks, empressés à prendre une revanche, qu'il est permis de supposer que ce sont eux qui en eurent l'idée, et la propagande qu'ils firent sur cette revendication pouvait toucher les marins et les soldats, la plupart jeunes recrues venant des campagnes, troublés déjà par les plaintes acrimonieuses que leur apportaient les lettres de leurs familles, irritées par la brutale réquisition. Telles furent les conclusions auxquelles aboutit l'enquête menée par les dirigeants du parti. Écrivant sur ce sujet un an plus tard « pour l'anniversaire », Andrés Nin, qui avait vécu toute l'année écoulée en Russie soviétique et avait eu

la possibilité de s'informer, de vérifier, donnait des explications et appréciations identiques[1].

La thèse des adversaires des bolcheviks a été exposée dans diverses brochures, écrites généralement par des anarchistes. On peut la retrouver dans celle qui est, je crois, la dernière en date, publiée en 1948 par Ida Mett, aux Éditions Spartacus, sous le titre *La Commune de Cronstadt, crépuscule sanglant des Soviets*. La conclusion de l'auteur est déjà indiquée clairement par ce titre, mais il déclare n'avoir entrepris son travail que pour établir la vérité historique sur cet événement douloureux. Y a-t-il réussi ? Il reconnaît que des éléments manquent encore pour une analyse définitive, les archives du gouvernement soviétique et de l'Armée rouge ne pouvant être consultées. Cependant il reproduit et commente beaucoup de documents importants. Mais que de contradictions parmi les témoignages et appréciations qu'il cite, émanant pour la plupart de partisans délibérément hostiles aux bolcheviks.

Sur l'origine et la cause du soulèvement, un des chefs de l'insurrection, Pétritchenko, écrit en 1926 que c'est le maintien du régime du communisme de guerre quand la guerre civile était finie qui a irrité les ouvriers et les a poussés à se soulever contre le gouvernement soviétique. Mais celui-ci n'était pas moins désireux qu'eux de passer d'un régime de guerre à un régime de paix. A-t-il trop tardé à le faire ? Pouvait-il appliquer plus tôt la nouvelle politique économique qui, depuis des mois, faisait l'objet de ses préoccupations ? On étudiait, on cherchait ; la grande discussion sur les syndicats s'inscrit précisément dans le cadre de ces recherches. Bien téméraire serait celui qui croirait pouvoir donner une réponse à ces questions, alors qu'il est difficile, sinon impossible, de reconstituer exactement la situation générale existant alors.

Même si on admet que le soulèvement fut le fait d'ouvriers et de marins qui agissaient en pleine indépendance, de leur

1 *Correspondance internationale*, 12 avril 1922.

propre initiative, sans liaison avec des contre-révolutionnaires, il faut reconnaître que, dès le déclenchement du soulèvement, tous les ennemis des bolcheviks accoururent : socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, anarchistes, mencheviks ; la presse de l'étranger exulte ; elle n'a même pas attendu la phase active du conflit pour le signaler ; le programme des rebelles ne l'intéresse pas, mais elle comprend que leur révolte peut accomplir ce que les bourgeoisies coalisées n'ont pu faire : renverser un régime exécré dont depuis des années elle guette vainement la chute.

Parmi les tracts distribués à Cronstadt, celui qui est signé : « un groupe de mencheviks » se termine par ces mots : « *Où sont les vrais contre-révolutionnaires ? Ce sont les bolcheviks, les commissaires. Vive la révolution ! Vive l'Assemblée constituante !* » D'après le *Messager socialiste*, organe officiel des social-démocrates russes publié à l'étranger, « *les mots d'ordre cronstadtiens sont mencheviques* », tandis que Martov nie la participation au mouvement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Pour lui, l'initiative appartient aux marins, qui rompent avec le Parti communiste sur des questions d'organisation, non de principes.

Les faits rapportés dans la brochure montrent que c'est le Comité révolutionnaire provisoire qui prit l'initiative des mesures militaires. Sur une fausse nouvelle, il se hâta de faire occuper les points stratégiques, s'empara des établissements d'État, etc. Ces opérations ont lieu le 2 mars, et c'est seulement le 7 que le gouvernement, ayant épuisé les tentatives de conciliation, dut se résoudre à ordonner l'attaque. Les socialistes-révolutionnaires s'étaient employés à empêcher une solution pacifique du conflit. Un de leurs chefs, Tchernov, cet ancien ministre des cabinets de coalition qui menèrent la Révolution de Février à Kornilov et à Kérensky, s'écria : « *Ne vous laissez pas tromper en entamant avec le pouvoir bolchevique des pourparlers que celui-ci entreprendra dans le but de gagner du temps.* » Le

gouvernement engagea l'action devenue inévitable à contre-cœur, comme le confirme le témoignage de Loutovinov, un des leaders de l'Opposition ouvrière ; arrivant à Berlin le 21 mars, il déclarait : « *Les nouvelles publiées par la presse étrangère sur les événements de Cronstadt sont fortement exagérées. Le gouvernement des Soviets est assez fort pour en finir avec les rebelles ; la lenteur des opérations s'explique par le fait qu'on veut épargner la population de la ville.* »

Loutovinov avait été envoyé à Berlin en disgrâce, et le fait qu'il appartenait à l'Opposition ouvrière donne un prix spécial à sa déclaration.

S'il est possible que le gouvernement des Soviets ait commis des fautes, que dire du rôle d'un homme comme Tchernov, qui ne voit dans l'affaire que l'occasion d'une revanche contre les bolcheviks, qui l'ont détrôné de son fauteuil présidentiel en dissolvant l'Assemblée constituante ? Sachant que l'insurrection est vouée à l'échec, il fait tout ce qu'il peut pour exciter les marins, contribuant ainsi à accroître un vain sacrifice de vies humaines. Étant donné la situation, les combats, dès qu'ils s'engagèrent, ne pouvaient être qu'acharnés ; les pertes furent lourdes des deux côtés, parmi les rebelles et parmi les aspirants de l'Armée rouge.

À diverses reprises, les marins de Cronstadt avaient montré qu'ils étaient enclins à céder à l'impatience. Sous le Gouvernement provisoire, le 13 mai, ils avaient proclamé que « *le seul pouvoir à Cronstadt est le Soviet* ». C'est Trotsky qui prit alors leur défense contre le ministre menchevique Tsérételli, comme on l'a vu par la note ci-dessus. Deux mois plus tard, au cours de la période de grands troubles connue comme les « Journées de Juillet » consécutive à la malheureuse offensive décidée par Kérensky sous la pression des Alliés, les marins de Cronstadt vinrent en masse à Pétrograd. Après avoir manifesté à travers la ville, ils se rendirent au Palais de Tauride où siégeait le Soviet et, sur un ton impératif, demandèrent que les ministres socialistes

vinssent s'expliquer devant eux. C'est Tchernov qui se montra le premier. « *Fouillez-le ! Assurez-vous qu'il n'a pas d'armes !* », crie-t-on aussitôt de divers côtés. L'accueil manquait de cordialité. « *Dans ce cas, je n'ai rien à dire* », déclara-t-il, et tournant le dos à la foule, se dispose à regagner le Palais. Cependant le tumulte s'apaise. Il peut faire un bref discours pour tenter d'apaiser les protestataires. Quand il a fini, plusieurs marins, des costauds, s'emparent de lui, le poussent vers une auto, le prenant comme otage. Cet acte imprévu provoque une extrême confusion ; on approuve ou on proteste. Tandis qu'on discute, des ouvriers se précipitent vers l'intérieur du Palais, criant : « *Tchernov a été arrêté par des énergumènes ! Il faut le sauver !* » Martov, Kaménev, Trotsky quittent en hâte la séance. Non sans peine, Trotsky obtient que Tchernov soit libéré et, le prenant par le bras, le ramène au Soviet. En 1921, Tchernov avait complètement oublié cette scène vieille de quatre années. Il ne songeait plus qu'à exciter criminellement les frères de ces marins qui l'avaient traité plus rudement que ne le firent les bolcheviks.

III

LÉNINE EXPOSE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE (NEP) AU IIIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le 3e Congrès de l'Internationale communiste fut convoqué pour le 22 juin 1921, à Moscou. Le congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge devait se tenir dans le même temps. Au cours de l'année écoulée depuis le 2e Congrès, les événements d'importance n'avaient pas manqué. De nouveaux partis communistes s'étaient constitués ou développés selon la tactique et les règles adoptées par l'Internationale. Où en étaient-ils ? le congrès ne manquerait pas d'en discuter ; mais

le débat qui certainement dominerait tous les autres serait celui consacré au mouvement de Mars en Allemagne[1]. Son échec, plus encore sa nature et son déroulement, avaient provoqué de profonds remous, surtout dans la section allemande, comme il était naturel, mais aussi dans les autres sections de l'Internationale communiste. À l'Internationale syndicale rouge, le congrès s'annonçait difficile ; parmi les syndicalistes et les anarcho-syndicalistes, aussi bien chez ceux qui avaient adhéré formellement que chez les sympathisants, on pouvait noter un éloignement marqué, toutes sortes de réserves, même de la méfiance. De plus, la République des soviets telle qu'elle était au début de l'été 1921, quand le souvenir de Cronstadt était encore vif, et à la veille de changements sérieux dans la politique économique – propres à alimenter les critiques de droite et de gauche – n'offrirait certainement pas aux délégués un tableau de nature à dissiper les doutes et à vaincre les méfiances. Je ne sais si Zinoviev ignorait tout cela ou s'il voulait l'ignorer : il décida de demander à toutes les sections de l'Internationale et aux organisations syndicales d'envoyer des délégations nombreuses. Et après avoir pris cette décision dont on put tôt mesurer les conséquences, il ne se soucia pas de les loger. Quand les premiers délégués arrivèrent on n'avait à peu près rien prévu ; les camarades chargés de l'hébergement se trouvaient dans une situation ridicule ; ils me demandèrent d'intervenir auprès de Trotsky – toujours l'ultime ressource.

Mais si je voyais la nécessité et l'urgence de mesures rapides, je refusais d'importuner Trotsky avec cette histoire de logement des délégués ; je savais combien il était soucieux de ne pas empiéter sur le domaine de ses camarades, surtout quand il s'agissait de « vieux bolcheviks » du genre de Zinoviev qui supportaient mal l'ascendant qu'il avait pris. Cependant le temps pressait ; j'acceptai de lui exposer la situation. Comme je l'avais prévu, sa première réaction fut le refus ; je m'y attendais

1 Sur ce mouvement, voir pp. 161 et suiv.

trop pour en être surpris ; néanmoins l'affaire le préoccupait, il me posa quelques questions, finalement décida de téléphoner à Zinoviev. Celui-ci, surpris d'apprendre des difficultés qu'il ignorait, consentit d'assez bonne grâce à la formation d'une commission que présiderait Skliansky, l'adjoint de Trotsky à la Guerre. Avec Skliansky, on pouvait être sûr que les choses seraient menées rondement ; des locaux furent aménagés, du matériel rassemblé ; les délégués purent être logés à leur arrivée.

Un incident minuscule, non dénué pourtant de signification, se produisit avec la délégation française. Pour la commodité de leur travail, on avait décidé de loger tous les délégués, et eux seuls, à Lux. À Paris on avait adjoint à la délégation une traductrice ; un des délégués l'avait accaparée en cours de route, et il prétendait en outre prendre un journaliste américain avec lui – une vraie suite comme on voit : il connaissait la règle adoptée mais elle n'était pas pour des hommes comme lui. Furieux de la tranquille résistance à laquelle il se heurtait, il en appela à diverses « autorités »... (le journaliste américain, c'était Lewis Gannett, alors rédacteur à l'hebdomadaire libéral *The Nation*, et aujourd'hui critique littéraire du *New York Herald Tribune*).

À la tête de la délégation française se trouvaient Fernand Loriot et Boris Souvarine ; ils venaient d'être libérés, après une incarcération de dix mois à la prison de la Santé, inculpés de « complot contre la sûreté de l'État ». Le gouvernement avait choisi, dans chaque groupement communiste ou sympathisant, les deux militants les plus en vue ; les accusés avaient été au nombre de dix ; pour les syndicalistes c'étaient Monatte et Monmousseau ; le jury les avait déclarés non coupables.

Paul Levi, qui avait conduit la délégation allemande au 2e Congrès, n'était plus là ; il avait été exclu pour avoir critiqué, de manière inadmissible, le mouvement de Mars qu'il qualifiait de « putsch ». Clara Zetkin ne l'avait pas suivi ; elle était demeurée au Parti communiste mais sa critique n'était guère moins sévère. Bien que Trotsky eût été chargé du rapport

principal sur « La crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste », le congrès, dominé par cette affaire allemande, tourna autour de la tactique de l'Internationale communiste ; en fait, les deux questions étaient étroitement liées.

Au début de l'année, Trotsky avait reçu la visite de Béla Kun, venu précisément pour l'entretenir de la tactique que, selon lui, l'Internationale devait adopter. Il était absolument nécessaire et pressant, dit-il, de s'engager à fond dans une tactique systématique d'offensive, mettant en jeu toutes les ressources dont pouvait disposer la République des soviets. Les régimes bourgeois, surtout celui de l'Allemagne, sont encore débiles ; c'est le moment de les attaquer sans relâche, par des séries de soulèvements, de grèves, d'insurrections ; plus tard, il sera trop tard. Telle était sa thèse. Trotsky la réfuta plutôt brutalement ; il avait été stupéfait de l'entendre énoncer. Il eut beau rappeler à son interlocuteur qu'une vérité élémentaire de l'action révolutionnaire c'est qu'on ne déclenche pas une insurrection quand on veut, à tout prix, qu'un mouvement engagé à contresens ou dans des circonstances non favorables peut avoir des conséquences funestes pour la classe ouvrière – il ne l'avait pas convaincu. Par contre, Béla Kun avait gagné à ses vues des militants importants de plusieurs sections de l'Internationale, notamment de l'allemande et de l'italienne.

Pour comprendre la signification du mouvement de Mars et ses conséquences, qui furent sérieuses, il faut avoir présente à l'esprit la rébellion militaire qui avait eu lieu une année auparavant, au mois de mars 1920, connue sous le nom de Kapp-Lüttwitz putsch, ou plus simplement de « Kapputsch ». Une partie des membres de l'état-major général s'étaient alors alliés aux « corps francs » – formés d'anciens officiers allemands licenciés par suite de la réduction des effectifs imposée par le traité de Versailles – et avaient projeté de porter un coup décisif à la République de Weimar. Les deux principaux dirigeants

du mouvement étaient le général von Lüttwitz et le haut fonctionnaire Kapp. Le 10 mars, Lüttwitz signifie un ultimatum au président Ebert : le président doit remplacer immédiatement le gouvernement socialiste par un gouvernement d'« experts neutres », c'est-à-dire d'anciens hauts fonctionnaires de l'Empire ; le Reichstag doit être dissous ; Ebert doit se retirer ; le nouveau président sera désigné par un plébiscite. Enfin les conjurés offrent de faire Noske – le chef socialiste qui a réprimé férocement les insurrections ouvrières de novembre 1919 – dictateur. L'ultimatum ayant été rejeté, des forces armées sont dirigées sur Berlin le 13 mars. Ebert fait appeler les généraux von Seeckt et Schleicher ; ils se dérobent, ne veulent pas marcher contre les rebelles. Le gouvernement s'enfuit à Dresde, puis à Stuttgart.

C'est, semble-t-il, le président de la Confédération générale du travail, Karl Legien, qui fut, en ces circonstances graves, le plus clairvoyant, celui qui perçut le mieux le danger et les moyens de briser la rébellion. Bien qu'il se soit toujours montré des plus modérés et des plus prudents, il n'hésite pas à proclamer la grève générale, cette arme suprême de la classe ouvrière qu'il avait toujours condamnée. Il constitue un Comité général de grève avec des représentants de toutes les organisations ouvrières, y compris les communistes. Cette première grève générale est un coup de maître ; l'économie allemande se trouve d'un coup entièrement paralysée ; la vie est suspendue dans tout le pays. Les rebelles, déconcertés par cette riposte qu'ils n'ont pas prévue, sont contraints d'abandonner dès le troisième jour.

Le souvenir de ce mouvement grandiose, de cette mobilisation générale des prolétaires qui avait maîtrisé si promptement la tentative de coup d'État de la haute armée, alliée aux hommes du Hohenzollern, resta très vivant dans la conscience des ouvriers ; il domina pour un temps la politique allemande. Précisément à cause de cela, l'action de Mars, dispersée, peu claire, inquiétante, se soldant par un humiliant échec, donna

l'impression d'un mouvement artificiel, mal préparé, mal conduit. Le foyer d'origine avait été le bassin houiller de Mansfeld, dans l'Allemagne centrale, où régnait une agitation permanente ; c'était une condition favorable pour y déclencher une grève générale, et elle y fut en effet effective ; mais elle ne fut que partielle à Chemnitz, en Thuringe et en Saxe ; des bombes avaient éclaté dans plusieurs villes – Breslau, Halle ; d'autres attentats projetés ne reçurent pas même un commencement d'exécution. Le mouvement avortait. Les représailles furent dures.

L'échec de ce mouvement d'un caractère insolite permit aux journaux bourgeois et à la presse social-démocrate d'affirmer dès le premier jour, mais sans preuves, qu'il avait été imposé et était dirigé de Moscou. Mais ils ne furent pas les seuls. Certains dirigeants du Parti communiste le pensaient aussi ; parmi eux, Paul Levi et Clara Zetkin. Levi le qualifia d'action anarchiste, inspirée de Bakounine, non de Marx. Des amis de Levi, Malzahn et Paul Neumann, dirigeants du syndicat des métaux de Berlin, s'étaient opposés à des grèves de solidarité. Hors d'Allemagne, on trouvait des communistes non moins empressés à dénoncer ce qu'ils appelaient une intervention intolérable de l'Internationale communiste ; on en trouvait à la direction même du Parti communiste français, et aussi en Tchécoslovaquie.

Jusqu'au 3e Congrès de l'Internationale communiste – il était convoqué pour le 22 juin – de furieuses polémiques mirent aux prises les dirigeants du Parti communiste allemand ; la plupart d'entre eux revendiquaient fièrement le rôle joué par le parti, exigeaient l'exclusion des opposants. Paul Levi attaqua publiquement et fut exclu ; Clara Zetkin se tut et accepta d'aller à Moscou conférer avec Lénine et Trotsky, dont on savait qu'ils n'étaient pas du tout disposés à approuver sans réserves la tactique responsable de ce mouvement aventureux. Les conversations et discussions d'avant-congrès révélèrent qu'ils trouveraient devant eux une très forte opposition. Peut-être

seraient-ils mis en minorité. La délégation allemande, systématisant et généralisant sa tactique de Mars, préconisait l'« offensive révolutionnaire ». Elle était certaine de recevoir l'appui des Polonais, des Autrichiens, des Italiens. Mais Lénine et Trotsky, entièrement d'accord sur la résistance inflexible qu'il convenait d'opposer à une stratégie funeste pour le mouvement ouvrier, acceptèrent de faire figure de « droitiers », et même le risque de voir une majorité au congrès se prononcer contre eux.

Le mouvement de Mars avait été pour Béla Kun un cuisant échec ; il n'ignorait pas que la délégation russe l'attaquerait sans merci, et Lénine plus encore que Trotsky ; il avait trouvé, pour sa théorie détestable, des oreilles complaisantes en Allemagne, dans les deux partis communistes pour une fois d'accord, mais il restait l'initiateur et le principal responsable de cette tactique d'« offensive révolutionnaire ». Cependant il se savait des appuis et il prépara sa défense. Dans cette période il vint me voir assez souvent – nous n'avions d'ordinaire que des rapports espacés – *L'Humanité* en main, me demandant des précisions sur des hommes, sur des articles, sur des faits. Sa manœuvre, qu'il me laissa le soin de deviner, était de neutraliser par avance, ou tout au moins d'embarrasser les délégués enclins à le condamner – et il n'ignorait pas que les Français seraient de ceux-là ; il rassemblait des arguments contre eux. Il s'empressait auprès des délégués à leur arrivée, et il réussit à mobiliser contre le Parti communiste français et contre *L'Humanité* ceux du Luxemburg – dont le porte-parole était Ed. Reiland, fondateur et animateur du parti – et de Belgique, communistes excellents qui n'étaient pas des partisans de l'« offensive » mais ne manquaient pas de griefs à l'égard de leur grand voisin et ignoraient complètement les desseins de Béla Kun. Ils eurent l'occasion d'intervenir au cours d'un Comité exécutif élargi qu'on avait décidé de réunir, tant étaient déjà nombreux les délégués. Or, la délégation française était venue avec l'idée bien arrêtée d'exiger de l'Exécutif des explications complètes au sujet des événements d'Alle-

magne ; les uns avaient été alarmés par une action aux mobiles suspects, tandis que les opportunistes, ceux qui se trouvaient dans l'Internationale malgré eux, étaient heureux d'avoir une occasion de dénoncer une prétendue immixtion de l'Internationale dans la vie de la section allemande ; pareilles pratiques, si on ne les dénonçait pas, seraient une menace pour toutes les autres. Les interventions de deux partis numériquement faibles les irritèrent et furent pour eux une raison de plus de persister dans leurs exigences.

Avant la discussion générale, il y eut un sérieux accrochage. Les débats s'étaient ouverts comme de coutume par le rapport de Zinoviev sur l'activité de l'Internationale pendant l'année écoulée ; des délégués intervenaient, discutaient, expliquaient, répondaient aux critiques et, en conclusion, le rapport était approuvé. Mais, ainsi que je l'ai dit, la délégation française arrivait très excitée ; elle était persuadée que le mouvement de Mars avait été ordonné par la direction de l'Internationale ; elle voulait que celle-ci s'expliquât, rendît des comptes, tout de suite, avant toute chose ; c'est par cela qu'il fallait commencer. Elle refusait d'approuver le rapport. Ce fut d'abord de la stupeur. Pareille prétention, le ton sur lequel elle était formulée, étaient tellement hors de proportion avec le prestige et l'autorité – assez minces – dont jouissait le Parti communiste français dans l'Internationale. De plus, elle était absurde ; chacun savait que le mouvement de Mars serait discuté à fond, provoquerait d'amples débats. C'est ce que Zinoviev expliqua. Les Français s'entêtèrent ; les Allemands leur dirent des choses désagréables ; Radek se fâcha, traitant incidemment le Parti communiste français de social-démocrate, d'opportuniste... Là-dessus la délégation française déclara qu'elle se retirait, et elle quitta la salle du congrès. C'était ridicule ; Radek était un délégué comme les autres, et comme les autres il avait le droit d'exprimer son opinion, droit considéré alors légitime et nécessaire. Pendant la suspension de séance, je croisai Zinoviev. « *Vos*

amis se croient au Parlement, me dit-il ; *ils sont bien ennuyeux avec leurs questions de procédure. – Mais je n'y suis pour rien, et n'y peux rien*, répondis-je ; *ils ne me consultent pas avant de faire leurs bêtises.* » La délégation semblait être venue avec un mandat extravagant mais précis à l'égard de la direction de l'Internationale et elle craignait que ma participation à cette direction ne l'empêchât de pénétrer les secrets de l'Internationale – si secrets il y avait. Je la laissais manœuvrer à son aise ; le congrès de l'Internationale syndicale rouge me donnait bien assez de soucis et suffisait bien à m'occuper.

Quand, plus tard, le congrès aborda le fond, la délégation allemande soumit au congrès et défendit avec âpreté la thèse qu'elle avait élaborée sur 1' « offensive révolutionnaire ». Il fallait, disait-elle, tenir la masse en alerte, combattre la passivité dans laquelle elle était tentée de se laisser aller par des actions plus ou moins imposées mais répétées. Cette thèse n'était pas nouvelle pour Trotsky ; c'était celle que Béla Kun était venu lui exposer et qu'il avait énergiquement repoussée, comme je l'ai rapporté dans les pages qui précèdent. Mais l'événement montra qu'elle n'était pas particulière à Béla Kun ; elle avait des partisans nombreux dans presque toutes les sections de l'Internationale. La chaleur et l'insistance que des hommes comme Thalheimer mirent à la défendre ; le fait que Parti communiste allemand et Parti communiste ouvrier allemand, rarement d'accord, l'étaient entièrement là-dessus ; l'appui qu'elle trouvait dans les délégations d'importantes sections, suffisaient à prouver qu'il ne s'agissait pas d'une théorie de circonstance, fabriquée après coup pour masquer à la fois un échec et une intervention du dehors[1].

1 Thalheimer resta d'ailleurs fidèle à Béla Kun, et plusieurs mois après le congrès il faisait publier cette note par la *Correspondance internationale* (4 janvier 1922) : « *Au 3e Congrès de l'Internationale communiste, les opinions de Béla Kun furent sévèrement critiquées par Lénine. Mais pour couper court à toutes les calomnies sur le caractère personnel de Béla Kun, Lénine crut devoir terminer les discussions en reconnaissant,*

Les thèses sur la tactique soumises au congrès et qui furent rapportées par Radek reconnaissaient que le mouvement de Mars était un pas en avant fait par le Parti communiste depuis son unification avec la majorité des Indépendants, mais elle insistait ensuite sur la nécessité de baser les actions sur une étude sérieuse de la situation, de les préparer minutieusement ; l'offensive n'était pas toujours et dans tous les cas la juste tactique. La délégation allemande et ses alliés n'en étaient pas satisfaits. Ils exigeaient que le congrès reconnût que le mouvement de Mars avait été une action de masse imposée à la classe ouvrière par les provocations patronales et gouvernementales ; que le parti en avait assumé la direction et s'était courageusement acquitté de son rôle ; qu'il avait ainsi affirmé sa capacité de guider la classe ouvrière dans ses luttes jusqu'à la révolution.

C'est ce que Trotsky déclarait ne pouvoir leur accorder. Pour établir que la nécessaire étude préalable de la situation n'avait pas été sérieusement faite, il lui suffit de puiser dans les interventions des tenants de l'offensive. L'un avait affirmé qu'en mars la situation était claire et tendue à l'extrême : les réparations, la menace d'occupation de la Ruhr, la question de la Haute-Silésie, la crise économique et le chômage, les grèves, la rendaient exceptionnellement favorable. Pour un autre, la situation était des plus confuses ; les ouvriers se désintéressaient de la Haute-Silésie, les syndicats « *étaient contre nous* » ; le degré de passivité des ouvriers était incroyable ; il était donc nécessaire de les secouer par une initiative révolutionnaire. Un troisième était d'accord sur 1'« *incroyable passivité* » et d'accord aussi sur la conclusion qu'en avait tirée le précédent : « *il fallait foncer à tout prix* ». « *Après cela,* conclut Trotsky, *quand vous nous demandez ici une approbation totale, renonçant à toute*

expressément et sans réticence, l'intégrité personnelle, le courage et le dévouement révolutionnaire de Béla Kun et de ses amis. Il le fit au sein de la commission. » Tout au long des débats, Lénine avait criblé Béla Kun de sarcasmes, « *bêtise de Béla Kun* », « *sottise de Béla Kun* », revenaient fréquemment sur ses lèvres.

discussion et analyse des faits, vous devez comprendre qu'il nous est impossible de vous la donner. Votre préoccupation dominante est de pouvoir rentrer en Allemagne avec une résolution excluant même l'apparence d'une critique. Vous voulez être couverts par l'Internationale devant la masse du parti. Mais la critique surgit d'elle-même de vos propres déclarations quand, après avoir parlé d'une épaisse muraille de passivité, d'une stagnation générale, vous vous écriez : "Donc, en avant !" C'est le devoir de l'Internationale communiste de mettre ses sections en garde contre des mouvements artificiellement provoqués. Le congrès doit dire aux ouvriers allemands qu'une faute a été commise et que la tentative faite par le parti d'assumer le rôle dirigeant dans un grand mouvement de masse n'a pas été heureuse. »

Aux Italiens qui, pour appuyer la tactique de l' « offensive », disaient : « Maintenant nous sommes libres ; nous nous sommes débarrassés des chefs réformistes ; nous pouvons remplir nos tâches ; nous sommes en mesure d'engager des actions de masse », Trotsky répondit : « *Il n'y a pas dans le monde que les opportunistes. Vous les avez éliminés de vos rangs, c'est bien. Mais il y a la société capitaliste ; la police, l'armée, des conditions économiques précises, un monde complexe... Nous devons nous montrer capables d'unir le froid langage des statistiques à la volonté passionnée de la violence révolutionnaire.* »

Pas très bien accueillies sur l'heure, ces vérités fondamentales ne tardèrent pas à s'imposer, et leur rappel porta ses fruits. Dans une étude sur *La Lutte de classe en Allemagne pendant l'année 1922*, Thalheimer écrivait à propos de l'action de Mars : « *Engagée par l'avant-garde, elle ne fut qu'une escarmouche, une anticipation sur la bataille que peut seule livrer la classe ouvrière tout entière. Elle se termina par la défaite et l'affaiblissement momentané des éléments d'avant-garde. La majorité de la classe ouvrière n'était pas encore prête... même pour des buts immédiats et bien définis. La vague de combat alla en s'affaiblissant. Le capitalisme et ses partisans dans la classe ouvrière voulurent profiter*

de leur victoire. Ils cherchèrent à discréditer et à isoler les éléments d'avant-garde au sein du prolétariat..., dirigeant leur offensive contre la journée de huit heures, les salaires, le droit de grève... Le Parti communiste, après avoir reconnu que l'action de Mars était prématurée, s'est ressaisi et a engagé une nouvelle action. » *Annuaire du Travail*, pp. 363-364.

Le débat sur le mouvement de Mars, pour important qu'il fût, n'était qu'une illustration du thème que Trotsky avait développé dans son grand rapport sur « La crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste ». L'analyse approfondie à laquelle il s'était livré avait fait ressortir clairement les caractéristiques de la situation présente. « *L'Allemagne de 1921 ne ressemble pas à celle de 1918* », avait déclaré un bon observateur des choses d'Allemagne. En France, *Le Temps* pouvait affirmer que « *les crises à venir seront surmontées* ». En conclusion de cette analyse, il disait : « *L'histoire a accordé à la bourgeoisie un délai durant lequel elle pourra souffler... Le triomphe du prolétariat au lendemain de la guerre avait été une possibilité historique ; elle ne s'est pas réalisée. La bourgeoisie a montré qu'elle sait profiter des faiblesses de la classe ouvrière... Les perspectives restent, au fond, profondément révolutionnaires : la situation redeviendra pour nous plus favorable ; en même temps elle devient plus complexe. La victoire ne nous sera pas acquise automatiquement. Nous devons mettre à profit cette période de stabilisation relative pour étendre notre influence dans la classe ouvrière, en gagner la majorité avant que surgissent des événements décisifs.* »

Les partisans de l'offensive avaient apporté, non sans vivacité, leurs critiques. Qu'ils fussent Allemands, Hongrois, Polonais, Italiens, ils manifestaient la même impatience juvénile mais dangereuse par des paroles de ce genre : « C'est l'épée au poing et non avec des statistiques que nous ferons la révolution... nous n'avons pas à démontrer que la révolution est nécessaire mais à la faire... depuis la NEP, la Russie soviétique

peut jouer le rôle de soupape de sûreté pour le capitalisme... » Thalheimer reprochait à Trotsky de *« mettre l'énergie révolutionnaire du prolétariat en réserve »*[1].

Trotsky répondit à chacun d'eux par des explications et des précisions nouvelles, concluant comme il le fit dans la question sur la tactique. Au cours de son exposé, il avait insisté sur le fait capital, mais alors généralement inaperçu, ou nié, du rôle prépondérant assumé désormais par l'Amérique dans les relations internationales : elle a pris, souligna-t-il, la place occupée jusqu'alors par l'Angleterre, *« le dollar est devenu le "souverain" du marché mondial »*.

Le 7 juillet, Lénine soumit son rapport sur « La situation intérieure de la Russie soviétique et les tâches du Parti communiste russe ». Il avait préparé, pour le congrès, une brochure dans laquelle, sous le titre *L'Impôt alimentaire*, il reprenait plusieurs de ses articles écrits à différentes époques ; consacrés, entre autres, au régime qu'il dénommait « capitalisme d'État », antichambre, disait-il, du régime socialiste. Au printemps de 1918, il avait écrit, sur le même sujet, une importante brochure, *Les Tâches principales d'aujourd'hui*, dont il rappelait des passages significatifs :

« Dans la situation actuelle, le capitalisme d'État serait, dans notre République des soviets, un grand pas en avant... Il ne s'est encore trouvé personne, je pense, qui, au sujet de l'économie de la Russie, en ait nié le caractère transitoire. Aucun communiste non

1 Deux années plus tard, Trotsky écrivait à propos de ces débats : *«Peut-être conviendrait-il de se rappeler le dissentiment capital qui se manifesta au moment du 3e Congrès de l'Internationale communiste. Maintenant il est évident que le revirement obtenu sous la direction de Lénine, malgré la résistance acharnée d'une partie considérable, au début, de la majorité du congrès, sauva littéralement l'Internationale de l'écrasement et de la désagrégation dont elle était menacée dans la voie du "gauchisme" automatique. » Cours nouveau*, p. 55.

plus n'a nié que l'expression "République socialiste des soviets" traduise simplement la volonté du pouvoir des soviets de réaliser le socialisme et non le fait que les relations économiques actuelles sont des relations socialistes. Que signifie donc ce mot, "passage" ? Est-ce que, en ce qui concerne l'économie, cela ne signifie pas que dans le régime actuel sont contenus à la fois des éléments du capitalisme et du socialisme ? Tout le monde répondra naturellement par l'affirmative. Mais tous ceux qui reconnaissent cela ne sont pas en mesure de distinguer les divers éléments. Or c'est précisément de cela qu'il s'agit. On peut distinguer les types suivants :

1° Économie patriarcale, qui est au plus haut degré une économie naturelle ;

2° Économie paysanne marchande (elle englobe les paysans qui vendent du blé) ;

3° Capitalisme privé ;

4° Capitalisme d'État ;

5° Socialisme.

La Russie comprend à la fois ces divers types économiques et sociaux. C'est ce qui constitue son originalité... Le capitalisme d'État serait un grand progrès ; cela vaut la peine de payer pour acquérir de l'expérience, car ce qui est le plus important pour la classe ouvrière c'est de triompher du désordre, de la désorganisation qui nous anéantiront si nous n'en venons pas à bout. C'est pourquoi ce n'est pas aller à la défaite que de payer un tribut important au capitalisme d'État ; c'est au contraire préparer la voie au socialisme. C'est là un fait incontestable. Le capitalisme d'État correspond donc à une organisation économique beaucoup plus avancée que la nôtre... Il ne présente aucun danger dans un pays où le pouvoir est aux mains des ouvriers et des paysans pauvres. Pour éclairer davantage encore la question, nous allons donner un exemple concret de capitalisme d'État : l'Allemagne. Nous avons ici "le dernier mot" de la technique capitaliste moderne dans un État féodalo-capitaliste. Qu'on mette, à la place de cet État, un

État d'une autre structure sociale, un État prolétarien, et nous aurons des conditions rendant possible le socialisme. »

La NEP était une retraite, Lénine ne songeait pas à le nier, mais c'était une retraite qui ramenait la Russie dans la voie où elle se serait engagée délibérément, si la guerre civile ne l'avait contrainte de se résigner aux mesures diverses qui constituèrent ce qu'on appela « communisme de guerre ». Les délégués avaient eu la possibilité de se familiariser avec ces définitions et explications. Lénine n'eut donc plus qu'à souligner les principes qui avaient présidé à l'élaboration des tâches du Parti communiste. « *Nous avons toujours considéré*, dit-il, *que notre Révolution était une avant-garde en Europe ; nous avons compté sur la révolution mondiale et, en conséquence, envisagé comme notre tâche historique la préparation de cette révolution. La conscience des masses révolutionnaires est restée au-dessous de cet espoir ; elle a été incapable de déclencher ailleurs la révolution ; cependant elle a été finalement assez forte pour interdire à la bourgeoisie de nous attaquer.*

« *Il y a déjà quelques leçons à tirer de nos expériences. Elles ont montré que les paysans, de par leur essence même, ne peuvent exister que sous la direction de la bourgeoisie ou sous celle du prolétariat. L'alliance que le prolétariat a contractée avec les paysans est de caractère purement militaire ; les paysans soutiennent les ouvriers avant tout parce que, derrière les Blancs, ils aperçoivent les anciens propriétaires, impatients de retrouver leurs domaines. Le prolétariat a donné la terre aux paysans, car là même où des paysans avaient chassé les propriétaires et s'étaient installés sur leurs terres, au début de la Révolution, c'est seulement grâce à l'insurrection d'Octobre qu'ils purent conserver ce que leurs soulèvements spontanés leur avaient donné. En revanche, les paysans devaient fournir les produits alimentaires pour le ravitaillement des villes : c'était la réquisition. Avec la fin de la guerre civile, une situation nouvelle surgit qui comportait de nouvelles tâches ; la*

nouvelle politique économique a été élaborée en fonction de leur réalisation. »

Répondant aux critiques qu'avaient formulées plusieurs délégués, Lénine s'en prit plus particulièrement à Terracini qui, à la formule « *conquête de la majorité de la classe ouvrière* », avait opposé le rôle des minorités agissantes et repris la thèse des « offensivistes » en faveur d'actions sans cesse répétées. « *Le congrès*, dit-il, *devrait se prononcer catégoriquement contre ces enfantillages de gauche. Terracini dit que nous, bolcheviks, nous n'étions pas nombreux en Octobre. C'est vrai ; mais nous avions gagné la majorité des soviets ouvriers et paysans, et la moitié au moins de l'armée était avec nous. La condition préalable de notre victoire, ce fut dix millions d'ouvriers et de paysans en armes.* »

Alexandra Kollontaï avait apporté la critique habituelle de l'Opposition ouvrière : place trop grande faite aux techniciens au détriment de l'initiative et des capacités de la classe ouvrière. Ce fut Trotsky qui lui répondit ; Lénine le lui avait demandé pour que fût marqué ainsi leur plein accord sur cette question comme sur celles que le congrès avait déjà discutées. « *Du point de vue des principes*, dit-il, *il est indéniable que la capacité et l'initiative du prolétariat sont plus que suffisantes, et que l'humanité sera profondément transformée grâce à elles. Mais nous n'avons jamais prétendu que la classe ouvrière soit capable dès sa prise de conscience de bâtir une société nouvelle. Ce qu'elle peut faire, c'est créer les conditions sociales et politiques préalables indispensables. De plus, par la saisie directe du pouvoir, elle est en mesure de trouver toutes les forces auxiliaires nécessaires.* »

Un long rapport sur « La structure, les méthodes et l'action des partis communistes », présenté par l'Allemand Könen, fut discuté et approuvé dans l'indifférence des fins de congrès ; son but était d'aider, par des instructions très détaillées, les jeunes partis communistes dans leur tâche difficile ; ils comptaient beaucoup de dévouements et une ardente sincérité révolutionnaire animait la base ; l'insuffisance des cadres, leur inex-

périence, les empêchaient d'utiliser au mieux les forces dont ils disposaient. Cependant le rapporteur ne proposait rien de plus qu'une simple et servile copie du Parti communiste russe ; c'était une solution paresseuse ; elle esquivait les difficultés réelles, passait à côté des vrais problèmes. Elle ne pouvait être que nuisible, et Lénine devait la condamner au prochain congrès.

Ceux des délégués qui avaient participé au congrès précédent ne pouvaient s'empêcher de faire une constatation inquiétante ; de la ferveur révolutionnaire qui avait été son trait dominant, il ne restait plus grand-chose ; on sentait au contraire du doute et du scepticisme. Zinoviev avait voulu des délégations nombreuses et dans ces délégations on avait inclus des journalistes, des professeurs, des écrivains, dont certains disaient ouvertement qu'ils n'étaient pas communistes et n'étaient venus que pour étudier telle ou telle branche de l'activité soviétique. Les divergences qui s'étaient manifestées à propos de la tactique, les graves échecs de Pologne, d'Italie, d'Allemagne, favorisaient chez eux une sorte de dilettantisme qui, par des remarques, des observations faites d'un ton détaché et condescendant, contribuaient à créer une atmosphère d'aimable scepticisme ; ceux-là ne risquaient pas de se laisser entraîner par la passion révolutionnaire.

IV

L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE TIENT SON CONGRÈS CONSTITUTIF

Pour des raisons d'un autre ordre, le congrès de l'Internationale syndicale rouge s'ouvrit dans des conditions défavorables. Le travail préparatoire qui s'était étendu sur l'année écoulée

avait eu pour objet la réalisation du programme fixé lors de la constitution du Conseil international provisoire : unir dans une seule internationale les organisations syndicales déjà en mesure d'adhérer en bloc et les minorités des syndicats réformistes groupées sur le principe de l'adhésion ; les progrès constants de ces minorités – elles n'avaient cessé de grandir en nombre et en influence – permettaient d'espérer qu'elles seraient bientôt capables de vaincre la résistance des chefs réformistes et d'amener l'organisation entière à la nouvelle internationale syndicale.

Il en fut tout autrement. Peu après le 2e Congrès de l'Internationale communiste, Pestaña, délégué de la Confédération nationale du travail (CNT) à ce congrès, et Armando Borghi, secrétaire de l'Union syndicale italienne, s'éloignèrent de la 3e Internationale ; leurs critiques du régime soviétique devinrent progressivement plus acerbes. Or, ces deux organisations avaient voté l'adhésion à la 3e Internationale ; sans elles, sans les éléments syndicalistes révolutionnaires qu'elles représentaient, une place importante resterait vide. Mais ce n'était pas tout. Comme il était inévitable, l'attitude de Pestaña et de Borghi eut une sérieuse répercussion dans les milieux syndicalistes de tous les pays, particulièrement en France. La question des rapports entre l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge, et celle des rapports entre le parti et les syndicats passèrent au premier plan ; on ne discuta plus que de cela, et on en discuta interminablement, comme s'il s'agissait de savoir qui, du parti ou du syndicat, ferait la loi à l'autre. Cependant, déjà avant la guerre, en France par exemple, la Confédération générale du travail avait accepté de se rencontrer avec le Parti socialiste, d'organiser conjointement avec lui de grandes démonstrations nationales et internationales quand la guerre menaçait. Pendant la guerre un contact amical s'était établi spontanément entre les minorités socialistes et syndicalistes, et aussi avec les anarchistes, lorsque les directions de la CGT et du Parti socialiste se rallièrent à la politique belliciste

du gouvernement. Il y avait eu la conférence de Zimmerwald, puis ce Comité pour la reprise des relations internationales où se rencontraient socialistes, syndicalistes, anarchistes pour un commun travail sur un même programme. On était donc en droit de penser que, si cette question des rapports entre parti politique et syndicats offrait encore des difficultés, il serait possible de les surmonter.

Contrairement à ces prévisions optimistes, elle se présentait fort mal. Au cours des discussions et controverses, on avait lancé l'expression de « liaison organique » des deux internationales, et c'est autour de cette formule que les polémiques tournaient. En France, de soi-disant « syndicalistes purs » lui donnèrent la signification d'une subordination des syndicats au parti, absolument inacceptable pour les syndicalistes révolutionnaires. Ils se trouvaient alors placés par hasard à la direction de la minorité syndicaliste et ils composèrent pour le congrès une délégation où les diverses tendances minoritaires étaient représentées, mais qui partait avec le mandat formel de s'opposer à toute proposition préconisant la « liaison organique ».

Dans l'ordre du jour que nous avions établi pour le congrès, la question des rapports entre les deux internationales figurait en bonne place ; le rapporteur désigné était Zinoviev et je devais faire un co-rapport. Bien que nos conclusions n'eussent pas différé essentiellement, nous aurions abordé la question de manière différente. Je trouvais qu'on parlait trop des « préjugés syndicalistes » et pas toujours avec intelligence, et je me proposais de rappeler que ces « préjugés » n'avaient pas empêché des syndicalistes d'être au premier rang dans la résistance à la guerre et dans la défense de la Révolution d'Octobre. Un changement in extremis devint nécessaire. Zinoviev, qui avait montré peu de clairvoyance quand, aux portes de Pétrograd, éclatait le soulèvement de Cronstadt, n'avait pas mieux compris l'évolution qui se développait dans les milieux syndicalistes ; il ne s'aperçut qu'à la veille du congrès qu'il n'y rencontrait que peu de sym-

pathie ; à tort ou à raison les syndicalistes ne l'aimaient pas. Il décida en conséquence d'abandonner son rapport et de se retirer du congrès. En me communiquant cette décision, Losovsky me dit : « *Au lieu de deux rapports il n'y en aura qu'un, le vôtre.* » Je répondis que c'était impossible ; ce serait ruiner d'un coup mon travail personnel, rendre vains les efforts que je comptais faire pour arriver à une conciliation de points de vue qui n'étaient pas tellement différents et ne devaient pas, en tous cas, empêcher la cohabitation dans une même internationale ; on devait trouver les bases d'une collaboration entre les hommes venus d'horizons politiques différents, mais également dévoués à la révolution et au communisme. Mais Losovsky insista, me mena devant Tom Mann et Trotsky, qu'il avait informés, et c'était des trois à qui serait le plus insistant. Je dus m'incliner.

La délégation française se chargea de compliquer ma tâche. Je comptais parmi ses membres des amis excellents et pleinement d'accord avec ma position et les vues que je voulais défendre, mais ils n'étaient pas la majorité ni les plus bruyants bien qu'ils fussent les plus qualifiés. Les autres, forts de ce qu'ils considéraient être le mandat impératif de la délégation, choisirent comme porte-parole un anarchiste versatile et fantaisiste, et un homme jusqu'alors inconnu qui se sacra lui-même théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Pour commencer ils soulevèrent eux aussi une question de procédure : ils entendaient que le problème des rapports entre les deux internationales fût d'abord discuté au congrès de l'Internationale communiste. Singulière attitude d'hommes qui prétendaient vouloir ignorer les partis politiques. Comme on passa outre à leurs prétentions, ils se retirèrent. Ils répétaient la scène que la délégation du parti venait de jouer au congrès de l'Internationale communiste. C'était donc une manie chez les Français ! Il s'agissait en vérité d'autre chose, mais je ne m'en aperçus moi-même que plus tard ; j'en parlerai plus loin[1].

1 Voir page 227

L'immense majorité du congrès commençait à trouver les Français bien insupportables, et quand ces « syndicalistes purs » voulurent se poser en mentors, faire la leçon aux délégués, formuler doctoralement les vrais principes de l'action syndicale, le congrès se fâcha. « *Vous parlez toujours de grève générale*, leur cria-t-on, *mais vous ne la faites jamais ; c'est nous qui la faisons.* » À cela, ils n'avaient rien à répondre ; les ouvriers français n'avaient à leur actif dans cette période agitée d'après-guerre que deux grandes grèves de cheminots, la seconde devant déclencher une grève générale de solidarité que Jouhaux et les dirigeants de la CGT avaient eu tout loisir de saboter. Et à leur passif restait inscrite la honteuse dérobade du 21 juillet 1919[1]. Ceux des anciens social-démocrates qui avaient gardé une certaine animosité à l'égard des syndicalistes s'élevèrent contre ce qu'ils appelèrent l'attitude intolérable des Français ; l'un d'eux, le Bulgare Dimitrov – c'était son premier séjour à Moscou et le premier congrès auquel il participait –, demanda simplement leur exclusion du congrès.

Par contre, la délégation syndicaliste espagnole m'apporta un grand réconfort. Elle comprenait quatre membres, jeunes, ardents, enthousiastes, personnellement très sympathiques ; Nin et Maurin venaient de Catalogne, Arlandis de Valence, et Jesus Ibañez de Biscaye. Ils avaient le mandat de la Confédération nationale du travail (CNT). Pestaña avait été arrêté en Italie, il n'était pas rentré en Espagne ; la CNT envoyait cette délégation mais elle réservait sa décision ; elle ne se prononcerait définitivement qu'après le congrès, sur son rapport. J'eus l'agréable surprise de constater que leur position était la mienne, celle que

1 À cette date devait avoir lieu une action internationale des travailleurs contre la politique d'intervention des Alliés et contre le soutien qu'ils donnaient aux généraux de la contre-révolution. En France et en Italie, la grève devait être générale. Sur menace de Clemenceau, Jouhaux et la direction de la CGT capitulèrent. Les Italiens restèrent seuls, mais leur ordre de grève fut suivi dans tout le pays. Serrati ne manquait jamais de le rappeler aux Français qui le critiquaient.

j'avais défendue devant le congrès ; seul, Arlandis, facilement influençable, se laissait parfois entraîner par les « syndicalistes purs » et nous causait quelque ennui ; il devait finir membre du parti et stalinien – comme Pestaña finit directeur d'un « parti syndicaliste » fondé par lui-même. Les anarchistes avaient adjoint à la délégation un cinquième membre, G. Leval ; on le vit peu ; il se sépara tout de suite des autres délégués pour faire bloc avec les adversaires de l'adhésion.

Losovsky me soumit le texte de la résolution qui devait être la conclusion de ces pénibles débats ; il portait déjà la signature de tous les membres du Bureau, Tom Mann y compris. Un des paragraphes préconisait la « liaison organique » des partis politiques et des syndicats. C'était la riposte à l'attitude irritante des « syndicalistes purs » de la délégation française ; en d'autres circonstances, j'aurais certainement réussi à faire prévaloir un texte moins rigide ; celui-ci pouvait paraître inutilement et dangereusement provocant ; il apportait à Jouhaux et aux autres leaders réformistes une arme contre la minorité qu'ils ne manqueraient pas d'utiliser ; c'était pour mes amis et moi parfaitement clair ; mais tout ce que je pus obtenir c'est qu'on ne fît pas de la liaison organique une obligation absolue, qu'on la recommandât seulement comme « hautement désirable ».

Malgré ce fâcheux débat et le temps qu'il fit perdre, le congrès put épuiser son ordre du jour et faire travail utile. Il élabora un programme d'ensemble et étudia de manière approfondie les questions de tactique pour la double lutte : la défense contre l'offensive capitaliste, la bourgeoisie cherchant à reprendre les réformes qu'elle avait acceptées quand elle craignait la révolution ; et l'action à mener pour contrecarrer la volonté de scission des leaders réformistes. Le chômage revêtait dans certains pays un aspect nouveau par ses dimensions exceptionnelles et une tendance à devenir permanent ; des masses imposantes d'ouvriers ne trouvaient plus de place dans leur industrie ; il

fallait maintenir les liens qui les unissaient, dans le syndicat, à leurs camarades encore au travail.

Earl Browder, alors collaborateur de William Foster à la *Trade Union Educational League*, envoyé à Moscou pour représenter la Ligue au congrès, arriva plusieurs semaines avant l'ouverture et put ainsi participer aux réunions préparatoires où les délégués confrontaient leurs points de vue. Je ne le connaissais pas mais je connaissais bien Foster. Militant actif des IWW, il était venu en France pour étudier le mouvement syndicaliste révolutionnaire, auquel les IWW s'apparentaient. Il s'était lié avec les dirigeants de la CGT, en particulier avec Pierre Monatte qui l'aida, en outre, à apprendre un peu de français. Ce qu'il vit et apprit en France l'amena à modifier ses idées sur la tactique ; il acquit la conviction que l'activité et le dévouement dépensés dans les organisations des IWW seraient employés avec plus de profit pour les ouvriers parmi les syndicats de l'*American Federation of Labor*, dont le réformisme pourrait être combattu avec plus d'efficacité du dedans que du dehors. Et c'est la conception qu'il défendit à son retour en Amérique.

Dans ces petites réunions, l'attitude de Browder me surprit. Il n'intervenait jamais que pour donner une approbation complète, en un minimum de mots, aux points de vue défendus par Losovsky ; ce n'étaient cependant pas ceux de sa Ligue, acquise au syndicalisme révolutionnaire. Je le lui fis remarquer à plusieurs reprises, essayant de provoquer une discussion, mais en vain ; il voulait visiblement s'en tenir à ces approbations qu'il ne prenait pas même la peine de motiver. Je compris par la suite que Foster l'avait envoyé en avant-coureur pour préparer le terrain. Le récent passé de Foster était assez lourd. Pendant la guerre, il était devenu pro-Alliés, avait fait de la propagande pour l'entrée de l'Amérique dans la guerre, et vendu des « bons de la Liberté ». Après la guerre il avait organisé, avec l'aide de

l'AFL, une grande grève des ouvriers des aciéries. Le patronat de la métallurgie était alors tout-puissant ; il réussit non seulement à vaincre la résistance des ouvriers mais il obtint que des poursuites fussent engagées contre les « meneurs » de la grève. Foster avait été acquitté ; son attitude devant les juges avait manqué de fermeté au point de provoquer les railleries des leaders réformistes. Il ne vint à Moscou que plusieurs semaines après le congrès ; sa visite se signala par la discrétion... Avec le temps, Foster et celui que les militants américains désignent comme son « *office boy* » allaient devenir les chefs alternatifs du Parti communiste américain.

Parmi les délégués français de mes amis était Victor Godonnèche ; il avait été un des premiers adhérents du Comité de la 3e Internationale et en avait pris le secrétariat quand Pierre Monatte avait été arrêté et emprisonné pour « complot » ; après la scission syndicale il fut secrétaire adjoint de la Fédération du Livre de la Confédération générale du travail unitaire. Un après-midi qu'il venait seul au Kremlin, il s'entendit tout à coup interpellé : *« Français ? »* C'était Lénine qui, hâtant le pas, interrogeait pour engager la conversation. Le dialogue se poursuivit jusqu'à la salle du congrès où, avant d'entrer, Lénine retint un instant Godonnèche pour le questionner sur le mouvement ouvrier, lui demander ce qu'il pensait du congrès, quelles étaient ses impressions. Godonnèche vint me raconter ce qu'il considérait comme une extraordinaire aventure. La simplicité de Lénine, la cordialité de sa parole, le fait que la conversation s'était engagée et poursuivie comme entre deux camarades habitués à bavarder au hasard d'une rencontre, tout cela l'avait vivement impressionné. Pour de « vieux Moscovites » il n'y avait là rien d'extraordinaire, mais je pouvais comprendre l'émotion de mon ami quand il me faisait son récit ; il l'écrivit sur ma demande et c'est ici qu'il aurait sa place ; je l'avais conservé, n'ayant pas eu l'occasion de le publier ; il a

été détruit pendant la guerre, par l'occupant, avec beaucoup d'autres choses.

V
BILAN D'UN SÉJOUR DE DIX-SEPT MOIS

Les congrès achevés, la plupart des délégués ne se pressaient pas de partir, surtout les simples sympathisants ou curieux qui trouvaient bien intéressante la vie à Moscou ; ils parlaient des débats et des décisions des congrès avec détachement, en observateurs. On raillait doucement le fausset de la voix de Zinoviev, les leaders les avaient déçus, en particulier Lénine, tellement différent par sa mise, par son éloquence, du type « révolutionnaire russe » qu'ils avaient pu rencontrer en Occident et qu'ils auraient aimé retrouver à Moscou. Cependant il fallait partir ; quand, du menu exceptionnel du congrès, on revint à la diète ordinaire, il y eut soudain affluence au bureau qui organisait les départs.

Je prolongeai quelque temps mon séjour. Pendant ces dix-sept mois, j'avais accumulé quantité de documents et de notes qu'il me fallait mettre en ordre, et je devais encore attendre que Marchand eût terminé ses traductions des dépêches et rapports diplomatiques qu'il faudrait ensuite faire passer en France. Au jour fixé pour notre départ, Trotsky vint à Lux dans l'après-midi. Il avait projeté d'être à la gare, au départ du train, mais il y avait ce même soir une réunion importante du Conseil des commissaires du peuple, d'où il ne pourrait guère s'échapper ; j'insistai vivement pour que, en aucun cas, il ne se dérangeât. Je ne fus cependant pas trop surpris quand, à la gare, quelqu'un l'annonça. Il me demanda, entre autres choses, de saluer Pierre Monatte – il regrettait beaucoup qu'il ne soit pas

venu au congrès – et tous ceux avec lesquels il avait travaillé, à Paris, pendant la guerre, au Comité pour la reprise des relations internationales. L'attitude de la délégation française au congrès de l'Internationale syndicale rouge l'avait irrité ; la déclaration de la minorité syndicaliste de la CGT, publiée à Paris, par laquelle elle renonçait présentement à défendre l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge en conséquence de la décision sur la « liaison organique » – signée non seulement par des syndicalistes communisants mais aussi par des membres du Parti communiste, c'était à ses yeux une faute grave de la part des premiers, une attitude déconcertante des autres. Mais cela n'entamait en rien sa confiance dans le prolétariat français.

Le train nous conduisit jusqu'à Reval où nous embarquâmes sur un agréable petit bateau qui devait nous mener à Stettin. Nous étions une dizaine de délégués. Après l'austérité moscovite, c'était le grand luxe : cabine confortable, table abondamment garnie, des choses rares, une cuisine variée. La mer était tranquille, le bateau glissait sans secousses ; nous somnolions dans cette quiétude quand une sombre rumeur se répandit : « Nous sommes tous repérés ! » On se réunit par petits groupes pour en discuter, examiner ce qu'il conviendrait de faire, les mesures à prendre ; si c'était l'arrestation à Stettin, il fallait aviser dès maintenant. Parmi nous, un Polonais se montrait particulièrement inquiet ; c'était une réduction et une imitation de Radek ; soudain il s'emporta comme s'il avait trouvé un exutoire à son souci et la clé de son infortune : « *C'est encore de la faute à Trotsky* », dit-il ; et se tournant vers moi : « *Qu'avait-il besoin de venir à la gare ?* » Je ne pouvais que baisser la tête ; c'était moi le responsable... En fait notre inquiétude ne dura guère ; nous continuâmes à manger de bon appétit et retrouvâmes vite notre bonne humeur, l'infortuné Polonais excepté... et nous débarquâmes à Stettin sans encombre. Mais qui s'était amusé à nous alarmer ? Un courrier de l'Internationale communiste voyageait avec nous ; je le connaissais, c'était un bon

vivant, faisant bien son métier, plutôt sceptique ; or, auprès des Russes, les « délégués » n'étaient guère populaires ; il y avait à cela des raisons générales – la passivité des prolétariats d'Occident laissant seuls les communistes russes – et particulières – les exigences incroyables de certains délégués ; il était aisé de deviner que notre courrier s'était diverti à nos dépens.

VI

RETOUR À PARIS : UN AUTRE MONDE

J'étais rentré en France en octobre 1921. Dès février 1922, j'étais rappelé à Moscou pour participer à un Comité exécutif élargi de grande importance, celui qui devait discuter la tactique du « front unique ». Je n'avais eu que le temps de constater que la situation en France était plus mauvaise encore que je ne l'avais imaginé. Après mon long séjour au cœur de la Révolution, je tombais dans un pays où l'élan révolutionnaire, si vif à la fin de la guerre, s'était grandement apaisé ; partout des réserves et une passivité qui freinaient la poussée vers le communisme. Chose étrange, c'est à la direction de la minorité syndicaliste que je trouvai les plus détestables « politiciens » – au sens péjoratif qu'eux-mêmes donnaient à ce terme. Ils écrivaient, discouraient inlassablement sur la vraie manière de faire la révolution – car pour eux la Révolution d'Octobre n'était pas une véritable révolution ; ils bâtissaient, en paroles, la société communiste ; tout cela dissimulé sous une hypocrisie écœurante ; et pendant que, suffisants et contents d'eux-mêmes, ils bavardaient, la direction de la CGT préparait la scission.

Au Parti communiste et à *L'Humanité*, la plupart des dirigeants et rédacteurs étaient restés au parti non par conviction mais par calcul ; on se plaignait – dans le privé – de « Moscou », on trouvait ses rappels insupportables ; on rusait avec l'Internationale communiste au lieu de s'expliquer franchement. Des

21 conditions d'admission et des décisions du 2e Congrès, celles qu'on avait le plus volontiers acceptées c'étaient ce qui concernait la participation aux élections et à l'activité parlementaire ; un siège de député était convoité, non en tant que poste de combat, aussi exposé que d'autres, mais parce que c'était une position confortable, aux avantages multiples ; le vieux parti socialiste, trop souvent, continuait. On complotait dans les coins, quand on se savait entre compères et qu'on parlait à cœur ouvert ; on s'ingéniait à trouver les moyens de « paraître » être d'accord avec les décisions de l'Internationale communiste. Là aussi l'hypocrisie était de règle. Car la masse, elle, restait attachée à la Révolution russe et à l'Internationale communiste. Elle résistait à la critique incessante qu'en faisaient les agents de la contre-révolution, les journaux de la bourgeoisie, les leaders réformistes de la CGT ; des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires installés maintenant à Paris s'efforçaient, par une information tronquée et truquée, de tromper les ouvriers, de les détourner des soviets. Mais les critiques, les récits, les insinuations venant de syndicalistes et d'anarchistes la troublaient, l'inquiétaient[1].

1 Encore en février 1922, on pouvait lire dans *Le Populaire*, quotidien du Parti socialiste, dirigé par Léon Blum et Jean Longuet, un article intitulé « Trotsky excommunié par son père » où, pour faire bonne dose à la sottise, le rédacteur concluait par cette remarque : « *Trotsky a, d'ailleurs, renoncé à la religion juive en épousant une Russe.* »

1922

I

RETOUR À MOSCOU – LE FRONT UNIQUE – CHLIAPNIKOV ET CACHIN

Le 3e Congrès de l'Internationale communiste avait donné comme mot d'ordre aux partis communistes d'« aller aux masses », afin de conquérir la majorité de la classe ouvrière. On comptait prévenir ainsi le danger d'un repli sectaire des partis communistes sur eux-mêmes, les mettre en garde contre des actions mal préparées. « Moscou », qu'on accusait parfois de méconnaître certains traits de la politique des nations démocratiques, était mieux informé, suivait de plus près, comprenait mieux les changements, fondamentaux et secondaires, qui intervenaient dans la situation mondiale et dans celle de chaque pays. Au début de 1922, on constatait que les perspectives révolutionnaires s'étaient éloignées ; une certaine hésitation se manifestait chez les ouvriers, tandis que la bourgeoisie, quasi moribonde à la fin de la guerre, avait repris suffisamment confiance en soi pour attaquer, et elle le faisait déjà avec quelque succès. Une tactique appropriée exigeait qu'on mît l'accent sur les revendications immédiates des travailleurs ; grâce à elle, les partis communistes n'auraient pas à craindre de rester isolés parmi la classe ouvrière ; ils auraient au contraire la possibilité de rassembler la grande majorité des prolétaires sur leur programme.

Pour l'application de cette tactique, le congrès n'avait formulé que des indications générales qui risquaient d'être mal comprises, et même ignorées. Préoccupé de donner une suite

pratique aux décisions du 3e Congrès, Lénine jugea nécessaire d'indiquer une forme précise d'application ; il appela la nouvelle tactique « le front unique du prolétariat » : l'offensive de la bourgeoisie se heurterait désormais à l'ensemble des ouvriers, que les scissions politiques et syndicales avaient dispersés.

La tactique du front unique fut adoptée par le Comité exécutif de l'Internationale communiste dans sa séance du 4 décembre 1921. Zinoviev l'expliqua et la justifia en un important discours, mais c'est dans un article que Radek écrivit alors que l'origine et le sens de la tactique furent excellemment exposés.

« *Peu après le congrès de Halle,* écrivait-il, *la scission du Parti social-démocrate indépendant qui s'ensuivit et la formation d'un Parti communiste allemand unifié, celui-ci adressa aux deux partis social-démocrates et à la centrale syndicale une "Lettre ouverte" les conviant à une action commune pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. La plupart des membres du Parti communiste trouvèrent cette tactique excellente, mais quelques militants du parti, et même de l'Internationale communiste en furent choqués. "Comment, après avoir fait la scission, après avoir traité ces hommes de traîtres au prolétariat, nous leur proposerions une action commune !" On n'était pas moins choqué du caractère des revendications formulées dans la "Lettre ouverte". On n'y trouvait pas un mot sur la dictature du prolétariat. D'un ton raisonnable et modéré, elle évitait toute exagération de propagande... En présence de l'offensive patronale, les masses considéraient toute nouvelle scission comme un crime. Les communistes devaient se rapprocher d'elles. Comment ? En affirmant la nécessité de la dictature du prolétariat ? Mais bien des ouvriers ne restaient-ils pas dans les partis social-démocrates parce qu'ils avaient encore foi dans les anciennes méthodes ? Le seul moyen de se rapprocher de ces masses non communistes était donc de s'inspirer de leur misère actuelle et de les soutenir dans leurs revendications immédiates. En assumant cette tâche le Parti*

communiste démontrerait, plus efficacement qu'il n'avait pu le faire jusqu'alors, la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat. Une fois déclenchée, en présence de la désagrégation actuelle du régime capitaliste, l'action de grandes masses pour des augmentations de salaire, compensant quelque peu la hausse incessante du coût de la vie, aboutirait à faire ressortir les antagonismes irréductibles du prolétariat et de la démocratie bourgeoise, et l'urgence de revendications beaucoup plus énergiques, par exemple celle du contrôle ouvrier de la production. Elle obligerait en même temps les chefs social-démocrates et syndicaux à s'orienter vers la gauche sous peine de faillite. Cela non pas dans la question de la dictature du prolétariat ou de la démocratie, où il ne serait pas difficile de créer des équivoques, mais dans celle des heures de travail et du pain quotidien, autrement claire dans l'esprit des travailleurs.

« La résistance acharnée des chefs social-démocrates et syndicaux à la tactique du Parti communiste allemand fut la meilleure preuve de sa justesse. Il est vrai que le Parti communiste faisait un pas en arrière... Il est vrai que le Parti communiste se bornait à proposer une action sur la base des revendications les plus immédiates. Loin d'en être amoindrie, la force attractive du parti en fut sensiblement accrue. Les social-démocrates réussirent à parer le premier coup, mais le parti élargit et consolida ses positions dans les syndicats. Sa "Lettre ouverte" a réparé le préjudice que lui avaient causé les fautes commises pendant l'action de Mars... Comme tout revirement tactique d'un grand parti, celui-ci n'est pas né des méditations théoriques de quelques hommes. Personne ne l'a inventé. Lorsqu'il fut proposé par le Comité central du parti à une assemblée de représentants des sections, il s'avéra que déjà bon nombre d'organisations provinciales travaillaient dans ce sens. Cette tactique est née des besoins pratiques du mouvement allemand. On reconnut bientôt qu'elle répondait aussi aux besoins des autres pays. »

Cette longue citation était nécessaire. Elle est précieuse parce qu'elle décrit exactement la signification d'une tactique qui allait être par la suite, et pendant de longs mois, abondamment discutée. Notons seulement ici qu'elle n'avait rien de commun avec ce « front populaire » qui sera beaucoup plus tard une invention stalinienne, ni avec le « cheval de Troie » de Dimitrov (de même fabrication), simple modèle d'infiltration chez l'ennemi. Le front unique se donne ouvertement et franchement pour ce qu'il est : un moyen de rassembler la classe ouvrière en partant de ses revendications immédiates, mais sans dissimuler le but final qui est la révolution socialiste, vers lequel conduira la tactique par le développement normal du mouvement, ranimant dans la classe ouvrière la confiance en soi et la foi révolutionnaire. Si elle est une menace pour les chefs réformistes, elle ne l'est que pour ceux qui sont définitivement ralliés à la collaboration avec la bourgeoisie, pour ceux qui veulent aujourd'hui maintenir l'action ouvrière dans les cadres du régime et de l'Europe non viable de la paix versaillaise, après avoir accepté de diviser les ouvriers en alliés et en ennemis pendant la guerre. Ceux-là, le front unique aiderait à les démasquer, mais ce ne serait jamais qu'un résultat secondaire et accessoire de la tactique.

La tactique du front unique fut fort mal accueillie par les dirigeants des partis social-démocrates et par ceux des syndicats réformistes ; ils la dénonçaient tantôt comme un recul de l'Internationale communiste, donc comme un aveu de faiblesse ; tantôt comme une manœuvre ; toujours avec la même aigreur. Leur hostilité ne pouvait surprendre. Ce qui surprit davantage fut la réponse que donnèrent les partis communistes à l'appel de l'Internationale. En dehors de sa vertu propre, la tactique eut, à l'intérieur même de l'Internationale, un effet important mais imprévu ; elle agit à la manière d'un réactif qui, arrachant les façades, mit à nu l'état véritable des partis communistes, plus particulièrement de leurs directions.

Dans quelle mesure ces nouveaux partis, de formation différente, à peine vieux de deux années, étaient-ils en fait des sections d'une Internationale, des secteurs d'un grand et même parti, ayant même programme et activité identique ?

On avait insisté sur le caractère distinctif de la nouvelle Internationale : un parti fortement centralisé, discutant ses problèmes en des congrès réunis chaque année, et plus souvent si c'était nécessaire, où les débats étaient prolongés et libres, mais où les décisions prises devenaient la règle pour tous. Rien de commun avec la 2e Internationale où chaque parti restait libre d'agir à sa guise. Le mépris qu'on éprouvait pour cette Internationale de trahison laissait penser que tous ceux qui venaient à la 3e Internationale étaient d'accord sur cette conception fondamentale. La tactique du front unique, dès le moment où elle fut soumise aux partis communistes, montra qu'il n'en était rien.

Les réactions qu'elle provoqua furent diverses ; elles allèrent de l'approbation avec réserves – la tactique était inopportune – jusqu'au rejet absolu ; elle était alors dénoncée comme un recul, une répudiation du communisme. En Allemagne où elle avait reçu sa première application, où le parti avait une bonne base ouvrière, et où subsistait l'influence du spartakisme, de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, elle se développa sans trop de heurts. Elle suscita cependant une opposition active et bruyante, surtout à Berlin, dont on entendait au dehors les échos.

La position la plus originale à l'égard du front unique fut celle du Parti communiste italien. Sa formation avait été elle aussi originale, différente de celle des autres partis communistes ; il n'avait pas été coulé dans le même moule. Aucun des anciens chefs du Parti socialiste ne se trouvait dans sa direction, tout entière aux mains des bordiguistes, en tout cas nettement dominée par eux. Entièrement libérés de toute tendance de droite et du centre, Bordiga et les communistes qui étaient

autour de lui marquèrent de leur empreinte le programme et l'activité du parti. Ils étaient jeunes, instruits, brillants, mais en marge ou au-dessus du mouvement ouvrier. Pour eux, le Parti communiste était la troupe de choc de la révolution et sa direction en était le grand état-major. Aussi crurent-ils pouvoir répondre facilement à l'appel de l'Internationale. Front unique dans les syndicats ? Nous n'avons rien contre ; des contacts peuvent s'établir entre dirigeants syndicaux communistes et réformistes en vue d'actions communes pour leurs revendications. Mais pour le parti, rien de cette sorte ; il doit préserver jalousement sa pureté révolutionnaire ; il ne peut se commettre avec les vieux leaders socialistes qu'il a éliminés.

C'est à l'intérieur du Parti communiste français que le remous fut le plus profond. Le front unique mit le parti en état de crise. La quasi-totalité de sa direction le déclara inacceptable ; elle vit là une occasion de se dresser ouvertement contre la direction de l'Internationale communiste. Le parti incontestablement le moins communiste se montrait le plus exigeant. L'examen de la composition de sa direction permettait de déceler aisément ce que cachait ce paradoxe. Elle comprenait surtout des journalistes, des députés, plusieurs d'entre eux venant du vieux parti ; elle était faiblement liée au mouvement syndical ; chez les plus sincères il y avait beaucoup de verbalisme ; la grande majorité de ses membres supportait mal les critiques de l'Internationale communiste. La tactique allait leur permettre, pensaient-ils, de prendre une aisée revanche, dans un débat où ce seraient eux qui dénonceraient l' « opportunisme » et l'incohérence de la direction de l'Internationale communiste. La presse du parti chargea à fond ; nul exposé honnête de la tactique mais des critiques de tout genre, ironiques ou indignées. Le Comité directeur se réunit pour en discuter. La résolution adoptée ne se bornait pas à déclarer « *impossible* » l'application de la tactique en France ; elle « *estimait* » qu'elle présentait pour l'Internationale des « *dangers contre lesquels*

des garanties devaient être prises ». Assuré ainsi de recevoir une large approbation, le secrétaire du parti, Frossard, convoqua une conférence extraordinaire des secrétaires fédéraux. Elle se tint à Paris le 22 janvier 1922.

Il y avait dans le parti une tendance de gauche, comprenant surtout les nouvelles recrues, sincèrement attachée et dévouée à la Révolution russe ; c'est elle qui avait imposé l'adhésion à l'Internationale communiste, et elle était toujours disposée à approuver ses décisions ; cette fois elle le fit sans enthousiasme. Cependant un de ses membres monta à la tribune pour défendre la tactique que, l'un après l'autre, les secrétaires fédéraux condamnaient (46) ou approuvaient (12) mollement. Il le fit de telle façon que son intervention fut une véritable catastrophe. C'est lui qui, en cette occasion, lança la formule destinée à devenir célèbre : « *plumer la volaille* ». Il ne comprenait pas que le front unique provoquât tant d'émoi ; ce n'était, expliquait-il, qu'une habile manœuvre permettant de dépouiller les partis socialistes et les syndicats réformistes de leurs adhérents qu'on arracherait un à un comme les plumes d'un poulet. Comme on peut l'imaginer, la « volaille » ainsi prévenue s'agita, railla, cria, pour la plus grande joie de la galerie et la consternation des amis du candide « plumeur ».

Devant ce désarroi provoqué par l'incompréhension, réelle ou feinte, une discussion générale s'imposait. La direction de l'Internationale communiste avait, par avance, décidé de réunir un Comité exécutif élargi. Ces comités élargis, qui devinrent de pratique courante, étaient, en fait, de petits congrès. Aux membres réguliers du Comité exécutif se joignaient les délégations spécialement envoyées par les sections ; cela faisait une centaine de participants. Celui-ci tint séance du 21 février au 4 mars 1922, au Kremlin, dans la salle Mitrofanovsky, celle où s'était réuni le premier Congrès qui, en mars 1919, avait proclamé la 3e Internationale. Les débats furent très intéressants ; le cadre et le caractère en excluaient toute rhétorique, tout

bavardage ; il fallait être précis et capable d'avancer des arguments sérieux pour justifier les positions prises, les interprétations formulées, surtout les accusations lancées. Les Français, qui avaient été particulièrement agressifs, ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Ceux d'entre eux qui étaient le plus disposés à une conciliation, au moins de forme, soutinrent la thèse que la tactique du front unique était, pour la France, sans objet. Ils affirmaient que les « dissidents » – c'étaient ceux qui avaient quitté le parti après le vote d'adhésion à la 3e Internationale – n'étaient plus qu'un groupe minuscule ; ils n'avaient réussi qu'à emmener avec eux la grande majorité des députés ; leur journal n'avait qu'un faible tirage, « *tandis que nous, avec* L'Humanité, *nous touchons toute la classe ouvrière* » ; et il en est de même dans les syndicats : la scission, voulue par les chefs réformistes, leur a été funeste.

Il y avait quelque chose de vrai dans ces affirmations, mais le tableau était quand même bien trop optimiste. La scission syndicale, devenue définitive au début de l'année, avait pleinement démontré que Jouhaux et ses amis ne s'étaient maintenus à la direction de la Confédération générale du travail qu'au moyen de manœuvres et de fraudes. Ils ne gardaient avec eux qu'un effectif restreint, non négligeable cependant. Et l'unité du front prolétarien n'en restait pas moins nécessaire car elle permettait, de surcroît, de ramener au syndicat et dans l'action les ouvriers qui, impatientés et découragés, avaient quitté les organisations syndicales ; on en comptait déjà plus d'un million.

Les irréductibles formaient un groupe hétéroclite qui manifestait un gauchisme inconsistant, surtout verbal. Ils furent bien embarrassés quand Trotsky – c'est lui qui avait été chargé du rapport – montra, par des citations prises dans leurs articles, écrits à Paris mais qu'ils n'avaient pas le courage de reprendre à leur compte à Moscou, que leur soi-disant intransigeance révolutionnaire ne révélait rien d'autre que leur détachement – volontaire ou non – du mouvement ouvrier, une interpréta-

tion erronée de la tactique proposée, et une hostilité foncière à l'égard de l'Internationale communiste.

Les Italiens leur apportèrent un secours qu'ils n'auraient pu espérer ; leur position, on l'a vu, était tout autre. Ils ne se plaignaient jamais, eux, de la « dictature de Moscou » – ils auraient plutôt souhaité qu'elle fût renforcée. Bordiga n'était pas venu. C'était Togliatti – il s'appelait alors Ercoli – qui dirigeait la délégation. Il avait sans doute des instructions formelles car il résista aux attaques qui l'assaillirent de toutes parts. La délégation russe fit, contre lui, donner Lounatcharsky ; il n'était encore jamais intervenu dans les congrès de l'Internationale communiste, mais il parlait italien avec aisance et put ainsi s'adresser aux Italiens dans leur langue. Ercoli y resta insensible, et il consentit même, en conclusion des débats, à signer une déclaration commune avec les Français.

La résolution adoptée par le Comité constatait que les débats avaient montré que la tactique du front unique ne signifiait nullement un affaiblissement de l'opposition au réformisme ; elle continuait et développait la tactique élaborée au 3e Congrès de l'Internationale communiste, donnait une application précise à son mot d'ordre : « Aller aux masses. » Le bureau du Comité était chargé d'arrêter, en collaboration avec les délégations, *« les mesures pratiques qui devraient être prises sans délai, dans les pays respectifs, pour l'application de la tactique, laquelle, cela va sans dire, doit être adaptée à la situation de chaque pays »*.

La minorité fit une déclaration ; aux Italiens et aux Français s'étaient joints les Espagnols (les délégués du parti venus de Madrid qui, pourtant, ne pouvaient prétendre comme les Français n'avoir devant eux qu'un parti socialiste et des syndicats squelettiques). Elle s'inclinait devant la décision de la majorité, concluant par ces mots : « *Vous pouvez être assurés que, dans cette occasion comme dans toute autre, nous demeurons disciplinés et fidèles aux résolutions de la 3e Internationale.* »

Le Comité exécutif ne se borna pas à discuter cette question de tactique. Son ordre du jour en comportait plusieurs autres, et il eut, en outre, à s'occuper d'une question intérieure du Parti communiste russe. Il avait été saisi, par une lettre signée de 22 membres appartenant à l'Opposition ouvrière, de la situation faite à leur tendance. S'ils avaient décidé, écrivaient-ils, de s'adresser au Comité exécutif de l'Internationale communiste, c'était précisément parce que la question du front unique devait y être discutée, ajoutant : « *Partisans du front unique tel qu'il est interprété par les thèses de l'Internationale communiste, nous en appelons à vous avec le désir sincère d'en finir avec tous les obstacles mis à l'unité de ce front à l'intérieur du Parti communiste russe... Les forces coalisées de la bureaucratie du parti et des syndicats abusent de leur pouvoir, et ignorent les décisions de nos congrès ordonnant l'application des principes de la démocratie ouvrière. Nos fractions, dans les syndicats, et même dans les congrès, sont privées du droit d'exprimer leur volonté pour l'élection des comités centraux... De pareilles méthodes conduisent au carriérisme, à la servilité.* » Parmi les signataires quelques-uns étaient de très vieux membres du parti – deux depuis 1892 – presque tous antérieurement à 1914.

La lettre fut envoyée pour étude et enquête à une commission dont faisaient partie Clara Zetkin, Cachin, Terracini. Dans une résolution prise à l'unanimité, elle déclarait « *ne pouvoir reconnaître fondés les griefs des 22 camarades ; les dangers qu'ils signalent n'ont jamais été ignorés de la direction du Parti communiste russe, et le meilleur moyen de les combattre est de demeurer et d'agir en militants disciplinés à l'intérieur du parti* ». C'est Cachin qui fut chargé de la rapporter devant le Comité. Le choix n'était certainement pas heureux ; nul homme n'était moins qualifié que lui pour réprimander et conseiller de vieux révolutionnaires russes ; il était bien connu pour ses accointances, au début de la Première Guerre mondiale, avec Mussolini, pour son bas chauvinisme, ses attaques contre le bolchevisme, sa

remarquable disposition à suivre le courant. Chliapnikov, qui avait vécu et travaillé en France, vit dans ce choix une injure supplémentaire. Quittant le Comité avec moi, il me dit avec colère : « *Vous n'avez pas pu trouver mieux que cette chiffe pour nous condamner !* »

Trois années de guerre impérialiste et trois années de guerre civile avaient accumulé les ruines. La Russie des soviets venait à peine de pouvoir entreprendre la reconstruction d'un pays dévasté et de rassembler ses ressources pour organiser son économie de paix qu'une nouvelle calamité s'abattit sur elle. Une sécheresse exceptionnelle qui avait commencé dès le printemps et persisté tout l'été avait anéanti les récoltes. Un soleil implacable brûlait toute végétation. En tout temps les conséquences d'un tel fléau auraient été terribles ; venant après six années de destructions, ce fut un immense désastre ; la famine ravagea des régions entières. Elle n'était pas chose inconnue en Russie ; elle avait sévi à plus d'une reprise sous le régime tsariste, la dernière datant de 1891. Cela n'empêcha pas les ennemis des soviets d'en rendre responsables les bolcheviks – ce qui leur fournissait, de surcroît, un argument pour rester sourds aux appels que la République soviétique adressait au monde, sollicitant l'aide de tous ceux qui avaient conservé le sens d'une solidarité humaine. Ils n'étaient pas les plus nombreux. Les hommes qui avaient compté sur les interventions armées pour abattre le régime et qui avaient échoué se réjouissaient ; ils voyaient dans la famine une alliée tardive qui leur apporterait leur revanche.

Même chez ceux que la haine n'aveuglait pas et qui guettaient simplement le moment où les soviets seraient contraints de traiter avec l'Occident aux conditions imposées par lui, on parlait ouvertement de « Russie agonisante ». C'est ainsi que *l'Europe nouvelle* publiait un grand article sous le titre « L'Occident en face de la Russie agonisante ». L'auteur, après avoir

affirmé que le monde occidental voudra vaincre le fléau, ajoutait : « *Un plan d'ensemble doit être envisagé. L'Occident irait en Russie comme l'explorateur va aux confins des colonies, avec du matériel de chemin de fer, des équipes sanitaires, du petit outillage. Alors seulement son œuvre sera durable. Des garanties seront à exiger. Évidemment.* »

En clair, cela signifiait coloniser la Russie. Mais ces gens étaient trop pressés. La Russie des soviets fut cruellement meurtrie mais elle ne fut pas à l'agonie. Elle avait déjà traversé de dures épreuves ; celle-ci était plus douloureuse que les précédentes : elle en sortit mutilée dans la chair de ses enfants.

II

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE – LLOYD GEORGE PROPOSE UNE CONFÉRENCE – CANNES

La Russie des soviets avait ses difficultés intérieures. L'Internationale communiste se construisait non sans heurts ; c'était trop naturel. Mais, dans ces premières années de paix, les grandes puissances ne trouvaient pas non plus devant elles une route unie. Après la courte période de prospérité factice qui avait suivi, chez les Alliés, la cessation des hostilités, une crise économique se développait, plus ou moins sévère selon les pays. La nouvelle Europe, telle qu'elle était sortie des traités, offrait à la France la possibilité de redevenir la grande puissance du continent. La possession du minerai de fer de Lorraine lui permettait de poser ses conditions à l'Allemagne pour obtenir l'indispensable charbon de la Ruhr ; la Petite Entente – Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie – et la Pologne, bloquant une Allemagne amputée, garantissaient sa sécurité en même temps que, par elles, son hégémonie, politique et économique, dans l'Europe centrale et dans les Balkans était hors de conteste.

Mais la bourgeoisie française n'était plus de taille à assumer un tel rôle ; soit que la saignée de la guerre – 1 500 000 morts – l'ait trop affaiblie, soit qu'elle ne trouvât plus en elle la vigueur et l'élan nécessaires aux grandes entreprises, elle dédaigna les vastes desseins pour s'hypnotiser sur une revanche, entêtée et stupide, contre l'Allemagne. Ses nationalistes professionnels étaient incapables de penser en termes autres que revendications territoriales : Alsace-Lorraine, Sarre, rive gauche du Rhin, où ils essayèrent vainement de faire surgir des « quislings ». Et, avant tout, « l'Allemagne devait payer ».

Quelques déclarations faites à Robert de Jouvenel par des personnages très différents sont instructives. D'abord celle de Rathenau : « *Les Français ne veulent pas d'un tel système* [participation de l'Allemagne à de grands travaux entrepris en commun]. *Ce sont de petits boutiquiers qui vivent dans la terreur de voir réaliser, fût-ce à leur profit, une grande entreprise où les entrepreneurs auraient l'air de gagner de l'argent.* » *La Politique d'aujourd'hui*, p. 219. Puis celle de Barrès, littérateur et président de la Ligue des patriotes : « *On a voulu forcer notre développement industriel, tourner le meilleur de notre activité vers l'expansion économique. On fausse ainsi le bonheur français.* » (Id., p. 68.) Enfin celle de Tardieu, qui ne manque pas de surprendre : « *Ces problèmes sont avant tout moraux.* » (Id. p. 82.) « *Notre groupement de forces naturelles, c'est la Petite Entente, c'est l'Italie et c'est la Belgique.* » (Id. p. 86.)

Cette politique bornée vouait à l'échec les conférences fréquentes dans lesquelles les Alliés tentaient de résoudre les problèmes de l'après-guerre ; la France s'y trouvait invariablement isolée, en opposition à l'Amérique qui lui rappelait ses dettes, à l'Angleterre anxieuse de voir renaître les grands échanges commerciaux nécessaires à son économie ; à l'Italie qui lui disputait la Syrie que les Alliés lui avaient concédée à Londres, en mai 1915, pour prix de son entrée en guerre à leur côté.

Menacée d'une énorme armée permanente de chômeurs, l'Angleterre s'impatientait ; elle proposa la tenue d'une conférence à laquelle toutes les nations seraient invitées pour étudier la reconstruction de l'économie européenne. Une réunion préparatoire eut lieu à Cannes. Il y eut, vers la fin, un coup de théâtre : Briand – il était alors président du conseil – fut soudain rappelé à Paris et contraint de démissionner. En son absence, Millerand et Poincaré avaient organisé une intrigue contre lui. Poincaré revint au pouvoir, prit les Affaires étrangères, et fit de Barthou son second, comme vice-président du conseil. Briand avait réalisé un étonnant tour de force en gouvernant pendant près d'une année avec la Chambre nationaliste du Bloc national. Poincaré aurait voulu qu'on posât des conditions à l'admission de la Russie à la conférence. Et, là encore, il mettait au premier rang la question d'argent ; comme l'Allemagne, la Russie devait payer, payer les dettes de l'ancien régime, payer les dettes de la guerre, et encore les sommes déboursées par la France pour le soutien des entreprises contre-révolutionnaires et l'appui donné à leurs généraux malheureux. Un journal libéral anglais, *The Daily News*, demanda alors à Poincaré s'il était disposé à donner à ses créanciers anglais et américains les garanties qu'il exigeait de la Russie soviétique. En conclusion de la réunion de Cannes, la Russie des soviets fut officiellement invitée à participer à la conférence internationale qui allait être convoquée au mois de mars à Gênes.

Radek souligna la signification du revirement de la politique des grandes puissances à l'égard de la Russie et son importance : elles reconnaissaient implicitement le fiasco définitif des campagnes contre-révolutionnaires. « *Incapables de la vaincre par les armes, les gouvernements bourgeois étaient contraints de tolérer la Russie des soviets et de chercher à commercer avec elle.* » Ce que *le Temps*, de son côté, devait reconnaître en écrivant ces lignes mélancoliques : « *Malgré ses crimes, le régime défend l'indépendance de la nation et parle au nom du peuple russe.* »

Si le président Wilson avait pu faire triompher ses vues, il y aurait eu une conférence générale, avec participation des bolcheviks, peu après la fin de la guerre, au début de 1919. La proposition qu'il en fit se heurta à l'hostilité de Pichon, ministre des Affaires étrangères de Clemenceau qui, au lieu de vouloir conférer avec les bolcheviks, méditait de les renverser par des interventions armées. Mieux informé et plus clairvoyant que ses antagonistes, Wilson tentait vainement de leur faire comprendre que le bolchevisme ne pourrait être vaincu par les armes. Il trouva un appui en Lloyd George qui, à cette époque, pouvait craindre un mouvement révolutionnaire en Angleterre ; pour sauver la face, celui-ci déclara que les bolcheviks ne devraient pas être mis sur le même pied que les autres membres de la conférence mais seraient appelés « *suivant la coutume des invitations que l'Empire romain adressait aux chefs des États voisins, ses tributaires, pour rendre compte de leurs actions* ». Finalement les bolcheviks furent invités, mais non comme « tributaires », ce qui eût été passablement ridicule. La conférence devait se réunir dans une île de la mer de Marmara, Prinkipo. Mais elle n'eut pas lieu ; les représentants des soi-disant gouvernements russes autres que les bolcheviks refusèrent de se rencontrer avec les bolcheviks, et il suffit à Clemenceau de gagner du temps pour que l'idée même de la conférence fût abandonnée.

III
LES DÉLÉGUÉS DES TROIS INTERNATIONALES À BERLIN

Ainsi les grandes puissances étaient poussées par les difficultés de leur situation intérieure à essayer de résoudre le problème fondamental de la reconstruction de l'économie européenne et

même mondiale. Mais les organisations ouvrières n'avaient-elles rien à dire ? Allaient-elles laisser une fois encore les représentants des puissances capitalistes agir seuls ? En conclusion de leurs conférences, ils n'avaient réussi qu'à désarticuler l'économie de l'Europe ; constatant leur échec, ne seraient-ils pas tentés de reconstruire cette économie aux dépens de la classe ouvrière ? L'Union internationale des partis socialistes, qu'on appelait l'Internationale deux et demie, parce qu'elle se situait entre la deuxième et la troisième, ne le pensa pas ; elle prit l'initiative de provoquer une conférence des représentants des trois Internationales qui se tiendrait en même temps que la conférence internationale des puissances (c'était le dirigeant socialiste danois Stauning qui avait fait la suggestion), en suivrait les travaux, élaborerait parallèlement son propre programme de reconstruction de l'Europe.

Après des réunions préparatoires à Berne et à Innsbruck, une « Union internationale des partis socialistes » avait tenu sa première conférence à Vienne, du 22 au 27 février 1921. Son programme reposait sur « *la lutte révolutionnaire des classes* » ; il proclamait la nécessité de défendre la Russie soviétique et d'engager une action générale contre les excès impérialistes de l'Entente, « *but qui ne pourra être atteint par le prolétariat international s'il ne se rassemble pas sur la base des principes du socialisme révolutionnaire, avec la volonté inébranlable de poursuivre la lutte, et s'il ne regroupe pas toutes ses forces en une puissante organisation internationale* ».

Cette organisation ne pouvait être la 3e Internationale, « *parce qu'elle prétend soumettre tous les partis à un comité tout-puissant* ». Moins encore « *la soi-disant 2e Internationale* », parce qu'elle est « *incapable de réunir dans son sein les forces vives du prolétariat* » et qu'elle « *n'est plus désormais qu'un obstacle à l'unité socialiste internationale* ».

L'Union comprenait, à sa fondation, les partis social-démocrates d'Autriche, de Yougoslavie, de Lettonie, de Russie (men-

cheviks), les Indépendants d'Allemagne, les partis socialistes de France, des États-Unis, l'*Independent Labour Party* de Grande-Bretagne, le Parti socialiste allemand de Tchécoslovaquie, une fraction du Parti socialiste suisse, l'organisation socialiste juive « Poalé-Zion ». Elle affirmait n'être pas une internationale, mais une « *Union qui sera le moyen d'en constituer une* ».

Les partis socialistes qu'elle groupait étaient ceux qui n'avaient pas voulu rejoindre la 2e Internationale ; ils estimaient ne pouvoir aller à Moscou mais refusaient de se retrouver avec les partis des Noske, des Scheidemann, des Vandervelde et des Henderson ; ils les critiquaient très fermement et très pertinemment, et cependant, en fin de compte, ils se mêlaient à eux chaque fois qu'une importante décision s'imposait. Ils parlaient bien et agissaient mal ou pas du tout : c'était la tragédie personnelle du leader mencheviste Léon Martov.

Le Comité exécutif élargi, ayant pris connaissance de l'initiative de l'Internationale de Vienne, décida de la seconder et accepta d'envoyer une délégation à la réunion projetée. Il ajoutait qu'il proposerait, pour sa part, de faire participer à la conférence toutes les confédérations et centrales syndicales, tant nationales qu'internationales, la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, l'Internationale syndicale rouge, la Confédération générale du travail, l'Union syndicale Italienne, l'*American Federation of Labor*, les organisations anarcho-syndicalistes, les IWW, les comités d'usine. Il proposait également d'ajouter à l'ordre du jour « *la préparation de la lutte contre de futures guerres impérialistes ; la reconstruction des régions dévastées ; la révision des traités impérialistes de Versailles et autres lieux. Dans ce vaste domaine la tactique du front unique s'imposait.* » « *Les capitalistes du monde entier*, disait la résolution du Comité exécutif, *sont passés à une offensive systématique contre la classe ouvrière. Partout les salaires sont réduits, la journée de travail allongée, la misère des chômeurs s'aggrave. Le capitalisme essaie de mettre sur les épaules de la classe ouvrière le fardeau*

des conséquences financières et économiques de la boucherie mondiale. »

La 2e Internationale ayant également accepté la proposition de l'Union de Vienne, la réunion fut convoquée pour le 2 avril à Berlin.

La délégation de l'Internationale communiste eut à sa tête Radek et Boukharine, pour l'IC et pour le Parti communiste russe ; Vouyovitch représentait l'Internationale des Jeunesses communistes ; Clara Zetkin, le Parti communiste allemand ; Bordiga et Frossard étaient convoqués et devaient se rendre directement à Berlin pour y représenter le parti italien et le parti français ; Sméral vint de Prague ; j'avais, pour ma part, le mandat de l'Internationale syndicale rouge.

La fraction parlementaire social-démocrate allemande avait mis à notre disposition la vaste salle dont elle disposait au Reichstag pour ses délibérations. Les délégués se groupèrent autour de tables en forme de T. Fritz Adler, qui présidait, était au centre avec les délégués de l'Union de Vienne, tandis que, dans les travées perpendiculaires, se trouvaient, d'une part, les représentants de la 2e Internationale et, à l'extrémité opposée, fort loin les uns des autres, les délégués de la 3e Internationale. Adler prononça le discours optimiste d'ouverture, puis Clara Zetkin donna lecture de la déclaration que, selon les instructions du Comité exécutif, elle devait soumettre à la conférence au seuil de la discussion ; c'était un commentaire explicatif de la résolution adoptée au Comité exécutif.

La 2e Internationale a encore de gros bataillons : la social-démocratie allemande, le *Labour Party* ; un parti de moindre importance numérique, le Parti ouvrier belge, mais ses leaders sont : Vandervelde, De Brouckère, Huysmans, président et secrétaire de la 2e Internationale avant 1914. C'est Ramsay MacDonald qui prend le premier la parole en son nom. Le ton du discours est modéré, un peu d'un prêche, guère encourageant cependant car il veut poser des conditions à la présence de

l'Internationale communiste et à la continuation des travaux. L'Internationale communiste, dit-il, doit renoncer aux attaques dirigées contre les chefs des partis de la 2e Internationale ; elle doit abandonner la pratique du noyautage ; enfin les socialistes emprisonnés en Russie doivent être libérés. Puis Wels, qui fait alors figure de leader de la social-démocratie allemande, et Vandervelde parlent dans le même sens, ce dernier s'opposant, en outre, à l'inscription à l'ordre du jour de la révision du traité de Versailles. « *Nous risquerions*, dit-il*, de faire le jeu de Stinnes.* »

Radek souligne le caractère insolite de ces prétentions. Nous avons répondu à l'appel de Vienne ; nous ne posons de conditions à personne ; nous ne sommes préoccupés que d'organiser la défense des travailleurs contre l'offensive capitaliste ; mais « *si vous voulez une conférence de polémiques et de discussions, nous sommes prêts ; seulement notre rencontre deviendra sans objet* ».

La vivacité, même la brutalité des polémiques n'était pas une nouveauté ; elles avaient été fort vives déjà dans les partis de la 2e Internationale ; en Allemagne contre Bernstein et ses partisans révisionnistes ; en France, pendant l'affaire Dreyfus, puis lors de l'entrée de Millerand au ministère, les guesdistes assaillaient d'injures souvent grossières leurs adversaires ; au congrès qui se tint la veille de la Première Guerre mondiale, Guesde accusa Jaurès de « *haute trahison socialiste* », parce qu'il avait donné son approbation à la motion Keir Hardie-Vaillant préconisant la grève générale contre la guerre. Quant au noyautage, les réformistes n'avaient jamais hésité à le pratiquer quand ils le jugeaient nécessaire pour défendre leur politique, mais ils le pratiquaient sans l'avouer.

Quand le président lève la séance, on peut voir Serrati en conversation très animée avec Otto Bauer. Serrati est mal à l'aise dans le Parti socialiste italien, amputé de toute son aile gauche ; il est maintenant très isolé, et il regarde toujours du côté de Moscou ; on dit de son petit groupe que c'est l'Inter-

nationale deux trois-quarts. Au moment où ils vont se séparer, Otto Bauer hausse la voix et on l'entend dire à Serrati : « *Je ne suis pas d'accord avec vous* », sur un ton qui n'admet pas de réplique.

Pendant une traduction, un petit vieillard, tout blanc et rose, s'était aventuré dans nos parages. C'était Kautsky. Ceux d'entre nous qui ne l'avaient encore jamais vu étaient surpris ; ce n'est pas ainsi qu'ils se représentaient le « pontife » de la *Neue Zeit* d'avant 1914, défenseur de l'orthodoxie.

Radek rédigea seul la réponse définitive de notre délégation aux diverses motions soumises à la conférence. Il semblait qu'il ne pouvait y avoir, entre nous, de désaccord. Il nous réunit pour nous en donner lecture avant de l'envoyer à Fritz Adler. Nous vîmes avec étonnement que, par ce texte, nous prenions des engagements sur une question qui n'était pas de notre compétence. En tant que délégués de l'Exécutif de l'Internationale communiste nous étions tout à fait libres de nous prononcer sur les deux premières conditions et de les repousser. Sur la troisième, celle concernant les socialistes emprisonnés, c'était seulement le gouvernement soviétique qui avait qualité pour décider. C'est ce que fit observer Boukharine. C'était l'évidence même ; j'appuyai ses remarques mais Radek aussitôt s'emporta et, s'adressant grossièrement à Boukharine qui, lui, avait été très amical, il dit, en jetant son dossier sur la table : « *Puisque tu critiques ce que j'ai fait, charge-toi de la réponse.* » On calma Radek qui reprit son texte, et il n'y eut plus dès lors que Bordiga pour demander qu'il fût pris acte de ses réserves quant à la tactique du front unique ; son obstination, décidément irréductible, devenait de la manie.

Comme il était trop facile de le prévoir, nous fûmes, à notre retour à Moscou, blâmés par Lénine ; « Nous avons payé trop cher » : c'était le titre de l'article dans lequel il formulait son appréciation de la conférence et de ses résultats. « *Qu'en faut-il conclure ?* demandait-il. *D'abord que les camarades Radek, Bou-*

kharine et les autres délégués se sont trompés. En résulte-t-il que nous devons déchirer l'accord qu'ils ont signé ? Non, ce serait une conclusion erronée. Il nous appartient de conclure que les diplomates bourgeois ont été, cette fois, plus habiles que les nôtres... La faute de Radek, Boukharine et autres n'est pas grande ; d'autant moins grande que nous risquons tout au plus que les ennemis de la Russie des soviets, encouragés par les résolutions de la conférence de Berlin, n'organisent, peut-être avec succès, deux ou trois attentats. Car désormais ils savent d'avance qu'ils peuvent tirer sur les communistes avec un certain nombre de chances de voir ensuite une conférence, telle celle de Berlin, empêcher les communistes de tirer sur eux. »

L'accord prévoyait la constitution d'une commission de neuf membres – trois pour chaque internationale – qui suivrait les travaux de la conférence de Gênes et convoquerait ensuite un congrès ouvrier mondial. Les délégués de la 2e Internationale ne l'avaient signé que pour la forme ; ils ne voulaient à aucun prix d'un tel congrès ; ils avaient fixé définitivement leur choix : c'est avec la bourgeoisie qu'ils voulaient travailler. Ils manœuvrèrent pour empêcher la commission de se réunir ; elle mourut sans qu'il fût besoin de constater son décès : elle n'avait jamais réellement vécu.

IV
GÊNES ET RAPALLO

La conférence internationale de Gênes revêtait une importance considérable par le seul fait de sa réunion. C'était la première fois depuis la guerre qu'on pouvait voir autour d'une même table des représentants de toutes les nations ; la classification en alliés et ennemis prenait fin. Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'on allait trouver un terrain d'entente, réaliser même un minimum d'accord. La petite opération politique qui

avait clos la réunion préparatoire de Cannes indiquait que la France comptait se raidir dans son attitude de créancier intraitable qui la faisait apparaître devant le monde dans le rôle peu enviable de Shylock. Peut-être parce qu'il venait du socialisme révolutionnaire, Briand avait montré, du jour où il apparut que la France sortirait épuisée de la guerre quelle qu'en fût l'issue, une compréhension des événements et de la situation européenne qu'on rencontrait rarement chez les dirigeants politiques français ; il avait suggéré d'accueillir favorablement les démarches pacifistes de l'Autriche et même de l'Allemagne ; plus tard il esquissa un projet de fédération européenne qui se heurta aux nationalismes bornés que la guerre avait excités. Poincaré avait donc des raisons de se méfier de lui : et pour être sûr d'être présent lui-même à Gênes, il y avait envoyé Barthou, de même formation politique que lui : même carrière, même incompréhension de l'économie, même germanophobie, même haine de la Russie des soviets.

Il apparut assez vite que les participants à la conférence trouveraient constamment devant eux, barrant la route, une France volontairement fermée à une saine conception de l'économie européenne. L'Angleterre insistait ; elle avait plus que jamais besoin du rétablissement des grands échanges commerciaux : elle sortait, elle aussi, épuisée de la longue guerre et les fruits de la victoire étaient bien amers : avec ses alliés, elle avait abattu sa rivale continentale, mais c'était pour voir l'Amérique lui ravir le rôle agréable et profitable d'arbitre qu'elle avait joué si longtemps à l'égard de l'Europe. Elle était mieux disposée à voir la réalité, et ses hommes politiques s'étaient toujours montrés capables d'adaptation aux situations changeantes. L'Italie, incapable également de donner du travail à une portion considérable de sa main-d'œuvre, appuyait les tentatives d'accord. Tout était inutile. La France prétendait imposer à la Russie des conditions draconiennes, pires que celles imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles ; elle la croyait si épuisée qu'elle

serait contrainte de les accepter. Le résultat fut tout autre. Traitées en parias, l'une parce qu'elle était l'Allemagne et qu'elle était vaincue, l'autre parce qu'elle était socialiste, l'Allemagne et la Russie soviétique conclurent un accord, le traité de Rapallo.

Les chauvins français étaient furieux ; leur défaite était complète. Les représentants des autres nations étaient irrités contre la France, dont l'entêtement et la sottise avaient empêché de réaliser même un minimum d'accord. Radek se fit un malin plaisir de rappeler à Barthou, auteur d'un livre sur Mirabeau, que le tribun de la Constituante avait dit un jour : « *La souveraineté des peuples n'est pas engagée par les traités que signent les tyrans.* »

L'Amérique avait désavoué Wilson ; elle n'avait pas voulu entrer dans la Société des nations ; mais elle ne se désintéressait pas des affaires européennes ni de la politique des États d'Europe. Elle les suivait avec d'autant plus d'intérêt que la plupart de ces États étaient ses débiteurs, et elle ne tarda pas à manifester son mécontentement à l'égard de la France. Au début de janvier 1922, le sénateur MacCormick « *invitait le secrétaire d'État Hughes à renseigner l'Assemblée sur les dépenses des pays européens qui doivent de l'argent aux États-Unis et sur les causes de leur déficit chronique ; notamment quelles sommes ces pays consacrent aux dépenses militaires, et quel est le montant des intérêts annuels qui sont dus aux États-Unis par chacun de leurs débiteurs européens* ». Et il déclarait : « *Si la politique française a grandement isolé la France de ses alliés européens pendant les 14 derniers mois, cette même politique a stupéfait et désillusionné le peuple des États-Unis pendant ces dernières semaines.* »

Les communistes avaient espéré que la conférence de Gênes faciliterait la formation d'un front ouvrier international unique, provoquerait une mobilisation des organisations ouvrières et socialistes qui viendraient renforcer l'action des délégués des

soviets à la conférence en posant devant le monde les bases, les seules possibles et solides, de la reconstruction de l'économie européenne. Il n'en fut rien ; la classe ouvrière suivit la conférence en spectatrice. En France les adversaires communistes du front unique, malgré les engagements qu'ils venaient de prendre au Comité exécutif, accentuèrent leur campagne contre l'Internationale communiste, poussant le manque de scrupule jusqu'à enrôler Clara Zetkin dans leur troupe. Informée, la vieille militante avait protesté avec indignation ; mais sa lettre, publiée par *L'Humanité*, fut l'occasion d'un redoublement d'attaques contre l'Internationale communiste. L'Internationale syndicale d'Amsterdam tenait dans le même temps une réunion à Rome ; elle se borna à une douteuse manifestation verbale : elle adopta une motion préconisant la grève générale contre la guerre.

V

PROCÈS DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

Le procès des socialistes-révolutionnaires dont il avait été parlé à Berlin s'ouvrit à Moscou le 23 mai. Clara Zetkin, écrivant au nom de la délégation de l'Internationale communiste, le 8 mai, l'annonçait à Fritz Adler en ces termes :

« *Je tiens à vous déclarer, au nom de notre délégation, ce qui suit :*

1° Les six défenseurs désignés dans votre lettre seront admis à ce titre au procès des socialistes-révolutionnaires, à Moscou. Seront admis de même les trois socialistes-révolutionnaires par vous mentionnés. Le gouvernement des soviets fera tout ce qui est en son pouvoir pour leur faciliter l'entrée en Russie. Les voyageurs obtiendront les visas nécessaires à l'ambassade de Russie à Berlin. Le procès est fixé au 23 mai. Vous êtes prié de communiquer d'urgence cette date aux intéressés.

2° Notre délégation vous prie de bien vouloir communiquer aux délégués de la social-démocratie allemande à la commission des neuf ce qui suit : la liberté d'action de notre délégation en Allemagne est restreinte par les autorités allemandes. Le ministre de l'Intérieur de Prusse vient d'interdire au camarade Radek de prendre la parole en public à Dusseldorf alors qu'il accordait l'autorisation ainsi refusée à M. Vandervelde, signataire du traité de Versailles. Le ministre des Affaires étrangères est allé plus loin encore en interdisant au camarade Radek de se rendre à Dusseldorf.

3° Un mandat d'arrêt vient d'être lancé contre le secrétaire de notre délégation, Félix Wolf, sous l'inculpation de participation à l'action de mars 1921. Nous attendons que les délégués de la social-démocratie allemande à la commission des neuf interviennent immédiatement avec toute l'énergie requise pour faire rapporter ces mesures. Si l'on s'y refusait, notre délégation aurait à examiner l'éventualité d'un transfert des réunions de la commission des neuf à Moscou, où les représentants de toutes les tendances jouiraient d'une égale et intégrale liberté. »

Pour permettre à la défense d'organiser son travail, la première audience fut renvoyée au 8 juin. Les défenseurs des accusés étaient Vandervelde, Rosenfeld, Theodor Liebknecht, Moutet, Wauters, et plusieurs avocats russes dont Jdanov, Mouraviev et Taguer.

L'acte d'accusation était accablant. Les socialistes-révolutionnaires, lorsqu'ils eurent décidé de mener une guerre sans merci contre le régime soviétique, avaient cherché la collaboration et collaboré avec l'amiral Koltchak, dans l'Oural, avec Dénikine dans le Sud, appuyant toutes les entreprises contre-révolutionnaires ; ils avaient sollicité et accepté l'aide des ambassades, se livrant, à leur instigation, à des sabotages criminels ; ils avaient organisé des attentats contre les dirigeants soviétiques ; ils étaient responsables, entre autres, de l'assassinat d'Ouritsky, de celui de Volodarsky, de l'attentat contre Lénine.

Toutes les accusations portées contre eux étaient si solidement établies qu'ils ne pouvaient songer à les rejeter en bloc. Ils se défendaient néanmoins avec une extrême vigueur, soulevant des questions de procédure, contestant des détails secondaires. Et ils donnaient de leurs actes une justification générale : la guerre qu'ils avaient déclarée au régime, c'était leur riposte à la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviks. Ils se présentaient en adversaires politiques, fermement décidés à ne rien renier de leurs idées.

À Vandervelde, contestant dès l'abord l'impartialité du tribunal, Piatakov – c'est lui qui présidait le tribunal – avait répondu : « *De tout temps les socialistes ont réfuté le grossier mensonge de l'impartialité des tribunaux. Les tribunaux sont, dans les pays bourgeois, les organes de la vindicte des classes possédantes. En Russie soviétique, ils défendent les intérêts des masses ouvrières. Ils savent néanmoins examiner avec objectivité les causes qui leur sont soumises.* »

Je ne puis donner sur ce procès – le premier des procès politiques – des impressions personnelles. J'avais dû rentrer à Paris avant qu'il commençât. Mais tous les témoignages sont concordants. Les accusés se défendirent avec une grande énergie tout au long des débats et ils eurent toute liberté de le faire. S'il était permis de contester leur capacité et de discuter leurs conceptions politiques, nul n'aurait songé à nier leur courage personnel, leur esprit de sacrifice, ni à nier, ou seulement oublier, le passé historique de leur parti. Il n'était pas question de les avilir, encore moins de les contraindre à s'avilir eux-mêmes ; ils étaient devant le tribunal en pleine force, en possession de tous leurs moyens, ne cédant rien de leurs convictions. Celui qui faisait figure de chef était Gotz[1].

1 *« Un rôle considérable, mais plutôt dans les coulisses, fut joué au sein de la fraction socialiste-révolutionnaire et du noyau dirigeant du Soviet, par Gotz. Terroriste issu d'une famille révolutionnaire réputée, Gotz était moins prétentieux et plus agissant que ses amis politiques les plus proches. Mais, à titre de "praticien" comme on le désignait, il se*

Une déposition qui fit grande impression fut celle de Pierre Pascal. Appartenant à la mission militaire française, il avait pu voir de près les agissements souterrains de ses chefs en faveur de la contre-révolution. « *J'ai déchiffré moi-même*, dit-il, *un télégramme dans lequel il était question de l'emploi du terrorisme. J'affirme catégoriquement que la mission française a encouragé les attentats commis en Russie. Quand, le lendemain de l'attentat contre Lénine, je me rendis à la mission, le général Lavergne vint à ma rencontre, un journal à la main.* "Avez-vous vu ce qu'on dit de nous ?" *me demanda-t-il. – Je ne répondis rien. Il continua :* "Je ne sais pas si Lockhart[1] y est pour quelque chose, mais je n'y suis pour rien." *Mais à voir l'émotion de mon chef j'eus l'impression très nette que ses dénégations, d'ailleurs superflues en ma présence si elles avaient été sincères, s'expliquaient par la nervosité d'un coupable.* » *Correspondance internationale*, 23 juin 1922.

Sur l'attentat contre Lénine, voici comment s'exprimait l'organe central du parti, paraissant à Samara où se trouvait la majorité des membres du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire : « Châtiment et non vengeance », c'était le titre de l'article.

« *Un coup terrible vient d'être porté au pouvoir bolchevik-soviétique : Lénine est blessé ; le trop fameux président du Sovnarcom (Conseil des commissaires du peuple) est éliminé pour quelque temps, sinon pour toujours (la balle ayant traversé le poumon).*

« *C'est un coup porté au pouvoir des Soviets. Sans Lénine ce pouvoir est impuissant. Sans Lénine ce pouvoir est lâche et bête.*

---

limitait aux opérations de cuisine, abandonnant à d'autres les grandes questions. Il faut, d'ailleurs, ajouter qu'il n'était ni orateur ni écrivain, et que sa principale ressource était dans une autorité personnelle payée par des années de bagne. » L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, I, 216-217.

1 Bruce Lockhart, agent personnel de Lloyd George en Russie. Voir son livre : *Memoirs of a British Agent*.

« Quels sont donc les deux hommes qui ont tiré sur le chef de l'État ouvrier et paysan ? Nous l'ignorons. Mais, l'acte s'étant produit à l'issue d'une réunion ouvrière, nous pouvons supposer que, comme Volodarsky, Lénine est châtié par des ouvriers. En tout cas, c'est là le fait des milieux démocratiques. »

Dans un article publié à la veille du procès, Trotsky avait fait un bref historique du Parti socialiste-révolutionnaire. Il écrivait :

« Voici le Parti socialiste-révolutionnaire de Russie de nouveau l'objet de l'attention générale, mais c'est tout autrement que pendant la Révolution de Février. Il arrive souvent que l'histoire évoque ainsi un parti ou un homme après l'avoir enterré. En 1917 le Parti socialiste-révolutionnaire couvrit la Russie en quelques mois sinon en quelques semaines ; puis il disparut tout aussi vite. Le procès actuel nous donne l'occasion de jeter un coup d'œil sur les destinées étonnantes de ce parti.

« Dès les premières années de ce siècle, Plékhanov appelait le Parti socialiste-révolutionnaire celui des socialistes-réactionnaires. Mais dans la lutte contre le tsarisme et le servage, ce parti a joué un rôle révolutionnaire. Il insurgeait le paysan, il appelait à l'activité politique la jeunesse estudiantine, il groupait sous son drapeau un grand nombre d'ouvriers rattachés moralement ou matériellement à la campagne et qui considéraient la révolution non d'un point de vue prolétarien, de classe, mais du point de vue imprécis du "travail". Les terroristes recherchaient le combat individuel et donnaient leur vie pour prendre celle des dignitaires du tsar. Nous critiquions cette méthode ; mais pendant les manifestations, il arrivait souvent aux plus dévoués des ouvriers marxistes de résister à la police et aux cosaques côte à côte avec des ouvriers "narodniki". *Plus tard les uns et les autres se retrouvaient au bagne, sur les étapes de la Sibérie, en exil... Dès cette époque un abîme séparait le jeune tisserand socialiste-révolutionnaire de Pétrograd, toujours prêt à donner sa vie pour la classe ouvrière, des intellectuels du type Avksentiev, étudiants de Heidelberg ou*

d'ailleurs, philosophes kantiens, nietzschéens, qui ne se distinguaient en rien des petits bourgeois radicaux français, en rien sinon par une moindre culture et de plus grandes illusions.

« La guerre, puis la Révolution, précipitèrent vertigineusement la désagrégation du Parti socialiste-révolutionnaire. La dégringolade politique des chefs de ce parti fut surtout rapide parce que les grands événements exigeaient des réponses claires et précises. Nous vîmes, à Zimmerwald, Tchernov adhérer brusquement à l'extrême gauche, renonçant ainsi à la "défense nationale" de la démocratie bourgeoise ; puis le même Tchernov, membre d'un ministère bourgeois, soutint l'offensive de Juillet, d'accord avec les pays de l'Entente. »

La fin de ce processus de désagrégation fut la rupture du parti : les chefs allèrent chez Koltchak et chez Dénikine tandis que les ouvriers rejoignirent, en masse, les défenseurs du régime soviétique.

À l'issue des débats, quatorze des accusés furent condamnés à mort, mais une décision du Comité exécutif panrusse des Soviets spécifiait que « *la peine ne sera appliquée que si leur parti continue, par des soulèvements dans les campagnes, par l'espionnage, par l'attentat qu'on désavoue, par la calomnie et l'empoisonnement des consciences, sa politique criminelle envers la Russie des Soviets* ».

VI

V^e^ ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE – IV^e^ CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Selon la règle adoptée par l'Internationale communiste – un congrès chaque année – le 4^e^ Congrès aurait dû être convoqué en juillet. On le retarda de quelques mois pour le faire coïncider

avec le 5e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Il se tint à Moscou du 9 novembre au 15 décembre 1922. Mais, pour ce cinquième anniversaire, le congrès se transporta encore une fois à Pétrograd où le nouveau régime avait été proclamé. La séance inaugurale eut lieu le 5 novembre, à neuf heures du soir, à la Maison du peuple. Zinoviev passa en revue les événements des cinq années écoulées. Le 7 novembre des réunions furent organisées dans tous les quartiers de la ville ; il y en eut plus de deux cents. Je fus désigné pour aller à Cronstadt avec Losovsky. On nous conduisit d'abord au Club de la marine ; on y voyait encore des objets variés rappelant l'alliance franco-russe – des « marins de Cronstadt » avaient été amenés de Toulon à Paris lors d'une visite de la flotte russe à l'alliée, dans le but d'exciter l'enthousiasme populaire pour une alliance qui ne l'était guère. Nous avions là un thème tout trouvé pour nos discours : hier, alliance des gouvernements pour la guerre ; aujourd'hui, alliance des prolétariats pour libérer le monde. Si les douloureux événements de l'an passé avaient laissé du ressentiment dans les cœurs, notre brève visite ne nous permit pas de le vérifier ; nous pûmes seulement constater que les auditoires des réunions étaient très vibrants.

Nous rentrâmes à Pétrograd tard dans la soirée. La journée avait été fatigante et, arrivés à l'hôtel, nous ne pensions qu'à nous reposer. Mais c'était fête nationale. Une cérémonie d'anniversaire se déroulait à l'étage supérieur, dans la salle d'apparat. Un redoutable orchestre y sévissait, bruyant et banal ; nous étions mal préparés pour ces sortes de réjouissances et, après avoir participé décemment au banquet, nous fûmes contents de nous échapper.

Ces réceptions et banquets étaient toujours un sérieux problème pour les communistes russes, surtout quand il s'agissait de recevoir des délégués étrangers. Fallait-il les mettre au régime de la Russie soviétique ou les traiter selon la traditionnelle hospitalité russe ? La question s'était posée pour la

première fois au printemps de 1920, quand une importante délégation travailliste et trade-unioniste annonça sa visite. Le Comité central délibéra sur la question de savoir si le menu comprendrait du vin... Une fois cependant nous eûmes le festin traditionnel. Le Comité exécutif de l'Internationale, auquel certaines questions inscrites à l'ordre du jour avaient amené un nombre exceptionnel de communistes russes, siégeait depuis le matin quand Zinoviev annonça une suspension de séance. Nous passâmes dans une salle voisine où, sur des tables recouvertes de belles nappes blanches, se trouvait une extraordinaire variété de hors-d'œuvre. Pour nous, c'était tout le menu ; mais ce n'étaient que les fameux hors-d'œuvre russes, et après seulement le repas commença. Nous nous étions trouvés à la table de Kollontaï ; nous avions déjà eu l'occasion de la voir mais c'était la première opportunité d'une vraie conversation. Nous la questionnâmes sur l'« Opposition ouvrière », à la tête de laquelle elle avait bataillé avec Chliapnikov – rencontre assez curieuse car rien ne semblait l'avoir préparée, par son origine et son activité antérieure, à cette position quasi syndicaliste. Mais nous n'en pûmes rien tirer ; l'Opposition ouvrière avait été condamnée par le Parti communiste russe, sa décision avait été ratifiée par l'Internationale, les événements se déroulaient à une allure accélérée, c'était une histoire du passé.

Le matin du 13 novembre, avant l'ouverture de la séance, la salle du Grand-Palais où se tenait le congrès était exceptionnellement bondée. Tous les délégués étaient à leur place ; et les auditeurs s'entassaient dans la partie qui leur était réservée. Les séances précédentes avaient été consacrées au rapport de Zinoviev et à sa discussion. Maintenant Lénine allait parler. La première attaque d'artério-sclérose l'avait terrassé au cours de l'année, au début de mai. Au parti et au gouvernement on était accablé ; Lénine avait pris une telle place qu'on ne pouvait

s'accoutumer à l'idée qu'il faudrait poursuivre la Révolution sans lui. On espérait, on voulait espérer que sa robuste constitution, les soins exceptionnels des médecins auraient raison du mal. Lorsque la nouvelle nous parvint, on pouvait déjà dire que Lénine était convalescent[1], et quand les délégués arrivèrent à Moscou ils étaient enclins à se persuader qu'il ne s'était agi que d'une alerte puisque Lénine allait présenter son rapport au congrès.

D'ordinaire, bien qu'il suivît de près les débats, il n'était pas très souvent en séance. Il venait et s'en allait, toujours avec la même discrétion, souvent sans qu'on s'en aperçût. Ce matin-là il allait parler le premier. Les délégués l'attendaient, en proie à une émotion profonde. Quand il entra, tous se levèrent d'un mouvement spontané, chantèrent *L'Internationale*. Dès qu'il se fut installé à la tribune, il commença son rapport par ces mots : « *Camarades, j'ai été désigné comme principal orateur sur la liste, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne sois pas en mesure de faire un long rapport...* » Ceux qui le voyaient pour la première fois, dirent : C'est toujours Lénine. Aux autres, l'illusion n'était pas permise. Au lieu du Lénine alerte qu'ils avaient connu, l'homme qu'ils avaient devant eux restait durement marqué par la paralysie : ses traits demeuraient

1 Zinoviev donna les précisions que les communistes attendaient anxieusement dans un article que publia la *Correspondance internationale* dans son numéro du 7 octobre 1922, intitulé « Le rétablissement de Lénine ». « *Lénine*, rappelait-il, *avait toujours été un grand travailleur, mais il savait aussi se reposer ; il aimait la nature, s'y promenait à pied et à bicyclette ; en Suisse, nous escaladions les montagnes ; et nous patinions en Galicie. Mais pendant les cinq premières années – surtout pendant les quatre premières – les tâches étaient si écrasantes que toute possibilité de repos était exclue. En 1918, après l'attentat, il avait lutté deux semaines contre la mort. Sa solide constitution avait finalement triomphé. Maintenant elle triomphe encore : sa convalescence finie, le capitaine revient au poste de commandement ; toute l'équipe du grand vaisseau, du premier au dernier homme, reprend courage... Les travailleurs conscients de tous les pays se réjouiront avec nous.* »

figés, son allure était celle d'un automate : sa parole habituelle, simple, rapide, sûre d'elle, était remplacée par un débit hésitant, heurté ; parfois des mots lui manquaient : le camarade qu'on lui avait adjoint l'aidait mal, Radek l'écarta et le remplaça.

Cependant la pensée restait ferme, les idées directrices étaient exposées et développées avec maîtrise. Il était contraint, avait-il dit, de se borner à une introduction aux questions les plus importantes, et la plus importante, c'était la NEP. Elle avait dix-huit mois d'existence ; on pouvait la juger sur ses résultats. Ce que dit alors Lénine est si essentiel, si caractéristique de l'homme, de sa technique, de sa méthode – absence totale de bavardage et de bluff – que j'ai jugé nécessaire de donner sa conclusion in extenso, en appendice. C'est aussi sa dernière intervention dans la vie de l'Internationale communiste. À ce titre, son discours constitue un document d'une valeur exceptionnelle. Je me bornerai donc ici à noter sèchement les idées qu'il exposa. D'abord, la signification générale de la NEP en tant que retraite, car elle est valable pour tous, elle s'imposera à tous. Donc il faut y songer partout, la prévoir, la préparer. Si nous examinons les résultats, nous pouvons dire que nous avons subi l'épreuve avec succès. Nous avons stabilisé le rouble – nous avons besoin maintenant d'une monnaie pour nos transactions commerciales ; les paysans acquittent l'impôt en nature – les soulèvements, nés de leur mécontentement, ont presque complètement disparu. Dans la petite industrie, l'essor est général, la condition des ouvriers s'améliore. Avec la grande industrie seulement la situation reste difficile ; c'est le gros problème. Mais il faut le résoudre parce que le développement de la grande industrie est indispensable pour l'édification de notre société socialiste. Les concessions que nous avons offertes au capital privé, qui avaient inquiété beaucoup de nos camarades – ici et ailleurs – ont trouvé peu de preneurs ; les capitalistes s'approchent puis s'en vont parce qu'ils ne trouvent pas ici ce qu'ils cherchent : un remède immédiat à leurs difficultés pré-

sentes. Telle est la situation. « *Pas de doute, nous avons fait beaucoup de bêtises ; nul ne le sait mieux que moi.* » Puis, après une vive critique de l'appareil étatique, il s'attaqua longuement à la résolution votée par le 3e Congrès sur la structure, les méthodes et la tactique des partis communistes : « *Elle est excellente, mais presque entièrement russe... nous avons commis une grosse erreur en la votant.* » Et pour finir, cette conclusion chargée de sens : « *Nous n'avons pas trouvé la forme sous laquelle nous devons présenter nos expériences russes aux ouvriers des autres pays.* » Avertissement ultime qui devait rester lettre morte. Les hommes qui le remplacèrent ne rectifièrent pas cette « grosse erreur » ; ils la prirent au contraire comme point de départ, la répétèrent, l'amplifièrent.

C'est Trotsky qui avait été chargé de compléter le rapport dont Lénine n'avait pu, selon sa déclaration préliminaire, écrire que l'introduction. Il parla une semaine plus tard ; le compte rendu officiel de la séance débute ainsi : « *Le président ouvre la séance à dix-huit heures quinze et donne la parole au camarade Trotsky. Les délégués se lèvent et accueillent le camarade Trotsky par des applaudissements enthousiastes.* »

Trotsky rappela d'abord comment et dans quelles conditions l'insurrection d'Octobre avait été déclenchée. Si la guerre civile ne vint qu'après et se prolongea, c'est parce que notre travail avait été trop facile : « *Personne ne voulait nous prendre au sérieux*, dit-il ; *on pensait que la résistance passive, le sabotage, une intervention rapide des Alliés, auraient vite raison de nous. Quand on se rendit compte que les choses ne se passeraient pas ainsi, toutes les forces de contre-révolution furent mobilisées contre nous. Nous dûmes alors exproprier plus que nous ne l'aurions voulu, beaucoup plus que nous étions en mesure de faire valoir. Ces faits permettent de formuler une première loi : on peut affirmer que, pour les partis occidentaux, pour le mouvement ouvrier en général, la tâche sera beaucoup plus difficile avant l'insurrection décisive mais beaucoup plus facile après. Notre communisme*

de guerre surgit de la guerre civile elle-même. C'était avant tout la nécessité de donner du pain aux ouvriers et à l'armée, d'arracher à une industrie désorganisée et sabotée par la bourgeoisie tout ce dont l'armée avait besoin pour mener la guerre... Si le prolétariat d'Europe s'était emparé du pouvoir en 1919, il aurait pris à sa remorque un pays arriéré. Tous les succédanés auxquels il nous fallut avoir recours n'étaient bons que pour satisfaire les besoins de l'industrie de guerre. »

Ce communisme de guerre a fait place à un capitalisme d'État. Trotsky n'emploie pas volontiers cette expression ; elle prête à confusion ; les réformistes peuvent faire du capitalisme d'État par des nationalisations partielles. Mais Lénine a précisé le sens qu'il a pour lui et pour nous. Trotsky analyse alors les complexités du nouveau régime. « *Nous avons, en gros, un million d'ouvriers. Combien y en a-t-il dans les entreprises affermées ? 80 000. Encore sur ce chiffre n'y en a-t-il que 40 ou 45 000 dans des établissements purement privés, un certain nombre d'entre eux ayant été affectés à des institutions soviétiques.* » Quant aux grandes concessions, dont nous avons dressé un tableau et qui sont destinées à d'importantes firmes étrangères, il résume ainsi la situation : beaucoup de discussions, peu de concessions.

Traitant la question du rendement de la production, Trotsky dit que les avantages du socialisme doivent se prouver par un rendement supérieur. « *C'est une démonstration que nous ne sommes pas en mesure de faire parce que nous sommes encore trop pauvres. Mais notre Russie soviétique n'a que cinq années, et si on compare la situation à celle de la France, par exemple, dans les années du début de sa Grande Révolution, nous voyons que le tableau que nous offrons est moins sombre. Empruntons quelques données comparatives à l'historien français Taine : en 1799, dix ans après le déclenchement de la Révolution, Paris ne recevait encore qu'un tiers, parfois un cinquième de la quantité normale de farine qui lui était nécessaire ; dans 37 départements,*

la population était en décroissance par suite de la famine et des épidémies. »

À propos des perspectives de révolution mondiale, la prescience dont il donna au cours de sa vie maint exemple, depuis son essai célèbre intitulé *Le Prolétariat et la Révolution*[1], se manifesta de façon remarquable. On était en 1922, Poincaré régnait en France ; en Angleterre, la coalition libéralo-conservatrice était au pouvoir. Il prédit une période d'épanouissement pacifiste et réformiste inévitable. « *Après les illusions de la guerre et l'enivrement de la victoire, la France verra fleurir les illusions du pacifisme et du réformisme qui, sous forme d'un bloc des gauches, viendront au pouvoir... Pour l'Angleterre, je prévois un développement analogue : le remplacement du gouvernement conservateur libéral par un gouvernement pacifiste et démocratique. Nous aurons alors en France un gouvernement de bloc des gauches ; en Angleterre un gouvernement travailliste. Dans ces conditions, qu'arrivera-t-il en Allemagne ? Les poumons social-démocrates recevront des bouffées d'air frais ; nous aurons une nouvelle édition du wilsonisme, sur une base plus vaste mais de moindre durée encore que l'autre. C'est pourquoi il est nécessaire que nous préparions pour cette période des partis communistes solides, fermes, capables de résister dans cette phase d'euphorie pacifiste et réformiste. Car c'est vers eux que se tourneront les ouvriers quand les illusions tomberont ; ils apparaîtront comme*

1 « *Bien que vivant hors de Russie*, écrit un biographe, *Trotsky sentait, avec une acuité exceptionnelle, battre le pouls des masses. Sa description du cours d'une révolution, le rôle qu'il attribue aux ouvriers, à la population non prolétarienne des villes, aux intellectuels et à l'armée ; son évaluation de l'influence de la guerre sur la mentalité des masses – tout cela correspond exactement à ce qui arriva durant les soulèvements de l'année 1905. Lisant* Le Prolétariat et la Révolution, *l'historien de la vie politique russe a le sentiment que l'essai a été écrit après la Révolution, tant il suit étroitement le cours des événements. Pourtant il parut avant le 9 (22) janvier 1905, c'est-à-dire avant le grand soulèvement du prolétariat de Saint-Pétersbourg.* » *Our Revolution*, pp. 26-27.

les seuls partis de la vérité, de la rude et brutale vérité, les partis qui ne mentent pas à la classe ouvrière. »

La question du programme de l'Internationale communiste était à l'ordre du jour. Divers projets furent exposés et défendus par leurs auteurs. La discussion fut l'occasion d'une vive escarmouche entre Boukharine et Radek. Radek avait fait un rapport sur l'offensive du capital : son tableau était bien sombre. Des éléments de gauche lui reprochèrent une absence complète de perspectives révolutionnaires dont les centristes ne manqueraient pas de se servir dans leurs attaques contre les communistes. Boukharine entra en conflit avec Radek à propos des revendications immédiates des travailleurs ; avaient-elles leur place dans un programme de l'Internationale communiste ? Boukharine se prononçait énergiquement pour la négative tandis que Radek défendait avec non moins d'énergie l'inclusion. Il apparut clairement que la question devait encore être étudiée et il fut décidé, en conclusion, de renvoyer tous les projets à une commission spéciale qui rapporterait devant le prochain congrès.

VII

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET SES DIFFICULTÉS

Si l'attention des délégués avait été accaparée par le grave sujet traité par Lénine et Trotsky et par la longue discussion qu'il avait provoquée, leur curiosité se portait sur une autre question, de moindre importance et certainement moins réconfortante. Le Parti communiste français figurait une fois de plus à l'ordre du jour. Son développement avait été pénible. L'ancien Parti socialiste avait voté l'adhésion à l'Internationale communiste à une énorme majorité, ainsi que nous l'avons vu, au Congrès de Tours, fin décembre 1920. Le Parti communiste

se trouva donc formé d'une très grande portion de l'ancien parti, les « dissidents » ayant gardé surtout avec eux la majorité des parlementaires et une partie des cadres – « *la parure du parti* », disait Jean Longuet. La base, une base saine, ardente, comprenant des éléments nouveaux, les jeunes, les anciens combattants, des syndicalistes et un faible contingent d'anarchistes, allaient au communisme avec enthousiasme[1].

Nous avons vu cependant que les délégations envoyées à Moscou en juillet de l'année suivante, au congrès de l'Internationale communiste et à celui de l'Internationale syndicale rouge, eurent une attitude singulière. Le premier Congrès du parti, tenu à Marseille en décembre 1921, avait révélé quelque chose de trouble, d'inquiétant, dans le fonctionnement du parti, de déplaisantes manœuvres souterraines. Sans une discussion préalable qui aurait pu le justifier ou l'expliquer, Boris Souvarine, alors à Moscou, délégué du parti au Comité exécutif de l'Internationale, n'avait pas été réélu au Comité directeur. Là-dessus ses camarades de tendance avaient donné, séance tenante, leur démission. Première crise. L'Internationale communiste blâma les démissionnaires pour s'être retirés ; elle blâma davantage la direction pour sa manœuvre et exigea la réintégration des démissionnaires.

Vint alors la tactique du front unique. J'ai montré comment elle fut accueillie. Cependant au Comité exécutif élargi les opposants avaient déclaré se soumettre aux décisions de l'Internationale et, quelques mois plus tard, Frossard, qui cette fois avait consenti à faire le voyage de Moscou, déclara en conclusion de la discussion : « *C'est... pour ces raisons... que la délégation de la majorité du parti français s'engage à rapporter au parti les résolutions qui vont être prises, à les expliquer, à les commenter, à les défendre, à faire en sorte que, dans le plus court délai,*

1 À la fin de la guerre, le Parti socialiste, réduit à 34 000 adhérents au lieu de 100 000 en 1914, connut une période de fiévreuse croissance. En quelques mois il reçut 150 000 nouveaux membres.

elles soient pourvues de leur sanction pratique, et j'espère, vous me permettrez de finir par là, j'espère qu'au 4e Congrès de l'Internationale communiste ce ne sera pas la question française qui retiendra plus particulièrement l'attention de l'Internationale. » Et il rentra à Paris avec une motion pour le prochain congrès du parti signée Frossard-Souvarine. C'est donc l'accord entre gauche et centre, le pivot de la combinaison sur laquelle le Parti communiste français a été édifié.

Le 2e Congrès du parti doit se réunir à Paris le 15 octobre, peu avant le 4e Congrès de l'Internationale communiste qui, selon l'espoir exprimé par Frossard, n'aura plus à s'occuper de la sempiternelle question française. L'envoyé de l'Internationale est Manouilsky. Pour sceller définitivement l'accord, il organise des entrevues avec les représentants des deux tendances. Il propose l'égalité de représentation des tendances centre et gauche au Comité directeur, le délégué de l'Internationale devant aider à résoudre les conflits qui pourraient se produire quand les membres des deux tendances resteraient intransigeants et figés sur leurs positions. Le centre refuse : le Parti communiste ne serait plus indépendant, dit-il, c'est le représentant de l'Internationale qui deviendrait l'arbitre et déciderait. La gauche revendique la majorité. Le prestige et l'autorité de Manouilsky sont si faibles que le congrès s'ouvre sans qu'il ait pu obtenir un accord.

Après les premiers débats le scandale éclate. L'adjoint de Frossard au secrétariat, Ker, est à la tribune pour son rapport. C'est un bon travailleur, capable, sympathique, conciliant. À la stupeur générale, il se lance dans un violent réquisitoire contre la gauche, caractérisant les pourparlers avec le délégué de l'Internationale comme un complot ourdi dans la coulisse. C'est une déclaration de guerre, mais que ce soit lui qui en ait été chargé, c'est là surtout ce qui étonne. Tous les débats vont être dominés par cette offensive. Que veut le centre ? C'est lui qui occupe les postes de commande : Frossard est au secréta-

riat ; Cachin à la direction de *L'Humanité* ; la grande majorité du Comité directeur lui appartient. Mais l'adhésion à l'Internationale communiste lui pèse ; il est constamment en désaccord avec ses décisions. Cependant il se garde de se dresser ouvertement contre l'Internationale ; tout au contraire, après avoir manifesté des velléités de résistance, il s'incline, proteste humblement de son inaltérable fidélité. Aujourd'hui veut-il aller plus loin ? En conclusion des débats, il recueille la majorité des mandats, une majorité très faible : 1 698 contre 1 516 à la gauche ; beaucoup s'abstiennent, 814, marquant ainsi leur mécontentement. Néanmoins le centre revendique tout le pouvoir. Il gouvernera seul « *en accord avec l'Internationale* » – bien qu'il soit en désaccord ici avec l'homme qui la représente[1].

Que signifie exactement ce jeu compliqué ? Point n'est besoin d'être dans les secrets de la direction pour imaginer ce qui s'y passe. On connaît les hommes qui supportent mal l'autorité de l'Internationale ; quelques-uns, d'ailleurs, l'avouent. Mais celui qui prépare et dirige toutes ces manœuvres, maître en faux-fuyants et en dérobades, c'est le secrétaire du parti lui-même, Frossard. Il n'a pas quarante ans, mais c'est déjà un vieux routier du parti ; pendant la guerre, il s'est approché de la tendance zimmerwaldienne. Merrheim, qui avait eu l'occasion de le bien connaître, le considérait comme un compagnon peu sûr ; il se hâta d'ailleurs de passer chez Longuet dès que celui-ci eut organisé sa tendance minoritaire dans le Parti socialiste ; il y avait là beaucoup de députés ; on critiquait la politique de guerre du gouvernement, mais on votait les crédits pour la guerre ; c'était une position sans danger et sans risques et qui devint profitable quand les minoritaires l'emportèrent et disposèrent des postes. Cachin reçut la direction du quotidien ; Frossard, le secrétariat du parti.

1 C'est Cachin qui vint le dire à la tribune : « *Au nom du centre, je déclare que nous prendrons seuls la direction du parti.* »

Je les avais rencontrés tous deux à Moscou, lors du 2e Congrès de l'Internationale, quand ils y avaient été envoyés « pour information ». Frossard se tenait derrière Cachin qu'il laissait s'exposer seul aux rebuffades. Par la suite, le même jeu continua, lorsque l'Exécutif les mandait à Moscou. Tous deux commençaient par refuser énergiquement de faire le voyage. Quand les messages se faisaient insistants, Frossard laissait Cachin se débattre, sachant qu'il céderait et qu'ainsi il pourrait, lui, se dérober. En effet, Cachin, après avoir protesté, crié qu'il n'irait pas, se mettait en route préparant déjà, pour apitoyer ses critiques, des tirades sentimentales qu'il appuierait d'une larme à l'œil.

C'est Frossard qui, par hasard, me révéla sa technique. Au cours du seul voyage qu'il fit à Moscou comme secrétaire du parti, il avait pris un engagement ferme au sujet du congrès constitutif de la Confédération générale du travail unitaire, qui allait se tenir à Saint-Étienne : il réunirait les délégués appartenant au parti avant le congrès pour élaborer ensemble programme et tactique, et interviendrait lui-même au congrès. Il fit tout cela, prudemment comme toujours, mais il le fit. Les débats étaient assez durs. Sachant qu'ils n'obtiendraient pas la majorité, les anarchistes et les « syndicalistes purs » qui, par suite de circonstances fortuites, dominaient le secrétariat et la commission exécutive de la CGTU, étaient agressifs, attaquaient le Parti communiste et ses membres. L'un de ceux-ci, secrétaire d'une union départementale importante, leur tenait tête mais assez maladroitement. Tandis qu'il parlait, Frossard vint près de moi et me dit : « *Je l'ai trop remonté, le frère !* » Sur le moment, sa confidence – que j'étais surpris qu'il me fît car il n'y avait aucune espèce d'intimité entre nous – m'amusa. Mais plus tard, jugeant d'ensemble le développement du Parti communiste français, sous tant d'aspects si décevant, et même lamentable, elle me fournit la clé des incidents répétés, des crises successives : Frossard, restant dans la coulisse, « remon-

tait les frères ». Il les avait remontés pour le 3e Congrès de l'Internationale communiste et pour le premier Congrès de l'Internationale syndicale rouge ; il avait « remonté » le trop docile Ker pour le congrès de Paris ; surtout il « remontait » les nouveaux dirigeants de la CGTU, sympathisants communistes et désireux d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge, mais qu'il était facile de troubler et d'inquiéter avec les « oukases » de Moscou ; c'était là son gros atout ; une CGTU hostile rendrait difficile la formation d'un véritable parti communiste[1].

Cette fois la crise revêtait un caractère si aigu qu'il devenait nécessaire d'en finir avec des manœuvres et des dérobades qui créaient une situation insupportable. Pour préparer les débats du congrès, une commission d'une importance exceptionnelle par le nombre et par le choix des délégués fut formée : les délégations y étaient représentées par leurs membres les plus qualifiés, la délégation russe ayant donné l'exemple en désignant Lénine, Trotsky, Zinoviev et Boukharine. Lénine n'y vint pas, mais il suivit de près ses débats. C'est dans son sein que se régla le sort du Parti communiste français. Il se présentait devant elle en morceaux : le centre, avec sa prétention de gouverner seul, formulée mollement à Paris et déjà mal assurée à Moscou ; la gauche, profondément attachée à l'Internationale communiste, mais trop faible pour s'emparer de la direction comme l'avaient fait les Italiens ; enfin cette « droite » dont j'ai déjà, à propos de la discussion sur le front unique, signalé le gauchisme verbal, non moins hostile que le centre à l'Internationale et, en fait, marchant avec lui. N'ayant adhéré au parti qu'après mon retour en France, dans les derniers mois de 1921, je pouvais juger les

1 Dans un article sur le congrès de Paris publié par le *Bulletin communiste* du 9 novembre 1922, M. Chambelland écrivait : « *Je me suis souvenu qu'avant Saint-Étienne, Monmousseau n'avait pas de mots assez durs pour qualifier Frossard qui, par personnage interposé, essayait de dresser, pour les besoins de sa politique, le mouvement syndical contre Moscou, et je me suis demandé si Monmousseau et ses amis allaient consentir à jouer, sous la même influence, le même rôle ici et à Moscou.* »

uns et les autres avec assez de détachement ; les dangers de la méthode adoptée en 1920 pour former les partis communistes apparaissaient clairement ; même Zinoviev les voyait et les signalait, écrivant dans son rapport : « *Nous avons dans notre parti d'autant plus de centrisme, de social-démocratie, que nous avons accueilli de plus nombreuses fractions de l'ancien mouvement social-démocrate.* » Le Parti communiste français n'était donc pas le seul dans son cas mais ce qui le caractérisait fâcheusement, c'était l'hypocrisie de nombre de ses dirigeants[1]. Le jour où je devais parler devant la commission nous venions de recevoir le plus récent numéro du *Bulletin communiste* où, en ce moment même, on avait l'impudence de reprendre les critiques anciennes de la tactique de l'Internationale. Ceci me fournit une entrée en matière qui, du coup, liquida les droitiers ; pendant la lecture, ils baissaient la tête, sentant la réprobation unanime de la commission. Aux représentants du centre, je posai la question : « *Vous prétendez exercer seuls la direction et en accord avec l'Internationale. Mais qui peut avoir confiance en vos déclarations ?* » Ici, quelques-uns d'entre eux grognèrent. Parlant en fin de séance, Trotsky prit à partie, nommément, Ker, dont il venait d'apprendre qu'il était franc-maçon – ce que beaucoup d'entre nous ignoraient. Comment peut-on être communiste et franc-maçon ? demanda Trotsky ; pour lui, c'était absolument incompatible.

La discussion se poursuivit durant plusieurs séances. Je ne signalerai qu'un incident, bref mais important, qui marqua la dernière. La délégation du centre était, en fait, assez hétérogène. À côté des vieux routiers de la politique et du parti, il y avait des éléments nouveaux, venus au socialisme après la guerre et à cause de la guerre. Le plus remarquable d'entre eux était Renaud Jean ; il s'efforçait d'ailleurs de rester hors tendance.

1 « *La tendance du centre en France est une survivance de l'ancienne mentalité social-démocrate, mais elle s'affuble d'un masque en acceptant tout ce qu'on lui demande.* » (Discours de Boukharine à la commission.)

Parti à la guerre paysan, immobilisé par une grave blessure, il avait beaucoup lu et appris pendant sa convalescence. Il écrivait bien, exprimant avec force les colères des hommes qui avaient souffert dans les tranchées et en étaient revenus résolus à chasser les gouvernants et à renverser le régime responsable de l'inutile massacre. Ses origines paysannes le portaient, en partie à son insu, à opposer les paysans qui avaient fait la guerre dans les tranchées aux ouvriers des usines, bénéficiaires de sursis d'appel. Le fait qu'il prétendait à une position personnelle, indépendante, montrait clairement qu'il ne donnait pas au communisme et à l'Internationale une adhésion sans réserve. Enfin, il voulait être, avec ostentation, le militant irréprochable. Tous ces détails sont nécessaires pour l'intelligence de l'incident qui éclata en fin d'une longue séance. L'ordre du jour était épuisé quand un délégué des Jeunesses communistes demanda la permission de poser une question. « *Notre fédération*, dit-il, *reçoit des subsides de l'Internationale des Jeunesses communistes ; il nous apparaît normal qu'une section de l'Internationale soit aidée par le centre ou par d'autres sections. Or, certains camarades, et en particulier le camarade Renaud Jean, nous attaquent à ce sujet. Je demande que, dans cette commission, des voix autorisées lui rappellent qu'il s'agit là d'une manifestation de solidarité toute naturelle dans une organisation internationale.* » À peine cette demande a-t-elle été formulée que Renaud Jean se lève, s'avance vers la table où siège le bureau, commence une explication embrouillée que Trotsky interrompt un peu rudement en disant que l'Internationale communiste n'a rien de commun avec une foire où les paysans madrés se livrent à leurs marchandages. Interloqué, Renaud Jean se retire. La séance est levée dans une certaine gêne. Sans doute Trotsky aurait pu expliquer plus posément – comme il le fit le lendemain dans un entretien particulier. Mais il était deux heures du matin, un mouvement d'impatience pouvait se comprendre, on avait hâte de se séparer. Le moment était aussi mal choisi que possible pour soulever une question qui n'était

certes pas sans importance et méritait d'être discutée. Renaud Jean n'était pas seul à penser que, dans ce domaine, l'Internationale communiste devait agir avec discernement et surveiller de près l'emploi des fonds mis à la disposition des sections. Il montra, d'ailleurs, beaucoup moins de scrupules par la suite, car il ratifia toutes les sottises et tous les crimes de la direction de l'Internationale, d'abord zinoviéviste puis stalinienne, les « tournants », les « procès de Moscou », les purges, la famine provoquée pour réduire les paysans ukrainiens, les meurtres des tueurs. Peut-être trouvait-il parfois la dose trop forte car de temps à autre le bruit se répandait que Renaud Jean avait quitté le parti ; mais il n'en était rien, la résistance de Renaud Jean s'était bornée à quelques grimaces avant d'avaler l'amer breuvage.

En séance publique, Trotsky fit son rapport. Il ne cherchait pas à minimiser les difficultés de la tâche devant laquelle se trouvait l'Internationale. « *Nous avons maintenant devant nous*, dit-il, *une question importante et bien difficile.* » Étudiant les luttes intérieures du parti, la polémique des fractions, il s'est reporté au discours prononcé par lui, dix-huit mois auparavant, à l'Exécutif élargi ; rien n'a changé ; le fait le plus frappant c'est que « *nous piétinons toujours sur la même place* ». Et à son tour il était amené à constater que trop du vieux Parti socialiste était resté dans le jeune Parti communiste. « *Nous avons entraîné avec nous, à Tours, beaucoup d'habitudes, de mœurs qui ne veulent pas céder la place aux attitudes et aux mœurs de l'action communiste.* »

Un problème particulièrement difficile, c'était celui des rapports du parti avec les syndicats. Le syndicalisme révolutionnaire avait de profondes racines dans le mouvement ouvrier français ; il avait fallu la Révolution d'Octobre et la création de l'Internationale communiste pour faire disparaître l'hostilité de principe des syndicalistes à l'égard des partis politiques. Cependant si l'hostilité avait disparu, une certaine méfiance subsistait

que la politique de la direction du parti n'était pas faite pour dissiper ; bien au contraire. Aussi, même chez les syndicalistes qui avaient adhéré au parti, restait-on réservé quand à l'intervention du parti dans les grèves. D'autre part, si les grèves et l'action ouvrière devaient se dérouler sans la participation du parti, celui-ci ne pourrait jamais devenir un parti communiste. Pour des raisons diverses, la direction du parti suivait ici la ligne de moindre résistance, c'est-à-dire qu'elle s'effaçait complètement devant les syndicats. Ce ne pouvait être une solution. Que le problème fût particulièrement ardu, nul ne le savait mieux que moi ; je voyais les syndicalistes les mieux disposés à l'égard du parti s'en écarter quand ils constataient que trop souvent il se comportait comme l'ancien Parti socialiste, quand ils remarquaient que de jeunes militants délaissaient le travail syndical pour une activité électoraliste qui leur vaudrait un siège au Parlement.

La politique du parti n'était pas seulement passive ; loin de chercher à atténuer les divergences, à rapprocher les points de vue, à trouver les bases d'une entente pour une action commune, elle les entretenait, les avivait pour pouvoir faire pression sur Moscou. Cependant on ne pouvait pas prétendre que, grâce à cette division du travail entre parti et syndicats, tout allait pour le mieux dans le mouvement ouvrier français. Trotsky énuméra des exemples de grèves perdues, de lourds échecs qu'il aurait été possible d'éviter.

Après de longues délibérations au cours desquelles furent examinées et discutées l'activité du parti, les particularités du mouvement ouvrier, les luttes des fractions, la presse, la question paysanne, la politique coloniale, la commission élabora un programme d'action. Elle reconnut unanimement que les membres du parti adhérant à la franc-maçonnerie et à la Ligue des droits de l'homme devaient immédiatement abandonner « *ces machines de la bourgeoisie créées pour endormir la conscience de classe des prolétaires* ». Exceptionnellement, et pour per-

mettre au parti de sortir de l'impasse où il s'était enfoncé, elle proposait que le Comité directeur fût constitué selon la proportionnelle sur la base des votes du congrès de Paris, les titulaires devant être désignés par les délégations elles-mêmes. Les représentants des trois tendances déclarèrent alors accepter la résolution sans réserve ; tous protestèrent de leur attachement et de leur dévouement à l'Internationale communiste.

VIII

FROSSARD DÉMISSIONNE – CACHIN RESTE

Pendant que le congrès délibérait et décidait, Frossard, demeuré à Paris, malgré les appels réitérés de l'Internationale, complotait, réunissait et organisait ses fidèles pour le cas où le congrès prendrait une décision telle que toute dérobade serait désormais impossible. Les conjurés comprenaient la majorité des membres du Comité directeur et une grande partie des rédacteurs de *L'Humanité*.

Maîtres du secrétariat avec Frossard et du journal avec Cachin, ils étaient persuadés de pouvoir tenir tête à l'Internationale. Les décisions prises à Moscou les mirent dans l'embarras ; tout se trouvait réglé : composition du Comité directeur, direction et conseil d'administration de *L'Humanité*. Cependant ils ne désespéraient pas ; les délégués du centre n'avaient pu résister à Moscou à la pression exercée sur eux par l'unanimité du congrès ; rentrés à Paris, ils se ressaisiraient et, selon leur habitude, trouveraient des prétextes pour ajourner l'application des décisions. « Gagner du temps », ç'avait été toujours la tactique de Frossard ; il en avait fait l'aveu public au cours d'une réunion de la fédération de la Seine. Mais précisément parce qu'il était expert en cette tactique, il ne tarda pas à comprendre que désormais elle ne serait plus possible. Il fallait choisir. Il hésita. Il tenait à un poste qui faisait de lui le vrai dirigeant du parti.

Mais il était pris entre l'Internationale et ses amis ; ceux-ci le pressaient, il se sentit vaincu, démissionna.

Tout fut rapidement réglé. Humbert-Droz, délégué de l'Internationale, et moi, nous allâmes chez Cachin pour arrêter la liste des rédacteurs de *L'Humanité*. Tous ceux qui avaient comploté avec Frossard étaient éliminés. Cachin en défendit quelques-uns mollement ; il ne mit quelque énergie que pour protester contre la réintégration de Pierre Monatte, chargé de la rubrique de la Vie sociale. Amédée Dunois prit sur lui de signifier leur congé aux conspirateurs malheureux ; il eut à essuyer la fureur de plusieurs d'entre eux et aussi des propos malveillants ; mais c'est surtout Cachin, considéré par eux comme un misérable lâcheur, qu'ils visaient. En vain le cherchaient-ils dans les bureaux du journal : il était resté chez lui, fuyant les coups.

Comme pour prouver que la décision de l'Internationale était juste, ils se groupèrent autour de Frossard, tentèrent de former un embryon de parti, publièrent un hebdomadaire dont toutes les attaques étaient dirigées contre l'Internationale et contre le communisme ; ils exigèrent de *L'Humanité* des indemnités de licenciement comme ils l'auraient fait d'un journal bourgeois. Quant à Frossard, il s'engagea rapidement dans la voie qu'avaient suivie Briand et Laval, ses vrais maîtres ; il retourna au Parti socialiste, le quitta, devint ministre, finit sa carrière comme un des nombreux ministres de Pétain. En 1930, il publia des souvenirs de son passage dans le Parti communiste sous le titre *De Jaurès à Lénine*, où on peut lire ces étonnants aveux : « *Ai-je jamais été communiste ? Au fur et à mesure que je reconstitue l'atmosphère du Congrès de Tours je sens que je peux résolument répondre par la négative à cette question. J'ai cherché vingt fois l'occasion de me dégager, de me reprendre... j'étais au fond plus près de Blum que de Lénine* » (p. 177). Cela peint assez bien le singulier type de petit politicien qu'il fut, et le portrait est complet si on ajoute cette ligne, écrite à la même page, dans

laquelle il prétend avoir été « *dupe de gens sans honneur et sans conscience* »[1].

Un compte rendu du 4e Congrès de l'Internationale communiste exigerait qu'ici une large place fût faite au fascisme. Les événements décisifs venaient de se produire. Après une année d'exploits des bandes fascistes armées, opérant à travers le pays avec la complicité et l'appui des autorités, Mussolini, en conclusion de cette soi-disant « marche sur Rome » qui fut son premier bluff, avait été appelé par le roi pour former le ministère. L'avènement du fascisme datait du 30 octobre, quelques jours avant l'ouverture du congrès. Quand Bordiga monta à la tribune, le 16 novembre, pour faire son rapport sur le fascisme, on comprend qu'il ait parlé avec une émotion qui ne lui était pas habituelle. Les « *circonstances spéciales* », dit-il, ne lui avaient pas permis de disposer de toute la documentation. Il fit d'abord un bref historique du mouvement fasciste ; évitant de préciser les responsabilités, il rappela, ce qui était maintenant clair pour tous, que « *la tendance prolétarienne socialiste révolutionnaire qui s'est renforcée dans l'après-guerre à la faveur de l'enthousiasme qui s'était emparé des masses... n'a pas su profiter de la situation favorable... On peut dire qu'en 1919 et dans la première partie de 1920, la bourgeoisie italienne était, dans une large mesure, résignée à assister au triomphe de la révolution. Les*

1 Amédée Dunois, secrétaire général de *L'Humanité*, écrivait à ce propos : « *Frossard avait fait ce rêve fantastique d'imposer tôt ou tard ses conditions à l'Internationale communiste. La chose était connue depuis longtemps des familiers du rusé secrétaire du parti... Les intrigues les mieux agencées ne réussissent pas toujours... Pendant toute une semaine on fut à la limite de la rupture. Pourtant on ne rompit pas. Il ne restait plus qu'à passer à l'exécution des résolutions du 4e Congrès... Les congédiés se répandirent en récriminations assourdissantes. Ils firent plus ; ils se livrèrent auprès de Frossard – leur complice, leur chef de file de la veille – à de telles menaces que celui-ci ne crut pouvoir y échapper qu'en démissionnant du parti. Renard se trouvait pris.* »

classes moyennes, la petite bourgeoisie restaient passives, mais suivaient le prolétariat. » Le schématisme qui lui était habituel l'amenait à formuler une appréciation du caractère du fascisme dont la fausseté n'était que trop visible : démocratie bourgeoise, fascisme – c'était la même chose ; donc « *je ne dis pas que la situation soit une situation favorable pour le mouvement prolétarien et socialiste lorsque je prévois que le fascisme sera libéral et démocrate... notre situation n'est pas tragique.* » Un envoyé du parti était arrivé la veille, apportant des renseignements sur les derniers événements. « *Ce camarade*, dit Bordiga, *est un ouvrier et dirige une organisation locale du parti ; il exprime cette opinion intéressante, qui est celle de beaucoup de militants, qu'on pourrait désormais travailler mieux qu'auparavant.* »

Radek, dans son rapport sur l'offensive capitaliste, avait apprécié plus exactement la situation et montré plus de clairvoyance quant à la signification de ces faits et à leur développement : « *Dans la victoire du fascisme*, dit-il, *je ne vois pas seulement le triomphe mécanique des armes fascistes ; j'y vois la plus grande défaite qu'aient essuyée depuis le commencement de la période de révolution mondiale le socialisme et le communisme, une défaite plus grande que celle de la Hongrie soviétique, car la victoire du fascisme est une conséquence de la faillite morale et politique momentanée du socialisme et de tous les mouvements ouvriers italiens.* »

Par contre Zinoviev, comme à l'accoutumée, par tempérament ou par tactique, croyait nécessaire de répandre son optimisme à bon marché sur les délégués : « *On se dispute maintenant*, dit-il, *parmi les camarades italiens pour savoir la nature de ce qui se passe actuellement en Italie : un coup d'État ou une comédie ? Peut-être les deux à la fois. Au point de vue historique c'est une comédie. Dans quelques mois, la situation tournera à l'avantage de la classe ouvrière.* » Plus d'une fois nous le verrons

ainsi transformer les défaites en succès et annoncer la victoire communiste... dans quelques mois[1].

La question italienne, inscrite à l'ordre du jour du congrès, prenait une importance nouvelle. Le développement du fascisme avait provoqué une vive agitation à l'intérieur du Parti socialiste italien. Serrati et ses amis qui avaient voulu maintenir à tout prix l'unité du parti trouvaient, après Livourne, la cohabitation avec la droite de Turati-Treves difficilement supportable. La rupture s'était faite au congrès réuni à Rome en octobre 1922. Les réformistes, mis en minorité, quittèrent le parti ; cependant ils avaient, depuis Livourne, doublé le nombre de voix qu'ils avaient alors recueillies : 29 000 au lieu de 14 000, car ils avaient l'appui des dirigeants de la *Confederazione generale del lavoro*. L'adhésion à la 3e Internationale ne l'emporta que de justesse ; elle recueillit 32 000 voix, et il faut noter que Serrati reçut alors l'appui de la fraction dite *Terzinternationalista* qui n'avait cessé de défendre l'adhésion. Après le congrès, D'Aragona rompit le pacte qui liait la Confédération au Parti socialiste, se retrancha dans la position commode de l'indépendance et de la neutralité des syndicats : « *Nous ne voulons pas faire de politique* », dit-il, tandis qu'il s'inclinait humblement devant Mussolini : « *Nous voulons un mouvement syndical dans les cadres de la loi. C'est une vieille déclaration de moi. D'ailleurs l'histoire prouve que la CGL ne participera jamais à l'illégalité.* » Nous n'avions eu

1 Il ne fut pas seul à se tromper et on pourrait relever nombre de pronostics erronés. Je n'en retiendrai qu'un pour sa signification particulière. Pour des raisons contraires, les socialistes que le communisme effrayait s'étaient réjouis de l'échec de la poussée révolutionnaire ; après les élections de mai 1921, Benjamin Crémieux écrivait : « *La caractéristique essentielle du scrutin c'est de marquer... la fin du bolchevisme dans la péninsule... La mode moscovite a fait son temps. C'est le socialisme à l'occidentale qui retrouve sa vogue et s'apprête à jouer un rôle fécond.* » (*Europe nouvelle*, 15 mai 1921.) Et encore, le 27 août, dans le même périodique : « *Aujourd'hui, l'Italie est lasse du fascisme. Les socialistes se sont écartés du bolchevisme et ont reconquis la sympathie de la bourgeoisie avancée et des intellectuels.* »

que trop raison, à Moscou, lors du 2e Congrès, de douter de la sincérité du personnage et de sa loyauté quand il affirmait son attachement au communisme, signait avec nous un appel aux syndiqués révolutionnaires pour la formation d'une Internationale syndicale rouge. Il était l'illustration la plus claire du danger qu'il y a de maintenir des hommes peu sûrs à la tête des organisations révolutionnaires : ils se laissent porter par le courant quand celui-ci est trop fort pour qu'ils puissent l'endiguer, mais se réservent de trahir dès que les circonstances deviennent propices.

Serrati, qu'on n'avait pas vu au 3e Congrès, revenait à Moscou, avec cette fois un parti moins nombreux mais plus homogène. « *Le congrès de Rome*, pouvait-il dire, *ayant expulsé les réformistes et les partisans ouverts ou masqués de la collaboration avec la bourgeoisie, a voté à l'unanimité l'adhésion à la 3e Internationale.* »

Rapportant la question devant le congrès, Zinoviev analysait la situation nouvelle devant laquelle le Parti communiste italien se trouvait, formulait plusieurs conclusions. D'abord le front unique s'imposait plus que jamais ; la fusion avec le Parti socialiste découlait du vote même d'adhésion de ce parti à l'Internationale. « *Notre parti*, dit-il, *a commis des erreurs doctrinales ; il dédaigne et veut ignorer tout mouvement qui se déroule en dehors de lui. C'est Lénine qui nous a enseigné qu'il y a une "vanité communiste" qui prétend tout savoir, est trop infatuée d'elle-même. Mussolini affirme que les syndicats fascistes ont déjà un million et demi de membres. C'est très probablement exagéré ; peu importe ; il faut y adhérer.* »

Bordiga, parlant au nom de la majorité de la délégation italienne, exprima son désaccord avec les recommandations de Zinoviev. Il restait hostile à toute fusion avec le Parti socialiste italien, même après le congrès de Rome ; c'est autour du Parti communiste que devaient se rassembler ceux qui voulaient entrer dans la 3e Internationale. Néanmoins ses amis et lui se

conformeront aux directions tracées par le 4e Congrès, sans discussion ni hésitation.

Les dernières séances du congrès étaient consacrées au vote des résolutions. Les commissions spéciales les préparaient en tenant compte des débats qui suivaient les exposés des rapporteurs et soumettaient le texte définitif aux délégués en séance plénière. C'est Clara Zetkin qui vint donner lecture de la résolution sur « La Révolution russe et les perspectives de la Révolution mondiale » – les rapporteurs avaient été, on s'en souvient, Lénine et Trotsky. Un paragraphe était ainsi libellé :

« *Le 4e Congrès mondial rappelle aux travailleurs de tous les pays que la révolution prolétarienne ne pourra jamais vaincre à l'intérieur d'un seul pays, mais seulement dans le cadre international, en tant que Révolution prolétarienne mondiale. La lutte de la Russie des soviets pour son existence et pour les conquêtes de la Révolution est la lutte pour la libération des travailleurs, des opprimés et exploités du monde entier.* »

Des applaudissements vigoureux saluèrent la lecture de cette résolution, qui fut adoptée à l'unanimité. Pour la commission chargée d'examiner la composition du Comité exécutif, la délégation russe désigna Boukharine et Radek comme délégués, Lénine et Trotsky comme suppléants.

Le 2e Congrès de l'Internationale syndicale rouge se tint dans le même temps, à Moscou, dans la grande salle de la Maison des syndicats. Son travail avait été préparé par une réunion du Conseil central – correspondant à ce qu'était pour l'Internationale communiste les Comités exécutifs élargis – qui avait duré du 17 février au 12 mars 1922. Le développement normal de l'ISR s'était heurté à deux sortes d'adversaires. Les réformistes de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam poursuivaient une politique de scission ; en France, leur manœuvre avait provoqué la scission de la centrale syndicale elle-même.

L'ISR avait multiplié les appels, voulant tout tenter pour l'empêcher. Le 3 décembre 1921, son bureau exécutif s'était adressé aux ouvriers français en ces termes :

« *Les dirigeants de la CGT préparent la scission. Après avoir maintes fois protesté de leur attachement à l'unité ouvrière, ils se préparent à la détruire sciemment et à désarmer ainsi les travailleurs français devant la réaction. Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et ceux qui les suivent multiplient les concessions à la bourgeoisie. Devant le gouvernement et le bloc national, leur docilité n'a pas de limites et n'égale que leur intransigeance à l'égard des ouvriers révolutionnaires... Par leurs efforts, l'unité de l'organisation syndicale des cheminots est, à cette heure, brisée. La fédération de l'habillement suit cet exemple...* L'Information *et* Le Temps *sont satisfaits. Que de fois les dirigeants d'Amsterdam n'ont-ils pas invoqué l'unité ouvrière ! Mais ils sont prêts à la détruire dès que la majorité des syndiqués tente d'échapper à leur tutelle et à celle de la bourgeoisie.* »

Puis, quand le danger devint imminent, l'ISR s'adressa directement à Amsterdam par le télégramme suivant, en date du 22 décembre : « *La CGT française est à la veille de la scission. Proposons conférence réunissant représentants de votre fédération, de la majorité et de la minorité de la CGT, de 1'ISR. Nos délégués seront : Rosmer, Tom Mann, Losovsky.* » Le secrétaire de la Fédération d'Amsterdam, Oudegeest, attendit plusieurs jours pour envoyer une réponse évasive :

« *Reçu télégramme. Ce qui arrive en France n'est que la conséquence des agissements de l'Exécutif de la 3e Internationale. Suis content que vous voyiez maintenant que ces agissements ne servent qu'à appuyer la bourgeoisie. Essayez d'ajourner congrès minorité CGT. Sous cette condition, je propose de demander à la réunion de notre bureau, le 28 décembre, de tenir conférence au commencement de janvier, exclusivement avec vos délégués. Vous enverrai détail 28 décembre.* »

Quand on leur proposait une action commune pour la défense des intérêts du prolétariat, les réformistes masquaient hypocritement leur refus en posant des conditions qu'ils savaient impossibles et, comme c'était le cas ici, en ne songeant qu'à triompher sottement[1]. Ils se faisaient les champions de l'indépendance du mouvement syndical, mais en même temps liaient toute leur activité à la Société des nations et au Bureau international du travail, ces fragiles résidus du wilsonisme en quoi ils voulaient voir les bases d'une démocratie nouvelle, une garantie contre la guerre et le fascisme. Quand la SDN s'effondra, ils furent parmi les victimes. Même alors ils refusèrent de comprendre la terrible leçon.

En Tchécoslovaquie, la fédération du textile exigeait de chaque syndiqué qu'il signât une déclaration par laquelle il s'engageait à militer pour Amsterdam et à renoncer à toute propagande pour l'ISR. En Suisse, où les effectifs réformistes s'élevaient à 300 000 et ceux des anarcho-syndicalistes à 35 000, les uns et les autres rivalisaient dans une campagne de dénigrement de la Révolution russe et d'attaques réitérées contre l'ISR.

1 Cette tactique de l'ISR contre toute scission syndicale était strictement conforme au principe posé dès la création de l'Internationale communiste. Lénine l'avait défendue, même assez rudement, contre d'excellents révolutionnaires, notamment, comme on l'a vu, dans *La Maladie infantile du communisme,* et l'IC n'avait pas hésité à rompre avec ceux qui persistaient dans ce qu'elle considérait une erreur. Et tous les faits montraient que la volonté de scission était de l'autre côté, chez les socialistes de la 2e Internationale et chez les réformistes de la Fédération d'Amsterdam. Cependant ceux-ci accusaient si souvent les communistes de poursuivre la scission du mouvement ouvrier, ils disposaient de tant de journaux pour le dire, ceux de la bourgeoisie leur faisant écho, que même des observateurs plus ou moins objectifs interprétèrent ces démarches de l'ISR comme une volte-face totale, un reniement complet de son attitude antérieure. « *Un fait considérable*, écrit l'un d'eux, *et qui n'a pas toujours été commenté avec la précision voulue, vient d'orienter dans une voie nouvelle le mouvement ouvrier international... Moscou est donc loin de sa politique de 1920.* » *Europe nouvelle*, 31 décembre 1921.

L'autre assaut que l'Internationale syndicale rouge avait eu à subir dès sa naissance vint des anarcho-syndicalistes et de ceux qui prétendaient être des « syndicalistes purs ». Ils avaient vainement tenté d'imposer leurs vues lors du premier Congrès. Rentrés dans leur pays, ils prirent leur revanche en menant une campagne acharnée qui se développait parallèlement – et pas très différemment – à celle que menait la quasi-unanimité des journaux bourgeois de toutes tendances ; tous leurs efforts tendaient à troubler les ouvriers, à détruire en eux l'enthousiasme qui les avait portés au premier jour vers la Révolution russe. Leurs campagnes, coïncidant avec le reflux de la poussée révolutionnaire d'après-guerre, ne restait pas sans résultat ; elles affaiblissaient dans une certaine mesure l'ISR mais sans profit pour eux-mêmes. Cependant, à la différence des leaders réformistes D'Aragona, Dugoni et autres, qui n'avaient fait le voyage de Moscou que pour trouver des arguments contre l'Internationale communiste, ils étaient sincères – au moins les meilleurs, car parmi eux les discoureurs prétentieux ne manquaient pas. Ce qu'ils avaient vu en Russie était différent de ce qu'ils avaient imaginé ; au lieu de chercher à comprendre le sens de la Révolution, son développement, de discerner dans les voies suivies par la Révolution celles qu'elle avait délibérément choisies et celles qui lui avaient été imposées par l'intervention des États capitalistes et par la guerre civile, ils se bornaient à des affirmations sommaires ; ils étaient contre l'Armée rouge, contre la dictature du prolétariat à laquelle ils s'étaient tout d'abord ralliés ; le communisme n'avait pas surgi d'un coup sur les ruines : ils s'en détournaient.

L'Internationale syndicale rouge fit tous ses efforts pour garder les syndicalistes sincères dans son sein, expliquant, dissipant ce qui pouvait n'être que malentendus. Fin mai 1922, elle adressait un message aux membres de la CNT espagnole. Le gouvernement venait de lever l'état de siège, les garanties constitutionnelles étaient rétablies. C'était l'occasion, après

trois années de dures répressions, de tirer les leçons des expériences qu'avait vécues le mouvement ouvrier de tous les pays dans cette période chargée d'événements importants. On s'attendait, disait le message, à ce que fût donnée une orientation claire aux militants de la CNT. Au lieu de cela, on eut cette conférence de Saragosse, préparée avec le souci dominant de fabriquer une majorité, et des discours farcis de formules périmées, sans lien avec la réalité présente : il fallait, avant toute chose, obtenir une majorité pour la rupture avec l'ISR. Faute grave, concluait le message, car il n'y a pas de place pour une autre internationale.

La minorité, décidée à défendre l'adhésion à l'ISR, s'organisa dans des comités syndicalistes révolutionnaires et dégagea la signification du vote de rupture : « *La conférence de Saragosse*, dit-elle*, a confirmé l'existence d'un courant évolutionniste qui signifie le reniement d'un passé plein d'héroïsme et de sacrifice. L'orientation adoptée à Saragosse est pire que le franc réformisme... La tendance qui a triomphé fait complètement abstraction des facteurs économiques.* » Ses dirigeants sont si aveugles qu'ils refusent de croire, quand on la leur signale, à une menace de coup d'État qui va de nouveau les mettre hors la loi. Or Primo de Rivera s'emparera du pouvoir le 18 septembre 1923.

Au Portugal, les dirigeants de la CGT qui dénoncent, eux aussi, la dictature de Moscou, imposent la leur. Ils refusent la parole aux partisans de l'ISR ; un membre de l'organisation, Perfeito de Carvalho, revenant de Russie, ne peut présenter son rapport. La direction obtient ce qu'elle veut : l'adhésion à l'Internationale anarchiste de Berlin, mais ses manœuvres ont découragé un grand nombre de délégués, 57 d'entre eux sont absents au moment du vote – presque la moitié. Pour le secrétaire général, de Souza, « *le capitalisme ne se maintient que par un phénomène d'autosuggestion* ».

La France se trouvait alors dans une situation particulière. Il y avait, depuis la scission, deux centrales syndicales. La CGT

était sortie de ses manœuvres considérablement affaiblie ; elle n'avait même plus 300 000 membres bien qu'elle en affichât 700 000 dans les documents officiels. La nouvelle centrale, qui a pris le nom de Confédération générale du travail unitaire pour bien marquer sa volonté d'unité, en a 450 000. Elle a tenu son congrès constitutif à Saint-Étienne du 25 juin au 1er juillet 1922. La direction provisoire où, par suite de circonstances fortuites, les anarchistes et les « syndicalistes purs » détenaient la majorité, a été éliminée. La résolution votée, par 743 voix contre 406, comporte l'adhésion à l'ISR sous certaines conditions : l'article 11 des statuts, concernant la liaison organique entre l'Internationale communiste et l'ISR, devra être supprimé et remplacé par une disposition ainsi libellée : « *L'ISR et l'IC doivent, si besoin en est, se réunir en vue d'actions communes ; dans les divers pays les syndicats et le Parti communiste doivent procéder de même sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des organisations.* »

Ainsi le 2e Congrès peut s'ouvrir dans des conditions bien différentes de celles existant l'an passé. Les débats ne s'égareront pas dans des dissertations soi-disant théoriques. La situation est claire. Le dimanche 19 novembre, les délégués sont rassemblés pour la première séance dans la grande salle de la Maison des syndicats et ils abordent tout de suite le rapport moral de Losovsky, sur l'activité de l'ISR pendant l'année écoulée. Pour faciliter l'entente, le Bureau exécutif de l'ISR propose d'adopter la modification aux statuts demandée par les délégués de la CGTU. L'article 11 fut supprimé et remplacé par les dispositions suivantes : « *Afin de coordonner la lutte de toutes les organisations révolutionnaires, le Bureau exécutif pourra, si les circonstances l'exigent : 1° conclure des accords avec le Comité exécutif de l'Internationale communiste ; 2° tenir des réunions communes avec le Comité exécutif de l'IC pour discuter les questions les plus importantes du mouvement ouvrier et organiser les actions communes ; 3° lancer des manifestes conjointement avec l'IC.* » La discussion,

devant le congrès, fut brève. Quelques délégués déclarèrent ne pas comprendre pourquoi on demandait l'abrogation de l'article 11 alors qu'on proposait de le remplacer par un texte qui ne changeait rien au fond. Il fallait bien admettre cependant que, pour les Français, la différence était appréciable puisqu'ils en faisaient la condition de leur adhésion, et satisfaction leur fut donnée[1].

La question des rapports entre parti politique et syndicats se trouvait également inscrite à l'ordre du jour du 4e Congrès de l'Internationale communiste, qui avait lieu à la même époque. Intervenant au nom de la délégation italienne tout entière – comme il le souligna – Tasca déclara qu'il était peut-être nécessaire de faire des concessions à la France ou à tel autre pays, en considération de conditions locales particulières, mais que ces dispositions n'étaient pas à leur place dans la thèse générale, car il faut éviter, précisa-t-il, que ces concessions « *soient quelque chose qui concourt à enraciner de plus en plus cette situation sans issue que plusieurs camarades sont venus ici dénoncer...*

1 Andrés Nin, qui était alors le membre le plus actif et le mieux informé de la direction de l'ISR, à côté de Losovsky, écrivit à ce propos : « *L'adoption de cet accord mit fin à nos différends avec le syndicalisme révolutionnaire français. La concession était, au fond, de pure forme. Immédiatement après le congrès fut formé un Comité d'action, comprenant des représentants des deux Internationales. L'expérience ultérieure des luttes ouvrières montra avec évidence la nécessité d'une collaboration des deux organismes. D'autre part, le processus de différenciation à l'intérieur du mouvement syndicaliste révolutionnaire s'accéléra. Les éléments sectaires retournèrent à leurs positions, adoptant une attitude hostile à la Révolution russe et à l' ISR. Tandis que ceux qui avaient su profiter des leçons de la guerre et de la Révolution russe s'orientèrent vers le communisme. Enfin, spectacle édifiant, certains qui, comme Monmousseau, craignaient que l'ISR attentât à l'indépendance du mouvement syndical français, devaient, peu après, convertir la centrale syndicale révolutionnaire en une simple annexe du Parti communiste, provoquant ainsi un effondrement progressif de son effectif au bénéfice évident de la CGT réformiste.* » *Las Organizaciones obreras internacionales*, Madrid 1933.

Même s'il était vrai qu'en France les syndicats, par leur développement historique, ont à jouer dans la révolution prolétarienne un rôle de direction, ce ne serait pas une raison pour renoncer au noyautage communiste ; ce serait au contraire une raison de plus pour faire ce noyautage et nous assurer notre part de direction dans la révolution prolétarienne. La seule raison qu'on peut opposer en France au noyautage, c'est la méfiance des ouvriers envers le Parti communiste. C'est un cercle vicieux qu'il faut rompre nettement ; nous sommes persuadés que créer les conditions d'un travail méthodique des communistes dans les syndicats, c'est une question de vie ou de mort pour le Parti communiste français. » (17e séance, 20 novembre 1922.)

Ce problème délicat réglé, aisément cette fois, le congrès put consacrer toutes ses séances aux tâches pratiques qui étaient celles des syndicats : défense des travailleurs contre l'offensive capitaliste et contre les manœuvres des leaders réformistes ; ceux-ci, pour maintenir leur domination sur les syndicats, procédaient à des exclusions dès qu'une opposition à leur politique s'affirmait ; un nouveau problème se trouvait ainsi posé, il fallait grouper les exclus, lier leur action à celle des syndicats, les y rattacher de quelque manière, souligner aux yeux des ouvriers l'action scissionniste des réformistes. Enfin une grande place fut faite à la tâche urgente de l'organisation et de l'activité syndicales dans les pays coloniaux et semi-coloniaux[1].

1 Dans des *Souvenirs* qu'un journal publie au moment où j'achève d'écrire ce livre, Victor Serge écrit : « *L'Exécutif (de l'Internationale communiste) avait décidé, sur l'initiative des Russes, naturellement, de fonder une organisation syndicale internationale, filiale de l'Internationale communiste ; la logique voulait qu'en scindant le mouvement socialiste, l'on scindât aussi le mouvement syndical.* » (*Combat*, 2 décembre 1949.) Il y a, dans ces quelques lignes, une succession d'erreurs étonnantes qu'on est surpris de trouver dans un écrit de Victor Serge. La « logique » ne voulait rien de ce qu'il prétend : elle exigeait au contraire qu'on distinguât entre le parti politique, qui

groupe des hommes en accord sur un programme fondamental, et le syndicat, qui est ouvert à tous les salariés. La scission des partis socialistes à l'issue de la guerre était inévitable ; les conceptions divergentes qui s'y heurtaient étaient si profondes qu'elles conduisaient naturellement à la rupture ; Scheidemann et Liebknecht ne pouvaient plus appartenir au même parti. Quant aux syndicats, il me suffira de renvoyer aux pages où j'ai examiné cette question, à *La Maladie infantile du communisme,* de Lénine, aux discussions et résolutions du 2e Congrès de l'IC. Loin de chercher à scinder les syndicats, on demandait aux communistes de rester dans les syndicats réformistes, et même de s'y accrocher quand les dirigeants voulaient les en chasser. À l'époque où Victor Serge écrivait ces *Souvenirs*, sa mémoire avait des défaillances ; par exemple, dans un passage antérieur à celui que je viens d'examiner, il affirmait que *« Trotsky avait expulsé Cachin et Frossard de Russie en 1920 »*. Trotsky ne fit rien de semblable, et ni Cachin ni Frossard ne furent expulsés. J'ai dit dans quelles conditions ils allèrent à Moscou à cette époque ; ils y furent soumis au régime de la douche écossaise, c'est-à-dire qu'on ne manquait pas de leur rappeler leur reniement pendant la guerre, mais en même temps on prenait acte de leurs bonnes dispositions, favorables – quoique tardives – à la Révolution d'Octobre et à l'Internationale communiste. Ils quittèrent Moscou après s'être engagés publiquement à défendre l'adhésion du Parti socialiste français à l'Internationale communiste et, cela va sans dire, tout à fait librement.

1923

I
POINCARÉ FAIT OCCUPER LA RUHR

L'année 1923 fut une année décisive : pour l'Allemagne, pour l'Entente qui acheva de se briser et, il n'est pas exagéré de le dire, pour le monde. L'occupation de la Ruhr sonna le réveil du nationalisme allemand ; Hitler, déjà, se montra. Elle fut décisive pour la Russie soviétique et pour la révolution prolétarienne. Lénine avait pu se remettre partiellement au travail durant les deux premiers mois ; au début de mars une nouvelle attaque le terrassa, le paralysa jusqu'à sa mort, en janvier 1924.

L'éternelle question des réparations provoqua la crise. Elle revenait sans cesse, de conférence en conférence, jamais résolue. Le traité de Versailles avait institué une commission spéciale des réparations ; c'est elle qui avait la charge de ce problème. Les conditions successives qu'elle imposa à l'Allemagne se révélèrent inapplicables et, comme on pouvait s'y attendre, l'Allemagne s'ingéniait de son côté à aggraver les difficultés d'application. Le traité de Versailles n'avait pas fixé le montant des réparations imposées à l'Allemagne. Le 5 mai 1921, la commission avait décidé de chiffrer la dette de l'Allemagne à 132 milliards de marks-or. Mais comment arracher une pareille somme à l'Allemagne, sans achever de démolir l'économie européenne ? Les intérêts des Alliés du temps de guerre ne coïncidaient plus ; ils se heurtaient de plus en plus nettement. En Angleterre le chômage, un chômage exceptionnel, s'était installé à demeure ; une masse énorme de deux millions d'ouvriers étaient inoccupés ; l'industrie ne pouvait les absorber aujourd'hui ; elle ne pourrait le faire davantage demain si l'on ne parvenait pas à rétablir une économie européenne normale.

Le gouvernement britannique avait tenté de le faire à Gênes ; toujours il trouvait devant lui une France butée, invoquant ses régions dévastées pour exiger que l'Allemagne payât. L'Angleterre rétorquait qu'elle avait elle aussi des régions dévastées : ses grands centres industriels où les usines fermaient leurs portes, ses bassins miniers où les travailleurs, réduits à l'allocation de chômage, ne pouvaient que regarder s'accumuler les stocks d'un charbon qui ne trouvait plus de clients sur le continent.

En Allemagne, la situation allait sans cesse s'aggravant. Les contrôles imposés par les Alliés gênaient et exaspéraient les industriels. Les énormes dépenses du temps de guerre pesaient lourdement sur le budget. Les social-démocrates étaient au gouvernement avec plusieurs ministres et parfois à la présidence du conseil. Après avoir brisé l'élan révolutionnaire des premiers jours, ils étaient réduits à demander platoniquement une « *équitable répartition du fardeau des réparations* ». Mais Stinnes, qui alors parlait pour les magnats de l'industrie lourde, répondait : non, et le gouvernement restait impuissant, tandis que la misère s'étendait. La monnaie s'effondrait ; chaque crise marquait une nouvelle chute du mark ; au début de 1922 la première dégringolade sérieuse avait fait tomber le mark si bas qu'il en fallait 650 pour une livre sterling ; après Gênes, il était à 1 650 et à 2 500 dix jours plus tard ; avec l'occupation ce sera la chute sans fin. Les nationalistes de toute catégorie s'agitaient, devenaient agressifs. Les hommes qui cherchaient un accord avec les Alliés sur la base de conditions raisonnables, exécutables, étaient marqués par eux pour la destruction. Walter Rathenau, l'ancien directeur de la puissante Société générale d'électricité, devenu ministre des Affaires étrangères, ayant affirmé à Cannes la volonté de l'Allemagne de payer « *dans toute la mesure du possible* », fut assassiné en juin (le leader du centre catholique, Erzberger, qui avait consenti à signer le traité de paix, l'avait été le 26 août 1921).

En France, la situation intérieure était difficile pour d'autres raisons. Durant la guerre les divers gouvernants avaient financé les dépenses exceptionnelles presque exclusivement au moyen d'emprunts ; la bourgeoisie voulait bien que la guerre fût poursuivie « jusqu'à la victoire », mais elle ne voulait pas payer ; elle laissait les charges financières aux générations suivantes. Les gouvernements qui s'étaient succédé n'avaient frappé que pour la forme les énormes bénéfices réalisés par les entrepreneurs de tout genre, par les intermédiaires qui, travaillant pour la guerre, s'étaient enrichis. Le budget de l'État croulait sous les accroissements de dépenses : dette ancienne, dettes de guerre, pensions aux victimes de la guerre, etc. ; le déficit, énorme, se creusait davantage, car, bien qu'on eût imposé un sérieux désarmement à l'Allemagne, le budget militaire de la France n'était pas réduit ; il prenait même de telles proportions que les gouvernants en dissimulaient une portion importante par des artifices d'écritures. Au mécontentement qui croissait, ils répondaient en dénonçant « la carence de l'Allemagne ». Ainsi le terrain restait favorable au courant chauvin qui avait envoyé à la Chambre une majorité nationaliste, et surtout à la germanophobie, que la guerre avait portée au plus haut degré.

Au cours de l'année 1922, la tension entre la France et l'Angleterre alla grandissant. L'Allemagne, n'étant pas en mesure d'acquitter les échéances fixées par la décision du 5 mai, demandait qu'on lui accordât des emprunts ; après seulement elle pourrait payer. En août, lors d'une nouvelle conférence réunie à Londres, Poincaré consentit à lui accorder le moratorium qu'elle demandait, mais en revanche exigea de nouvelles mesures de contrôle, plus sévères. Au début de 1923, une nouvelle conférence était devenue nécessaire ; Angleterre, France et Allemagne se retrouvaient sur les mêmes positions. Mais ce devait être la dernière du genre. Poincaré avait caressé trop longtemps l'idée d'occuper la Ruhr pour ne pas finir par passer à l'acte ; il avait demandé à des techniciens, militaires et

civils, de l'étudier minutieusement et de dresser un plan précis. Selon lui et selon les hommes qui l'entouraient, cette mesure, équivalant en fait à une reprise de la guerre, contraindrait enfin l'Allemagne à s'exécuter. Il y avait des risques ; la rupture avec l'Angleterre deviendrait inévitable. Mais il se croyait assuré de ne rencontrer en France qu'une insignifiante opposition. Briand lui-même avait parfois employé un langage comminatoire – « *envoyer l'huissier à l'Allemagne* », « *lui mettre la main au collet* » – et ordonné des mesures coercitives sous forme d'occupation ; mais cette occupation s'était limitée à trois villes-clés du bassin : Duisbourg, Dusseldorf, Ruhrort, et elle avait été de peu de durée – en fait, une démonstration plutôt symbolique.

La conférence avait tenu séance du 2 au 4 janvier. Poincaré se montra intransigeant, signifia sa décision irrévocable d'occuper la Ruhr. Toute discussion était désormais inutile. Non moins résolus, les Anglais déclarèrent que la France devrait entreprendre seule l'aventure ; ils regrettaient de ne pouvoir la seconder, lui souhaitant bonne chance, comme il se devait entre Alliés, dissimulant mal leur colère d'avoir affaire à un partenaire aussi incompréhensif. Cependant Poincaré ne resta pas seul ; quand, le 11 janvier, les soldats français entrèrent dans la Ruhr, un contingent belge les accompagnait.

Le président du Reich lança un appel solennel à la résistance, que le Reichstag, quasi unanime, confirma : résistance passive de toute la population, les ouvriers devraient refuser de travailler pour l'occupant. Les incidents se multiplièrent. Le gouvernement français fit arrêter et condamner Fritz Thyssen et d'autres grands industriels.

En France, le Parti communiste, qui avait à peine achevé la réorganisation découlant des décisions du 4e Congrès de l'Internationale communiste, se trouva tout de suite mis à l'épreuve : la lutte contre l'occupation de la Ruhr reposa tout entière sur lui. Le Parti socialiste ne faisait qu'une opposition de forme ;

il n'approuvait pas la politique de Poincaré, mais il assistait à l'opération en spectateur ; il refusait d'appeler ses troupes à une opposition active parce qu'il n'osait pas attaquer de front la dangereuse germanophobie que les nationalistes entretenaient et excitaient. Encore moins songeait-il à coordonner son action avec celle de la social-démocratie allemande.

La nouvelle direction du Parti communiste français se préoccupa immédiatement d'établir une liaison avec le Parti communiste allemand. Elle participa à la préparation et à la réunion d'une conférence franco-allemande, au cœur de la Ruhr, à Essen. Poincaré répondit en faisant arrêter et jeter en prison les délégués français à la conférence : Cachin, Treint, le nouveau secrétaire général du parti, Monmousseau, secrétaire général de la CGTU. La Commission des conseils d'usine de la Ruhr, se substituant aux directions syndicales défaillantes, lança un appel aux diverses internationales, aux centrales syndicales, aux social-démocrates et aux travaillistes ; elle leur demandait d'envoyer des délégués à la conférence qu'elle se proposait de réunir à Cologne. La conférence eut lieu, non à Cologne, à cause des difficultés créées par les occupants, mais à Francfort, le 17 mars. Elle n'eut pas le succès que les travailleurs en attendaient, les dirigeants des organisations social-démocrates et réformistes ayant décidé de la boycotter et d'interdire à leurs membres d'y participer. En France, une « semaine de protestation », pendant laquelle des réunions eurent lieu dans toutes les villes, ne connut qu'un succès relatif. Les ouvriers étaient foncièrement hostiles à la politique intérieure de Poincaré, mais la haine de l'Allemagne, entretenue par la quasi-totalité des journaux, l'emporta ; ils permirent à Poincaré de poursuivre son opération ; peut-être arracherait-il quelque chose à cette Allemagne qui refusait de réparer les ruines que son agression avait causées.

La Jeunesse communiste intervint avec courage, bravant tous les risques. Elle assura la publication et la diffusion de

L'Humanité – interdite par les autorités militaires ; le journal était rédigé et composé à Paris et imprimé en Allemagne. Elle fit une ardente propagande parmi les soldats, préconisant la fraternisation avec les masses ouvrières d'Allemagne. Cette propagande donna de tels résultats que le gouvernement français, alarmé, fit procéder à de vastes opérations de police. Les arrestations de jeunes soldats furent nombreuses, les conseils de guerre les condamnèrent à de lourdes peines ; néanmoins la propagande et l'action persistaient.

En Allemagne, l'agitation et les troubles provoqués par l'occupation s'intensifiaient. L'effondrement de la monnaie faisait du ravitaillement des familles ouvrières un angoissant problème ; les salaires ne pouvaient suivre les prix, quoi qu'on fît. Misère, chômage, émeutes de la faim. La colère et la révolte s'exprimèrent en deux courants distincts. Les arrestations d'industriels, de bourgmestres, les lourdes amendes infligées aux villes, favorisaient le recrutement et l'activité des nationalistes ; leurs leaders s'efforçaient d'entraîner toutes les couches de la population derrière eux, contre un occupant qui tentait de détacher de l'Allemagne un morceau de son territoire en favorisant des mouvements séparatistes, en particulier la création d'une République rhénane indépendante.

Pour les ouvriers, la situation présentait un aspect plus complexe. Ils étaient certes contre l'occupant, mais aussi contre Thyssen, contre Krupp, contre les magnats de la Ruhr, maîtres durs, piliers du régime qui avait conduit l'Allemagne à la guerre. Des mouvements spontanés, fréquents et nombreux, surgissaient çà et là, tantôt sous forme d'occupation d'usines, de mines, tantôt par la prise du pouvoir dans des villes. Une tendance, parmi les militants du Parti communiste, demandait que ces mouvements soient aidés, encouragés, que l'action directe des ouvriers soit préconisée. Mais la direction du parti les considérait comme de petites insurrections vouées à l'échec,

risquant d'éloigner les masses du parti ; l'action ouvrière devait être dirigée d'abord contre l'occupant.

Les nationalistes avaient organisé des équipes de saboteurs, ils préparaient des attentats, faisaient sauter des ponts, arrachaient des rails, tâchant d'entraver de toutes les façons l'exploitation des richesses du bassin par les Français. Un des leurs, Schlageter, fut pris, envoyé devant un conseil de guerre, condamné à mort. Son exécution, le 26 mai, provoqua une grande émotion dans tout le pays. La situation devint sérieuse ; l'occupation se prolongeait, s'aggravait ; jusqu'où irait-elle ? et à quoi mènerait-elle ? La direction de l'Internationale communiste décida de convoquer un Comité exécutif élargi.

Le voyage de Moscou était de nouveau long et compliqué ; il fallait contourner les régions où régnait le militarisme français. Un député communiste, rentrant alors de Moscou et peu habitué aux voyages « irréguliers », suivit mal les instructions qu'il avait reçues et, après de multiples péripéties, échoua au commissariat de Kehl, mais dans un tel état que les autorités policières, refusant à croire qu'il était député, téléphonèrent à Paris pour s'en assurer.

La première séance eut lieu le 12 juin 1923. Après le rapport général habituel, Clara Zetkin ouvrit, par un long exposé, le débat sur « la lutte contre le fascisme ». Dans l'après-midi du 21, Sméral puis Gyptner étaient intervenus dans la discussion, quand Radek surgit à la tribune. Son aspect était inhabituel et le discours qu'il allait prononcer ne le fut pas moins. Il débutait ainsi :

« *Durant tout le discours de la camarade Clara Zetkin, j'étais obsédé par le nom de Schlageter et par son sort tragique. Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être tu ni être seulement honoré d'un mot dit en passant. Il a beaucoup à nous apprendre, à nous et au peuple allemand. Nous ne sommes pas des romantiques sentimentaux qui oublient la haine devant un cadavre, ou des diplomates qui disent : devant une tombe il*

faut louer ou se taire. Schlageter, le vaillant soldat de la contre-révolution, mérite de nous, soldats de la révolution, un hommage sincère. Son camarade d'idées, Freks, a publié en 1920 un roman dans lequel il décrit la vie d'un officier tombé dans la lutte contre les spartakistes intitulé Le Pèlerin du néant. *Si ceux des fascistes allemands qui veulent loyalement servir leur peuple ne comprennent pas le sens de la destinée de Schlageter, celui-ci est bien mort en vain et ils peuvent écrire sur sa tombe* "Le Pèlerin du Néant" ».

Les délégués étaient interloqués. Que signifiait cet étrange préambule ? Ce qui suivit ne l'expliquait pas ; au contraire, venait renforcer l'impression première. Poursuivant son discours, Radek évoqua une Allemagne abattue, écrasée par le vainqueur. « *Seuls des fous,* dit-il, *pouvaient s'imaginer que l'Entente traiterait l'Allemagne autrement que l'Allemagne a traité la Russie. Schlageter est mort. Sur sa tombe, ses compagnons d'armes ont juré de continuer : contre qui ? avec qui ?* »

Maintenant Radek rappelait Iéna : Gneisenau et Scharnhorst. D'où venait cette médiocre littérature à propos d'un « héros » nationaliste ? Il n'était pas la première victime de l'occupation. Des ouvriers avait été, avant Schlageter, emprisonnés et exécutés. D'autres avaient été assaillis et brutalisés par les amis de Schlageter. En écoutant Radek on avait l'impression qu'il lisait un article qu'il venait d'improviser en hâte, et qui était une affaire strictement personnelle. Seule la conclusion était plausible : « *Nous croyons que la grande majorité des masses secouées actuellement par des sentiments nationalistes appartient, non pas au camp des capitalistes, mais au camp du travail.* »

C'était là, en effet, le problème que posait une agitation nationaliste qui, servie par la politique de Poincaré, se développait d'inquiétante façon[1]. Avant l'occupation elle était déjà

1 Au cours d'une conférence de la presse étrangère, le 30 juin 1924, Stresemann déclara : « *À l'ambassadeur de France qui me faisait part des inquiétudes de M. Poincaré relativement au mouvement nationaliste*

bien préoccupante. Un article signé H. Tittel, publié par la *Correspondance internationale* le 30 décembre 1922, précisait la menace qu'elle constituait par sa forme militaire d'organisation et par son programme démagogique. Le péril fasciste est réel dans l'Allemagne du Sud, disait en substance cet article. En Bavière, et récemment dans le Wurtemberg, les menées du Parti ouvrier national-socialiste ont revêtu une signification très nette : brutalités contre les travailleurs, collisions sanglantes à Stuttgart et à Geislingen ; véritable fusillade à Goeppingen. Il s'agit d'une campagne méthodique menée à l'aide d'affiches, de tracts, de réunions. Le mouvement national-socialiste est antisémite et pangermaniste. Sa démagogie – « contre la haute finance juive, les usuriers, les spéculateurs » – lui vaut parfois, dans les masses désappointées, un accueil trop bienveillant. Militairement organisé, il se défend d'être un parti. Il recrute en premier lieu dans les classes moyennes, la petite bourgeoisie ; nous ne nierons cependant pas qu'il a aussi des ouvriers. Ses soutiens les plus importants sont les grands industriels et les propriétaires fonciers. Les membres « actifs » sont liés par un serment et tenus, si leurs chefs le leur demandent, de risquer leur vie. Partout ils bénéficient d'une attitude bienveillante de la police, et même de son aide. L'auteur de l'article concluait ainsi : « *L'audace des national-socialistes leur vaut, surtout dans l'Allemagne du Sud, un certain prestige. Nous ne pouvons en douter : leur énergie peut rapidement accroître leurs forces et en faire, demain, un danger réel pour la classe ouvrière.* »

Si le danger national-socialiste était, on le voit, clairement perçu et exactement précisé dans ses traits distincts, la situation n'en restait pas moins particulièrement difficile ; ce n'était plus

---

en Allemagne, j'ai dit, en novembre dernier, qu'il ne dépendait que des Alliés d'enrayer ce mouvement. Je crois me rappeler lui avoir dit que chaque discours prononcé le dimanche par M. Poincaré faisait gagner cent mille voix aux nationalistes. Je me suis trompé, mais seulement en restant très au-dessous du chiffre juste. » Les Papiers de Stresemann, tr. fr., I, p. 255.

la lutte claire et directe des ouvriers contre leurs exploiteurs : l'occupation poussait vers les national-socialistes des couches de la petite bourgeoisie et même des ouvriers qu'il fallait retenir. L'incroyable déclamation de Radek n'était pas faite pour faciliter la tâche des militants ouvriers qui avaient orienté exactement leur activité. Par contre, elle aida grandement les chefs social-démocrates qui demeuraient passifs devant les progrès des national-socialistes, et étaient heureux d'avoir un prétexte – qui semblait excellent – pour dénoncer la « *collusion des chefs communistes et fascistes* ». Leurs journaux s'étaient empressés de reproduire le discours de Radek et de le commenter, comme l'avaient fait de leur côté les journaux du Parti populaire allemand et la *Vossische Zeitung*, vénérable quotidien libéralo-démocrate.

Radek dut alors répondre. Il le fit en un article exempt de ces envolées lyriques qui avaient marqué son discours, mais empreint de sa causticité et de son ironie coutumière. Après avoir consacré quelques lignes aux rédacteurs de *Die Zeit* et de la *Vossische Zeitung*, il s'en prenait au *Vorwaerts*, qui avait titré son article « Radek fête Schlageter ». « *Le fascisme constitue un grave danger*, écrivait-il, *plus grand peut-être que ces messieurs du* Vorwaerts *ne le soupçonnent, car ils ont prouvé maintes fois qu'ils ne savent guère calculer juste... Le Parti communiste est l'unique force qui organise à présent la lutte du prolétariat contre les bandes armées des fascistes. Mais il est ridicule de croire que l'on pourra battre le fascisme uniquement les armes à la main. On peut abattre les petits mouvements d'une minorité par la terreur gouvernementale ; mais cela est impossible contre les fascistes en Allemagne pour la simple raison que tout l'appareil gouvernemental est entre les mains des fascistes ou sympathise avec eux.* » Ce qu'il faut faire, c'est gagner au socialisme les couches de la petite bourgeoisie que leur misère matérielle et morale pousse vers le national-socialisme. « *Le socialisme ne fut jamais uniquement une lutte pour un morceau de pain au profit des ouvriers.*

Il chercha toujours à être un faisceau lumineux pour tous les misérables. » Le *Vorwaerts* accordera que les Allemands doivent lutter contre les clauses d'asservissement du traité de Versailles, « *mais il ne saura dire comment il faut mener cette lutte, parce qu'il ne le sait pas lui-même.* » Le gouvernement ouvrier que les communistes veulent imposer mettra d'abord les charges stipulées par le traité sur les épaules de ceux qui peuvent les supporter, et il luttera contre le traité de Versailles comme les Russes ont lutté contre toute tentative d'asservissement. Radek concluait ainsi : « *Un des plus grands crimes de la social-démocratie allemande consiste en ce qu'elle détruit toute foi dans le socialisme, toute confiance dans la force des masses populaires*[1]. »

Cet article avait été écrit à Moscou le 2 juillet 1923, dix jours après l'extraordinaire homélie sur Schlageter. Il rendait un tout autre son, posait clairement les problèmes. On pouvait encore chercher les raisons qui avaient amené Radek à la prononcer : cela n'avait plus qu'un intérêt très limité.

II

HAMBOURG : FUSION DE LA 2e INTERNATIONALE ET DE L'INTERNATIONALE DE VIENNE

Fidèle à sa tactique, l'Internationale communiste adressa un appel à la 2e Internationale et à l'Union internationale des partis socialistes dans le but de mobiliser le maximum de forces ouvrières contre l'envahissement de la Ruhr, contre le traité de Versailles et contre l'activité dangereuse des nationalistes. Ni l'une ni l'autre ne répondirent. Il est important et de haute signification de constater que dans cette période la 2e Internationale et ses sections se renforçaient : des éléments de gauche qui les avaient quittées y retournaient après avoir affirmé que jamais plus ils n'accepteraient de collaborer avec

1 *Correspondance internationale*, 10 juillet 1923.

les hommes qui avaient trahi le socialisme pendant la guerre. Leur hésitation devant les actes décisifs, les actes conformes aux paroles, les conduisait à verser finalement du côté de la 2e Internationale. Déjà les Indépendants d'Allemagne avaient rejoint la social-démocratie de Scheidemann et de Noske. Des conférences avaient préparé la fusion des deux Internationales, que devait consacrer un congrès convoqué à Hambourg.

Pour faire une ultime tentative, l'Internationale communiste avait décidé d'envoyer à Hambourg une délégation qui demanderait à être entendue au congrès. Le communiste polonais Waletski en reçut la direction ; Losovsky représentait l'Internationale syndicale rouge ; A. Andréiev, la CGT russe ; Heckert, le Parti communiste allemand ; Tom Bell, les Britanniques ; je fus désigné pour y représenter le Parti communiste français.

Nous avions gagné Hambourg par divers chemins. La délégation tint une première réunion pour organiser son travail : revoir le texte de l'appel, celui de la lettre à transmettre au secrétariat du congrès, coordonner les interventions des représentants des diverses organisations au cas où ils seraient autorisés à s'adresser au congrès. Ce travail était à peine commencé que des envoyés de la Jeunesse communiste me firent appeler. Un meeting convoqué par la Jeunesse communiste avait lieu en ce moment ; la participation d'un communiste français en cette période de tension entre les gouvernements français et allemand serait d'un intérêt exceptionnel. Le meeting se tenait dans une salle de théâtre assez éloignée de l'endroit où notre délégation était réunie. Le métro qui nous y conduisit enjambait des bassins, longeait des quais bruyants, traversait des quartiers affairés ; on était à la tombée du jour, cette randonnée avait quelque chose de fantastique. La réunion était moins vibrante qu'on aurait pu l'imaginer, la salle n'était que partiellement occupée, il y avait des vides dans les galeries. Les organisateurs convinrent que ce n'était qu'un demi-succès ; il n'en fallait pas conclure cependant à une passivité de la popula-

tion ; le courant nationaliste était déjà puissant et grandissait à mesure que se prolongeait l'occupation, et les ouvriers avaient, à plusieurs reprises, déclenché d'importants mouvements de protestation à la fois contre les chauvins et contre le gouvernement de Cuno, l'homme de la Hamburg Amerika Linie. Les événements ultérieurs prouvèrent en effet qu'on ne pouvait les accuser de passivité.

Notre délégation se rendit vite compte que tous ses efforts resteraient vains. La 2e Internationale avait sa position fermement arrêtée ; ses « succès » la rendaient plus intransigeante que jamais, et l'Union de Vienne n'était plus en mesure d'exercer la moindre pression sur elle. Venant en repentante, elle devait tout accepter : ce qu'elle fit. Au cours des débats une seule voix discordante se fit entendre, celle du socialiste-révolutionnaire de gauche Steinberg ; il était maintenant hostile au communisme, mais peu disposé à rejoindre les dirigeants discrédités de la 2e Internationale. Réfutant un à un les arguments avancés pour justifier la fusion, il déclara : « *On dit que nous devons nous unir à la 2e Internationale parce que les grandes masses de la classe ouvrière sont avec elle. N'avons-nous pas vu pendant la guerre de grandes masses passer de la social-démocratie au social-patriotisme ? Y avait-il, à Zimmerwald et à Kienthal, plus d'une poignée de militants ? Vous n'êtes tous ici que des partis du réformisme légal. Ceux qui n'ont pas le courage de commencer la révolution dans leur propre pays devraient être un peu plus prudents dans leurs critiques. Quant au péril réactionnaire, je répondrai : certes, ce péril existe, la réaction existe, mais il faut la chercher d'abord dans nos propres partis. Les partis social-démocrates constituent le facteur essentiel de la réaction actuelle ; en Allemagne, c'est le* Vorwaerts *qui défend le plus énergiquement les intérêts de la bourgeoisie. Savez-vous ce qu'est la 2e Internationale ? Elle a été et reste l'Internationale des nationalistes.* » Ces paroles furent accueillies par des cris et provoquèrent un vif

tumulte, mais elles restèrent sans écho ; les décisions finales étaient déjà prises.

L'attente de la réponse que le secrétariat du congrès ne se pressait pas de nous donner nous laissait des loisirs. Un après-midi Losovsky proposa la visite du port. Andréiev était avec nous ; c'était alors un compagnon modeste et cordial, il acceptait qu'on le plaisantât à cause de son nom : Andréi Andréiévitch Andréiev. Membre de la direction de la CGT, il avait fait bloc avec Trotsky lors de la grande discussion sur les syndicats. À notre retour dans la ville nous entrâmes dans un café ; les amis qui me précédaient me montrèrent d'un clin d'œil une pancarte fixée à la porte : « *Entrée rigoureusement interdite aux chiens français et belges* », chiens était écrit en capitales. Ce n'était pas un vain avertissement ; Vandervelde et ses amis avaient été, la veille, invités plutôt rudement à sortir. Et ce n'était pas le seul ; sur nombre d'établissements on en voyait de semblables. L'envahissement de la Ruhr et les misères qu'il provoquait avaient porté à son comble la haine des Français et des Belges.

Vers le mois d'août, les événements se précipitèrent. Une puissante grève, à laquelle participèrent les imprimeurs de la Reichsbank, obligea le cabinet Cuno à démissionner. Stresemann prit le pouvoir, formant un gouvernement de « grande coalition », où entrèrent des représentants des quatre partis. Son programme était : à l'intérieur, lutte sans merci contre le communisme ; au-dehors, orientation sur l'Angleterre pour faire bloc contre la France et obtenir un aménagement avantageux du paiement des réparations, bien que, de ce côté, on ait été très déçu ; l'Angleterre condamnait l'occupation, mais était incapable d'entreprendre quoi que ce soit pour y mettre fin.

III

DÉSARROI À LA DIRECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE – SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE EN ALLEMAGNE

Ces longs mois de crise profonde avaient profondément ébranlé la structure même du Reich. L'autorité du gouvernement central était fréquemment tenue en échec ; la Bavière, nationaliste, et où existait non une tendance séparatiste mais la volonté d'imposer sa loi à Berlin et à toute l'Allemagne, la bafouait ouvertement. Par contre, en Thuringe et en Saxe le socialisme dominait, un socialisme de gauche en révolte contre la direction du Parti social-démocrate. La situation devenait très sérieuse. Berlin se révélait impuissant. Les forces révolutionnaires de Thuringe et de Saxe apparaissaient comme le vrai centre de résistance à la menace réactionnaire venant de Bavière. La direction de l'Internationale décida de réunir, non un Comité exécutif élargi, mais une conférence secrète à laquelle participeraient les délégués des partis communistes des États voisins de l'Allemagne pour coordonner leur action et organiser le soutien qu'ils devraient prêter au gouvernement ouvrier qu'on proposait de constituer en Saxe : socialistes de gauche et communistes, et qui deviendrait la place-forte d'où serait dirigée l'action révolutionnaire.

Je ne puis apporter sur cette réunion importante un témoignage direct ; j'avais dû rester à Paris, ayant alors la charge du quotidien du parti, *L'Humanité*. Cachin en était toujours le directeur, mais jamais directeur ne dirigea moins ; il se contentait de donner chaque jour un court article superficiel de propagande générale, évitant les sujets dangereux et se dérobant, avec constance, aux responsabilités. Dès que nos délégués revinrent, il devint difficile de faire le journal : ils rapportaient des informations contradictoires, tellement divergentes qu'il était impossible de savoir exactement ce qui s'était passé à Mos-

cou et ce qu'on y avait décidé ; si, conformément à une information précise, on gardait un ton réservé sur la préparation du mouvement, des protestations irritées nous assaillaient : on était à la veille de la révolution en Allemagne ; il fallait tenir les communistes français en état d'alerte ! Des articles du *Bulletin communiste* étaient intitulés « Au seuil de la Révolution allemande », « La révolution prolétarienne est en vue ». Mais on ne pouvait écrire cela chaque jour quand on n'avait pas d'autre *fait*, d'autre signe annonciateur de révolution que l'entrée de trois communistes dans le cabinet du socialiste de gauche Zeigner. Enfin, après avoir annoncé la révolution, il fallut enregistrer la dépêche, terrible dans son laconisme, disant que le « gouvernement ouvrier » s'était effondré sans combat, que la Reichswehr était entrée dans Dresde, musique en tête.

Que se passait-il donc à Moscou, à la direction de l'Internationale communiste ? Cette indécision, cette incohérence devant une situation jugée révolutionnaire, c'étaient d'alarmants symptômes, la révélation soudaine d'un inquiétant changement qu'on devait constater sans pouvoir en découvrir la nature ni les causes. L'importance des événements d'Allemagne avait rejeté au second plan ce qui se passait ailleurs. C'est ainsi qu'on n'avait pas étudié comme il convenait l'attitude du Parti communiste bulgare en deux circonstances d'une incontestable gravité.

Nation comptant 85 ou 90 % de paysans, la Bulgarie offrait, dans l'après-guerre, un terrain favorable aux partis paysans. Le chef du gouvernement, Stamboulisky, était le dirigeant d'un de ces partis paysans et la politique qu'il menait était une première tentative de politique paysanne antibourgeoise : il avait mis en accusation les anciens ministres responsables de la guerre, chassé les officiers bourgeois, créé une milice paysanne. Le 9 juin 1923, un coup d'État dirigé par le professeur Alex. Tsankov triompha à Sofia, mais d'âpres luttes persistaient et s'étendaient dans les campagnes. Le pays entier était engagé

dans l'action. Cependant le Parti communiste adopta une attitude de neutralité. « *Deux cliques ennemies se battent, ce n'est pas notre affaire* », déclara son Comité directeur en demandant à la classe ouvrière de rester à l'écart. Les « tessniaki » (étroits) méritaient donc bien leur nom ; ils avaient laissé écraser les paysans ; le gouvernement Tsankov consolida sa position.

Pour compenser cette fâcheuse passivité, les dirigeants du Parti communiste bulgare préparèrent, à l'instigation de Zinoviev, un soulèvement contre Tsankov. Ils organisèrent un « Comité de guerre révolutionnaire », distribuèrent des armes, lancèrent un appel à l'insurrection pour instaurer un « gouvernement ouvrier et paysan ». L'échec fut total et humiliant. Kolarov et Dimitrov s'enfuirent à Moscou. À la passivité inintelligente avait succédé un lamentable putsch, mais de celui-ci l'Internationale communiste, en particulier Zinoviev, portait la responsabilité.

Quand on récapitulait cette suite de défaites et, plus encore que les défaites, leurs causes, l'interrogation se faisait insistante : que se passait-il à Moscou ? L'explication vint, brusquement, quand Zinoviev décida de porter devant les sections de l'Internationale les conflits qui s'étaient développés à l'intérieur du Comité central du Parti communiste russe.

En 1922, Lénine n'avait pu se remettre au travail que durant les derniers mois de l'année ; encore ne put-il reprendre qu'une partie des tâches qu'il accomplissait antérieurement. Comme nous l'avons vu, il dut écourter le rapport qu'il allait soumettre au 4e Congrès. Il parla devant le congrès le 13 novembre au prix d'un gros effort qui contribua probablement à provoquer une récidive, qui était davantage un avertissement que la simple répétition de la première attaque. Persuadé qu'il ne disposait que d'un répit, il s'attaqua aux tâches qu'il considérait essentielles et urgentes. Sa première préoccupation, c'était la direction du parti. Comment s'organiserait-elle le jour où il serait définitivement écarté du travail ? Le 25 décembre, il dicta une

note destinée au Comité central ; c'étaient ses ultimes recommandations ; il y aurait alors un danger de rupture qu'il faudrait à tout prix conjurer. Il s'efforçait de caractériser exactement les hommes du parti, parlait de chacun d'eux avec grand ménagement, en termes aussi peu offensants que possible ; ainsi, pensait-il, les différends anciens étant atténués ou expliqués, leur accord serait facilité et le travail collectif pourrait se poursuivre sans lui comme il s'accomplissait avec lui. À l'égard d'un seul de ses membres, Staline, il exprimait la crainte qu'il abusât du pouvoir qu'il s'était arrogé en tant que secrétaire général du parti. Cette crainte était si forte, et elle fut sans doute confirmée par de nouvelles manifestations alarmantes de cet abus de pouvoir, que Lénine dicta, dix jours plus tard, le 4 janvier 1923, un post-scriptum à sa note du 25 décembre uniquement consacré à Staline, et cette fois brutal et péremptoire : Staline devait être éliminé du secrétariat général.

La teneur de ce post-scriptum, puis les actes qui suivirent en ce début de 1923 permettent de décrire le cheminement de la pensée de Lénine. Car il ne s'en tint pas à cette mesure précise. Deux mois plus tard et, fait de grande signification, précisément à cause des affaires de Géorgie, il rompit toutes relations avec Staline, relations personnelles et relations de camarade de parti. Un conflit mettait aux prises Staline et les militants communistes géorgiens. Lénine prit nettement parti pour ces derniers.

Le 6 mars, il leur adressait le télégramme suivant :

Aux camarades Mdivani, Makharadzé et autres
(copie aux camarades Trotsky et Kaménev).

Chers camarades, je suis avec vous, dans cette affaire, de tout mon cœur. Je suis scandalisé par l'arrogance d'Ordjonikidzé et la connivence de Staline et Dzerjinski. Je prépare des notes et un discours en votre faveur.

Lénine.

Outre la rédaction de ses notes au Comité central et son intervention dans les affaires de Géorgie, Lénine avait écrit dans cette période du début de 1923 cinq articles. Quand il était revenu au travail après la première attaque, il avait été effrayé par les développements pris par la bureaucratie. La reprise de contact après quatre mois d'éloignement total lui avait permis de bien apprécier la situation : une bureaucratie coûteuse, incapable, pesait lourdement sur l'appareil soviétique. Les dirigeants du parti s'étaient toujours préoccupés de cette menace d'excroissance bureaucratique ; ils avaient créé un commissariat spécial, l'Inspection ouvrière et paysanne, dont le titre indiquait exactement la fonction : les organisations ouvrières et paysannes devaient veiller et surveiller la bureaucratie pour prévenir ses méfaits. Mais ce commissariat était devenu lui-même un modèle d'incompétence et d'inefficacité : « *Parlons franchement*, écrivit Lénine le 2 mars *; le commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas aujourd'hui de la plus légère autorité... il n'y a pas de pire institution chez nous que notre commissariat de l'Inspection.* » Là encore il retrouvait Staline, car le commissaire de cette Inspection qui manquait tellement à sa tâche, c'était Staline. Staline avait donc de sérieuses raisons d'être préoccupé de ce qui adviendrait si Lénine pouvait encore une fois dominer la maladie, tandis que des raisons d'un autre ordre l'obligeaient à manœuvrer pour conserver sa position dans le cercle dirigeant clandestin au cas où Lénine disparaîtrait. Cet article important devait être le dernier. Le 9 mars, Lénine était terrassé par une troisième attaque dont il ne pourrait se relever.

Durant ces mois où Lénine était partiellement ou totalement paralysé, la pensée de certains dirigeants du parti était accaparée par ce qu'ils considéraient être le problème de la succession. Un triumvirat (troïka) s'était formé, unissant Zinoviev, Kaménev, Staline. On trouve des traces de son existence déjà en mars 1923, mais c'est seulement alors qu'il devint une véritable

institution, bien qu'en marge des cadres légaux du parti. La première tâche qu'il s'assignait, c'était l'élimination de Trotsky en qui une énorme majorité de communistes et de sympathisants, en Russie et hors de Russie, voyaient le seul homme digne d'occuper la première place après Lénine. De longues et subtiles manœuvres étaient donc nécessaires[1].

Cependant de graves problèmes se posaient : au dehors, la nouvelle situation créée en Allemagne par l'occupation de la Ruhr et, dans la Russie soviétique elle-même, la situation intérieure ne manquait pas d'être préoccupante. Les paysans avaient été libérés de la réquisition ; ils pouvaient disposer du surplus de leur production, mais l'écart entre les prix agricoles et les prix industriels était tel qu'ils n'en profitaient guère. Trotsky avait caractérisé la situation en une image frappante : c'était le problème des « ciseaux » ; les deux branches représentant les prix industriels et les prix agricoles ne cessaient de s'éloigner l'une de l'autre ; il fallait les rapprocher en attendant de pouvoir les faire coïncider. Les paysans étaient mécontents. Les militants du parti ne l'étaient pas moins. 46 bolcheviks éminents, parmi lesquels Piatakov, Sapronov, Sérébriakov, Préobrajensky, Ossinsky, Drobnis, Alsky, V. M. Smirnov, publièrent une déclaration dans laquelle ils disaient notamment :

« Le régime qui a été établi dans le parti est absolument intolérable. Il annihile toute initiative à l'intérieur du parti. Il remplace le parti par l'appareil... qui fonctionne assez bien quand tout va bien, mais qui, inévitablement, flanche dans les périodes de crises,

1 *« Le 26 mai 1922 Lénine fut frappé par la première attaque de paralysie ; la direction du parti garda quelque temps la nouvelle secrète. Lénine, qui s'était toujours préoccupé de la santé de ses camarades, avait été lui-même une source inépuisable de vitalité. Maintenant sa maladie était si sérieuse qu'on ignorait s'il pourrait jamais reprendre son travail. Les manœuvres pour sa succession commencèrent immédiatement. Précisément parce que Trotsky apparaissait comme l'héritier désigné, les dirigeants du parti s'unirent contre lui ; c'est ainsi que se développèrent les circonstances historiques qui allaient permettre à Staline de devenir le chef. »* Ruth Fisher, *Stalin and German Communism*, p. 235.

et qui menace de faire complète banqueroute lorsqu'il se trouvera en présence des graves développements qui sont devant nous. La présente situation est due au fait que le régime d'une dictature fractionnelle, qui se développa après le 10e Congrès, a survécu à son utilité. »

Divers groupes d'opposition se formèrent. Toutes les protestations furent vaines. Ce « régime intolérable » était justement celui que les triumvirs voulaient imposer au parti. C'était, selon eux, le seul régime possible, comme ils l'avaient déclaré expressément quand Trotsky, au cours d'une réunion du Bureau politique, l'avait déjà dénoncé comme intolérable – avant les « quarante-six » –, protestant énergiquement contre ce reniement des enseignements et des pratiques de Lénine. Ils étaient entièrement d'accord sur ce point capital : la discussion n'était plus permise, l'appareil décidait et agissait pour le parti, mais, bien entendu, il ne fallait pas le dire. Au contraire, pour paraître donner satisfaction aux protestataires, à Trotsky et à tous ceux qui demandaient le retour à la démocratie dans le parti, ils firent voter le 5 décembre, par un Comité central unanime, une résolution dans laquelle cette démocratie était solennellement affirmée. Mais ce n'était que façade ; en même temps qu'ils la votaient, ils préparaient la tactique au moyen de laquelle toute opposition serait rendue impossible : la douceur d'abord, la violence ensuite. Car ceux qui avaient pris au sérieux le texte du 5 décembre ne consentaient pas à être dupes. Les conflits s'aggravèrent.

Au cours de la discussion, qui pendant quelque temps fut publique, Trotsky ayant fait allusion à une dégénérescence possible de la « vieille garde » bolcheviste, Staline lui répondit avec sa grossièreté habituelle : la « vieille garde » était sacrée, faire seulement l'hypothèse de sa dégénérescence était un sacrilège ; il défendait qu'on y touchât. Or, les membres du Bureau politique étaient alors : Boukharine, Rykov, Kaménev, Staline, Tomsky, Trotsky et Zinoviev. Staline en a fait exécuter quatre :

Boukharine, Kaménev, Rykov et Zinoviev ; il a acculé Tomsky au suicide et, après avoir exilé Trotsky, il l'a fait assassiner par un de ses tueurs professionnels.

Cependant si les triumvirs étaient d'accord pour instaurer un régime qui avait déjà tous les traits essentiels d'un régime totalitaire, une sourde lutte opposait Staline à Zinoviev. Celui-ci était persuadé que lui seul pouvait remplacer Lénine. Il avait en Kaménev un second tout à fait sûr, et Boukharine était alors de son côté. Au fond, nul ne pensait – sauf l'intéressé – que Staline pourrait même ambitionner la première place.

Toutes ces protestations, résolutions, manœuvres, rivalités, étaient complètement ignorées dans l'Internationale ; on ne les apprit, assez tard, que par bribes. Certains faits revenaient alors à la mémoire et prenaient une signification qu'on n'avait pas pleinement comprise sur l'heure. Je ne puis ici qu'en faire un bref résumé, en dire juste ce qu'il faut pour expliquer les indécisions, les incohérences et les désastres qui marquèrent l'année.

La campagne contre Trotsky avait commencé dès le début de 1923. Jusqu'alors, le gros argument toujours prêt à être dirigé contre lui, c'était qu'il n'était pas un « vieux bolchevik ». Nombre de « vieux bolcheviks » avaient un passé qui n'était cependant pas trop brillant, ils avaient flanché pendant la guerre ou en Octobre, tandis que Trotsky pouvait leur opposer le sien, son rôle en 1905 et en Octobre, son attitude pendant la guerre ; peu importait, il n'était pas un « vieux bolchevik »[1]. Mais maintenant une rumeur qu'on retrouvait partout indiquait

1 Lénine s'était heurté à cette sorte de « vieux bolcheviks » dès son arrivée à Pétrograd, en avril 1917, et il en parlait alors en ces termes : « *Le mot d'ordre et les idées bolchevistes dans l'ensemble sont complètement confirmés, mais, concrètement, les choses se sont présentées autrement qu'on eût su le prévoir, d'une façon originale, plus singulière, plus variée. Ignorer, oublier ce fait signifierait qu'on s'assimile à ces "vieux bolcheviks" qui ont plus d'une fois déjà joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant une formule ineptement apprise au lieu d'avoir étudié l'originalité de la nouvelle et vivante réalité.* » Cité par Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, I, p. 431.

une manœuvre bien préparée et moins inoffensive : « Trotsky s'imagine être Bonaparte, Trotsky veut jouer aux Bonaparte. » Elle circulait dans tous les coins du pays ; des communistes rentrant à Moscou venaient parfois m'en informer ; ils comprenaient que quelque chose se tramait contre Trotsky : « Vous devriez l'en informer », me disaient-ils.

Aux séances régulières du Bureau politique, Trotsky s'efforçait de retenir l'attention des membres sur les problèmes du moment, qui ne manquaient certes pas de gravité. On l'écoutait, on ne décidait rien[1]. Car le vrai Bureau politique n'était pas celui que le parti connaissait ; Trotsky en était éliminé ; Kouibychev l'y remplaçait. J'eus l'occasion d'assister, fortuitement, à une de ses réunions. C'était en mai 1923, lors du Comité exécutif élargi convoqué pour examiner la situation créée par l'occupation de la Ruhr. Le jour de mon arrivée à Moscou, Zinoviev m'avait fait demander d'aller le voir dans la soirée. Je me rendis directement à son logement ; je le trouvai en compagnie de Boukharine et, comme tous deux paraissaient surpris et amusés de me voir entrer, je demandai : *« Qu'y a-t-il donc ? – On ne vient plus comme cela chez Zinoviev,* dit en riant Boukharine ; *il faut passer par le secrétariat.* »

De grands changements étaient intervenus à l'intérieur du Parti communiste français depuis le 4e Congrès ; Zinoviev était impatient de me questionner à ce sujet ; c'est ce qui expliquait son empressement tout à fait inhabituel à me voir. La conversation se poursuivait depuis assez longtemps, quand Kaménev arriva, puis Rykov, Tomsky... J'eus à peine le temps d'entrevoir la figure chafouine de Staline – je ne l'avais encore jamais vu malgré mes fréquents séjours à Moscou – car Olga Ravitch s'approcha alors de moi et me mit gentiment à la porte en

1 *« Durant 1923, la participation de Trotsky au Bureau politique fut réduite à une simple formalité. Toutes les questions étaient examinées et les décisions prises en séances secrètes de tous les membres moins Trotsky.* » Ruth Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 236, Harvard University Press.

disant : « *Ça ne va pas être amusant pour vous à présent ; ils vont tous se mettre à parler russe.* »

Toutes les décisions étaient prises sans Trotsky, parfois même par Zinoviev seul, ainsi qu'il en advint pour l'« insurrection » déclenchée en Bulgarie en septembre. Trotsky avait tout ignoré de cette désastreuse opération. Quand il demanda des explications à Zinoviev, celui-ci se borna à répondre, d'un air détaché : « *Il arrive qu'à la guerre on perde parfois une division.* »

On peut comprendre maintenant pourquoi les délégués français à la réunion secrète de Moscou rapportaient des informations confuses et contradictoires : c'est que l'incohérence et l'indécision régnaient parmi les dirigeants du Parti communiste russe et de l'Internationale communiste ; ils étaient trop préoccupés de s'attribuer la succession de Lénine en faisant une politique contraire à la sienne ; cela les obligeait à ruser, à tromper constamment le parti, à remplacer les débats approfondis par des conciliabules secrets d'où étaient écartés les militants les plus capables. Le secret de ces délibérations était tel que Trotsky lui-même se trompa sur la position prise par Staline dans la question allemande. C'était la première fois que ce dernier participait à la vie de l'Internationale communiste. L'attitude qu'il eut alors ne fut révélée que beaucoup plus tard, en 1929, quand Brandler, exclu de l'Internationale, publia, pour sa justification, la lettre que Staline avait adressée à Zinoviev et à Boukharine. Lettre importante pour l'histoire des événements d'Allemagne et pour la biographie du personnage : Staline s'était prononcé finalement contre l'insurrection. « *Il est de notre intérêt*, écrivait-il, *que les fascistes attaquent les premiers ; cela ralliera l'ensemble de la classe ouvrière autour des communistes (l'Allemagne n'est pas la Bulgarie). D'ailleurs, d'après toutes les informations, les fascistes sont faibles en Allemagne.* » Ce début ne se signalait évidemment pas par la clairvoyance. Zinoviev était plutôt favorable à l'insurrection, mais il hésitait ; il pensait sans doute à certains précédents peu encourageants. Quand

enfin, après tous ces flottements, on se décida pour la préparation de l'insurrection, le moment favorable était déjà passé, et on imposa à Brandler la direction d'une action à laquelle il avait été opposé. Les partis communistes des pays voisins de l'Allemagne qu'on avait mis en état d'alerte furent déconcertés par la capitulation sans combat. Staline se trouva d'accord avec Zinoviev pour essayer de dégager la responsabilité de l'Internationale en faisant de Brandler le grand responsable. C'était la première application de la tactique du bouc émissaire qui, par la suite, devint la règle.

1924

MORT DE LÉNINE

La décomposition du communisme était déjà apparente quand Lénine mourut, le 21 janvier 1924. Après sa mort, elle se développa à une allure accélérée. Dans sa dernière intervention, au 4e Congrès de l'Internationale communiste, Lénine avait mis en garde les communistes de tous les pays contre une imitation mécanique et servile des méthodes russes. Zinoviev fit de cette imitation une règle obligatoire. De plus, sous la prétention de « bolcheviser » les partis, il introduisit le totalitarisme dans toute la vie de l'Internationale communiste. Au moyen d'émissaires qu'il dépêchait dans les sections, il supprimait, dès avant le congrès, toute opposition. Partout où des résistances se manifestaient, les moyens les plus variés étaient employés pour les réduire ; c'était une guerre d'usure où les ouvriers étaient battus d'avance par les fonctionnaires qui, ayant tout loisir, imposaient d'interminables débats ; de guerre lasse, tous ceux qui s'étaient permis une critique et qu'on accablait du poids et de l'autorité de l'Internationale cédaient provisoirement, ou s'en allaient.

Au 5e Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1924, Zinoviev, épanoui, s'écriait : « *Nous avons réalisé la "bolchevisation" à cent pour cent.* » Il croyait son règne assuré. Au faîte du triomphe personnel, il ne pouvait concevoir que le plus obscur des triumvirs le dominerait en l'espace de deux années et le ferait abattre d'une balle dans la nuque dix ans plus tard dans les caves de la Loubianka. C'était désormais Moscou sans Lénine.

Appendice

I
ULTIMES RECOMMANDATIONS DE LÉNINE AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RUSSE CONSIDÉRÉES COMME SON TESTAMENT POLITIQUE

Par stabilité du Comité central j'entends les mesures propres à prévenir une scission, pour autant que de telles mesures puissent être prises. Car le garde-blanc de *Russkaïa Mysl* (je pense que c'était S. E. Oldenbourg) avait évidemment raison quand, dans sa pièce contre la Russie soviétique, il misait en premier lieu sur l'espoir d'une scission de notre parti et quand, ensuite, il misait, pour cette scission, sur de graves désaccords au sein de notre parti.

Notre parti repose sur deux classes, et, pour cette raison, son instabilité est possible, et s'il ne peut y avoir un accord entre ces classes sa chute est inévitable. En pareil cas il serait inutile de prendre quelque mesure que ce soit ou, en général, de discuter la question de la stabilité de notre Comité central. En pareil cas nulle mesure ne se révélerait capable de prévenir une scission. Mais je suis persuadé que c'est là un avenir trop éloigné et un événement trop improbable pour qu'il faille en parler.

J'envisage la stabilité comme une garantie contre une scission dans le proche avenir, et mon intention est d'examiner ici une série de considérations d'un caractère purement personnel.

J'estime que le facteur essentiel dans la question de la stabilité ainsi envisagée, ce sont des membres du Comité central tels que Staline et Trotsky. Leurs rapports mutuels constituent, selon moi, une grande moitié du danger de cette scission qui pourrait être évitée, et cette scission serait plus facilement évi-

table, à mon avis, si le nombre des membres du Comité central était élevé à cinquante ou cent.

Le camarade Staline en devenant secrétaire général a concentré un pouvoir immense entre ses mains et je ne suis pas sûr qu'il sache toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part le camarade Trotsky, ainsi que l'a démontré sa lutte contre le Comité central dans la question du commissariat des Voies et Communications, se distingue non seulement par ses capacités exceptionnelles – personnellement il est incontestablement l'homme le plus capable du Comité central actuel – mais aussi par une trop grande confiance en soi et par une disposition à être trop enclin à ne considérer que le côté purement administratif des choses.

Ces caractéristiques des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel pourraient, tout à fait involontairement, conduire à une scission ; si notre parti ne prend pas de mesures pour l'empêcher, une scission pourrait survenir inopinément.

Je ne veux pas caractériser les autres membres du Comité central par leurs qualités personnelles. Je veux seulement vous rappeler que l'attitude de Zinoviev et de Kaménev en Octobre n'a évidemment pas été fortuite, mais elle ne doit pas plus être invoquée contre eux, personnellement, que le non-bolchevisme de Trotsky.

Des membres plus jeunes du Comité central, je dirai quelques mots de Boukharine et de Piatakov. Ils sont, à mon avis, les plus capables et à leur sujet il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit ceci : Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du parti, mais il peut légitimement être considéré comme le camarade le plus aimé de tout le parti ; mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et, je pense, n'a jamais compris pleinement la dialectique).

Et maintenant Piatakov – un homme qui, incontestablement, se distingue par la volonté et d'exceptionnelles capacités, mais trop attaché au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique importante. Il va de soi que ces deux remarques ne sont faites par moi qu'en considération du moment présent et en supposant que ces travailleurs capables et loyaux ne puissent par la suite compléter leurs connaissances et corriger leur étroitesse.

25 décembre.

Post-scriptum. Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de Staline par une supériorité – c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour prévenir une scission, et du point de vue des rapports entre Staline et Trotsky que j'ai examinés plus haut, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce ne soit une bagatelle pouvant acquérir une signification décisive.

4 janvier.

II

Ces « notes » ne furent connues d'abord et pendant plus d'une année que de deux personnes : de la secrétaire à qui Lénine les avait dictées, M. Voloditchéva, et de la compagne de Lénine, N. Kroupskaïa, qui les tint soigneusement enfermées aussi longtemps qu'il fut possible de garder l'espoir, sinon d'une guérison, du moins d'une atténuation du mal... Lénine mourut le 21 janvier 1924. Kroupskaïa remit alors le Testament

au secrétariat du Comité central du Parti communiste russe pour qu'il soit, selon la volonté de Lénine, communiqué au prochain congrès du parti, le treizième.

La troïka (Zinoviev, Kaménev, Staline) qui s'était octroyé le pouvoir durant la maladie de Lénine projeta d'abord d'étouffer le document ainsi qu'elle avait projeté d'étouffer l'article dénonçant les méfaits de l'appareil bureaucratique. Sur l'insistance de Kroupskaïa, elle prit les dispositions suivantes : les chefs des délégations provinciales au congrès seraient rassemblés ; Kaménev donnerait lecture du Testament – ce qu'il fit avant la séance du 22 mai 1924 ; puis il serait lu ensuite devant chaque délégation séparément ; il serait formellement interdit de prendre des notes pendant les lectures et interdit également de faire une référence quelconque au Testament en séance plénière. Kroupskaïa avait fait remarquer qu'une telle procédure était contraire à la volonté de Lénine ; par l'intermédiaire du congrès, la question devait être portée devant le parti ; la troïka s'était montrée irréductible, persistant dans la procédure qu'elle voulait imposer.

Cependant, le Testament était désormais connu ; il était impossible d'éviter qu'on en parlât, en Russie et hors de Russie, et même d'empêcher que son texte ne fût publié. La consigne des triumvirs était alors une dénégation pure et simple : le soi-disant testament n'était qu'un faux fabriqué par l'opposition. Un moment vint pourtant où cette tactique n'était plus possible – ni nécessaire. Il fallut avouer. L'authenticité du document fut confirmée par Staline. Dans un discours prononcé à la séance plénière d'octobre du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste de l'Union soviétique, il déclara :

« On prétend que Lénine, dans ce Testament, proposait au congrès du parti d'examiner la question du remplacement de Staline au poste de secrétaire général du parti par un autre camarade. C'est exact. » Correspondance internationale, 12 novembre 1927.

Il avait attendu pour parler le moment où, régnant seul après avoir évincé ses deux partenaires, Zinoviev et Kaménev, et ayant placé ses hommes de confiance à tous les postes importants du parti, il n'avait plus rien à craindre : aucune voix ne pouvait plus s'élever contre lui.

III

DERNIER DISCOURS PRONONCÉ PAR LÉNINE DEVANT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (IVe Congrès – 13 novembre 1922)

(...) J'ai dit que nous avons commis un nombre énorme de sottises. Mais je dois ajouter quelque chose aussi au sujet de nos adversaires. Si ceux-ci nous arrêtent pour nous dire : Lénine lui-même reconnaît que les bolcheviks ont commis une quantité énorme de sottises, je leur répondrai : oui, mais nos sottises sont d'une tout autre nature que les vôtres. Nous avons seulement commencé à apprendre et nous apprenons si systématiquement que nous pouvons être persuadés d'obtenir de bons résultats (...). Ce n'est pas difficile à prouver. Prenez, par exemple, la convention conclue avec Koltchak par l'Amérique, l'Angleterre, la France et le Japon. Je vous le demande : y a-t-il au monde des États plus cultivés et plus puissants ? Or, que résulta-t-il de cette convention ? Ils promirent à Koltchak de l'aider, sans penser, sans voir qu'ils couraient à un échec ; je ne peux pas même humainement le comprendre. Voilà un autre exemple plus près de nous et plus important : le traité de Versailles. Je vous le demande, qu'est-ce que ces glorieuses puissances ont fait là ? Comment peuvent-elles trouver une issue à ce non-sens ? Je crois que je n'exagère pas en disant que nos sottises ne sont rien à côté de celles que les capitalistes du monde entier, l'État capitaliste et la 2e Internationale commettent tous ensemble.

C'est pourquoi je crois que les perspectives de révolution mondiale – je traite très brièvement ce thème – sont bonnes, et dans certaines conditions, j'en suis persuadé, elles deviendront encore meilleures. Je voudrais ajouter quelques mots au sujet de ces conditions. Au 3e Congrès en 1921, nous avons adopté une résolution sur la structure des partis communistes et sur les méthodes et le contenu de leur action. Cette résolution est excellente. Mais elle est presque entièrement russe, c'est-à-dire qu'elle a été prise dans le développement russe. C'est son bon côté. C'en est aussi le mauvais ; c'en est le mauvais parce que presque aucun étranger – c'est ma conviction, je viens de la relire – ne peut la lire : 1° elle est trop longue, cinquante paragraphes ou plus. Habituellement les étrangers ne peuvent pas lire des morceaux de pareille étendue ; 2° si même ils la lisent, ils ne peuvent la comprendre, précisément parce qu'elle est trop russe, non pas qu'elle soit écrite en russe car elle est excellemment traduite en toutes les langues, mais elle est pénétrée, imbue d'esprit russe ; 3° si par exception il se trouve un étranger qui la comprenne, il ne peut pas l'appliquer. Voilà le troisième défaut.

J'ai un peu parlé avec quelques délégués et j'espère encore, au cours du congrès, avoir la possibilité – non pas de prendre part à ce congrès, car je ne le puis malheureusement pas – de parler en détail avec un plus grand nombre de délégués des différents pays. Mon impression est que nous avons commis une grosse erreur en votant cette résolution, notamment en nous fermant la voie vers un nouveau progrès. Comme je l'ai dit, la résolution est excellente. Je souscris à tous ses cinquante paragraphes. Mais je dois dire que nous n'avons pas trouvé la forme sous laquelle nous devons présenter nos expériences russes aux étrangers et, pour cela, la résolution est restée lettre morte. Si nous ne la trouvons pas, nous n'avancerons pas.

L'essentiel pour nous, aussi bien pour les Russes que pour les étrangers, c'est de tirer maintenant, après cinq années, la

leçon de la Révolution russe. Ce n'est que maintenant que nous en avons la possibilité. Je ne sais combien de temps cette possibilité durera, ni si les puissances capitalistes nous laisseront longtemps le loisir de nous instruire dans le calme. Mais nous devons employer chaque moment libre d'activité militaire et de guerre pour apprendre, en commençant par le commencement. Tout notre parti et toutes les catégories sociales de Russie prouvent, par leur désir de s'instruire, que la principale tâche du moment consiste pour nous à apprendre toujours, et encore à apprendre. Mais les étrangers aussi doivent apprendre. Pas évidemment dans le même sens que nous, c'est-à-dire à lire, à écrire, et à comprendre ce que nous avons lu, toutes choses qui nous manquent encore. On discute pour savoir si c'est là de la culture prolétarienne ou bourgeoise ; je laisse la question indécise. Une chose est sûre : nous devons d'abord apprendre à lire et à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers n'ont plus besoin de cela, ils ont besoin de quelque chose de plus élevé : comprendre ce que nous avons écrit sur la structure des partis communistes et qu'ils ont lu et signé sans l'avoir compris. Voilà leur grande tâche.

Il faut appliquer cette résolution. On n'y arrivera pas du jour au lendemain, c'est absolument impossible ; elle est trop russe, elle reflète trop l'expérience russe. C'est pourquoi les étrangers ne l'ont pas comprise. Mais ils ne peuvent pas se contenter de la suspendre au mur comme une icône et de l'adorer. Ils n'obtiendront rien ainsi. Ils doivent assimiler un bon morceau de l'expérience russe. Comment cela se fera-t-il ? je ne sais. Peut-être les fascistes, par exemple, en Italie, nous rendront-ils de bons services en expliquant aux Italiens qu'ils ne sont pas aussi instruits qu'on le croirait, et que les bandes noires ne sont pas encore impossibles dans leur pays. Peut-être cela sera-t-il très utile. Nous, Russes, nous devons aussi chercher des moyens d'expliquer aux étrangers la réalité de cette résolution, car autrement ils ne seront pas en mesure de l'appliquer.

Nous devons dire, non seulement pour les Russes mais aussi pour les étrangers, que l'essentiel dans la période qui commence c'est d'apprendre. Nous apprenons dans le sens général du mot ; eux, ils doivent apprendre dans le sens spécial : à comprendre l'organisation, la structure, la méthode, le contenu de l'action révolutionnaire. S'ils le font, je suis persuadé que les perspectives de la Révolution mondiale seront non seulement bonnes, mais excellentes.

Conclusion

« Te réjouis-tu des Russes ? Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal – non pas à cause de la statistique qui témoigne du développement économique arriéré de la Russie ainsi que l'a calculé ton judicieux époux – mais parce que la social-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects qui, en spectateurs paisibles, laisseront les Russes perdre tout leur sang. Mais une pareille mort vaut mieux que de "rester en vie pour la patrie" c'est un acte d'une envergure historique mondiale dont les traces resteront marquées à travers les siècles. J'attends encore de grandes choses au cours des prochaines années ; seulement j'aimerais admirer l'histoire du monde autrement qu'à travers la grille... »

Rosa Luxemburg,
Lettre à Louise Kautsky,
Breslau. Prison pénitentiaire,
24 novembre 1917.

Le triomphe du prolétariat au lendemain de la guerre a été une possibilité historique. Mais cette possibilité ne s'est pas réalisée, et la bourgeoisie a montré qu'elle sait profiter des faiblesses de la classe ouvrière. »

L. Trotsky,
Discours au 3e Congrès
de l'Internationale communiste,
juillet 1921.

Mon intention était d'écrire le mot « Fin » sous la dernière ligne de mon récit. J'avais rapporté assez de faits, de textes, de débats pour restituer l'époque que je m'étais proposé d'évoquer, pour la dégager des légendes et des fausses interprétations, ou simplement la tirer de l'oubli. Quant à la conclusion, je pouvais laisser au lecteur le soin de la formuler, tant il me paraissait évident qu'il serait désormais impossible de confondre la Révolution russe dans sa première phase avec ce qu'elle devint après la mort de Lénine, à mesure que Staline s'achemina vers le pou-

voir personnel absolu. Il ne sera peut-être pas inutile cependant d'insister sur certains points, de reprendre des problèmes que la Révolution eut à résoudre, et qu'un recul de trente années permet de mieux comprendre.

La manière dont, trop souvent, on écrit aujourd'hui l'histoire de ces temps est telle qu'on en viendra peut-être à penser, en constatant dans mon ouvrage l'absence de certains noms et la place prise par d'autres, que j'ai moi aussi, pour les besoins de ma thèse, supprimé, falsifié, déformé. Je puis dire qu'il n'en est rien ; je n'avais pas de « thèse » à défendre, seulement des faits et des textes à rapporter, à mettre en lumière. Si le nom de Staline n'apparaît pas dans mon récit, c'est qu'on ne le trouve jamais mentionné dans les débats, cependant variés et portant sur tous les aspects du mouvement ouvrier, qui se déroulèrent durant ces quatre années ; pas plus qu'il ne figure dans le livre de John Reed, *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, parce que l'auteur, témoin oculaire, ne vit pas Staline parmi les héros de ces journées mémorables. De 1920 à 1924, je n'ai entrevu Staline que furtivement, dans les circonstances que j'ai racontées, quand il complotait avec Zinoviev et Kaménev contre Trotsky et, une seconde fois, dans les couloirs du Kremlin, pendant le 5e Congrès de l'Internationale communiste. On ne l'y avait encore jamais vu, et on le remarqua d'autant plus qu'il se montrait dans son vêtement militaire, bien que la guerre civile fût finie depuis quatre ans, et botté bien qu'on fût au mois de juillet. Il ne prit, d'ailleurs, aucune part aux débats ; il voulait simplement prendre un premier contact avec les délégués des sections de l'Internationale, songeant sans doute déjà à s'assurer parmi eux des clients.

Les événements importants qui se succèdent dans le monde depuis la Première Guerre mondiale à une allure toujours plus accélérée ont pour conséquence de disperser l'attention qu'il

faudrait accorder à chacun d'eux pour comprendre leur enchaînement et leur signification, et être ainsi à même d'en dégager la leçon. Jamais expériences n'ont été plus abondantes ni plus riches de sens ; mais jamais non plus la classe ouvrière n'en a moins profité. Partie d'une révolution socialiste, la transformation sociale qui devait conduire à la libération de l'homme, à une société sans classes, a sombré progressivement, en Russie, dans un régime totalitaire, tandis que, hors de Russie, se développaient, parallèlement, le fascisme et l'hitlérisme : c'est la question qui domine la vie de notre temps ; elle intéresse chacun de nous. Comment cela fut-il possible ?

L'histoire des quatre années décisives fournit déjà la réponse. Et les deux brefs textes que j'ai transcrits en épigraphe éclairent et expliquent les développements de l'entière période qui suivit la Première Guerre mondiale ; la mise en garde, que j'ai citée, de l'anarchiste Malatesta y apporte confirmation et précision : « *Si nous laissons passer le moment favorable* (pour faire la révolution) *nous devrons ensuite payer par des larmes de sang la peur que nous faisons maintenant à la bourgeoisie.* » La bourgeoisie a eu peur jusqu'en 1920 ; mais le prolétariat d'Europe laissait les Russes seuls ; elle reprit confiance et les conséquences furent le fascisme, l'hitlérisme, le totalitarisme stalinien, la Deuxième Guerre mondiale. Lénine et Trotsky se sont trompés – mais quel prolétaire d'Occident oserait leur en faire reproche ? – ils ne pouvaient concevoir que les ouvriers d'Occident, plus particulièrement ceux d'Allemagne, sortant d'une boucherie dont ils voyaient désormais la tragique inutilité, manqueraient de l'audace révolutionnaire nécessaire pour abattre un régime que les années de guerre avaient ébranlé dans ses fondements. Ils ne voyaient dans la Révolution russe que l'avant-garde de la révolution allemande et européenne, et c'était pour eux une représentation si concrète qu'ils se préparaient déjà pour les nouvelles tâches qu'il leur faudrait assumer. « *Le prolétariat russe*, écrivait Lénine, *doit tendre toutes ses forces*

pour venir en aide aux ouvriers allemands ; il faut créer pour la révolution allemande une réserve de blé. » Mais en même temps, ils donnaient aux peuples un suprême avertissement – et ici ils ne se trompèrent point : « *Communisme ou barbarie : si la classe ouvrière se montre incapable de répondre à l'appel de la révolution, le monde retombera dans la barbarie.* » S'ils ont surestimé la volonté révolutionnaire des travailleurs d'Occident, ils ont vu juste en évoquant d'avance ce que seraient les conséquences de leur passivité.

Le jugement pessimiste de Rosa Luxemburg, formulé en termes sévères, a été confirmé par les faits. Les socialistes d'Occident n'ont pas suivi paisiblement les âpres luttes que la Révolution russe devait livrer ; ils ont affirmé, en des démonstrations solennelles, leur solidarité avec le prolétariat russe, avec la Révolution d'Octobre, acclamant les soviets ; ils interrompaient le travail dans les usines de munitions, arrêtaient les transports d'armes destinées aux mercenaires de l'Entente. Ce n'était pas assez, et en fin de compte ils restaient spectateurs, se refusant au risque de l'acte révolutionnaire décisif. Pourquoi ? Sans doute la responsabilité en retombe-t-elle pour une large part sur les chefs syndicalistes et socialistes qui, pendant la guerre, s'étaient liés à leur gouvernement et, à la paix, offrirent leur aide à la bourgeoisie. Même en Italie, où la situation était particulièrement favorable, Parti socialiste et syndicats ayant combattu la politique interventionniste du gouvernement, l'occupation des usines en 1920, qui ne pouvait être logiquement que le prélude de la prise révolutionnaire du pouvoir par les travailleurs, finit platement sur un compromis démoralisant pour la classe ouvrière : la voie était libre pour Mussolini et ses bandes fascistes. En Allemagne, c'était la République de Weimar ; les chefs socialistes étaient ministres et parfois président du conseil ; ils allèrent, avec Noske, jusqu'au massacre des ouvriers révolutionnaires ; infatués et aveugles, au point de croire que le fas-

cisme ne pouvait être qu'une invention italienne, et incapables d'entrevoir qu'ils pourraient un jour connaître pire avec Hitler.

Cependant, quelle qu'ait pu être alors la responsabilité des chefs, il faut aller plus loin dans la recherche des causes de la passivité, relative, des ouvriers. Si la poussée venant de la base avait été résolue, impétueuse, elle aurait bousculé et rejeté tous ceux qui auraient tenté de la briser ou de l'endiguer. Faut-il conclure que les ouvriers d'Occident sont désormais incapables d'aller jusqu'à l'insurrection révolutionnaire ? Une autre idée sur laquelle Lénine et Trotsky reviennent à plusieurs reprises, c'est qu'il serait plus difficile de commencer la révolution en Occident qu'en Russie mais plus facile de la continuer. C'était si évident que l'accord là-dessus était général. Mais cela nous ramène à la même question : pourquoi ? Quelles sont ces difficultés plus grandes à surmonter au départ ? Peut-être leur cause principale réside-t-elle dans la longue pratique parlementaire, dans les habitudes d'une démocratie plus ou moins réelle ? Dans le mouvement ouvrier d'Europe d'avant 1914, le mot « révolution » était d'un fréquent usage, mais à mesure que les partis socialistes accroissaient leurs effectifs, que leur représentation parlementaire devenait plus importante, il ne s'agissait guère plus que d'un mot rituel, sans un sens précis, dépourvu de l'engage-ment qu'il impliquait, et l'idée s'insinuait, à la longue s'imposait, que désormais une insurrection ne serait plus nécessaire pour s'emparer du pouvoir, qu'il serait possible de faire l'économie d'une révolution semblable à celles du passé, avec leurs misères et leurs sacrifices de vies humaines. Seuls les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes et quelques groupements socialistes échappaient à l'influence des « endormeurs ». Ce sont ceux qui répondirent les premiers à l'appel de la Révolution d'Octobre.

La République des soviets restait avec ses seules forces. Encore ne put-elle les employer à son gré. Aspirant ardemment à la paix, concentrant ses pensées sur l'édification d'une société nouvelle, elle se vit contrainte de les jeter presque toutes dans la guerre. Ceci nous conduit à un autre enseignement qu'on est trop enclin à ignorer : une révolution ne se développe pas comme elle veut ; les privilégiés dépossédés l'attaquent par tous les moyens, ouvertement et sournoisement ; ils appellent à l'aide les privilégiés de l'étranger. La révolution doit se défendre, tâche d'autant plus épuisante qu'elle naît dans les ruines. Elle doit créer une force armée et un organisme pour la répression des menées contre-révolutionnaires : complots, attentats, sabotages. Mesures qu'encore une fois elle ne prend pas de son gré mais parce qu'elle y est contrainte : au début, dans l'enthousiasme des premiers jours, elle est générosité et clémence ; elle libère sur parole des généraux d'ancien régime qu'elle retrouvera bientôt à la tête de forces contre-révolutionnaires. La Révolution de la bourgeoisie française avait suivi un processus identique, et quand le socialiste Renaudel reprochait aux bolcheviks leur dictature, c'était précisément l'historien de cette Révolution, Albert Mathiez, qui lui rappelait que la Révolution de 1789 avait pris mêmes mesures de salut et avait eu recours à même dictature.

Mais non seulement la révolution doit s'armer, se battre au dedans et au dehors ; la guerre et la répression lui font courir d'autres risques. Le dur régime de cette période, désigné sous le nom de communisme de guerre, comportait la réquisition des céréales – il faut nourrir la ville et les armées ; mais la réquisition est une mesure toujours impopulaire et décourageante. En se prolongeant après la fin de la guerre civile, ce régime devenait dangereux pour la République elle-même. Le soulèvement de Cronstadt fut en cela le plus tragique des réveils... Cependant la Révolution d'Octobre n'avait pas encore épuisé sa sève, ainsi que les événements qui suivirent allaient le prouver. Loin de se

complaire dans une répression entreprise à contre-cœur et de l'exalter – comme on devait le voir plus tard après l'assassinat de Kirov, par exemple – les militants bolcheviks étudièrent les causes du soulèvement avec la volonté de remédier aux erreurs qui l'avaient provoqué par des mesures capables d'en empêcher le retour. C'est l'ensemble de ces mesures qui allaient constituer la Nouvelle Politique économique (NEP). La réquisition était supprimée ; le rétablissement d'un secteur privé donna de l'aisance au ravitaillement et facilita une reprise de l'industrie.

Dans cette même année, les dirigeants de l'Internationale communiste opposèrent une résistance énergique aux sections, assez nombreuses, qui préconisaient une offensive générale de la classe ouvrière dans tous les pays, sans se soucier des conditions particulières, mais avec l'appui de l'Internationale communiste et de la Russie soviétique. Ils élaborèrent au contraire la tactique du front unique des travailleurs, destinée à permettre le rassemblement des ouvriers sur un programme de revendications communes. En novembre 1922, au 4e Congrès de l'Internationale communiste, prenant pour la dernière fois la parole, Lénine procédait à un inventaire. La NEP avait dix-huit mois ; son application avait répondu à ce qu'il en attendait. Non que la situation ne présentât que des aspects favorables. Lénine n'était pas du genre des démagogues qui déclarent toujours que tout est pour le mieux et qui affirment qu'un insuccès évident est une victoire certaine ; dans l'analyse d'une situation, il faisait systématiquement le tableau un peu plus sombre qu'il n'était en réalité. De même que le dernier article qu'il put écrire était une critique impitoyable des pratiques bureaucratiques qui avaient envahi l'appareil d'État soviétique, la conclusion de son dernier discours au congrès était une vigoureuse mise en garde contre une imitation servile des communistes russes.

Rien de semblable dès que Lénine disparaît. Les ouvriers russes et les délégués étrangers n'entendront jamais plus de semblables paroles. Les congrès, d'ailleurs, ne seront plus convo-

qués que de loin en loin, on n'y discutera plus, ce ne seront plus que des assemblées d'approbation unanime, de glorification du « chef », personnage nouveau dans le monde communiste.

La période de transition, le passage du régime débile que les révolutionnaires n'ont fait qu'achever, à la société nouvelle qu'il faut bâtir est l'épreuve la plus difficile. La guerre civile l'allonge et l'aggrave ; les interventions étrangères favorisent le développement de pratiques et d'habitudes dangereuses pour la révolution. Les chefs risquent alors de perdre le contact avec les masses ; le parti au pouvoir perd le sens de la responsabilité que lui vaut sa situation de parti unique. S'il n'exprime plus les aspirations et ignore les besoins des hommes qui l'ont accepté comme guide, on ne peut plus parler de dictature du prolétariat ; il ne s'agit désormais que de la dictature d'un parti, d'un petit groupe d'hommes, d'une dictature qui devient insupportable à ceux-là mêmes qui doivent être les bâtisseurs de la société socialiste ; l'exercice du pouvoir se manifeste alors avec toutes ses tares : pourquoi discuter avec un opposant quand il est facile de l'emprisonner.

Lénine n'est pas encore mort qu'une rupture éclate au sein de la direction du Parti communiste. D'un côté, les hommes qui veulent s'efforcer de le continuer, maintenir sa politique de libre discussion au sein du parti, d'audace révolutionnaire avec sa possibilité d'erreurs qu'on corrige ; de l'autre, ceux qui prétendent qu'une telle politique n'est plus possible, qu'elle comporte trop de risques, disons qu'elle est trop difficile. Pour eux, on ne peut gouverner désormais qu'en s'appuyant sur l'appareil répressif et policier. Leur dictature s'établit même à l'intérieur du parti, de son Comité central. Une opposition se forme, qui refuse de les suivre dans ce qu'elle considère comme une trahison de la Révolution d'Octobre ; elle est traquée et pourchassée.

Staline se sert de Zinoviev et de Kaménev – avec lesquels il a constitué un triumvirat – pour éliminer Trotsky, puis de Boukharine pour se débarrasser de ses deux partenaires ; alors il est seul. Le stalinisme triomphant se hissera sur les cadavres des fidèles compagnons de Lénine.

Lénine a prévu son sort quand il écrivait, à propos du destin de Marx, qu'après leur mort on tente de convertir les chefs révolutionnaires en icônes inoffensives. Saline le présente à l'adoration des foules, prétendant être son humble disciple quand il trahit l'homme et le révolutionnaire. Cependant des écrivains, des historiens, des socialistes ne manquent pas qui affirment que Staline continue Lénine, qu'en tout cas il y a entre eux filiation directe ; le stalinisme serait *« un développement logique et presque inévitable du léninisme »*. C'est, disent-ils, toujours le même régime du parti unique, de la dictature, de l'absence de libertés démocratiques, et si l'appareil de répression s'appelle aujourd'hui MVD, il avait nom Tchéka sous Lénine.

Partant d'une boutade, de faits isolés, d'informations de seconde ou troisième main, ils ne voient la réalité qu'à travers les verres déformants dont ils ne peuvent se défaire quand il s'agit de la Révolution d'Octobre, heureux de montrer ainsi que le stalinisme est de même nature que le bolchevisme ; l'odieux régime stalinien devient pour eux une sorte de justification retardée de leur politique. Leur manière d'écrire ou d'interpréter l'histoire était déjà celle de Taine. Quand il entreprit d'écrire l'histoire de la Révolution française, il ne lisait et n'étudiait les textes qu'avec les lunettes du bourgeois français qui avait eu peur pendant la Commune et tremblait encore bien qu'elle eût été vaincue. On ne peut écrire l'histoire d'une révolution qu'à condition de sympathiser avec elle ; sinon on peut rassembler beaucoup de faits et ignorer sa signification. Si on traitait de la sorte l'histoire de la Commune, il n'en resterait pas grand-

chose pour les socialistes ; rien que de vains bavardages quand il faudrait agir, dictateurs jouant aux Jacobins, prise et fusillade d'otages. Pourtant les travailleurs ne s'y trompent pas ; ils savent que, malgré ses fautes et ses faiblesses, la Commune reste une grande date du mouvement ouvrier. Et les révolutionnaires de tous les pays qui répondirent à l'appel de la Révolution d'Octobre auraient été bien stupides ou bien aveugles s'ils avaient été capables de prendre pour une révolution socialiste ce qui n'aurait été en réalité qu'un embryon de régime totalitaire, de dictature personnelle.

Une mesure salutaire à condition d'être éphémère devient funeste en durant ; la centralisation de toutes les forces de la révolution, nécessaire pour une défense victorieuse, étouffe ces mêmes forces si elle n'est que moyen commode de gouvernement. Le soleil peut mûrir ou brûler les récoltes, et c'est la même eau qui féconde la terre ou la détruit. Il est bien facile de se prononcer contre toute dictature, de revendiquer le plein exercice des libertés, mais pour un révolutionnaire c'est se payer de mots et esquiver le vrai problème qu'il est plus aisé d'escamoter que de résoudre. Ce problème, l'anarchiste italien Berneri l'a posé en termes excellents. Il était en Espagne au début de la guerre civile ; certaines conséquences de l'« union sacrée » de toutes les forces antifascistes contre Franco l'alarmaient, et il constatait avec peine « *un certain fléchissement de la CNT* » – la puissante Confédération du travail anarcho-syndicaliste. Il écrivit alors : « *Il faut concilier les "nécessités" de la guerre, la "volonté" de la révolution et les "aspirations" de l'anarchisme. Voilà le vrai problème. Il faut que ce problème soit résolu.* »

La conception du rôle de l'État est d'une importance capitale ; Lénine écrivit un livre pour le montrer : socialisme et État se développent parallèlement mais en sens contraire ; la

montée de l'un coïncide avec le déclin de l'autre ; et la mort de l'État marque l'avènement du socialisme. Staline, ici, a renié son « maître » si totalement et si ouvertement qu'il a bien fallu le reconnaître ; son État est un monstre d'omnipotence, et c'est par lui que le socialisme serait réalisé.

Le procès des socialistes-révolutionnaires a lieu en 1921 quand la guerre civile est à peine achevée. Les inculpés sont des adversaires déclarés du régime ; ils sont en guerre ouverte contre lui depuis la dissolution de la Constituante, préparent des attentats. Ils sont jugés publiquement ; ils ont comme défenseurs des chefs socialistes de Belgique, de France et d'Allemagne ; ils revendiquent fièrement leurs actes ; c'est un procès comme on a coutume d'en voir dans toutes les révolutions, mais rien de comparable à ces « procès de Moscou » de 1936-37, lorsque Staline amène de vieux révolutionnaires à s'accuser, eux, de crimes qu'ils n'ont pas commis : scènes écœurantes, humiliantes pour la raison, qui n'ont eu d'analogue dans aucune révolution.

Lénine a tenu à présenter lui-même la traduction russe du livre de John Reed, *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*. Après l'avoir lu avec « *le plus grand intérêt* » et une « *attention soutenue* », il en recommande sans réserve la lecture aux travailleurs de tous les pays ; il voudrait qu'il fût publié en millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues. C'est un exposé fidèle et vivant des événements significatifs pour la compréhension de ce que sont réellement la Révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Staline n'est pas de cet avis ; le livre de John Reed a été mis par lui à l'index et c'est un crime de le lire. Un internationalisme sans cesse affirmé fait place à un nationalisme borné, à un chauvinisme abject, occasionnellement à une résurrection du panslavisme. Et de Tchitcherine à Vychinsky il n'y a ni ressemblance ni filiation.

La division de la Révolution en deux phases, la seconde s'écartant constamment de la première pour en devenir l'abso-

lue négation, n'est ni arbitraire ni tendancieuse ; elle correspond à la réalité. Mais va-t-on en conclure, ou me prêter la pensée, que la politique soviétique fut jusqu'en 1923 exempte d'erreurs, de fautes, qu'il n'y a là qu'à approuver et à admirer ? Lénine, le premier, eût éclaté de rire si une telle assertion avait été émise devant lui.

Beaucoup d'autres questions pourraient être évoquées ici, entre autres la place et le rôle des hommes dans une révolution ; en fait, tous les problèmes qui se rattachent à la révolution ; et, d'un point de vue plus général, tous ceux que doivent résoudre les hommes d'aujourd'hui s'ils veulent briser le cycle infernal des guerres mondiales, s'ils veulent se garantir contre une rechute dans la barbarie dont il n'y a déjà que trop de signes. La Révolution d'Octobre a été une tentative dans ce sens ; son ambition était d'en finir avec la division de la société en classes, source de conflits et d'âpres batailles. Elle prendra sa place dans la succession des insurrections et des révolutions ouvrières du siècle dernier, nouvelle Commune couvrant tout un pays et dont le rayonnement s'étendit sur le monde, sur l'Europe et sur l'Amérique, entraînant les populations asservies des pays économiquement arriérés aussi bien que les ouvriers des grandes usines capitalistes. Les révolutionnaires russes connaissaient bien l'histoire de ces mouvements ; ils l'avaient fouillée avec passion pour profiter de leurs leçons, de leurs victoires et de leurs défaites. Ils ont écrit à leur tour un chapitre de cette histoire que nous devons étudier pour lui-même et à la lumière de l'évolution des autres mouvements ouvriers, plus particulièrement de la guerre civile espagnole où, tout au contraire de ce qui se passa en Russie, les « antifascistes » combattirent en ordre dispersé mais sous un gouvernement dans lequel des anarchistes voisinaient avec des agents staliniens.

Il n'est pas toujours aisé de discerner le moment où une révolution devient contre-révolution. Ses adversaires procèdent ordinairement par amputations successives, suppressions d'hommes et d'institutions qui, après un certain temps seulement, ont achevé pleinement leur œuvre de destruction. Dans la France napoléonienne, le mot « République » apparaissait encore, et Napoléon ne put s'en défaire définitivement qu'en 1808, par un décret stipulant que « *les monnaies qui seront fabriquées à compter du 1er janvier 1809 porteront pour légende, sur le revers de la pièce, les mots "Empire français" au lieu de ceux de "République française"* ». L'attentat royaliste de la rue Saint-Nicaise lui avait servi de prétexte pour déporter les républicains qui le gênaient dans sa marche à l'empire. Staline, qui se hissa au pouvoir par des voies différentes, n'a pas encore pu se débarrasser du vocabulaire de la Révolution ; il lui suffit de le défigurer.

Le stalinisme, pour se maintenir, pour garder son influence sur la classe ouvrière, a besoin d'apparaître comme le continuateur, le mainteneur de la révolution socialiste, comme l'incarnation de la Révolution russe. C'est un mensonge ; il n'est ni l'un ni l'autre. Pourquoi lui permettre de se réclamer d'une Révolution qu'il a trahie ? Identifier son État totalitaire à la Révolution d'Octobre, c'est le servir, c'est apporter de l'eau au moulin de sa propagande ; car son empire n'éclatera que lorsque le masque socialiste dont il s'affuble lui aura été arraché, et que les ouvriers, le voyant tel qu'il est, dans sa nudité totalitaire, cesseront de lui donner leur appui.

J'aurai réalisé mon dessein si j'ai réussi à ramener l'attention sur une époque oubliée, et si ma contribution à son étude aide à la mieux comprendre.

Décembre 1952.

Table des matières

Préface 7

Note biographique 13

Avant-propos 21

1920 27

I	L'EUROPE EN 1920	27
II	LE VOYAGE DE MOSCOU	33
III	PREMIER MAI À VIENNE	41
IV	LA TCHÉCOSLOVAQUIE DE MASARYK	44
V	CLARA ZETKIN – CHLIAPNIKOV GRANDIOSE DÉMONSTRATION À BERLIN	47
VI	DE STETTIN À REVAL (TALLINN)	51
VII	PÉTROGRAD – ZINOVIEV	55
VIII	MOSCOU – AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE – SADOUL – RADEK – BOUKHARINE	58
IX	TROTSKY	62
X	AU KREMLIN – LÉNINE	66
XI	PARMI LES DÉLÉGUÉS AU IIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE	87
XII	RADEK PARLE DE BAKOUNINE	92
XIII	SMOLNY – SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE DU IIe CONGRÈS	95
XIV	LES DÉBATS DU IIe CONGRÈS	99
XV	TROTSKY PRONONCE LE DISCOURS-MANIFESTE DE CLÔTURE	112
XVI	LES PEUPLES DE L'ORIENT AU CONGRÈS DE BAKOU	123
XVII	LES SYNDICATS RUSSES	132

XVIII LES ANARCHISTES – MORT ET OBSÈQUES DE KROPOTKINE 139
XIX CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS MAJORITÉ POUR L'ADHÉSION À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 145
XX AU GROUPE COMMUNISTE FRANÇAIS DE MOSCOU 148
XXI LE « TRAIN DE TROTSKY » – WRANGEL – FIN DE LA GUERRE CIVILE 153

1921 161

I LA QUESTION SYNDICALE PROVOQUE UN GRAND DÉBAT 161
II SOULÈVEMENT DE CRONSTADT 165
III LÉNINE EXPOSE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE (NEP) AU IIIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 170
IV L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE TIENT SON CONGRÈS CONSTITUTIF 186
V BILAN D'UN SÉJOUR DE DIX-SEPT MOIS 193
VI RETOUR À PARIS : UN AUTRE MONDE 195

1922 197

I RETOUR À MOSCOU – LE FRONT UNIQUE – CHLIAPNIKOV ET CACHIN 197
II CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE – LLOYD GEORGE PROPOSE UNE CONFÉRENCE – CANNES 208
III LES DÉLÉGUÉS DES TROIS INTERNATIONALES À BERLIN 211
IV GÊNES ET RAPALLO 217
V PROCÈS DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES 220
VI Ve ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE –

IVe CONGRÈS
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 225
VII LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
ET SES DIFFICULTÉS 233
VIII FROSSARD DÉMISSIONNE – CACHIN RESTE 242

1923 257
I POINCARÉ FAIT OCCUPER LA RUHR 257
II HAMBOURG : FUSION DE LA 2e INTERNATIONALE
ET DE L'INTERNATIONALE DE VIENNE 267
III DÉSARROI À LA DIRECTION
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE –
SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE EN
ALLEMAGNE 270

1924 281
MORT DE LÉNINE 281

Appendice 283
I ULTIMES RECOMMANDATIONS DE LÉNINE
AU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE RUSSE CONSIDÉRÉES
COMME SON TESTAMENT POLITIQUE 283
II 285
III DERNIER DISCOURS PRONONCÉ PAR LÉNINE
DEVANT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
(IVe Congrès – 13 novembre 1922) 287

Conclusion 291

Brèves notices biographiques 305

Au catalogue des Bons Caractères

Collection Romans

Émeute au Transvaal
Harry Bloom 17,30 €

La Paix
Ernst Glaeser 14,20 €

Les Croisés
Stefan Heym 29,50 €

Ici, sous l'Étoile polaire (tome I)
Väinö Linna 20,30 €

Les gardes rouges de Tempere
Ici, sous l'Étoile polaire (tome II)
Väinö Linna 21,30 €

Réconciliation
Ici, sous l'Étoile polaire (tome III)
Väinö Linna 22,00 €

Les Damnés de la Terre
Henry Poulaille 19,30 €

Le Fléau du savoir - L'épopée de Ménaché Foïgel
Moïse Twersky - André Billy 17,30 €

Collection Histoire

1917, la révolte des soldats russes en France
Rémi Adam 13,70 €

La Révolution russe
François-Xavier Coquin 7,10 €

Juin 36
Jacques Danos et Marcel Gibelin 14,30 €

De l'Oncle Tom aux Panthères noires
Daniel Guérin 15,30 €

Hongrie 1956 : un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée
Georges Kaldy 15,30 €

Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891
Franz Mehring 35 €

La guerre civile en Espagne
Révolution et contre-révolution en Espagne
Felix Morrow 17 €

Collection Témoignages

Autobiographie
Maman Jones 12 €

Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer 16,80 €

Au-delà de l'Oural
Un ouvrier américain dans la métropole russe de la sidérurgie
John Scott 16, 80 €

La Révolution de février
Alexandre Tarassov-Rodionov 15,30 €

SOS Indochine
Andrée Viollis 17,30 €

Toute ma vie j'ai lutté
De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit
Sam Johnson 16,50 €

La catastrophe d'AZF : Total coupable
Un sinistré « sans fenêtre » raconte
Jean-François Grelier 15 €

Jeunesse d'une ouvrière
Adelheid Popp 10 €

Collection Classiques

Le Programme socialiste
Karl Kautsky 11,20 €

Le socialisme et les intellectuels
Paul Lafargue 2,60 €

Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics
Paul Lafargue 2,60 €

Marx et Engels
David Riazanov 11,20 €

La jeunesse de Lénine
Léon Trotsky 12,20 €

Le Programme de transition
Léon Trotsky 3 €

Où va la France
Léon Trotsky 12,70 €

Les leçons d'Octobre
Léon Trotsky 4 €

Hors collection

Haïti 1986-2004
OTR-UCI 20,30 €

Collection Éclairages

1. Proche-Orient 1914-2010
Les origines du conflit israélo-palestinien
Marc Rémy 8,20 €

2. La Première Guerre mondiale
Dix millions de morts pour un repartage du monde
Rémi Adam 8,20 €

3. Histoire de la mondialisation capitaliste - 1. 1492-1914
Édouard Descottes 8,20 €

4. Italie 1919-1920 - Les deux années rouges
Fascisme ou révolution
Bruno Paleni 8,20 €

5. Histoire de la mondialisation capitaliste - 2. 1914-2010
Sandra Chirazi - Raphaël Menand 8,20 €

6. La Russie avant 1917
Gilles Boti 8,20 €

7. Le cerveau et la pensée
Marc Peschanski 8,20 €

8. La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962)
Jacques Le Gall 8,20 €

9. La civilisation arabe du VIII^e^ au XIII^e^ siècle
Son essor, ses apports
Farida Megdoud 8,20 €

10. Les philosophes des Lumières
« Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant… »
Françoise Millot 8,20 €

11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome I - 1923-1927 : la lutte antibureaucratique dans le parti bolchevique
Pierre Merlet 8,20 €

12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome II - 1928-1938 : une lutte à mort contre le stalinisme
Pierre Merlet 8,20 €

Imprimé pour le compte des Bons caractères
par IMS
6, rue Florian - 93500 Pantin
atelier@ims-pantin. fr - www.ims-pantin.fr
Tél. : 01 48 10 05 55 - Fax : 01 48 10 38 86

Brèves notices biographiques

BAUER, Otto (1881-1938). Né à Vienne. Fondateur avec Friedrich Adler de la revue socialiste *Der Kampf*. Étudie dans son premier ouvrage la question des nationalités en Autriche-Hongrie. Prisonnier de guerre en Russie. De retour à Vienne, devient le leader de la gauche du Parti social-démocrate. Ministre des Affaires étrangères du 12 novembre 1918 à juillet 1919. En exil à partir de 1934. Meurt à Paris le 4 juillet 1938.

BENÈS, Édouard (1884-1948). Fils de paysans. Étudie à Paris et à Dijon. Devient professeur à l'Université de Prague. Collabore avec Masaryk, durant la Première Guerre mondiale, au mouvement de libération nationale. Lui succède à la présidence de la République. Démissionne après Munich. En 1945, approuve le gouvernement de coalition avec les communistes. Le 25 février 1948 accepte la formation du gouvernement Gottwald. Meurt le 3 septembre dans les environs de Prague.

ENGELS, Friedrich (1820-1895). Fils d'un filateur de Barmen. À Londres, en 1842, entre en contact avec les owenistes et le mouvement chartiste. Rencontre Marx à Paris en 1844 et commence avec lui une collaboration sans cesse plus étroite.

GOMPERS, Samuel (1850-1924). Né à Londres. Émigre en Amérique en 1863. Se consacre au mouvement syndical. Devient président de l'American Federation of Labor et le reste jusqu'à sa mort.

GÖRTER, Hermann (1864-1933). Un des grands poètes de Hollande. Traducteur de Spinoza. Un des fondateurs du Parti communiste. Défend contre Lénine la politique du Parti communiste ouvrier d'Allemagne.

HENDERSON, Arthur (1863-1935). Élu à la Chambre des communes en 1903. Pendant la Première Guerre mondiale, membre des cabinets de coalition. Démissionne en 1917. Ministre des Affaires étrangères dans le premier ministère travailliste que dirige Ramsay MacDonald.

KAUTSKY, Karl (1854-1938). Né à Prague. Dirige la revue socialiste

Die Neue Zeit. Combat le révisionnisme de Bernstein. Durant la Première Guerre mondiale, se sépare de la fraction majoritaire du Parti social-démocrate et fonde avec Bernstein et Haase un Parti social-démocrate indépendant. Combat la Révolution d'Octobre. Réfugié à Vienne puis à Prague et enfin à Amsterdam où il meurt.

KRASSINE, L. B. (1870-1926). Ingénieur. Participe activement dans sa jeunesse au travail clandestin. Après la Révolution d'Octobre préside la délégation qui signe l'accord commercial anglo-soviétique. Ambassadeur à Paris puis à Londres..

LEGIEN, Karl (1861-1920). Ouvrier tourneur. Devient un des dirigeants puis le président de la centrale syndicale allemande, et président de la Fédération syndicale internationale à partir de 1913.

LIEBKNECHT, Karl (1871-1919). Né à Leipzig. Fils de Wilhelm, un des fondateurs de la social-démocratie allemande. Par son activité antimilitariste, se classe dans la gauche du parti. Élu à la Chambre des représentants de Prusse en 1908, puis au Reichstag en 1912. Pendant la Première Guerre mondiale dirige l'opposition, fonde le groupe Spartacus. Est mobilisé puis emprisonné. Arrêté en janvier 1919, pendant l'insurrection ouvrière à Berlin, est assassiné au cours de son transfert à la prison.

LUXEMBOURG, Rosa (1870-1919). Née en Pologne. Émigre en Allemagne en 1895. Collabore à la *Neue Zeit* de Kautsky. Prend la tête de l'opposition à la guerre avec Liebknecht. Emprisonnée pour son activité pendant la guerre, est assassinée en même temps que Liebknecht, dans les mêmes conditions. Principaux ouvrages : *L'Accumulation du capital* (1913), *Lettres de la prison* (1920).

MALATESTA, Errico (1853-1932). Militant anarchiste que son activité mena fréquemment en prison et en exil. Dirigea plusieurs revues et journaux quotidiens. Auteur de brochures de propagande qui ont été traduites en toutes les langues.

MASARYK, Thomas (1850-1937). Étudiant à Vienne et à Leipzig. Professeur à l'Université de Prague. Passe à l'étranger en 1914 et dirige le mouvement de libération nationale de la Tchécoslovaquie. Élu président de la République en 1918, réélu en 1927 et 1934, se retire en 1935.

NETTLAU, Max (1865-1944). Né à Neuwaldegg, près de Vienne, mort à Amsterdam le 23 juillet 1944. En 1885, à Londres, adhère

à la Socialist League. Rencontre Pierre Kropotkine en 1888. Passe à l'anarchisme et se consacre dès lors à réunir une documentation exceptionnelle sur le mouvement libertaire international. Écrit une biographie de Michel Bakounine.

NOSKE, Gustav (1868-1946). Bûcheron d'origine. Social-démocrate. Journaliste et rédacteur en chef de la *Volksstimme* de Leipzig. Député au Reichstag en 1906. Ministre de la Défense nationale dans le gouvernement Scheidemann. Brise la révolte spartakiste. Pensionné par Hitler.

PANNEKOEK, Anton (1873-1960). Entre au Parti social-démocrate de Hollande en 1900. Enseigne la théorie marxiste à la Partei-schule de Berlin et de Brême. Participe à la fondation du Parti communiste hollandais dont il se retire en 1921. Auteur d'un ouvrage sur les Conseils ouvriers. Membre de l'Union astronomique internationale.

PILSUDSKI, Joseph (1867-1935). Né près de Wilno. Déporté cinq ans en Sibérie. Adhère au Parti socialiste polonais. En 1914, combat d'abord avec les Autrichiens. Rentre à Varsovie en 1918 et reçoit des pouvoirs dictatoriaux. Mène la guerre contre la République des soviets avec l'appui du gouvernement français.

PIATAKOV, G. L. (1890-1937). Militant bolchevik depuis 1910. Déporté en Sibérie puis exilé. Président du premier gouvernement soviétique d'Ukraine. Membre du Comité central du Parti bolchevik depuis 1921. Se consacre aux problèmes économiques. Inculpé au second procès de Moscou (janvier 1937) avec Radek, Sokolnikov, Mouralov... Est condamné à mort et exécuté.

RIAZANOV, D. B. (1870-1938). Débute dans le mouvement ouvrier à Odessa en 1895. Emprisonné cinq ans comme membre de la Libération du travail. Déporté puis émigré. Collabore à l'*Iskra* avec Lénine. Participe activement à la Révolution de 1905, organise le syndicat des cheminots. Adhère au Parti bolchevique lors des Journées de juillet 1917. Professeur à l'Université Sverdlov. Organise l'Institut Marx-Engels. Arrêté puis déporté.

RYKOV, A. I. (1881-1938). Né à Saratov. Fils de paysans. Emprisonné pour son activité révolutionnaire. S'évade. Rencontre Lénine à Genève. Élu membre du Comité central du parti en 1905. Après la Révolution d'Octobre, président du Conseil économique suprême. Succède à Lénine comme président du Conseil des commissaires du

peuple. Expulsé du Parti communiste en 1937. Au banc des accusés lors du troisième procès de Moscou (mars 1938). Condamné à mort et exécuté.

SCHEIDEMANN, Philipp (1865-1939). Député au Reichstag depuis 1902. Leader de la majorité socialiste qui soutient le gouvernement allemand durant la Première Guerre mondiale. Proclame la République le 9 novembre 1918 et est un des trois membres socialistes du gouvernement provisoire. Président du premier ministère de la République de Weimar, il se retire pour ne pas signer le traité de Versailles. Quitte l'Allemagne en 1933.

VANDERVELDE, Émile (1866-1938). Socialiste depuis 1886, devient député en 1894. Président de la 2e Internationale. Ministre d'État en 1914. Plusieurs fois ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements de coalition socialo-catholiques.

ZETKIN, Clara (1857-1933). Social-démocrate, dirige jusqu'en 1914 *Gleichheit*, organe du parti pour les femmes. Adhère au mouvement spartakiste puis au Parti communiste. Membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

ZIMMERWALD (conférence de) 5-8 septembre 1915. Village des environs de Berne où se réunirent pour la première fois pendant la Première Guerre mondiale des délégués des partis socialistes et des organisations syndicales des pays d'Europe qui avaient pris position contre la guerre, demeurant fidèles à l'internationalisme prolétarien.